



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12848 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 21 MAI 1986

« Démocratie » et traditions à Saint-Domingue

« Des élections libres et propres » : ce jugement porté par l'archevêque de Saint-Domingue sur le scrutin du 16 mai en République dominicaine semble un peu optimiste. Il est vrai que Mgr Lopez Rodriguez souhaitait calmer les esprits, rassurer une population justement préoccupée par la suspension indéterminée, décidée dimanche, du dépouillement des suffrages par la Commission électorale.

Confusion, tension, rumeurs de coup d'État, manœuvres de couloir des États-majors politiques : quatre jours après les élections, les Dominicains ne savent pas encore si leur prochain président sera l'insaisissable Dr Joaquín Balaguer, ancien ministre et protégé du dictateur Trujillo, déjà trois fois président, et candidat du Parti réformiste social-chrétien (PRSC, opposition), ou M. Jacobo Majluta, candidat du Parti révolutionnaire dominicain (PRD, au pouvoir).

Disposant du soutien théorique sans faille du gouvernement et de l'appareil d'État, M. Majluta n'a cessé de proclamer sa certitude de vaincre, au cours d'une campagne électorale très agitée, ayant fait plusieurs morts et des blessés, mais sans relief. Les insultes et les accusations de fraude réciproques l'ont en effet largement emporté sur les débats d'idées et les programmes. Finalement, au soir du 16 mai, alors que le décompte des voix n'était pas achevé, le porte-drapeau du PRD a affirmé : « J'ai gagné, et personne ne m'enlèvera ma victoire ». En réalité, les données fournies par les membres de la Commission électorale alors que 90 % des suffrages étaient dépouillés accordaient un avantage faible (de deux points) mais suffisant à M. Balaguer pour être élu, une quatrième fois, à la présidence. M. Majluta a obtenu la suspension du dépouillement en contestant la représentativité de deux des membres de la Commission électorale, dont le président.

La tradition est respectée, sinon les bonnes règles démocratiques. Depuis la chute de la dictature Trujillo, l'alternance a fonctionné en République dominicaine mais sans bavures et accroc. Aux élections générales de 1978, c'est le même Dr Balaguer, alors président, qui avait essayé, avec l'aide des forces armées, de s'opposer à la victoire incontestable de M. Guzmán, leader du PRD. Il avait fait une intervention énergique du gouvernement Carter pour mettre en échec cette tentative de coup d'État. M. Balaguer et ses partisans s'étaient inclinés de mauvaise grâce.

Il est fâcheux que le Parti révolutionnaire, maintenant au pouvoir et affilié à l'Internationale socialiste, se comporte aujourd'hui de la même manière que l'ancien collaborateur de Trujillo. D'autant que la situation est plus complexe et peut favoriser des débordements. M. Balaguer, comme M. Majluta, dispose de solides amitiés au sein des forces armées, qui proclament leur volonté inébranlable de « respecter le verdict populaire » mais qui ont quand même occupé depuis lundi les locaux de la Commission électorale « pour les protéger ».

On voit mal la Maison Blanche se prononcer nettement en faveur de l'un des deux prétendants à la succession du président Jorge Salvador Blanco. M. Majluta, comme M. Balaguer, est partisan de relations privilégiées avec les États-Unis. Et ce social-démocrate qui se situe nettement à droite du PRD (au point qu'il a pris des contacts avec l'Internationale libérale) est bien en cour à Washington. Ce n'est sans doute pas suffisant pour que l'équipe Reagan soit tentée d'intervenir en coulisse pour trouver une issue à l'imbroglio politico-juridique créé par le petit « coup de force » de M. Majluta.

DIFFÉREND ENTRE LE CHEF DE L'ÉTAT ET LE PREMIER MINISTRE

M. Mitterrand souhaite que le Parlement débâte du retour au scrutin majoritaire

L'Assemblée nationale examine, le mardi 20 mai, le projet de loi rétablissant le scrutin majoritaire à deux tours et autorisant le gouvernement à découper par ordonnances les cinq cent soixante-dix-sept nouvelles circonscriptions. Le premier ministre devait engager la responsabilité du gouvernement sur ce texte qui soulève quelques difficultés au sein de sa majorité. L'utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution peut intervenir dès l'ouverture du débat, avant que ne soient soumises au vote les motions de procédure déposées par les socialistes.

Avant de prendre sa décision sur ce point, sur lequel M. François Mitterrand avait confirmé ses réserves le 18 mai, le premier ministre s'est entretenu avec le président de la République, mardi en fin de matinée. Le chef de l'État souhaite en effet qu'en cette matière le Parlement ne soit pas privé de débat.

M. Chirac devait en discuter aussi avec les responsables de la majorité au cours du déjeuner hebdomadaire qui les réunit, le mardi, à Matignon.

A reculons ?

par JEAN-MARIE COLOMBANI

« Heureusement qu'il y a Mitterrand ! » « Mitterrand ne laissera pas faire cela ! » Ces vœux (pieux ?) ne viennent pas de socialistes inquiets de voir M. Chirac défaire « le socle du changement » de M. Mauroy mais d'élus UDF exprimant — en privé — tout le bien qu'ils pensent de la réforme électorale. Celle-ci comporte non seulement le retour au scrutin majoritaire uninominal à deux tours, mais surtout le redécoupage des circonscriptions.

Etats d'âmes ou pas, M. Gaudin a promis, au nom de l'UDF, que « pas une voix » ne manquerait au gouvernement pour l'autoriser à agir en ce domaine par ordonnances. Lesquelles, comme chacun sait, devront être signées (à moins qu'il ne s'y refuse), par... M. Mitterrand. Il est piquant de rapprocher le comportement de certains élus UDF de celui de certains socialistes : ces derniers aussi comptent sur le président pour protéger les acquis sociaux ; ce qui, dans l'intervalle, leur évite d'avoir à déplaire à M. Chirac.

Il n'est cependant écrit nulle part que cette réforme électorale affaiblisse la cohabitation même si le président s'oppose à la procédure choisie. Dans l'immédiat, elle est plutôt pour M. Chirac, un facteur de stabilité. A terme, en revanche, elle peut marquer un recul sensible de la « civilisation politique ».

La rapidité avec laquelle M. Chirac veut rétablir le mode de scrutin qui a été appliqué sans interruption de 1962 à 1981, s'explique aisément.

(Lire la suite page 8.)

LES ÉLECTIONS DU 21 MAI AUX PAYS-BAS

« Tonton Joop » contre Ruud Lubbers

Les Néerlandais se rendent aux urnes le mercredi 21 mai pour des élections législatives. La catastrophe de Tchernobyl a joué un rôle dans la campagne, et pourrait coûter au premier ministre sortant, M. Ruud Lubbers.

De notre envoyé spécial

Amsterdam. — « Hup Hup Ome Joop » (Vas-y Tonton Joop)... Joop Den Uyl, soixante-huit ans, le leader du Parti socialiste néerlandais (plus exactement Parti du travail), a retrouvé toute son énergie sous les moqueries affectueuses des jeunes militants de S'Hertogenbosch. Tonton, lui ? Pourquoi pas ? Ne le compare-t-on pas aussi pour son plus grand plaisir à cet autre vétéran célèbre, le cycliste Zoetemelk — encore un Joop — qui a bien surpris l'an dernier en enlevant le championnat du monde ? Si la coalition chrétienne-démocrate et libérale actuellement au pouvoir n'obtient pas le 21 mai la majorité absolue, soit plus de 75 sièges, alors le Parti du travail sera appelé par la reine pour former le futur gouvernement, et Den Uyl pourrait retrouver le fauteuil perdu en 1981.

Pour le moment « Tonton Joop » tente de convaincre les deux cents personnes rassemblées dans le casino municipal. L'enjeu dans cette région est important. Traditionnellement, catholiques et conservateurs, les provinces du Sud commencent à réserver un accueil plus chaleureux à la gauche. Tout change : si les prêtres interviennent encore dans le débat politique, ce n'est plus pour appeler à « voter chrétien », comme il y a quelques années, mais plutôt pour inviter leurs ouailles à une manifestation pacifiste. Incontestablement la lutte contre l'installation des missiles et des centrales nucléaires aura profondément changé les mentalités du pays.

Les missiles, il faut d'ailleurs que Joop Den Uyl en parle ce soir à S'Hertogenbosch pour réveiller un tant soit peu son public. Après la grande croisade de ces der-

nières années, qui a culminé le 26 octobre 1985 par l'envoi au premier ministre d'une pétition de 3,7 millions de signatures (sur une population de 14 millions d'habitants), la fièvre pacifiste et antinucléaire était un peu retombée. La catastrophe de Tchernobyl, est venue relancer le débat. « Pas de missiles, pas de centrales nucléaires ! », conclut Den Uyl, qui s'esquive pendant que les militants chantent l'Internationale.

Le reste de son discours a été bien sage. Les grandes envolées lyriques, ce n'est pas le genre du pays. Tant mieux peut-être pour la démocratie, mais tant pis surtout pour le spectacle. « Une campagne électorale maintenant, c'est aussi triste qu'un verre de bière sans genièvre », ironise un journaliste néerlandais. Cette sagesse s'explique aussi par le fait que demain Joop Den Uyl pourra participer à un gouvernement avec ses principaux adversaires d'aujourd'hui, les chrétiens-démocrates.

« La cohabitation — c'est comme ça que vous dites ? entre Mitterrand et Chirac, vous pensez que ça ne marcherait pas. Or ça marche. Alors, pourquoi pas entre Lubbers et moi ? », explique Den Uyl (en français). Les deux hommes se connaissent bien d'ailleurs, puisque, lorsqu'il était premier ministre, Den Uyl est allé chercher ce jeune chef d'entreprise dynamique et considéré comme un catholique de gauche pour en faire son ministre de l'économie. Aujourd'hui, Ruud Lubbers est toujours catholique, un peu moins à gauche et premier ministre. Lui aussi fait campagne dans le Sud, à Liempde, où il inaugure une exposition sur l'environnement.

Ce n'est pas seulement l'énorme fut de bière — lequel, en plus, s'appelle Bavaria — qui évoque la patrie de Franz-Josef Strauss. Sous une immense tente, de joyeuses tablées — il ne manque que les chapeaux tyroliens — attendent le premier ministre. Celui-ci est en retard. Comme tout le monde, il a dû patienter dans les embouteillages créés par la grève des cheministes de fer. Sur-

vices d'ordre réduit à sa plus simple expression, pratiquement aucun garde du corps. Le premier ministre arrive enfin, serre quelques mains, mange une tartine de pain beurré, écoute le bourgeoise local, visite l'exposition au pas de course, et prononce quelques mots. Discours sobre, costume sobre. Du solide Lubbers.

Même si son parti peut perdre quelques voix par rapport à 1982, le premier ministre reste l'homme le plus populaire du pays. Les Néerlandais ont ainsi beaucoup apprécié son « courage » lorsque, le 26 octobre, il a affronté — tout seul mais sous les regards des caméras de télévision — quelques milliers de militants pacifistes au Palais des congrès de La Haye.

Autre « vedette » de la campagne électorale : le numéro deux du Parti socialiste, Wim Kok. Cet ancien dirigeant syndical de quarante-huit ans figure d'ailleurs sur toutes les affiches derrière Joop Den Uyl. Certains estiment même que « Tonton » aurait pu passer la main un peu plus rapidement pour laisser tout de suite la place à son dauphin tant l'image de celui-ci est bonne.

JOSÉ-ALAIN FRALON

(Lire la suite page 7.)

La rémunération des indicateurs

M. Pandraud justifie sa décision de payer mieux des informateurs plus nombreux.

PAGE 12

Morosité des laïques

La Fédération des conseils de parents d'élèves de l'enseignement public met en sourdine son programme et appelle à la « résistance » contre la politique de M. Monory.

PAGE 11

Latinité : mythe ou réalité

A propos du colloque de Rome, les points de vue de Georges Duby et Dominique Fernandez.

PAGE 2

Un article de M. Genscher

Le ministre des affaires étrangères de la RFA, qui est attendu mercredi 21 mai à Paris, estime que l'alliance franco-allemande conditionne l'autonomie de l'Europe.

PAGE 3

Tabac : la publicité sans filtre

La loi Veil contre le tabagisme a dix ans, mais les ventes de cigarettes progressent.

« LE MONDE MÉDECINE », PAGES 21 et 22

Étranger (3 à 7) • Politique (8 à 11) • Sociétés (12 à 14) • Carnets (15 et 16) • Culture (17) • Communication (17) • Économie (43 à 47)

Programmes des spectacles (18) • Radio-télévision (19) • Informations services : Méthéorologie, Mots croisés, Loto (19 et 20) • Carnet (20) • Annonces classées (24 à 42)

A GENÈVE, IL Y A 450 ANS

La révolution de la Réforme

Le 21 mai 1536, Genève adoptait la Réforme, quatre cent cinquante ans après, des manifestations commémoratives vont marquer cet événement qui n'a pas été seulement religieux, mais social et politique. Le dimanche 18 mai, 5 000 protestants ont assisté à Genève à un culte solennel. Ils devraient être encore plus nombreux le mercredi 21 au Mar des réformateurs.

par JEAN BAUBÉROT (*)

avec Berner permet aux Genevois de résister au trop puissant duc.

La Genève du seizième siècle est une élégante cité d'un peu plus de 10 000 habitants, bâtie au bord du lac Léman, sur deux collines, dont l'une est dominée par la cathédrale Saint-Pierre. Ses foires lui assurent une certaine opulence, mais elle doit se défendre contre la rivalité de Lyon. Un peuple commerçant anime les rues basses aux maisons bourgeoises, tandis que, dans la ville haute, se renouent, à foison, soutanes et têtes tonsurées. Dans peu de villes européennes, la puissance ecclésiastique est restée aussi forte.

L'évêque de la ville est son prince souverain, mais le duc de Savoie voisin, qui aime Genève « comme le frind aime le gros chapon », dit un historien de l'époque, rêve d'en faire sa capitale. Malgré la bleue qu'il impose à la cité, son projet va être battu en brèche, et une alliance

(*) Directeur à l'Ecole pratique des hautes études.

L'automne 1532, le protestant danphinois Guillaume Farel préche pour la première fois à Genève. En 1533, l'un de ses compagnons ouvre une école et le Vaudois Pierre Viret se fait appuyer par Berner auprès des autorités genevoises. Selon une procédure déjà utilisée ailleurs, une « dispute théologique » a lieu en juin 1535. Le Conseil de la ville permet à Farel de prêcher dans plusieurs églises, dont on brise les images « idolâtres ». Le 10 août 1535, la célébration de la messe est suspendue. En quelques mois, presque tous les membres du clergé vont quitter la ville.

(Lire la suite page 14.)

DOMINIQUE FERNANDEZ



L'Amour

Dominique Fernandez, Prix littéraire Prince Pierre de Monaco pour l'ensemble de son œuvre.

ROMAN GRASSET

مكتبة من الأصل

صكنا من الاصل

débats

Un héritage éclaté

Soldats, juristes, prêtres, savants... Et maintenant ?

par GEORGES DUBY (*)

LATINITÉ

L'« être latin » existe-t-il ? C'est l'une des questions qui sera posée au colloque international qu'organise à Rome, les 21 et 22 mai, l'Union latine. Georges Duby recherche ce qui reste aujourd'hui de l'héritage d'origine transmis à travers l'histoire par des groupes culturellement dominants. Dominique Fernandez voit, lui, dans la corrida et l'opéra des manifestations typiques des mœurs latines.

QU'EST-CE que la latinité ? Pour cerner les contours de cet objet qui se dérobe, il conviendrait d'abord d'en entreprendre l'histoire. Partant d'un fait linguistique, la fixation et la diffusion du dialecte en usage dans une population de l'Italie centrale, on touche aussitôt au politique. Le latin fut le langage officiel d'une armée de soldats conquérants que sui-

vaient des juristes et des bâtisseurs de villes. Il s'imposa aux tribus qui courba cette conquête, dans tout l'Occident de l'Empire romain - alors que, moins inculte, l'Est résistait, restait fidèle à cette autre langue officielle qu'une précédente conquête lui avait imposée, le grec.

Dans un premier temps, la latinité apparaît donc, dans une aire géographique très vaste, la moitié du Bassin méditerranéen, étroitement liée à un appareil de domination. Tout naturellement, elle recula par l'effet des migrations, ses formes se dégradèrent dans le temps même où se repliait, où s'effondrait le système politique, militaire, colonial qui en avait provoqué l'étonnante expansion.

Passé l'an mil...

Qu'en serait-il demeuré si le latin n'avait été adopté par l'Eglise chrétienne lorsque celle-ci, sortant de la clandestinité, s'établit au cœur des structures de l'Etat. Le politique conduisit ainsi aux religieux. Le latin, celui des auteurs classiques, celui qui avait employé saint Jérôme pour traduire la Bible, fut sauvé lorsque les conseillers de Charlemagne entreprirent de restaurer conjointement les institutions ecclésiastiques et l'histoire impériale : il devint le support obligé d'un enseignement professionnel destiné à former les serviteurs de Dieu à leur métier.

Lorsque, passé l'an mil, le développement de l'Occident s'accéléra, la latinité tendit à revêtir un aspect beaucoup plus complexe. Le latin continua de former

enflammés, qui parlait de liberté et de république.

Qu'en est-il aujourd'hui, alors que l'Eglise catholique a décidé de se dépouiller de son vêtement latin, alors que les dictatures se retirent de l'Amérique latine, s'étendent en pays d'Islam, en Afrique noire, alors que dans les lycées du Sénégal l'enseignement du latin occupe une place proportionnellement plus étendue qu'en France ou en Italie ?

De toute évidence, la latinité n'est plus liée aux modalités d'une pratique religieuse, ni à un système d'éducation, ni à un comportement politique. Il faut la chercher ailleurs. Qu'y a-t-il de spécifiquement latin dans la manière dont un Alfonso ou un Craxi conçoit la démocratie, dans le style de Visconti ou dans celui de Saura, dans la façon que l'on a de prier la Vierge à Notre-Dame de la Garde ou à Guadalupe, qui n'est pas celle de Chetokowa.

On voit sous les galeries de Milan, sous les arcades de Oaxaca, sur la place d'Evora des hommes se réunir chaque soir par groupes discutant ensemble passionnément du droit ou de la violence, durant des heures. Mais d'autres hommes ne discutent pas semblablement chaque soir à Dubrovnik ou à Blida ? Il faut, je crois, prendre garde, regarder très attentivement et de très près, si l'on veut parvenir à isoler d'un héritage commun à tous les peuples de la Méditerranée ce qui est proprement latin.

Chercher ailleurs

D'autre part, l'unité de la chrétienté s'était brisée. L'Eglise de Rome, pour tenir tête à ceux qui contestaient son magistère, prit appui sur le passé romain. Non seulement sur le latin, mais sur des structures qui reproduisaient celles de l'Antiquité romaine christianisée : l'étroite imbrication d'une religion publique, festive, et d'une conception de l'Etat fondée sur le droit divin et sur des hiérarchies réputées providentielles. Dans une part de l'Europe, elle aussi méridionale, la Contre-Réforme redonna vigueur à la latinité. Et lorsqu'elle fut battue en brèche, dans les progrès de la déchristianisation, au cours du dix-neuvième siècle, ce fut au nom d'une autre latinité, celle des révolutionnaires de 89 s'étaient montrés les admirateurs

(*) Professeur au Collège de France.

Le torero et la diva

Chaque peuple se révèle par le divertissement qu'il préfère

par DOMINIQUE FERNANDEZ (*)

OU étudier le mieux les mœurs latines ? A l'opéra en Italie et à la corrida en Espagne. L'arène est également un lieu clos, arboré, resserré sur une cérémonie collective qui sert à purger la communauté du bouillonnement de ses passions. Comme à l'opéra, il y a les comparses - serviteurs, picadors, banderilleros - et les premiers rôles, jusqu'au torero follement acclamé, celui qu'en appelant « torador » la plupart des Français confondent avec le fanfaron de Bizet, sans soupçonner à quel rituel précis, aussi difficile à exécuter qu'une partition de musique, obéit chacun de ses gestes.

La mise à mort de l'animal se fait selon un code esthétique rigoureux, de même que dans le bel canto romantique la caquette suit obligatoirement la cavatine - ce qui n'exclut pas, dans les deux cas, la variation libre, mouvements du corps pour le matador, fioritures pour la chanteuse. Toute faute est sanctionnée par les huées du public, mais, si l'artiste se surpasse dans son numéro, la température monte de plusieurs degrés dans l'assistance, et les traits virtuoses déclenchent une véritable hystérie. L'épée enfonce d'un seul coup est l'équivalent assez exact du contre-ut victorieusement décoché. Dans les deux cas, il s'agit de l'exploit attendu, mais dont la difficulté technique tient jusqu'au dernier moment le public dans une anxiété délicate qui transforme ce orgasme voluptueux le soulagement de la tension.

Si les analogies sont évidentes - recherche d'une jouissance érotique déguisée sous l'apparat d'une cérémonie minutieusement codifiée, - non moins manifestes apparaissent les différences. En Espagne, pays de révoltes et d'insurrections militaires, on demande au geste (la musique n'étant qu'accessoire) la libération de la libido refoulée : en Italie, toujours conquise et spoliée par des armées étrangères, on le demande (la gestuelle des acteurs comptant peu) à la voix.

Une autre divergence essentielle concerne le sexe de l'idole : mâle en Espagne, féminin en Italie. Très peu de chanteurs réussissent à concentrer sur leur personne ces ondes de désir fluctuant qui expliquent le délire des foules. Quand le ténor Pavarotti se fait acclamer, c'est, en toute objectivité, pour la qualité de sa voix. La diva féminine, au contraire, si beau que soit son chant, provoque des réactions qui n'ont rien à voir avec la perfection de son art. Les compositeurs italiens d'opéra le savent bien, qui confient toujours le premier rôle à une femme.

Dans la grande variété des livrets italiens, on distingue une situation type : la femme malheureuse, dolente, occupée à se plaindre, parce qu'elle est trahie ou incomprise, ou persécutée. De Norma à Lucia, de Desdemona à Tosca, de Violetta à Mimì, les héroïnes de l'opéra italien offrent une longue galerie de vic-

Trois figures de femmes

Dernière l'affligée qui clame son malheur sur la scène, il perçoit trois figures de femmes différentes.

1. La mère, la mère dolente et gémissante. Tout ce pathos des héroïnes qui se lamentent sur leur sort rappelle au spectateur le vœu quotidien de la *mamma* sacrifiée sur l'autel des vertus domestiques, avec ses soupirs inutiles et ses vaines récriminations.

2. La madone, la *mater dolorosa*. La coupeure entre la scène et le théâtre, l'isolement du plateau sous le flot des projecteurs, accentuent le caractère sacré du drame. Les gestes stylisés des acteurs, le ralentissement de l'action dû aux contraintes du discours musical, contribuent à la solennité littéraire du spectacle. Dans les opéras romantiques, qui sont toujours les préférences du public, il est courant qu'un détail de costume, de mise en scène ou d'éclairage souligne la sainteté de l'héroïne. Ainsi Norma apparaît-elle vêtue d'une robe blanche, dans laquelle elle descend quelques marches avant d'entonner *Casta diva* ; ainsi la Sonnambule ou Lucia chantent-elles le grand air de Mimì, couchées sur leur petit lit, évoque la fin édifiante des martyres.

3. Nimbée de cette double aura maternelle et religieuse, la diva est par excellence la femme inaccessible : la perfection de l'idéal féminin, mais à jamais hors de portée. La beauté même de son chant l'éloigne dans une sphère où il est impossible à celui qui l'écoute d'espérer la rejoindre. Elle plane, emportée vers le ciel des anges sur les ailes de la mélodie. Métamorphosée elle-même en ange, comme l'un ou l'autre des spectateurs ne manque pas de lui crier. Si l'obsession brutale du sexe qu'on prête au mâle, d'après son comportement dans la rue, était vraiment sa préoccupation dominante, on ne comprendrait pas que la vision de femmes éthérées et triomphantes, hors d'atteinte, le plonge dans une telle extase - alors que la vendeuse de poissons ou l'employée des postes du cinéma

(*) Ecrivain.

TREIZE ESSAIS SUR LA « CIVILISATION LATINE »

Nos ancêtres, les Romains...

CE patchwork d'études sur la civilisation latine donne le sentiment que l'on éprouve lorsque l'on se promène le long des rayons d'une bibliothèque. On prélève ici ou là un livre, on pioche quelques pages, puis on se dit : c'est un autre. Désordre, bien sûr, mais qui donne une sorte d'ivresse.

Par quelque bout qu'on le prenne, le recueil d'aujourd'hui procure cet étonnement que, pour notre part, nous préférons, à l'occurrence, aux savants classements d'une thèse, la subjectivité est reine. Les humeurs d'Umberto Eco ne sont pas les mêmes que celles de Dominique Fernandez ou de Jorge Luis Borges. Foin de la rationalité !

Georges Duby, qui dirige l'entreprise, a le mérite d'essayer d'en mettre un peu dans son « ouverture » *mezza voce*. La Latinité, la Cité, la langue, la colonisation, l'insertion du christianisme dans la civilisation romaine, l'Eglise... Pour ceux qui la propagent jusqu'aux antipodes, la latinité n'était pas seulement manière de parler et d'écrire. « C'était manière de penser, un ensemble d'attitudes modelées par une longue tradition à la fois civique et religieuse. »

Chacun s'emploie ensuite à définir des traits communs, des solidarités. L'obsession de « la frontière » (Umberto Eco) : la latinité qui « n'a aucun sens du point de vue ethnique » en a sur le chapitre de la pensée, car tous les mots abstraits sont traduits ou transcrits du latin dans les langues germaniques, si bien que « la latinité... c'est l'Occident » (Borges) ; « l'ivresse, composante essentielle du savoir-vivre latin » (D. Fernandez) ; « l'aspiration du latin à la lucidité » l'emporta sur celle de la productivité (R.J. Dupuy) ; « la formation de la latinité est un phénomène d'interculturalité » (E. Condurachi) ; Si Romulus fonda Rome, Pierre y fut crucifié.

et, pour Philippe Levillain, ce sacre de l'urbis est fondamental, on le verra bien tout au long de cette histoire qui fait cheminer la catholicité et la latinité, racontée par M.A. Ladero Quesada.

Et si on parlait un peu d'économie ? C'est ce que font Frédéric Mauro et Mario Rivesecchi, le premier insistant sur les « colonisations latines », le second sur les rapports avec l'équité, base du droit romain. Du côté linguistique, voici un texte fort érudit d'Antonio Houssas sur le latin, les langues romanes, leur diversification et leur domaine actuel.

Rapports délicats

Un des plus curieux chapitres est sans doute celui de Mohamed Kena sur le thème « Négritude à latinité aujourd'hui », où l'auteur, dernière Senghor, montre bien que ce sont là les deux lignes de force de la culture africaine moderne, mais que leurs rapports variables sont souvent d'un maniement très délicat.

L'avenir de la latinité ? Philippe Rössillon note que les « Latins » au sens le plus général représenteront en l'an 2000 le sixième de l'humanité. « La latinité est un atout décisif quand on dispose d'un minimum de revenus ; il devient une faiblesse quand ce minimum n'est pas atteint. » Surtout, à terme, « les langues les plus nobles mais non utilisées pour la recherche, la documentation et les enseignements scientifiques et techniques seront ravalées au rôle actuel de l'hindi et peut-être dans cent ans du quechua. »

Ces mélanges - *miscellanea*, disait-on jadis - ne seront peut-être pas du goût de tous, parce qu'on est un peu tiraillé à hue et à dia. Mais pourquoi toujours voir le monde avec l'œil de Descartes... ou d'Astérix ?

PIERRE DROUIN.

★ Editions Olivier Orban, 364 pages, 120 F.



MOVADO
The Museum Watch.

Rel : 8440881V80A
Prix : 8 800 F

Rel : 8740881N
Prix : 5 800 F

Liste des concessionnaires sur demande à : 23, rue d'Antin
VACHERON CONSTANTIN 75002 Paris
France Tél. : (1) 47.42.48.32

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDAPAR 650372 F
Télécopieur : (1) 45-23-61
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
M.M. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Weiss

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDUPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	587 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)				
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine ou mois avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.R., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Israël, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 2 G. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 din.

étranger

DIPLOMATIE

La visite de M. Raimond à Washington confirme la fin de la brouille franco-américaine

De notre correspondant

Washington. — La première visite de travail aux États-Unis de M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a été marquée, lundi 19 mai, par une absence de désaccords fondamentaux sur la plupart des sujets abordés.

Cette harmonie a largement tenu au fait que les deux gouvernements avaient à cœur d'afficher l'entente la plus chaleureuse possible pour tonifier d'effacer le ressentiment anti-français qu'a déclenché, dans l'opinion américaine, le refus de la France d'ouvrir son espace aérien aux bombardiers envoyés sur la Libye.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a ainsi déclaré que M. Raimond avait voulu recevoir — ce que n'imposait pas le protocole — le ministre afin de « démontrer son attachement à l'amélioration du dialogue franco-américain qui a été sensible au sommet de Tokyo » et de « s'assurer de la coopération française dans la lutte contre le terrorisme ». M. Rai-

mond a, pour sa part, qualifié de « très chaleureux » le bref entretien qu'il a eu avec le président américain.

Ces amabilités ne relèvent pas seulement de la commune volonté d'apaisement. Si grand qu'ait été au Pentagone — et que soit encore dans l'opinion — le dépit suscité par le refus de l'autorisation de survol, il n'avait pas réellement surpris les dirigeants américains, qui ont été, en revanche, très satisfaits des positions prises à Tokyo par la France en cours des conversations sur le terrorisme.

Le premier des deux dossiers — la Libye — qui avaient souvent donné lieu, ces deux dernières années, à des frictions plus ou moins sérieuses se trouvait ainsi écarté. Quant au second — l'initiative de défense stratégique américaine (IDS) — il n'aurait tout simplement pas été abordé, ni avec le vice-président, M. Bush, ni avec M. Reagan, ni avec le secrétaire d'État, M. Shultz.

La raison en est d'abord que les Américains savent maintenant que, même avec M. Chirac à Matignon, il est hors de question d'obtenir une participation de la France en tant qu'État au projet d'armement de « genre des missiles ». Insister à nouveau sur ce point après les initiatives infructueuses du passé serait risquer une réaffirmation, par la France, de son refus.

La guerre des étoiles

Interrogé au cours d'une conférence de presse sur le dossier de l'IDS, M. Raimond ne s'est en effet pas contenté de dire qu'il n'avait pas été effleuré. Il est également allé au-devant des questions pour déclarer, « premièrement, que tout le monde était d'accord sur le fait que la solution immédiate... » (AFP, Reuter).

dans les années à venir, la dissuasion nucléaire... deuxièmement, que ce... programme de recherches... portait... sur une longue période... et que Washington entendait qu'il ne soit pas... en contradiction avec le traité ABM... sur les armements stratégiques... troisièmement, que la France devait être... très vigilante devant les développements technologiques en cours dans le monde moderne... et devait... s'y adapter, notamment dans le cadre de la solidarité européenne.

An passage, et en estimant que Washington n'avait « pas encore tranché », le ministre a noté qu'il serait « préférable », aux yeux de la France, que les États-Unis ne dénoncent pas le traité ABM, qui limite strictement le développement des systèmes antimissiles, et que la Maison Blanche accorde Moscou d'avoir violé. Chaque mot avait été visiblement pesé.

BERNARD GUETTA.

Les États-Unis renouvellent leurs critiques contre « le soutien de la Syrie au terrorisme »

La Maison Blanche a de nouveau dénoncé, lundi 19 mai, le soutien apporté par la Syrie au terrorisme international. « Tant que les terroristes se déplacent librement en Syrie et dans les territoires libanais contrôlés par la Syrie, les États-Unis resteront sérieusement préoccupés par le soutien de la Syrie au terrorisme », a déclaré le porte-parole de la présidence, M. Larry Speakes. « Nous pensons, a-t-il ajouté, que la Syrie devrait se débarrasser d'Abou Nidal et de son organisation, la Syrie reste sur notre liste terroriste ».

A Jérusalem, le premier ministre, M. Shimon Peres, a lui aussi estimé que la Syrie constituait « un sanc-

tuaire pour le terrorisme international », mais s'est félicité des propos tenus par le président syrien, M. Hafez el Assad, quant à la situation prévalant entre les deux pays. Dans une interview publiée dimanche 18 mai par le Washington Post, M. Assad avait indiqué que les tensions entre les deux pays semblaient s'apaiser et qu'il n'y avait aucun mouvement de troupes dans le Golan. — (AFP, Reuter).

Le président Hafez el Assad se rendra en visite officielle en Grèce du 26 au 28 mai, a annoncé un porte-parole du gouvernement grec. — (Reuter).

MALGRÉ LA MAUVAISE HUMEUR DE M. LANGE

Les pourparlers continuent entre Paris et Wellington sur les suites de l'affaire Greenpeace

M. David Lange, premier ministre néo-zélandais, aime à souffler le chaud et le froid sur ses relations avec Paris. Il en a à nouveau administré la preuve lundi 19 mai en déclarant, presque simultanément, que les pourparlers discrets, voire secrets, que la France et la Nouvelle-Zélande avaient entrepris récemment à propos des suites de l'affaire Greenpeace, étaient rompus (le Monde du 20 mai) et que les contacts avec le gouvernement français se poursuivaient.

La raison invoquée par M. Lange pour ce nouveau coup de colère contre Paris semblait, il est vrai, assez mineure. Il reprochait principalement au ministre français de la défense, M. André Giraud, d'avoir fait montre, au cours d'un entretien à la radio, d'un optimisme excessif quant à l'éventualité de voir libérer prochainement les faux époux Turenge, qui purgent actuellement une peine de dix ans de prison en Nouvelle-Zélande. « Les nouvelles sont bonnes, nous sommes en plein dans la discussion », avait dit M. Giraud, tout en se refusant à donner davantage de détails, afin, avait-il dit, de ne pas « compromettre le retour » du commandant Maffart et du capitaine Prieur en France.

Formelle qui, pour rester prudente, avait vivement irrité M. Lange et provoqué sa déclaration annonçant la rupture des négociations. Le premier ministre néo-zélandais se montrait par ailleurs agacé, pour ne pas dire plus, par les restrictions françaises aux importations en provenance de Wellington, encore que son ministre du commerce extérieur, M. Mike Moore, se fût récemment félicité de voir Paris renoncer à certaines de ses restrictions.

Mais M. Lange a fait savoir au gouvernement français que les contacts diplomatiques se poursuivaient, tout en déclarant à nouveau la formule utilisée par M. Giraud, qui « ne facilite pas la tâche de remettre les relations entre la

France et la Nouvelle-Zélande sur une meilleure voie ». En fait, le chef du gouvernement de Wellington, notamment sous la pression de son opposition conservatrice et de l'opinion néo-zélandaise (un récent sondage montrait que trois personnes interrogées sur quatre étaient hostiles à toute remise de peine pour les deux agents français), se sont tenu de saisir soigneusement à toute démonstration d'optimisme du côté français. Mais il semble bien que les pourparlers aient « suspendus » en Suisse étaient de toute façon arrivés à peu près à leur terme.

On s'interdit naturellement, à Paris, de donner la moindre indication sur ces conversations, que ce soit au Quai d'Orsay, à Matignon ou à la défense. Du côté néo-zélandais, elles ont été conduites par M. Chris Beeby, secrétaire adjoint aux affaires étrangères, et du côté français par M. Gilbert Guillaume, conseiller d'État et directeur des affaires juridiques au ministère des affaires étrangères.

Le principe en avait été convenu entre M. Ruland Dumas, alors ministre des relations extérieures, et M. Geoffrey Palmer, vice-premier ministre de Nouvelle-Zélande, en marge de la session des Nations unies, en septembre dernier à New York. L'objectif de tels pourparlers, qui s'étaient ouverts dès l'automne, n'était pas directement de régler le fond du problème, mais de délimiter le cadre de la future négociation entre Paris et Wellington sur les deux points essentiels de l'affaire : le sort des faux époux Turenge et le dédommagement de la Nouvelle-Zélande par la France. De ce point de vue, on ne saurait tirer du nouveau « coup de torchon » de lundi entre les deux pays la conclusion que la vraie négociation ne va pas s'engager. Mais les ministres français devront redoubler de précautions oratoires... et ne pas craindre d'afficher un pessimisme de bon aloi.

BERNARD BRIGOUDEX.

UN ARTICLE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RFA

L'alliance franco-allemande conditionne l'autonomie de l'Europe

M. Hans-Dietrich Genscher est attendu mercredi 21 mai à Paris. Le ministre allemand des affaires étrangères sera reçu dans l'après-midi par M. Mitterrand. Jeudi, il s'entretenra avec son collègue français, M. Jean-Bernard Raimond, puis tiendra avec lui une conférence de presse, avant de rencontrer M. Chirac et de regagner Bonn en début d'après-midi.

par HANS-DIETRICH GENSCHER

La coopération franco-allemande est une constante solide de la politique européenne. Sa poursuite dans à-coups, dans tous les domaines, après les élections, et le changement de gouvernement en France, l'a prouvé une fois de plus. Nos deux peuples savent qu'il n'y a pas d'autre voie que cette relation durable et unique en son genre. Celle-ci est devenue l'affaire des gouvernements et des peuples, des caravanes et des courants.

Les décisions adoptées lors du dernier sommet franco-allemand de février dernier sur le renforcement de la coopération militaire, sur le resserrement de la coopération entre les ministères des affaires étrangères, ou l'apparition commune des deux ministères des affaires étrangères devant la CDE à Stockholm, à la fin du mois de janvier 1986, traduisent le développement constant de structures et de politiques communes.

Sécurité : des intérêts complémentaires

Cette association tire sa vitalité d'une appréciation largement concordante du rôle des deux pays dans le contexte européen et mondial, de leurs objectifs politiques. Nous avons le sentiment que les conceptions à long terme de l'Allemagne et de la France sur le rôle de l'Europe sont très proches. L'Europe démocratique doit prendre sur la scène politique internationale la place qui lui revient, en raison de son histoire, de son importance intellectuelle, culturelle, économique et technologique, du nombre de ses citoyens et de sa situation géographique. Dans une perspective historique, où la bipolarité dominante Washington-Moscou est peu à peu battue en brèche par l'apparition de nouveaux centres de force — tels que la République populaire de Chine, — l'Europe démocratique

est une constante solide de la politique européenne. L'Europe doit — je le répète — prendre la place qui lui revient sur la scène politique internationale, une place qui sera toujours aux côtés des États-Unis dans l'alliance atlantique.

Nous autres Allemands respectons le rôle particulier que la France joue au sein de l'alliance occidentale. En France, on se rend de plus en plus compte que les intérêts français en matière de sécurité ne s'arrêtent pas, dans la situation actuelle de l'Europe, aux frontières nationales.

La sécurité européenne de la France à la position prise par l'Allemagne sur la question des armements de « genre des missiles », le soutien tout aussi énergique de l'Allemagne au refus de la France de laisser s'accroître l'idée dangereuse d'un équilibre euro-stratégique en permettant la prise en compte des systèmes nucléaires français dans l'équation nucléaire des grandes puissances, prouvent que les différences entre nos situations militaires respectives conduisent non pas à une opposition de nos intérêts en matière de sécurité, mais bien à leur complémentarité.

Renouveau de la conscience européenne

La coopération encore plus étroite décidée lors du sommet de Paris de 1982 dans le domaine de la politique de sécurité et dans les échanges de vues politiques sur les questions Est-Ouest a entraîné un rapprochement encore plus prononcé des positions sur les axes essentiels de la politique étrangère et de sécurité. C'est ainsi que nos deux pays travaillent aussi étroitement ensemble pour préparer la prochaine réunion de la CSCE à Vienne.

On a, en France, une conscience nettement marquée de l'importance de l'identité nationale, mais aussi de l'identité européenne, comme point de référence commun à l'Europe tout entière, de l'Atlantique à l'Oural. On comprend aussi que, pour nous, l'appartenance inévitable à la communauté des démocraties occidentales, d'une part, le dialogue et la coopération avec l'Est, où vivent, en RDA, des Allemands comme nous, d'autre part, ne sont pas des éléments qui s'opposent, mais qui forment logiquement un tout bien cohérent.

Parmi les secteurs les plus importants de la coopération figure l'édification commune d'une union européenne. Les deux pays savent

que l'ampleur et le rythme de progression de l'unification européenne sont fonction de la capacité de l'Allemagne et de la France à les promouvoir par leurs efforts communs. Plus les communautés européennes saura faire preuve de cohérence, d'autonomie, de force, plus son poids dans l'alliance atlantique sera important. A l'inverse, le renforcement du pilier européen consolidera dans son ensemble une alliance indispensable à notre sécurité. Il est évident que celle-ci gagne en vitalité et en perspectives d'avenir à ne pas être comprise comme une alliance entre les États-Unis et chaque pays européen pris isolément, mais comme une alliance euro-américaine.

Alors que des responsables politiques clairvoyants, en France, et en Allemagne, mais aussi dans les autres pays de la Communauté européenne, ont vu de ce que notre communauté facédonnée au chemin, sa mission que sa responsabilité historique, nous constatons dans l'Europe tout entière — à l'Ouest comme à l'Est — un renouveau de la conscience et de l'identité européennes. Il s'agit de mettre à profit cette prise de conscience pour développer la coopération Ouest-Est dans un monde qui — comme les tout derniers événements viennent de le montrer, et malgré les différences fondamentales entre les systèmes politiques — est devenu plus petit. On répondrait ainsi aux intérêts de tous les Européens, tout en restant en conformité avec la politique de la communauté atlantique.

Cette coopération de plus en plus étroite se situe également dans la perspective du processus de la CSCE. En assurant, après la fin de la seconde guerre mondiale, la responsabilité de la garantie de l'équilibre, de la liberté et de la paix en Europe, les dirigeants des États-Unis ont consacré une orientation historique tout aussi clairvoyante que celle définie par les fondateurs de l'entente franco-allemande, unique en son genre et irremplaçable pour chacun des deux partenaires. Il ne faut pas oublier que les pères du traité de Paris, qui ont permis à l'Europe de sortir de ses propres ténailles, et à déterminer son propre destin. C'est dans cet esprit que les États-Unis ont continué plus tard — et dernièrement encore lors du discours perspicace du président Reagan, en 1985 à Strasbourg — à encourager les Européens à s'unir et à parler d'une seule voix.

Pour qu'il n'y ait pas d'évolution divergente en Europe et au sein de l'alliance, nos amis américains doivent comprendre que, dans notre

esprit, tout progrès de l'unification européenne suppose les dispositions de l'Europe à assumer ses responsabilités. Nous, les Européens, ne voulons nullement nous abriter derrière les intérêts de l'Europe comme alibi pour nous dérober à une action responsable. Il faut bien, en revanche, accepter que les Européens — tout en se concertant étroitement, et d'égal à égal, avec les États-Unis, — se fient à leur propre jugement et à leur expérience quand il s'agit de déterminer ce que leur responsabilité leur commande de faire.

L'indépendance technologique

Un secteur d'avenir pour la coopération franco-allemande est celui de la technologie. L'Allemagne et la France sont parfaitement d'accord pour reconnaître que l'indépendance de l'Europe est totalement tributaire de sa capacité à ne pas rester à la traîne des États-Unis et du Japon en pleine révolution technologique. C'est cette conviction qui a engendré l'initiative Euriska. Il ne faut aucun doute que l'utilisation pacifique de l'espace doit jouer un rôle essentiel dans ce contexte. Hermès en fournit l'exemple. Sur cette question, on a déjà poussé la réflexion plus loin en France, alors que nous avons encore du chemin à faire en Allemagne. Mais là aussi, nous allons progresser ensemble. L'autonomie de l'Europe et sa capacité d'action présupposent aussi son autonomie dans le domaine de la technologie. La rôle de preneur de licences ne correspond ni aux capacités ni à l'importance de l'Europe.

Même si l'on peut être satisfait des acquis, la coopération franco-allemande offre encore un espace considérable pour de nouvelles actions en tenant compte des intérêts spécifiques de chacun. Par exemple dans le domaine de la production d'armements et de la coopération en matière de défense, le gouvernement fédéral est prêt à poursuivre sur la voie d'une vaste coopération. S'agissant de l'unification de l'Europe, nous sommes d'accord sur le fait que cette coopération ne doit exclure personne d'autre, mais au contraire servir d'incitation et d'exemple aux efforts déployés par tous les partenaires. Nous prenons ainsi en compte le rôle indispensable et l'importance de chacun de nos partenaires. Le plus bel hommage à l'entente franco-allemande est celui que les autres pays européens lui rendent aujourd'hui en encourageant la France et l'Allemagne à prendre les devants. L'amitié franco-allemande profite à tous nos partenaires.

L'ONU a remis à Israël les dossiers de 347 personnes impliquées dans des crimes de guerre

New-York (AFP). — Israël a obtenu, lundi 19 mai, des Nations unies les dossiers de trente-cinq personnes impliquées dans des crimes de guerre, a annoncé son ambassadeur à l'ONU, M. Benjamin Netanyahu. Ces dossiers figuraient dans les archives de la Commission internationale sur les crimes de guerre, dont l'organisation est dépeçée. Au début de la semaine dernière, Israël avait demandé à l'ONU d'avoir accès aux dossiers de mille trois cent soixante-dix-neuf personnes. Mais les noms de mille trente-deux d'entre elles ne figuraient pas dans ces archives.

C'est la première fois depuis que ces archives ont été déposées à l'ONU, en 1948, qu'un gouvernement obtient communication d'un aussi grand nombre de dossiers. En trente-huit ans, cinq d'entre eux seulement avaient été consultés : ceux d'Adolf Eichmann (en 1960), de Klaus Barbie (en 1982), de Joseph Mengele (en 1984) et, récemment, ceux de MM. Kurt Waldheim, Alois Brunner et Hermann Kleiner.

L'accès aux archives de la Commission, qui contiennent plus de trente-six mille dossiers individuels, est limité aux seuls gouvernements.

Il y a quelques jours, le secrétaire général, M. Perez de Cuellar, a envoyé une lettre aux gouvernements des dix-sept pays ayant appartenu à cette commission pour leur demander s'ils souhaitaient que ces archives soient désormais mises dans le domaine public.

Pacifique

Manœuvres navales. — Quatre pays riverains du Pacifique — les États-Unis, le Japon, le Canada et l'Australie, — auxquels s'est jointe pour la première fois la Grande-Bretagne, ont appareillé lundi 19 mai pour les exercices Rim-pac 86, avec 50 navires, 250 avions et 50 000 hommes, ont indiqué les autorités navales japonaises. Ces manœuvres de quarante-cinq jours permettront de tester les possibilités de défense des voies maritimes, de guerre anti-sous-marine et de défense aérienne électronique. La Nouvelle-Zélande ne participe pas à ces exercices en raison de sa politique d'interdiction des navires américains équipés de missiles nucléaires dans ses ports. — (AFP.)

Par l'auteur de
LA GUERRE D'ESPAGNE

HUGH THOMAS

HISTOIRE INACHEVÉE DU MONDE

Collection
"Les hommes et l'Histoire"

ROBERT LAFFONT

AFRIQUE

République sud-africaine

Le triple raid contre Harare, Gaborone et Lusaka compromet la mission des « sages » du Commonwealth

Les raids sud-africains contre le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe ont mis M^{re} Thatcher dans une situation embarrassante et risquent de provoquer de graves remous au sein du Commonwealth, nous indique notre correspondant à Londres, Francis Corum. Mais le gouvernement britannique n'en a pas moins laissé entendre sa intention de continuer de s'opposer à des sanctions économiques contre le régime de Pretoria. Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a déclaré que l'opération militaire sud-africaine était « une violation flagrante de la souveraineté de trois pays amis » et était « particulièrement déplorable » au moment où se trouvait en Afrique du Sud la mission de bons offices du Groupe de personnalités éminentes créé en octobre par le Commonwealth lors du dernier sommet aux Bahamas.

De notre correspondant

Johannesburg. — Ceux que l'on appelle les « sept sages », c'est-à-dire les sept membres de la mission du Commonwealth, avaient à peine quitté Lusaka, la capitale de la Zambie, dimanche 18 mai, après deux jours d'entretiens avec les dirigeants de l'ANC (Congrès national africain) que cette organisation était la cible d'une triple attaque sud-africaine. A Lusaka même, mais également à Gaborone, au Botswana, ainsi qu'à Harare, au Zimbabwe (le Monde du 20 mai). Pretoria ne s'y serait pas pris autrement s'il avait voulu torpiller les maigres chances de dialogue que ce groupe tente de concrétiser en essayant de réunir à une table de négociation le mouvement en exil et le gouvernement sud-africain.

Comment expliquer que le régime de Pretoria ait choisi précisément ce moment pour frapper à trois reprises les combattants noirs nationalistes, sinon dans le but de saboter cette mission de bons offices, dernière chance de concilier les exigences opposées de l'ANC et du pouvoir blanc ? Si tel n'est pas le cas, cette triple opération-éclair, unique dans les annales pourtant déjà fourrées de raids au-delà des frontières, reste un mystère quant au choix de la date retenue.

Le groupe des « sept sages » avait été formé à l'issue de la conférence du Commonwealth qui s'est tenue au mois d'octobre dernier à Nassau, aux Bahamas. Il doit rendre son rapport à la fin du mois de juin et proposer ou non des sanctions en fonction des résultats obtenus lors de sa mission en Afrique australe, en cours de laquelle des responsables de tous bords politiques ont été entendus. Une rencontre devait avoir lieu au début de cette semaine avec le président de la République, M. Pieter Botha. Et, selon l'ANC, ceux que l'on appelle les « personnalités éminentes » devaient retourner à

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a « vigoureusement condamné » l'attitude de Pretoria et a affirmé que les Etats-Unis « sont aux côtés des gouvernements et des peuples » victimes de l'armée sud-africaine. Le porte-parole du département d'Etat, M. Kalb, a indiqué qu'une protestation avait été transmise par M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, au ministre conseiller sud-africain à Washington, en l'absence de l'ambassadeur. Comme on lui demandait si Washington voyait dans l'ANC une organisation terroriste, le porte-parole a dit que les Etats-Unis « continuent à considérer l'ANC comme une importante organisation politique qui doit jouer un rôle dans les négociations sur l'avenir de l'Afrique du Sud ».

Lusaka jeudi. Une diplomate de la navette afin de trouver un terrain d'entente pour aboutir à un règlement négocié du drame sud-africain.

Quelles chances ont aujourd'hui « ces honnêtes courtiers », selon l'appellation qui leur a été donnée par les autorités sud-africaines elles-mêmes, d'amorcer le dialogue entre les deux parties ? Le triple raid de lundi est une véritable gifle pour ces « faiseurs de paix ». On voit mal comment l'ANC acceptera de renoncer à la violence, exigence formulée par Pretoria en échange d'une légalisation du mouvement et de la libération de M. Nelson Mandela.

Jamais par le passé Pretoria n'était allé si loin pour atteindre son ennemi juré. Jusqu'à présent, les opérations de représailles

Zambie avaient été épargnées. Il s'agit donc d'une nouvelle escalade dans la lutte tous azimuts que mène l'Afrique du Sud pour étendre le plus loin possible, au-delà de ses frontières, le « cordon sanitaire » établi au cours de ces dernières années au moyen d'intimidations, de pressions ou de raids meurtriers.

En attendant
« l'assaut généralisé »

Cela dans le but de contrer l'influence grandissante de l'ANC en Afrique du Sud. Depuis le début de l'année, soixante-quinze incidents (sabotages, explosions, fusillades) ont été attribués aux

Il a toutefois ajouté que Washington « condamne l'usage par l'ANC de la violence pour parvenir à ses objectifs politiques » et « est préoccupé de l'étriquetage des liens » de cette organisation avec l'URSS.

A l'issue de son entretien avec le président Reagan, M. Jean-Bernard Raimon, ministre français des affaires étrangères, a lui aussi, « déploré » ces raids.

L'ONU, l'OUA et de nombreuses capitales ont également exprimé leur condamnation. M. Kenneth Kaunda, président de la Zambie, a annoncé une prochaine réunion des pays de la « ligne de front » voisins de l'Afrique du Sud.

Pour leur part, les « sages du Commonwealth » en mission dans la région ont décidé de prolonger leur séjour en Afrique du Sud. Cinq d'entre eux ont quitté lundi Le Cap. Les deux autres devaient les rejoindre mardi.

allié d'outre Atlantique et la Grande-Bretagne ne critiqueraient pas cette notion de « subtilité politique ». Tel n'a pas été le cas.

Quelle seront les conséquences des raids de la nuit de dimanche à lundi ? Elles vont sans doute contribuer à accentuer la pression internationale sur le régime de Pretoria et peut-être entraîner de nouvelles sanctions. C'est en tout cas l'opinion de M^{re} Helen Suzman, députée du Parti fédéral progressiste (PFF), qui estime qu'il s'agit de la goutte d'eau qui va faire déborder le vase.

Trois morts
et quelques blessés

A tout bien considérer, ces opérations, si spectaculaires qu'elles aient été, n'ont en fait qu'à peine ébranlé la capacité d'action et de mobilisation de l'ANC. A Gaborone, le raid hélicoptère a permis de détruire une dizaine de maisons du hameau de Mogadishu, situé à 5 kilomètres de la capitale. Un civil botswanais a été tué, deux autres blessés, ainsi qu'un soldat. A Harare, l'immeuble de l'ANC a été endommagé et une habitation de l'un des dirigeants situés dans les faubourgs complètement détruite. Seul un gardien du premier bâtiment au centre même de la ville a été blessé. On ignore toujours comment les membres du commando sont parvenus sur place. Le premier ministre, M. Robert Mugabe, a annoncé que quatre arrestations avaient été opérées mais s'est refusé à fournir d'autres détails. Il n'est pas impossible que les auteurs de l'attaque aient été recrutés au sein des réserves de l'ancienne armée rhodésienne travaillant pour les services secrets sud-africains.

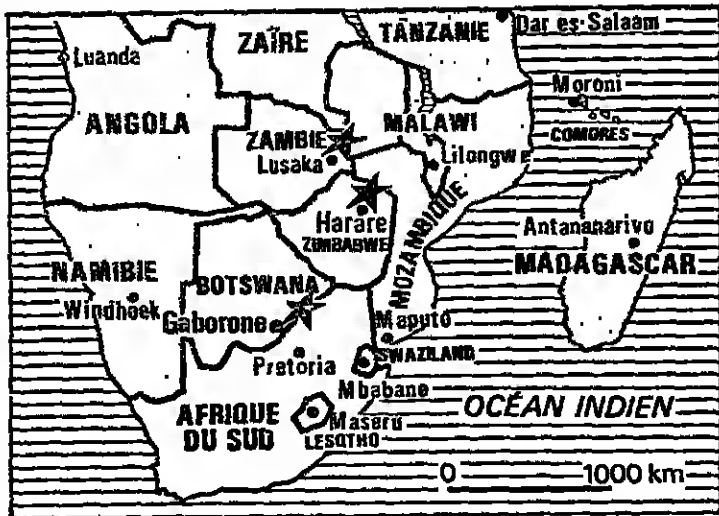
Enfin, à Lusaka, le président Kenneth Kaunda a précisé que le camp de Makeni, à une quinzaine de kilomètres de la capitale zambienne, qui est contrôlé par le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies, avait d'abord été pris sous le feu de deux véhicules avant d'être la cible de deux avions militaires sud-africains. Deux personnes ont été tuées au cours du raid, un Zambien et un réfugié sud-africain, et une dizaine de personnes ont été blessées.

Des trois opérations ont été un « plein succès » d'après les autorités militaires de Pretoria. Mais le résultat est-il aussi satisfaisant que celles-ci veulent bien le dire ? Ces coups de main ont-ils amoindri le potentiel de l'ANC ? Rien n'est moins sûr. Le gain paraît a priori bien mince et n'atténue que très partiellement le moral des dirigeants du mouvement nationaliste noir. Le soutien dont dispose l'ANC dans les « pays frères » sera intensifié, a déclaré M. Mugabe.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Violents affrontements près du Cap. Les affrontements très violents qui avaient débuté samedi 17 mai se poursuivaient ce mardi matin dans le bidonville de Crossroads, près du Cap. Les heurts entre les militants antipartheid et les vigiles ont causé la mort d'au moins quatre personnes. Le bidonville a été incendié, et plusieurs milliers d'habitants sont sans abri. — (AFP.)

Une étrangère condamnée pour aide à l'ANC. — M^{re} Hélène Pastors, professeur de nationalité belge, a été condamnée, lundi 19 mai, à dix ans de prison par la Cour suprême de Johannesburg pour avoir aidé le Congrès national africain (ANC). M^{re} Pastors, première étrangère inculpée de « trahison » en Afrique du Sud, avait plaidé non coupable. — (AFP. AP. Reuters.)



n'étaient lancées que contre les voisins immédiats, comme le Botswana, le 14 juin dernier, où douze membres présumés de l'ANC avaient été tués, ou le Lesotho, le 20 décembre, où neuf autres avaient été « exécutés », ou enfin le Mozambique, avant la signature des accords de Nkomati, le 16 mars 1984. Le Zimbabwe et la

nationalistes, soit une augmentation de 341 % par rapport à la même période l'an dernier. Dimanche, une impressionnante quantité de mines, de TNT, de grenades, de fusils ont été découverts à Krugersdorp, à proximité de Johannesburg. Le chef de la police, le général Johan Van Der Merwe, a indiqué que depuis le début de l'année 1985, vingt-cinq caches d'armes avaient été mises à jour.

Cela renforce la conviction des dirigeants que, plus que jamais, le mouvement nationaliste prépare « l'assaut généralisé » contre le pouvoir, selon la terminologie en usage en Afrique du Sud. Cette organisation terroriste, a déclaré lundi le chef de l'armée, le général Liebenberg, non seulement commet des actes de violence contre tous les citoyens du pays, mais a suffisamment d'arrogance pour accepter la responsabilité de ses actions dans les médias. Cette opération menée contre les terroristes est la manifestation de la ferme résolution de l'Afrique du Sud d'utiliser tous les moyens à sa disposition contre les terroristes où qu'ils soient. Cette action a été entreprise dans un esprit responsable et seulement après un sérieux examen.

Pour la première fois donc Lusaka et Harare ont été la cible des dirigeants sud-africains qui, selon le premier ministre zimbabwéen, M. Robert Mugabe, font du « terrorisme d'Etat leur politique ». Une politique de la canonnade pour prouver à l'opinion publique, et plus particulièrement à sa frange conservatrice, qu'ils gardent l'initiative ainsi que la maîtrise de la situation. Mais également pour démontrer que l'ANC est à la source de tous les maux au moment où des appels se font de plus en plus pressants pour légaliser ce mouvement et entamer des pourparlers. Comment peut-on négocier avec une organisation qui a pour politique « la violence contre l'Afrique du Sud », selon la formule du général Liebenberg ? Pretoria s'est également situé sur le terrain de la lutte internationale contre le terrorisme en rapprochant son action de celle des Etats-Unis contre la Libye, espérant que son

KADHAFI contre USA
Quand le ROMAN
précède l'HISTOIRE

le
cinquième
cavalier

Le diabolique roman
de LAPIERRE
et COLLINS

450^e mille

ROBERT LAFFONT

ASIE

L'ACCORD SUR LA RESTITUTION DU BOEING TAIWANAIS

Une victoire pour Pékin

Pékin. — Un accord est intervenu, le lundi 19 mai, à Hongkong, entre nationalistes et communistes chinois sur le retour du Boeing 747 et de deux membres d'équipage de la compagnie taïwanaise China Airlines, détourné début mai. Ce développement constitue une importante victoire pour Pékin, estime-t-on dans les milieux diplomatiques de la capitale.

L'accord prévoit que l'avion détourné sur la Chine populaire et deux membres de l'équipage seront restitués, à Hongkong, à une date qui reste à déterminer. Pékin a, en tout état de cause, réalisé son but primordial qui était d'amener, pour la première fois en trente-sept ans, des responsables des deux parties chinoises à s'asseoir ensemble autour d'une table de négociation.

Ce précédent historique, estime-t-on de même source, rendra de plus en plus difficile la politique officielle de Taïwan, qui stipule : « Pas de contact, pas de négociations, pas de compromis ».

« L'essentiel était ce premier contact entre Pékin et Taïpei. Les autorités communistes ne nourrissent pas l'illusion de voir un équipage de Taïwan se rendre sur le sol de la Chine populaire pour rapatrier l'avion, le copilote et le mécanicien », a déclaré un diplomate.

Samedi, la Chine avait proposé que l'avion soit restitué à Canton par l'intermédiaire d'une tierce partie, mais les trois membres de la délégation taïwanaise avaient refusé, arguant de « raisons de sécurité ».

Par ailleurs, à Taïpei, un porte-parole a déclaré : « Ce n'est pas une victoire totale pour nous, car une troisième personne, le capitaine Wang Hui-Chueh, est restée en Chine ».

M^{re} Wang (cinquante-six ans) avait posé le Boeing 747 de la CAL à Canton (sud de la Chine), le 3 mai dernier. Les deux autres membres d'équipage avaient déclaré vouloir rentrer à Taïwan. Taïwan a toujours présenté l'affaire, et notamment la négociation, comme un cas purement « humanitaire ». — (AFP.)

LA VISITE DE M. BARIANI AUX PHILIPPINES

Un geste de solidarité de la France à l'égard du gouvernement de M^{re} Aquino

M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a été reçu, lundi 19 mai à Manille, par la présidente Aquino à laquelle il a remis une lettre de M. Jacques Chirac. Un porte-parole philippin a annoncé que M^{re} Aquino avait accepté une invitation à se rendre en France, mais pas avant 1987.

Correspondance

Manille. — Profitant de la « renaissance » philippine, le gouvernement français mise sur un renouveau des échanges bilatéraux. Dans les milieux diplomatiques français de Manille, on l'a vu à l'œuvre au cours de la dernière visite d'un haut fonctionnaire français dans la capitale philippine, on souligne le caractère exceptionnel de la venue de M. Bariani. De même, on insiste sur le fait que le gouvernement de M. Laurent Fabius (qui sera lui-même en visite privée à Manille dans une semaine), a été le premier à reconnaître la présidence de la République philippine, M^{re} Aquino.

Officiellement, la visite se veut avant tout un geste de solidarité à l'égard du gouvernement de M^{re} Aquino. Elle « n'est pas politiquement neutre », dit M. Bariani. Ainsi, son premier acte a été d'annoncer que la France allait remettre, comme « mesure d'urgence », 2 000 tonnes de farine de blé au gouvernement philippin.

En fait, la France souffre dans l'archipel d'un handicap considérable. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont modestes et le bénéfice des Philippines (exportations vers la France : 150 millions de dollars, contre 75 millions aux importations). De plus, les relations ont pâti d'une longue série de contentieux accumulés entre différentes entreprises françaises et les Philippines de l'époque Marcos.

Selon M. Bariani, la France enverra aux Philippines, avant la fin de l'année, des experts pour conseiller les différents organismes philippins en matière d'agriculture tropicale, de crédits bancaires agricoles et de marketing commercial. Dans un tout autre domaine, l'envoyé français a indiqué que le gouvernement de M. Chirac « réfléchira sur les moyens » que la France pourrait adopter afin de contribuer à « alléger » la dette extérieure de 26 milliards de dollars dont M^{re} Aquino a hérité. On se refuse à être plus précis sur ce chapitre pour le moment. M. Bariani s'est déclaré « réconforté » par la philosophie du gouvernement philippin qui « se comporte en gestionnaire et non pas en exécutif ».

Bien que cette visite soit présentée avant tout comme de « bonne volonté », les considérations géopolitiques n'en sont peut-être pas absentes vu la position de l'archipel, à cheval sur l'Asie du Sud-Est et la zone Pacifique. A sa couronne, la présence française dans le Pacifique est soumise à de fortes pressions australiennes, l'éventualité d'un renforcement des liens avec Manille lui devrait pas manquer d'intéresser pour la France.

KIM GORDON-BATES.

Birmanie

Les troupes gouvernementales s'emparent du QG des rebelles karenis

Rangoun. — Les troupes gouvernementales birmanes se sont emparées du quartier général du Parti progressiste karen, qui abritait également les locaux d'autres mouvements rebelles à l'autorité de Rangoun et servait de point de contact avec l'étranger. Selon les journaux gouvernementaux birmanes The Mirror et Working People's Daily, les soldats birmanes ont conquis et détruit, le 12 avril, le camp situé à Hwayponlaung, dans la ville de Sittaw (Etat Kayah), à proximité de la frontière avec la Thaïlande. Deux soldats gouvernementaux ont été tués et deux autres blessés, ainsi que plusieurs rebelles, ont ajouté les quotidiens en indiquant que de nombreuses armes, mais aussi 495 kg de marijuana, avaient été saisis. Le camp de Hwayponlaung abritait

également des rebelles kachins et Pa-O, selon les journaux.

De même source, on indique que le camp servait de point de contact entre le mouvement rebelle et l'étranger, et que les Karenis qui se sont enfuis en Thaïlande après l'attaque des troupes birmanes étaient accompagnés de cinq étrangers — dont l'identité n'est pas précisée — qui résidaient dans le secteur depuis 1984 et assuraient des cours de formation médicale.

Les Karenis (dénommés Kayahs par Rangoun) sont un peuple de souche mongolo, au même titre que les Karens, dont ils sont les cousins et avec lesquels ils sont allés. L'insurrection des Karenis — dont les principaux revenus sont la contrebande entre la Birmanie et la Thaïlande — a débuté en 1952. — (AFP.)

Bangladesh

Violents affrontements. — Dix-sept personnes ont été tuées et plus d'une centaine blessées lors de week-end dernier lors d'affrontements entre villageois, dans la région de Brahmanbaria (sud-est du Bangladesh), ont indiqué, lundi 19 mai, les autorités locales, précisant que la situation était maintenant maîtrisée.

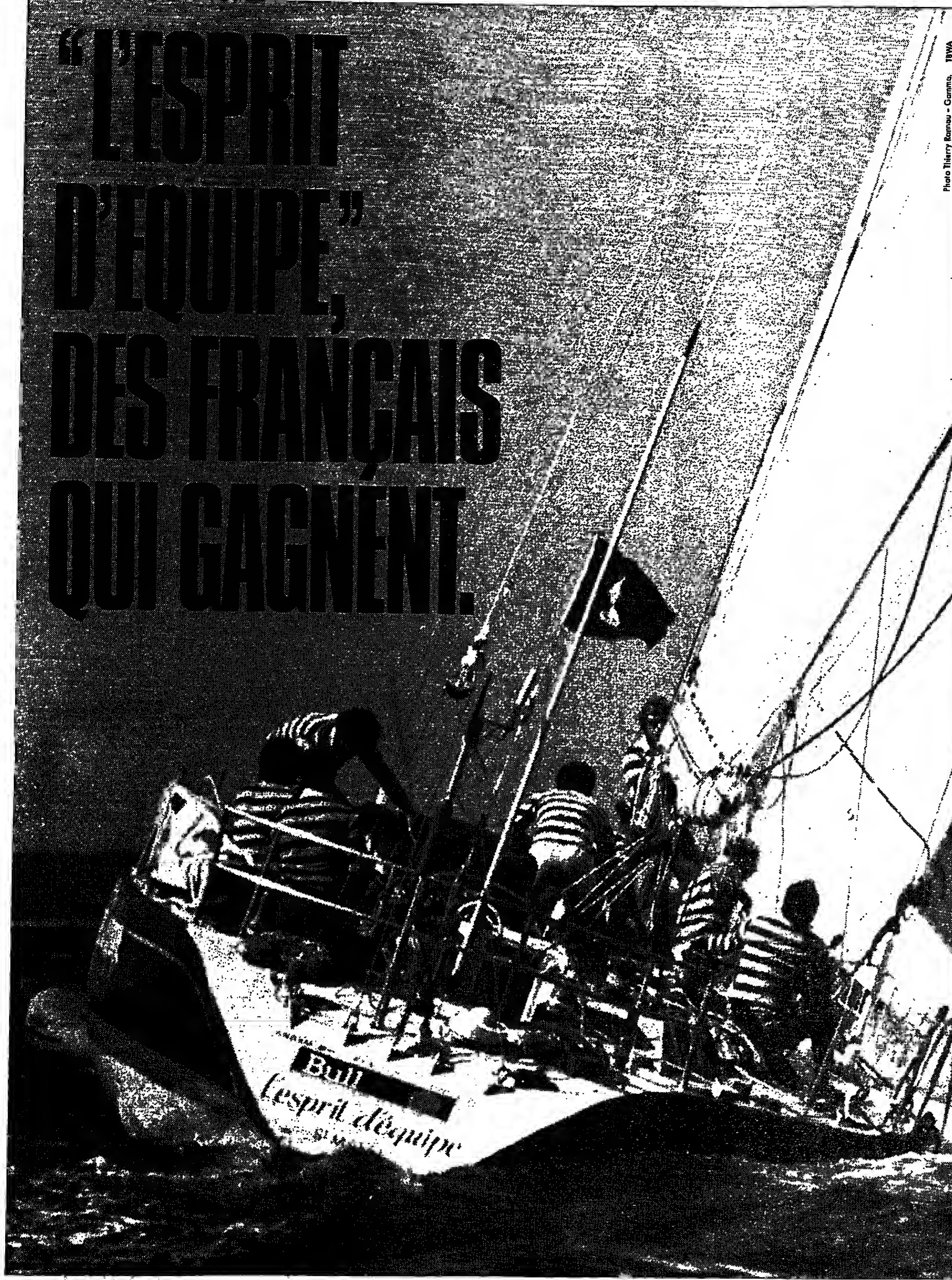
Vingt-cinq autres personnes ont en outre été portées disparues lors de ces affrontements dans cette région située à 100 kilomètres de Dacca. Selon la presse, un vol de détail est à l'origine de ces violences, mais d'autres sources les imputent à un vieux conflit entre le président d'un syndicat local et des opposants. — (AFP.)

(Publicis)

University Studies in America inc.
Importante organisation américaine, facile d'accès dans de grandes universités U.S. Etudes tous niveaux quelle que soit votre anglais et vos diplômes. Bénéficiez d'un diplôme. Prise en charge des frais et simplification des formalités. Documentation contre cinq timbres.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
U.S.A.-France Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92220 Nanterre, 47.22.94.94

"L'ESPRIT D'EQUIPE", DES FRANÇAIS QUI GAGNENT.

Photo Thierry Benoit - Gamma. BWA



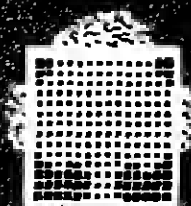
Pour la première fois, un bateau français "L'Esprit d'Equipe", engagé par BULL, gagne la course autour du monde à la voile.

"L'Esprit d'Equipe" symbolise pour nous la réussite par la qualité des hommes, la rigueur de la préparation, la perfection dans l'exécution.

Chez BULL, leader européen en informatique et en bureautique, 26 000 personnes se battent avec détermination dans la compétition sur le marché mondial des systèmes d'information.

Dans l'entreprise comme sur un bateau, le succès repose sur la somme des talents de chacun, la cohésion de tous et la volonté de gagner.

Bull



مكتبة من الأصل

صحة من الاجل

A TRAVERS LE MONDE

CHILI

Assemblée interparlementaire « pour la démocratie »

Santiago-du-Chili. — Une assemblée interparlementaire « pour la démocratie au Chili », réunissant plus de soixante-dix parlementaires venus de dix-huit pays, s'est ouverte pour la première fois lundi 19 mai dans la capitale chilienne. Cette réunion, organisée par les partis représentés au Parlement dissous en 1973 à l'exception du parti socialiste et du parti communiste, interdits, — a débuté dans un climat tendu. Les autorités l'ont en effet qualifiée d'« immixtion » dans les affaires du pays, et d'« importation de forces étrangères ». Le chef du Parti démocrate-chrétien, l'ex-ministre des affaires étrangères, M. Gabriel Valdés, et le président du Commandement national des travailleurs (CNT), M. Rodolfo Seguel, ont été empêchés de rejoindre la réunion. Des représentants des Parlements de plusieurs pays d'Europe (dont l'Allemagne fédérale, l'Italie, l'Espagne et la Suisse) et du Parlement européen participent à l'Assemblée. Aucune délégation française n'était présente lundi. Des messages de soutien ont toutefois été adressés aux organisateurs par le président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chaban-Delmas, et celui du Sénat, M. Alain Poher. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS

La Cour suprême refuse les quotas raciaux dans l'emploi

Washington. — La Cour suprême des États-Unis a invalidé, lundi 19 mai, un programme protégeant l'emploi des instituteurs noirs au détriment de leurs collègues blancs dans l'État du Michigan, répondant ainsi au souhait du gouvernement Reagan de ne pas faire de « racisme à rebours ». Par cinq voix contre quatre, la Cour a rejeté le programme instauré dans la ville de Jackson, en vertu duquel les instituteurs noirs étaient mieux protégés dans leur emploi que les blancs — notamment par l'imposition de quotas — même dans le cas où leur ancienneté était moindre. Ce déséquilibre était dû à une série de mesures adoptées dans les années 70 dans le but de donner aux minorités raciales une aide supplémentaire afin de compenser la discrimination dont elles avaient été victimes auparavant. Le président Reagan, qui appelle à une « société sans différence de couleur », s'oppose à la politique des quotas raciaux dans le travail. — (AFP.)

PORTUGAL

Hold-up revendiqué par les FP 25

Lisbonne. — Les Forces populaires 25 avril (FP 25, organisation clandestine d'extrême gauche) ont revendiqué lundi 19 mai un important hold-up commis dans la matinée dans un supermarché à Cascais, dans la banlieue de Lisbonne. Le visage découvert, cinq hommes ont fait irruption dans le supermarché Pao de Açúcar (chaîne brésilienne de magasins) et ont raflé, selon un employé de cette société, le montant des ventes effectuées le week-end dernier, estimé à plusieurs millions d'escudos. Un correspondant anonyme se réclamant des « FP 25 » a revendiqué cette action dans un appel téléphonique à l'agence Noticiosa de Portugal (NIP). C'est le septième hold-up qui a eu lieu en mai au Portugal. Les cibles des six autres ont été des banques et une pompe à essence de Lisbonne. Aucun d'entre eux n'avait été revendiqué par les FP 25. Un proche se déroule depuis plusieurs mois à Lisbonne, dont les principaux accusés sont soupçonnés d'appartenir à cette organisation clandestine. — (AFP.)

PROCHE-ORIENT

A Beyrouth

NOUVEAUX AFFRONTEMENTS ENTRE CHITES ET PALESTINIENS

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — La guerre chilo-palestinienne des camps de Beyrouth est-elle en train de reprendre et va-t-elle, comme l'an dernier, se dérouler durant le mois du ramadan, sacré en Islam, et l'été du printemps ? De lundi après-midi à ce mardi 20 mai à l'aube, c'est à coups de canon que les miliciens du mouvement chiite Amal et ceux du camp palestinien de Borj-Barajneh se sont exécutés à la suite d'un incident isolé dont chaque partie attribue naturellement la responsabilité à l'autre, et qui a tout de suite dégénéré en affrontements à l'artillerie.

Bilan de la soirée : un mort, trente blessés. Les médias du secteur chrétien font même état de sept morts et insistent que les officiers syriens membres de la commission de contrôle de la trêve — le long de la ligne de démarcation entre les camps de Borj-Barajneh, de Sabra et de Chatila, d'une part, et le périmètre de ces camps contrôlés par Amal, de l'autre — aident la milice chiite à éviter d'être débordée par les Palestiniens. Malgré leur encerclement, les camps palestiniens se sont, en effet, nettement renforcés en armes et combattants depuis la guerre de mai-juin 1985. Et même si les anti-araabistes pro-syriens du FSNP y occupent le devant de la scène lors des négociations avec Amal, il est notoire que, à l'intérieur des camps, M. Yasser Arafat, le chef de l'OLP, est redevenu l'homme fort.

Mardi matin, les combats s'étaient arrêtés, mais la tension restait vive. Comme sur la plupart des autres fronts au Liban, la guerre des camps comporte des phases d'hostilités et des pauses, celles-ci intervenant en général à l'aube pour être interrompues en fin d'après-midi.

LUCIEN GEORGE.

EUROPE

LA PRISE EN OTAGE PAR LES « CONTRAS » DE HUIT VOLONTAIRES OUEST-ALLEMANDS

Le Nicaragua, l'Eldorado des révolutionnaires en RFA

Quelque soixante-dix volontaires ouest-allemands au Nicaragua ont occupé, lundi 19 mai, leur ambassade à Managua et ont exigé que l'ambassadeur de RFA lance un appel à M. Reagan afin d'obtenir la libération de huit compatriotes, retenus en otage depuis samedi par des « contras » opposés au gouvernement sandiniste.

La gauche et l'extrême gauche ouest-allemandes ne sont pas encore, comme c'est le cas en France, orphelines de révolutions lointaines et exotiques. Le militantisme anti-impérialiste, et, au premier chef, anti-américain, marque la renaissance de la gauche en RFA à la fin des années 60. Du Vietnam à Cuba puis au Nicaragua, jamais ne se démentit le soutien matériel et

moral aux forces qui s'opposent aux États-Unis dans le monde. Les révisions déchantées, qui amenèrent en douceur un Régis Debray d'un guérillisme pur et dur à une social-démocratie bien tempérée sous les lambris de l'Elysée ne sont pas de mise outre-Rhin.

Les « volontaires » ouest-allemands pour le Nicaragua, qui viennent apporter sur le terrain leur soutien aux dirigeants sandinistes, sont légion. Ils se recrutent principalement au sein d'une jeunesse impatiente et déçue du peu de résultats obtenus par le mouvement de masse de ces dernières années contre l'implantation des missiles de l'OTAN en RFA. Ils vont, pour la plupart, prêter la main aux paysans nicaraguayens, bien souvent dans des conditions matérielles très diffi-

ciles, avec la conviction de remplir un « devoir internationaliste ».

La sympathie pour la révolution sandiniste et pour la lutte du Front Farabundo-Martí au Salvador se traduit également par des gestes symboliques en RFA même. Les ventes militantes de café du Nicaragua alimentent les petits-déjeuners des appartements communautaires de Francfort et de Berlin-Ouest, et une collecte lancée par le quotidien d'extrême gauche Tageszeitung en 1983 sur le thème « Des armes pour le Salvador » ne rapporta pas moins de 30 millions de francs.

**Solidarité
inconditionnelle**
Jusqu'à ces derniers mois, la solidarité inconditionnelle avec le

régime de Managua était également la ligne de conduite du Parti social-démocrate, et particulièrement de son président, M. Willy Brandt. On vit souvent le ministre de la culture, M. Ernesto Gerdner, recueillir les ovations de la foule au côté de l'ex-chancelier dans les meetings du SPD.

Mais on assiste aujourd'hui à une évolution des sociaux-démocrates. A la suite d'un voyage d'information effectué l'automne dernier en Amérique centrale par M. Hans Jürgen Wachsner, ancien ministre du gouvernement du chancelier Schmidt, le SPD a quelque peu modéré son enthousiasme pour le pouvoir de Managua, constatant que les « normes démocratiques » y sont quelquefois bafouées plus que de raison.

L.R.

Le Comité de défense de la cause arménienne critique l'évolution de la politique française envers la Turquie

Le Comité de défense de la cause arménienne (CDCA) a adressé le 14 mai au ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, une lettre dans laquelle il rapporte « la déception et l'amertume » qu'ont engendrées dans la communauté arménienne française les premières déclarations du gouvernement Chirac la concernant.

Citant des propos tenus à la presse par M. Chirac en mars et une intervention récente de M. Jean-Bernard Raimond devant l'Assemblée nationale, le CDCA leur reproche de bannir le mot génocide de leur vocabulaire à propos de la question arménienne. « La communauté, dit le texte, ne peut admettre ce glissement vers des euphémismes dont la répétition constituerait une remise en cause de la reconnaissance du génocide arménien par le gouvernement français ».

Le Comité s'élève aussi contre les déclarations faites par M. Chirac à propos du mémorial arménien qui doit être construit à Paris. Il réclame que ce mémorial soit exclusivement consacré aux victimes du génocide, et non, comme le laisse entendre M. Chirac, aux Arméniens morts pour la France.

En ce qui concerne les relations avec la Turquie, le CDCA estime que « c'est en Turquie qu'il réside les relations diplomatiques avec la France à un changement sur la cause arménienne ». « Les relations avec

la France, poursuit le Comité, ne doivent pas se réduire au problème arménien, mais elles doivent aussi tenir compte de l'occupation militaire de Chypre, de la création illégale d'un État turc sur le territoire de la République de Chypre. (...) du régime constitutionnel et social de la Turquie, qui n'est pas conforme aux règles de nos démocraties occidentales ».

Quant aux considérations économiques de notre commerce extérieur avec ce pays, chacun sait que la Turquie n'est pas actuellement et ne sera pas avant longtemps en mesure de payer ses dettes extérieures. Le contrat de vente des avions Mirage sera donc à terme financé par le contribuable français.

Enfin, les relations diplomatiques de la France doivent s'appuyer sur une réévaluation du rôle réel de la Turquie dans le dispositif de l'OTAN. On ne peut se contenter de constater que des bases américaines dans ce pays proche de la Libye n'ont pas servi au raid américain sur Tripoli, que la Turquie crée des tensions par des menaces militaires sur la Grèce, autre allié du pacte atlantique, en faisant fi de la cohésion au sein de l'OTAN.

Considérant ces faits, il n'est pas possible à la France d'ouvrir ses relations avec la Turquie dans les termes et avec l'impresionnement qui ont actuellement cours.

Grèce

Le PC de l'intérieur décide de ne plus s'appeler « communiste »

De notre correspondant

Athènes. — Plusieurs innovations ont marqué le quatrième congrès du Parti communiste de l'intérieur, qui s'est terminé à Athènes le lundi 19 mai avec l'élection d'un nouveau comité central de quatre-vingt-trois membres. On voit en effet rarement un parti communiste discuter et même contester sa propre appellation, y compris l'éphémère communiste.

Le PC de l'intérieur, issu d'une scission du PC de Grèce en 1968 (1), en pleine dictature militaire, n'a jamais réussi à obtenir de résultats électoraux importants, sauf aux élections européennes : en 1984, il a réussi à réunir 3,5 % des voix et à faire élire un euro-député (sur vingt-quatre pour la Grèce) alors qu'aux législatives de 1985 il n'a obtenu que 1,8 % des voix et un député à l'Assemblée nationale (de trois cents membres). Le parti est cependant influent dans les milieux universitaires et intellectuels, ainsi que dans la jeunesse (plus de 10 % aux élections étudiantes).

Depuis un certain temps, plusieurs dirigeants du parti, dont son président, M. Léonidas Kyriakos, ont élaboré un projet de « mutation » du PC en un parti de la « gauche du

renouveau », abandonnant par la même occasion ses caractéristiques communistes, y compris sa propre appellation. Un grand nombre de cadres et de militants, regroupés autour du secrétaire général, M. Jean Bazias, se sont opposés à cette proposition et ont avancé l'idée d'une « revalorisation » du parti en insistant cependant sur son caractère communiste, tout en étant d'accord pour supprimer dans ses statuts les références au marxisme-léninisme, à l'internationalisme prolétarien et au centralisme démocratique. Un troisième groupe, conduit par M. Costas Filis, député européen, a demandé carrément que l'on convoque « un congrès fondateur » avec la participation de militants de la gauche non encore organisée pour créer un nouveau parti.

Avant le congrès, un long débat s'était instauré parmi les membres du parti, auquel s'étaient exprimés plus de six mille militants (soit environ 70 % du total) ainsi que mille sept cents membres de l'organisation jeunesse. Les deux cent trente-sept congressistes ont repris l'ensemble des thèmes discutés et ont voté sur les thèses du parti et ses nouveaux statuts. L'ensemble des travaux, y compris l'élection du nouveau comité central, était intégralement transmis par la télévision à l'intention d'une foule de militants, sympathisants ou simples curieux qui avaient envahi la salle du congrès et les allées du centre sportif de la Paix et de l'Unité, où il se déroulait.

La décision finale est le fruit d'un accord entre les deux tendances favorables à la suppression du caractère communiste du parti. Elles ont obtenu 51 % des voix des congressistes, alors que la proposition pour le maintien de l'appellation communiste en réunissait 43 %. Un « congrès fondateur », sera donc convoqué au printemps 1987 et une « commission politique d'organisation » — où s'associeront cadres du parti, militants et personnalités de la gauche non organisée — sera chargée de la préparer. Ce congrès se prononcera définitivement sur l'appellation du parti. L'élection du nouveau comité central a été organisée à la proportionnelle simple, selon les pourcentages des voix obtenues par chaque tendance. Un nouveau secrétaire général du PC de l'intérieur doit être élu sous peu.

THÉODORE MARANGOS.

PEINE RÉDITE POUR UN « HOOLIGAN » BRITANNIQUE

Londres (AFP). — Un « hooligan » du football britannique condamné en novembre dernier à la prison à vie a vu lundi 19 mai sa condamnation ramenée en appel à trois ans, et-on en a pris de source judiciaire.

La peine infligée à Kevin Whittan, vingt-six ans, condamné pour avoir « participé à une émeute » après un match de football à Chelsea (banlieue de Londres) en février 1984, était « injustifiée et impropre dans son principe », a déclaré Lord Lane, premier président de la cour d'appel au tribunal de Old Bailey, à Londres.

Il faut décourager les déordres publics, mais le comportement de Whittan n'était pas de ceux qui méritent la prison à vie », a affirmé Lord Lane en rendant sa décision.

M. Whittan, originaire d'Addington (Sussex), sud-est de l'Angleterre, qui avait été condamné en même temps à une peine de dix ans de prison pour violence, et également vu cette dernière condamnation réduite à sept ans, n'avait pourtant resté incarcéré pendant dix ans, puis que les deux peines seront purgées consécutivement.

BIBLIOGRAPHIE

« DAVID ET MARIANNE », UN LIVRE DE FREDDY EYTAN Les aléas des relations franco-israéliennes

Monstres froids, les États n'entretennent — éternel truisme — que des relations de pur intérêt. Quand la passion s'y mêle, il faut s'attendre à tout, aux plus beaux élan comme aux pires éclats. David et Marianne incarnent l'un de ces couples que la passion aveugle, d'idylles en châtiments, ou égare, de rancœurs en colères : cette idée simple court au long du livre que le journaliste israélien Freddy Eytan vient de consacrer aux rapports entre Israël et la France. Celle de M. Giscard d'Estaing et de M. Mitterrand.

Douze années tumultueuses, où David garde au cœur l'amère nostalgie de l'âge d'or — celui d'avant 1967 — où Marianne se fait souvent hypocrite et dédaigneuse, avant de revenir en 1981 à de plus nobles sentiments. Mais sa place est alors prise par une rivalité inouïable, l'Amérique. Gestes hostiles, propos maladroits, silences hantés : rien n'a manqué à ce long défilé amoureux, coupé d'échanges irrités, entre l'État juif et la France post-gaullienne.

Du soutien à l'admission de Yasser Arafat à l'ONU (octobre 1974) à l'ouverture d'un bureau de l'OLP à Paris (novembre 1975), du refus d'extrader vers Israël Abou Daoud, le responsable du massacre de Munich (janvier 1977) au « décret Barre » vidant de sa substance la loi anti-boycottage (juillet 1977), la Marianne giscardienne n'a guère ménagé son ancien soupirent. Même un événement dramatique, comme le raid sur Entebbe, où les deux pays avaient partie liée, laisse un goût d'amertume à Paris, où certains ne pardonnent pas à Israël d'avoir osé l'exploiter.

Ce qui frappe avec le recul, c'est l'insensibilité de l'ancien président aux joies, aux drames et aux symboles d'Israël, qui le fait réagir à contre-temps. Il attend cinq jours avant de condamner l'attentat de la rue Copernic, laissant Raymond

Barre en première ligne proclamer la fameuse petite phrase sur « les Français innocents ». Mais il reste aussi étrangement silencieux, au grand dam de Begin, quand Sadate écrit l'histoire à Jérusalem. C'est bien sûr la différence majeure avec un Mitterrand, qui un lien affectif unit à Israël et au peuple juif, en toute lucidité. « Giscard, comme d'ailleurs Chirac et Raymond Barre, écrit Freddy Eytan, n'admet pas que la diaspora française soit une composante à part entière du peuple juif ».

Que choquoit surtout, c'est le refus rétrograde d'assumer les décisions prises. « L'ouverture du bureau de l'OLP, dit-il à l'auteur, ce n'est pas moi. Le contrat nucléaire avec l'Irak, c'est Barre. L'affaire du boycottage, c'est Barre. La ligne de fuite est aussi peu glorieuse que peu convaincante, dans un régime où la politique proche-orientale relève par excellence du « domaine réservé » présidentiel.

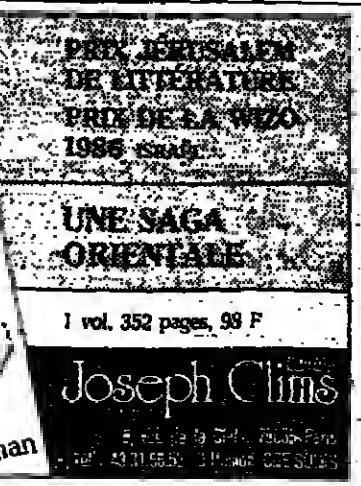
David et Marianne fourmillent d'anecdotes d'un intérêt parfois inégal et contiennent quelques révélations piquantes. Ainsi apprend-on que, en mars 1972, un hélicoptère qui promenait François Mitterrand au-dessus d'Israël, erra pendant une demi-heure dans le ciel syrien, après une erreur de pilotage. Le futur président, qui dormait à poings fermés, n'apprit qu'après coup sa mésaventure. L'auteur relate aussi par le menu la tentative infructueuse, à l'instigation d'Israël, de créer en France un lobby juif à l'américaine.

Loin d'accabler la seule Marianne, Freddy Eytan partage largement les torts : l'intransigeance d'un Begin et son discours cassant, la méfiance d'une classe politique israélienne aux analyses simplistes et son oubli des intérêts permanents de la France dans le monde arabe, les réflexes d'un peuple partageant

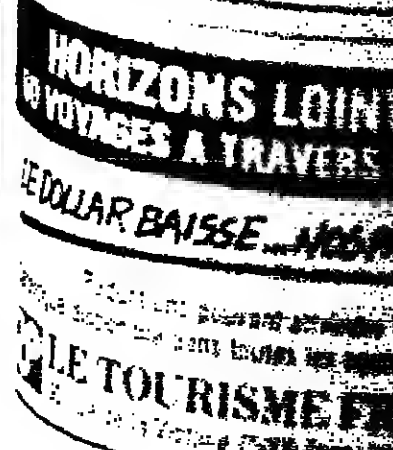
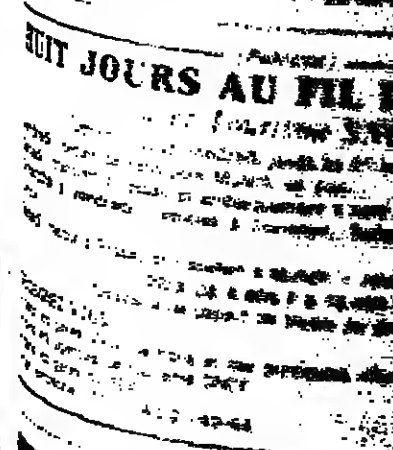
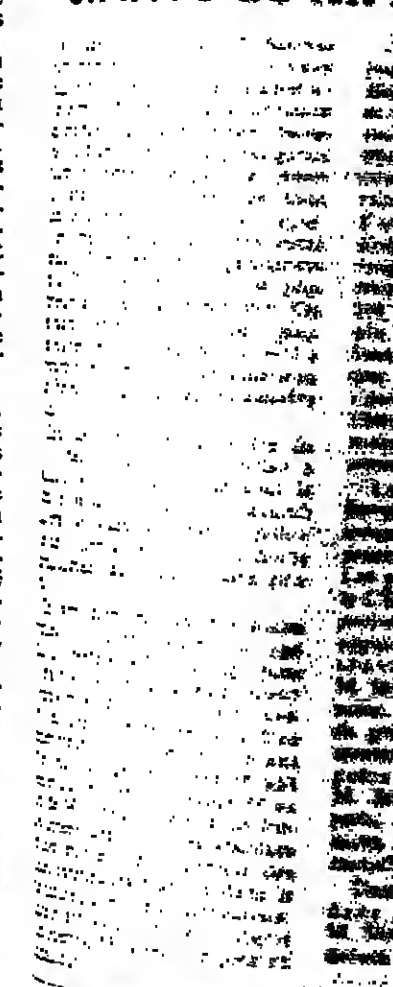
le monde en « ennemis » et « amis » d'Israël, en attendant des seconds un soutien aveugle. David et Marianne ne semblent pas prêts de connaître l'âge de raison. Faut-il déplorer leurs « retours de passion » ? Ou bien les préférer aux risques mortels de l'indifférence ? Car le pire serait sans doute que, un jour, les Israéliens ne se fassent plus de la France une « certaine idée ».

JEAN-PIERRE LANGUELLIER.
« David et Marianne », la France, les juifs et Israël, par Freddy Eytan. Editions Alain Moreau, 89 F.

« La guerre du Golfe. — L'Irak et l'Irak ont tous deux assuré, le lundi 19 mai, avoir marqué des points au cours des combats les opposant actuellement près de la ville frontalière irakienne de Moham, prise il y a trois jours par les forces irakiennes. Téhéran fait état de la reprise par ses troupes de trois localités de la région de Mehran, tandis que Bagdad annonce que ses forces ont poursuivi leur progression autour de la ville en s'emparant de sept collines. — (Reuters.)



Un livre de M. I.



EUROPE

Les élections aux Pays-Bas

(Suite de la première page.)

Considéré comme le technocrate du parti, on compare ici M. Wim Kok à Michel Rocard. A voir Wim Kok, ce colosse tranquille, distribuer des roses dans les rues d'Utrecht, on comprend que la rassemblement n'est sûrement pas physique.

Neelke Smit-Kroes, le ministre libéral des transports, n'est pas loin non plus, comme si tous les témoins s'étaient donné rendez-vous dans cette région. Dans les salons fêlés du Holiday Inn d'Eindhoven, elle répond aux questions d'une salle très courtoise. Le premier intervenant - qui montre que ce peuple a aussi un solide sens des réalités - lui demande pourquoi les Néerlandais doivent continuer à payer les péages des autoroutes françaises alors qu'ici les autoroutes sont gratuites ? Réponse embarrassée et très européenne du ministre.

L'accident de Tchernobyl ? « Mon fils m'a dit : c'est avec ma vie que vous jouez ». La soirée s'achève comme elle a commencé,

dans le chuchotement poli des hôtels internationaux.

La semaine précédente, une réunion des libéraux aurait dû se terminer de manière plus agréable. L'orchestre prévu au programme, exclusivement féminin, a l'habitude de terminer son show très dépeint : pas question, a précisé le ministre-président du Parti libéral (le VVD), Ed Nijpels, déjà éprouvé par le contre-coup d'un scandale provoqué par un attaché parlementaire de son groupe qui avait posé nu avec sa compagne dans les travées de l'Assemblée nationale.

Une situation classique

Le Parti libéral n'a 36 sièges en 1982 ; il en aurait 28 aujourd'hui selon les derniers sondages. Donc il serait le grand perdant du scrutin du 21 mai, au bénéfice notamment d'un revendeur, Démocratie 66. Ce mouvement, qui avait voulu dès la fin des années 60 renouveler la vie politique néerlandaise, s'était

ensuite, un peu à l'image de l'aventure de Jean-Jacques Servan-Schreiber, perdu dans les méandres d'un centrisme ondoyant. Il pourrait être l'arbitre de la situation au lendemain du 21 mai. Le manque de clarté de son programme lui permet en effet de pouvoir s'allier soit aux démocrates-chrétiens et aux libéraux, soit aux socialistes.

Bien classique donc, la situation néerlandaise : deux partis de droite, comme dans beaucoup de pays européens, autour d'un fort axe démocrate-chrétien, un Parti socialiste très important, mais loin encore de la majorité absolue. Et un outsider centriste.

Et les autres alors, cette multitude de petits partis qui faisaient le charme, l'intérêt et la valeur aussi de la démocratie néerlandaise ? Sans doute, et ce sera une des conséquences importantes du scrutin, vont-ils être éliminés par le « vote utile ». Surtout à gauche. A droite, certains partis confessionnels, dont l'un par exemple prône encore l'interdiction du vote des femmes et empêche ses dirigeants de passer à la télévision, sont suffisamment « implantés » pour devoir passer le cap du 21 mai.

La petite gauche

Mais à l'extrême gauche... Ici, on dit la petite gauche. Elle s'exprime ce soir à Amsterdam, où les candidats du Parti socialiste pacifiste (trois élus en 1982) ont rempli le café-théâtre l'Odéon, au bord du canal. Deux cents personnes - « provos » des années héroïques et jeunes militants antinucléaires - tentent de faire contre mauvaise fortune bon cœur. L'orchestre, mi-noir, mi-féminin, ne parvient pas non plus à faire monter l'ambiance.

« Voter pour les socialistes, c'est être prisonnier des démocrates-chrétiens, puisqu'ils vont gouverner ensemble », proclament tous les orateurs. Et puis, ajoutent-ils, « les socialistes peuvent bien dire maintenant qu'ils sont contre les centrales nucléaires, ils en ont pourtant construit lorsqu'ils étaient au pouvoir ».

Les centrales nucléaires

Même accusation chez Evelien Eshuis, deuxième élu du Parti communiste néerlandais. Sur sa tête, le triangle rose des homosexuelles militantes, à sa boutonnière le badge pacifiste : « Den Uyl va oller à genoux supplier Lubbers », déclare-t-elle d'une voix posée. Ce soir, elle va participer à un débat dans le centre du pays : « Heureusement qu'il y a les féministes, les pacifistes, les écologistes et les antinucléaires pour animer les réunions, déclare-t-elle. Sinon, comme ce serait triste ! ». « C'est vrai que la campagne électorale qui s'achève n'a pas été très animée, commente un homme politique. Mais, vous savez, les gens se sont très bien informés et ils vont voter en connaissance de cause. D'ailleurs, les records de participation pourraient être battus. » Puis, sérieux : « Mais où sont les élections d'antan ? »

Heureusement, sur le Dam, un artiste barbu accroche deux toiles, et un Italien se précipite sur les touristes en criant : « Afghanistan ! Afghanistan ! ». Enfin une manifestation dans la rue autre que contre les missiles ou les centrales nucléaires ? Las ! Il voulait simplement indiquer que son haschich était du meilleur, afghan !

JOSÉ-ALAIN FRALON.

BIBLIOGRAPHIE

UN DAUPHIN POUR LA BAVIERE ?

Un livre de M. Max Streibl

A Munich, beaucoup d'observateurs pensent que le prochain ministre-président pourrait s'appeler Max Streibl. Né en 1932, le ministre des finances du gouvernement bavarois, fils d'un hôtelier du prestigieux village d'Oberammergau, a poursuivi une longue carrière de haut fonctionnaire et d'homme politique. Il est membre du gouvernement depuis 1970 et préside l'organisation de la CSU dans le district le plus représentatif, la Haute-Bavière. On ne saurait être plus typique : pour ses études secondaires, M. Streibl a fréquenté le fameux lycée classique des Pères bénédictins au monastère Ettal.

Dans un livre paru à la fin de 1983, chez l'éditeur Carl Gerber à Munich, M. Streibl expose sous le titre *Le Modèle bavarois (Modell Bayern)* ses vues sur l'avenir politique de l'Allemagne, et sans doute implicitement aussi sur le sien propre.

Ce livre, dont les quatre grandes parties s'intitulent : « Le courage pour la liberté », « Le courage pour la paix », « Le courage pour l'ordre » et « Le courage pour l'avenir », est une sorte de bréviaire d'un conservateur libéral, peu enclin aux excès, mais solidement armé aux idées et aux moyens qui assurent au parti de M. Strauss, depuis de longues années, des majorités absolues fort confortables. Le fondement des valeurs chrétiennes établies dans le droit naturel, une vue conservatrice sociale et antisocialiste, de la liberté et des libertés, M. Streibl se pose en continuateur.

Selon lui, la jeunesse aussi redécouvre les valeurs conservatrices traditionnelles : les valeurs bourgeoises et familiales, l'attachement à la normalité, la solidité du fédéralisme ennemi des excessives concentrations de pouvoir. L'avenir lui paraît raisonnablement certain à l'intérieur d'un attachement foncier à l'alliance américaine (avec une Amérique réagissante dans laquelle la CSU se reconnaît largement), dans la fidélité à une construction européenne elle aussi essentiellement fédéraliste, dans la poursuite d'une « politique à l'est » ferme dans les principes et dans l'espérance d'une libération de l'Europe captive, mais souple dans les rapports concrets.

Le roi sans couronne de la Bavière, Franz-Joseph Strauss, a soixante-dix ans. Très ou tard se posera la question de la succession. Les personnalités les plus en vue de la CSU, par l'âge et les fonctions, ne jouiront certainement pas de son appui. M. Friedrich Zimmermann, souvent en désaccord avec M. Strauss, a choisi la politique bonnoise. Parmi les « jeunes hommes » du grand chef, M. Gerold Tandler, ministre de l'Intérieur bavarois, a une carrière populaire, pas plus que M. Stöber, secrétaire général du parti, qui compte pas mal d'adversaires même dans l'establishment munichois.

Dans ces conditions, il faut voir dans le *Modèle bavarois* de M. Streibl un discret acte de candidature.

JOSEPH ROVAN.

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHE !

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum, « 3 Etoiles », par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-86+

HUIT JOURS AU FIL DU DANUBE

avec Tourisme SNCF

Départ chaque vendredi jusqu'au 1^{er} novembre 1986

Vendredi : départ de Paris pour Munich, en train.

Samedi : transfert à Passau et embarquement à bord du Donauprinzessin.

Dimanche à vendredi : escalas à Durnstein, Budapest, Esztergom, Bratislava, Vienne.

Samedi : retour à Passau et transfert à Munich - retour en train à Paris.

PRIX DE 6 800 F à 13 485 F

Possibilité de départ de toutes les gares SNCF

RENSEIGNEZ-VOUS :

- dans les gares SNCF de Paris et des principales villes de France ;
- dans les agences de tourisme SNCF ;
- dans les gares du RER ;
- par téléphone : 16 (1) 43-21-48-44.

HORIZONS LOINTAINS

60 VOYAGES A TRAVERS LE MONDE

LE DOLLAR BAISSE... NOS PRIX AUSSI !

Réductions pouvant atteindre 11%.

Catalogue disponible dans toutes les agences de voyages.

LE TOURISME FRANÇAIS

98, rue de la Victoire 75009 Paris. Tél. : (1) 42 80 67 80.

"MOI, QUAND ON M'ENGAGE, JE M'ENGAGE"

KILN SERVICES

L'INTERIM SUR DELLES

TESTS A L'APPUI

TRAVAIL TEMPORAIRE : ☎ 42 56 44 88

Pour une intérimaire Kelly, partir en mission n'est possible qu'après avoir satisfait à des tests d'aptitude et de qualification extrêmement sélectifs et répondu à d'excellents critères de fiabilité, d'attitude et de présentation (38 % seulement des candidates sont acceptées). Spécificités Kelly qui vous assurent de trouver l'intérimaire Kelly la mieux adaptée à votre problème. Tests à l'appui.

CPA CENTRE DE PERFECTIONNEMENT AUX AFFAIRES

Entraînement aux fonctions de direction générale pour directeurs ayant au minimum 8 années d'expérience professionnelle réussie

CPA-JOUY - 86/2 - 13 semaines - 22 sept./19 déc. 86

CPA-PARIS - 87 - 40 week-ends - déc. 86/déc. 87

Les candidats sont invités à déposer leur dossier le plus tôt possible, en raison de l'étalement des procédures d'admission.

Les dossiers peuvent être retirés, en écrivant au téléph. sous réf. M586 - Date limite : 30 juin

CPA-108 bd. Malesherbes - 75017 Paris - (1) 47-66-51-34

Chambre de commerce et d'industrie de Paris

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

Une érudition étonnante servie par une plume des plus agréables. Une réhabilitation exemplaire.

Arnould de Liedekerke, Le Figaro Magazine.



728 p.
160 F

FAYARD

LE RETOUR AU SCRUTIN MAJORITAIRE

A reculons ?

ble, la proportionnelle étant censée empêcher l'émergence d'une majorité. Or la variante du système proportionnelle qui a été choisie est telle que non seulement il y a une majorité, mais que celle-ci a été acquise par une coalition recueillant... moins de 43 % des suffrages. On avait aussi lancé : ce sera la « dictature » des partis ! Comme si les partis étaient misérables dans une démocratie pourvue dite « représentative ». Or, qu'est-ce que le régime parlementaire ? C'est un régime où la « dictature » d'un seul homme, à savoir le ministre de l'intérieur, après lequel chaque député de l'actuelle majorité (à l'exclusion de tous les autres) devait faire connaître ses désirs (2) ?

Que n'avait-on encore dit ? Que les Français ne comprendraient pas : a-t-on jamais vu message électoral plus savamment dosé que celui du 16 mars dernier ? Que le personnel politique serait de piètre qualité pour cause d'appartenance aux appareils des partis ; la sociologie de la nouvelle chambre ne permet pas de vérifier cette assertion ; et il n'a échappé à personne que chaque camp, au contraire, a placé des personnalités de qualité...

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Il suffit pour s'en convaincre d'observer qu'à Paris, où le PS a réalisé son score de 1981, le 16 mars, son score de 1983 a été de 10,5 pour cent des députés, alors qu'à été probablement mal avec l'ancien système électoral. Face à ce nouveau schéma, mais bien horizon, la pression est de plus en plus forte pour que le précédent puisse se maintenir.

(2) M. Pasqua a été on ne peut plus clair sur ce point dans une interview au *Journal du Peuple* publiée le 18 mai où il précise qu'il a lui seul la responsabilité du redoublement. Seul parlementaire de l'opposition jusqu'à présent, M. Percheron, député socialiste du Pas-de-Calais, a été reçu par un proche collaborateur du ministre de l'Intérieur qui a assuré de premier secrétaire du département.

Françoise Dorey
Responsable du programme
Sup de Co Rouen - BP 34
76130 Mont-Saint-Aignan
Tél. : 35.74.03.00

pas assurée mais plus tôt penser que la pratique de la cohabitation puisse changer les comportements politiques parce qu'elle aura modifié en profondeur l'équilibre des pouvoirs entre « un gouvernement qui gouverne » et un président qui « arbitre ».

Dans cette phase d'incertitude maximale, il est donc sans doute mieux vala y réfléchir à deux fois avant d'engager de nouveau la classe politique dans ce qui pourrait ressembler à une marche à reculons.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Il suffit pour s'en convaincre d'observer qu'à Paris, où le PS a réalisé à peu de choses près, le 16 mars, son score de 1981, sa représentation est de huit députés, alors qu'elle était problématiquement mille avec l'ancien système électoral. Face à une nouvelle chambre, mais bien plus horz, la pression est donc sans doute trop forte pour que le président puisse se maintenir.

(2) M. Pasqua a été on ne peut plus clair sur ce point dans une interview au *Journal du dimanche* publiée le 18 mai où il précise qu'il a lui seul la responsabilité du redéploiement. Seul parlementaire de l'opposition jusqu'à présent, M. Percheron, sénateur socialiste du Pas-de-Calais, a été reçu par un proche collaborateur de la ministre de l'Intérieur en sa qualité de premier secrétaire du département.

La condition des cadres n'arrête pas de progresser.

1985

Pour les cadres les plus performants, les augmentations sont imposées jusqu'à 65 %.

1986

De l'espoir ! Les pouvoirs publics laissent entrevoir que le fisc ne percevra pas plus de 50 %. Quand ?

AXIVA

Vous garantit beaucoup mieux tout de suite : la motivation à 100 %.

Cadres supérieurs, pour améliorer votre condition, n'acceptez plus la très classique augmentation. Car que vous rapporte une augmentation rognée de 50, 60, voire 65 % par le fisc ?

Demandez plutôt une augmentation de type AXIVA. L'augmentation que vous recevrez sera à vous. A 100 %. Elle n'est frappée d'aucune cotisation sociale, d'aucun impôt. Elle n'entre même pas dans le revenu imposable. Tout pour vous, rien pour le fisc. Il y a là de quoi vous remotiver.

Mieux encore, votre patron ne paye aucune charge sociale sur les sommes ainsi versées. Et elles sont déductibles des résultats de la société. Une augmentation qui coûte aussi peu cher ne peut pas se refuser.

En contrepartie, le cadre ne disposera de cet argent qu'à sa retraite. Pendant ce temps, ces fonds prospèrent de façon continue et en toute sécurité, puisqu'ils sont gérés par les financiers du Groupe AXA, dont les capacités sont unanimement reconnues par la presse économique. Et, fait appréciable, les revenus des fonds ainsi placés échappent, eux aussi, à l'impôt.

Comment un tel miracle est-il possible en France ? Grâce à la nouvelle législation de 1985 concernant les déductions fiscales sur les cotisations à des régimes de retraite et de prévoyance. Une législation injustement méconnue, qui va pourtant changer la condition des cadres et de leurs employeurs (qui peuvent aussi en bénéficier).

Des contrats modulables.

Il existe plusieurs systèmes de contrats collectifs AXIVA qui permettent à l'entreprise de moduler les versements en fonction des bénéficiaires qu'elle désire motiver. Dans tous les cas, ces cadres sont assurés de se constituer ainsi un supplément de retraite appréciable ; ce qui est indispensable quand on connaît les menaces qui pèsent sur les régimes de retraite par répartition. Précisons simplement que les rentes versées au cadre, au moment de sa retraite, seront - et c'est normal - soumises à l'impôt. Mais les tranches de cet impôt seront a priori beaucoup plus basses qu'au plus fort de sa période active.

Ce système de rémunération différée va donc constituer, pour les cadres, un puissant outil de motivation immédiatement utilisable.

Nous vous enverrons notre documentation qui vous permettra de discuter de tout cela en parfaite connaissance de cause avec votre direction financière ou du personnel. Envoyez simplement votre carte de visite à : AXIVA, 17, avenue George V, 75008 PARIS.



La motivation à 100 %.

POLITIQUE

Un nouveau « ticket » pour le CNIP : Philippe Malaud-Yvon Briant

Le président du Centre national des indépendants et paysans, M. Philippe Malaud, devait donner, ce mardi 20 mai, une conférence de presse pour expliquer les nouvelles orientations de son parti après le renouvellement de son bureau politique. L'ancien ministre se proposait, surtout, de réfuter les accusations des onze démissionnaires du comité directeur, regroupés autour de son ancien premier vice-président, M. Raymond Bourguin, sénateur de Paris, et de son ancien secrétaire général, M. Michel Junot, qui ont dénoncé l'« inféodation du CNIP au Front national » (le Monde du 17 mai). Il entendait réaffirmer l'autonomie de sa formation.

M. Malaud sort personnellement renforcé de cette nouvelle crise interne. L'assaut mené contre lui à l'occasion de la réunion du comité directeur du 15 mai par M. Bourguin et les autres dirigeants les plus proches du RPR, a échoué. Les modifications intervenues dans la composition du bureau politique marquent un important changement à la direction du CNIP puisqu'elles se traduisent par l'éviction des transfuges de l'extrême droite, ralliés au CNIP en 1980-1981 dans le sillage de M. Alain Robert, ancien fondateur du Parti des forces nouvelles (PFN), qui contrôlaient le parti depuis deux ans en s'appuyant sur M. Junot. C'est une défaite pour ceux des dirigeants du CNIP qui s'étaient employés, au cours de ces deux dernières années, avec ces transfuges d'extrême droite, à tirer le CNIP vers le mouvement chiraquien et l'avaient conduit à signer, en janvier, la plate-forme électorale du RPR et de l'UDF.

L'insuccès de M. Junot aux élections législatives (le secrétaire général du CNIP, chef de file de la liste officielle de l'opposition dans le département d'Eure-et-Loire avait été battu par la liste dissidente constituée par les principaux notables locaux du RPR et de l'UDF) a bien entendu contribué à favoriser ce changement de cap. Mais ce revirement met essentiellement en évidence l'influence croissante, au sein du CNIP, d'un adhérent de fraîche date devenu, au cours des mois, un des meilleurs « capots » du parti, M. Yvon Briant, rallié à M. Malaud

en 1985 après avoir rompu avec le RPR et élu député du Val-d'Oise, le 16 mars, à la tête de la liste du Rassemblement national formée par le parti de M. Jean-Marie Le Pen.

Tentative de renouvellement

C'est l'intervention de cet ancien oiseau de combat de la base d'Aspreto, brillamment reconverti, à trente et un ans, dans le monde des affaires (le Monde du 6 février), qui a, dit-on, emporté la conviction de la majorité des membres du comité directeur lors de la réunion du 15 mai. M. Bourguin et ses partisans, favorables à la politique du gouvernement et de la nouvelle majorité, avaient jugé inadmissible que M. Briant, en tant qu'ancien du CNIP, ait refusé d'accorder sa confiance à M. Chirac au terme du débat de politique générale à l'Assemblée nationale. Ils avaient mis M. Malaud en cause. Après les explications de M. Briant, qui s'était d'ailleurs prononcé, au sein du groupe de M. Le Pen, pour l'abstention, au terme dudit débat, le comité directeur a mis en minorité M. Bourguin et ses amis.

Deux listes étaient en compétition pour le renouvellement du bureau

politique, et c'est celle sur laquelle figurait M. Briant qui l'a emporté, par 44 voix, contre 23 et 2 abstentions. Ce dernier devrait prochainement assumer les fonctions de secrétaire général adjoint chargé principalement des affaires politiques.

En dépit des affirmations des minoritaires, ce nouvel épisode de la vie tourmentée de l'état-major du CNIP préside moins à un fléchissement vers le Front national qu'à une énième tentative du vieux parti de M. Malaud pour se renouveler et trouver une voie vraiment autonome entre l'extrême droite et la majorité parlementaire. M. Briant est, en effet, appuyé au sein de la nouvelle équipe dirigeante par les responsables de plusieurs centres départementaux, MM. Jean-Marie Aicard, Jean-Antoine Giansily, Michel Richelmy, Gérard Hamelin, M. Brigitte Fourré, élus locaux ou régionaux, militants de longue date pour la plupart, qui souhaitent que le CNIP cultive des voies originales et qui misent désormais sur ce jeune député dont la personnalité indépendante provoque déjà quelques grimaces à l'intérieur du propre groupe parlementaire de M. Le Pen.

A. R.

« TRAUMATISÉ ET DÉSORIENTÉ »

Le MRG retient cinq scénarios pour son avenir

Aux dirigeants du Parti radical et en particulier à son président, M. André Rossinot, qui repartie ouvertement d'efforts, en faveur d'une réunification de la famille radicale, M. François Doubin, président du MRG répond par une fin de non recevoir. « Il faudrait que le président du Parti radical, plus enfoncé que jamais dans l'UDF, puisse parler en radical », estime M. Doubin, selon lequel le « préalable obligé » serait pour les valaisiens de « prendre leur autonomie ». Des contacts existent effectivement entre les responsables des deux branches du radicalisme séparées depuis 1972, mais, pour la direction du MRG, un tel rapprochement n'est qu'une hypothèse parmi d'autres.

Comme son comité directeur l'avait décidé le 17 avril dernier, M. Doubin vient d'adresser un « dossier » rédigé par M. Michel Scarbonchi, secrétaire national, aux présidents de fédération, qui sont invités à convoquer, au plus vite, les militants pour en discuter en présence d'un membre national. D'ici à l'été, cette réflexion devrait aboutir

à une première ébauche de la ligne politique des radicaux de gauche pour l'avenir qui sera définitivement approuvée à un congrès convoqué à l'automne... si toutefois la thèse d'un changement de ligne apparaît majoritaire.

Le dossier, destiné à alimenter les débats à la base, s'ouvre par le constat électoral d'un « parti traumatisé et désorienté » par le scrutin du 16 mars et le rappel que — sauf en Haute-Corse — aucun candidat radical de gauche n'aurait pu être élu sans les voix socialistes.

Dans un long passage consacré à la situation des partis politiques, M. Scarbonchi observe que le développement du Parti socialiste « a eu un effet réducteur sur ses alliés ».

« La gauche pluraliste des années 1972-1980, celle de la conquête du pouvoir, s'est transformée en monopole socialiste avec un PCF marginalisé, un PSU dilué, un MRG défilé et des écologistes désemparés ». Autrement dit, « le dynamisme du plus fort a anéanti les plus faibles ».

Quant au MRG, il estime que « son utilité mineure » ne fait plus illusion au PS. Il ajoute : « Les deux objectifs devraient être, être le premier parti de France et passer la barre psychologique des 30 %, sont probablement les seuls arguments qui ont conduit le PS à signer un accord électoral » avec le MRG pour le scrutin du 16 mars dernier. Selon lui, le « déclin » de son parti s'explique par la préférence donnée « à des tactiques électorales de « godillot » (...), par syndicalisme électoral et syndrome de la trahison droite », plutôt qu'une démarche plus solitaire et plus courageuse.

M. Scarbonchi dégage deux tendances possibles : une évolution « statique » du système politique vers le bipartisme, qui, ayant pour résultat la satellisation de leur « environnement privilégié » d'une part par le PS, de l'autre par le RPR, ne peut qu'entraîner le « ralliement au plus fort au sein de sa propre alliance » ; ou une évolution « dynamique » commandée par l'élection présidentielle, qui suppose à gauche le « pluralisme ». Sur ce point, M. Scarbonchi pose la question de ce que fera le MRG si M. François Mitterrand n'est pas candidat, et notamment celle de savoir si le Mouvement aura son propre porte-drapeau.

Un questionnaire

Cinq hypothèses sont retenues pour l'avenir du MRG : le statu quo, avec la perspective de « continuer à vivre le déclin, avec comme structure, un syndicat de sortants et comme projet de le perpétuer », semblerait devoir être écarté. Pour la deuxième possibilité, la réunification de la famille radicale, M. Scarbonchi constate notamment que « les divergences de personnes, les oppositions d'idées, sont (sans doute) un handicap insurmontable en ce sens que la réunification pourrait se payer du départ, de part et d'autre, de beaucoup d'élus, ce qui est viderait le sens ». Quant à l'entrée au PS, il se demande si, d'une part, la constitution d'un courant est possible, de l'autre si un courant organisé pourrait « mieux peser sur les événements et sur l'avenir de l'intérieur du PS qu'un MRG-appendice ou associé ».

Pour la quatrième hypothèse, M. Scarbonchi insiste sur la forme qu'une association avec le PS pourrait prendre : confédération, coordination ou fédération. Reste l'ultime solution, en l'occurrence une « fédération des centres ». M. Doubin reconnaît que toutes les expériences récentes se sont conclues par des échecs. Toutefois, dans le document élaboré à l'intention des militants, il est proposé une « fédération » de la gauche non socialiste, qui pourrait se constituer de représentants de sensibilités politiques tels que MM. Michel Jobert, Léo Hamon, Brice Lalonde, Eric Hintermann, « mais aussi des personnalités ou des mouvements indépendants du monde politique ».

Jointes à ce dossier une quarantaine de questions d'actualité auxquelles les militants sont priés de répondre par oui ou par non. Ce questionnaire est révélateur de la crise traversée par le MRG. D'une part, les thèmes abordés correspondent à la plate-forme RPR-UDF. Autrement dit, la direction du Mouvement attend de ses militants qu'ils se prononcent par rapport à un programme élaboré par ceux qu'ils sont (à moins qu'il ne faille employer l'imparfait) censés combattre... D'autre part, en demandant à ses adhérents de donner leur avis sur des sujets tels que l'abrogation du monopole syndical, la limitation du droit de grève, l'impôt sur les grandes fortunes et les successions, l'amnistie douanière, l'abrogation de la loi Savary et de la loi Quilliot alors que son appartenance à la précédente majorité et son accord électoral avec le PS pouvaient laisser penser qu'il avait déjà répondu à ces questions, la direction du MRG prend le risque de faire apparaître un sensible glissement « radical » de sa base. Elle manifeste aussi, tout simplement, son incapacité à se situer.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Fin du quarante-deuxième congrès de la Fédération anarchiste. — Après trois jours de débats auxquels ont participé quelque deux cent cinquante délégués, le quarante-deuxième congrès national de la Fédération anarchiste s'est achevé, lundi 19 mai, à Perpignan. Les délégués ont notamment « condamné sans équivoque » le terrorisme international, estimant qu'il s'agit d'« une stratégie élitiste et d'un appareil répressif ». La Fédération anarchiste revendique mille adhérents actifs en France et édite un hebdomadaire, le Monde libertaire, tiré à douze mille exemplaires.

« Nous avons tant à faire ensemble »

François MITTERRAND - le 10 Mai 81

Ces cinq dernières années, le Président de la République, avec courage et lucidité, a mené une politique d'avenir pour la France et les Français, conjugant développement économique et développement démocratique, progrès technologique et progrès social, concurrence des talents et égalité des chances, indépendance nationale et ouverture aux autres pays.

Ces principes sont toujours ceux de François MITTERRAND. Il est ainsi fidèle aux engagements approuvés par une majorité de Français le 10 Mai 81. Il incarne l'honneur et les valeurs de la Gauche. Il est le seul à pouvoir les faire partager au-delà des clivages politiques traditionnels.

Depuis le 16 Mars, au nom de la fausse vertu libérale dont se pare le gouvernement de Jacques CHIRAC, c'est la RESTAURATION DES PRIVILEGES.

impôt sur les grandes fortunes supprimé
fraude fiscale amnistie
loyers libérés
épargne populaire amputée
première chaîne de télévision privatisée
à l'hôpital, de nouveau, le secteur privé

Toutes ces mesures relèvent d'un projet qu'il faut nommer pour ce qu'il est : une politique de classe. Mais, puisque « les riches » ne suffisent pas à constituer pour Monsieur CHIRAC, une majorité électorale, il faut donner aux autres des cadeaux symboliques :

mesures sécuritaires aussi spectaculaires qu'inefficaces
chasse aux faciès
défense frileuse de l'identité (révision du code de la nationalité)

Dix ans après, le chiraquisme nouvelle manière propose son « projet pour la France » : additionner les égoïsmes, les corporatismes, les intérêts particuliers. Depuis quand une telle addition constitue-t-elle une politique d'intérêt général ?

INEGALITE, INSECURITE, RIVALITE,
telle est la devise de la Droite.

Parce que nous sommes fidèles à notre histoire et à la République, nous, nous préférons

LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE

Si ces valeurs sont aussi les vôtres,
Si ce choix est aussi le vôtre,
Si ce qui se dessine depuis le 16 mars vous inquiète,
Si vous avez envie de « Faire quelque chose ».

Rejoignez-nous. A Paris, en Province, où que vous soyez,
nous avons encore tant à faire ensemble!

ESPACES

1, rue Paul Baudry 75008 PARIS

Tél. : 42-08-13-24.

La privatisation des entreprises nationales

LE GOUVERNEMENT RÉPULSÉ A M. MITTERRAND

M. Camille Cabana, ministre délégué chargé de la privatisation, a répondu implicitement, le lundi 19 mai, aux propos tenus la veille, à Solothurn, par M. François Mitterrand au sujet de la dénationalisation.

Le président de la République ayant déclaré qu'« on ne peut acheter à l'Etat dans des conditions qui ne correspondraient pas aux conditions posées lorsqu'on a vendu à l'Etat », et que « c'est une des raisons de refuser de signer des ordonnances qui concerneraient les nationalisations d'avant 1981, surtout de la période 1945-1946, en particulier parce qu'il n'y avait pas eu de règles d'évaluation », l'« entourage » de M. Cabana a répliqué en indiquant à l'AFP qu'« il n'y a pas de symétrie entre l'opération de privatisation, qui consiste en une vente à plusieurs acheteurs, et la nationalisation, qui est une expropriation requérant une indemnisation juste et préalable, ainsi qu'un mode de calcul explicite ».

Dans l'entourage du ministre, on affirme que l'évaluation des firmes dénationalisées se fera par « référence au marché » et « dans les mêmes termes » pour les incandescences des sociétés à privatiser, dont la liste a été adoptée par un vote explicite de l'Assemblée nationale. Le prix de vente de ces sociétés tiendra compte, notamment, de tous les critères retenus par la loi de nationalisation de 1982 (valeur boursière, actif net, bénéfices), ainsi que de la « batterie de critères diversifiée », habituelle pour une introduction de titres sur le marché financier (capacité bénéficiaire à venir). En outre, s'est-on rappelé au cabinet du ministre, M. Cabana avait indiqué à l'Assemblée qu'un « conseil de déontologie », composé de cinq à sept membres, émis parmi des personnalités indépendantes n'appartenant pas à la fonction publique, donnera son avis sur l'évaluation de chaque entreprise à dénationaliser et s'assurera du « respect des intérêts patrimoniaux de l'Etat ».

Compte tenu des « anticipations favorables des investisseurs » et du « niveau fortement bénéficiaire, dans un proche avenir, des sociétés à privatiser », les estimations devraient être « très favorables » pour ces entreprises. La privatisation devrait donc constituer « une bonne opération financière » pour l'Etat-actionnaire, a-t-on souligné au cabinet de M. Cabana. Pour les banques, une double voie a été retenue pour leur privatisation : d'une part, l'augmentation du capital, d'autre part, la vente de titres. Par ce biais, le gouvernement entend résoudre le problème de l'insuffisance des fonds propres des « trois vieilles » banques nationalisées en 1945 (Crédit lyonnais, Société générale et BNP).

société

LES PARENTS D'ÉLÈVES EN CONGRÈS

La FCPE met en sourdine son programme laïque et appelle à la «résistance» contre M. Monory

Composants de la gauche laïque, la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE) a tenté de tirer les leçons de son échec dans la bataille scolaire de 1983-1984 lors de son quarantième congrès national, réuni à Lille du 17 au 19 mai. Rayant

de ses objectifs immédiats l'unification laïque du système éducatif, la première organisation de parents d'élèves s'est engagée dans une stratégie de reconquête de son audience, en écho constant depuis 1981. Le président Jean Andrieu, élu en 1980, dont le mandat venait à

expiration et se pouvait être renouvelé, a violemment critiqué la politique conduite par le nouveau ministre de l'éducation nationale et appelé les militants à la «résistance» avant de céder la place à M. Jean-Pierre Mailles, un universitaire de quarante-deux ans.

De notre envoyé spécial

Lille. - Deux ans après leur échec dans la guerre scolaire, les parents d'élèves laïques ont commencé, à Lille, à passer à la contre-offensive. Plus question de mettre en avant la revendication du grand service public, laïque et unifié de l'éducation nationale, qui fut naguère en 1984. Malgré quelques vigoureux retours de flamme dans les débats, le thème de l'unification a été purement et simplement abandonné dans le rapport d'orientation pour les deux années à venir, voté -

divine surprise pour la direction - avec 70 % des voix (1).

Dès le congrès d'Angers l'année dernière, M. Jean Andrieu avait bien préparé le terrain en proposant une «laïcité de la main tendue». Mais cette fois, la FCPE a été plus loin en repoussant dans les limbes la perspective d'une fusion entre les deux écoles. Il faudra attendre que l'enseignement public, par sa qualité, ait convaincu l'opinion de l'unité d'un secteur privé séparé. En attendant, les parents d'élèves de la FCPE s'attacheront à «convaincre l'opinion publique» de la justesse de leur idéal laïque. Le repli s'effectue autour de la défense du service public, menacé à l'école comme dans l'audiovisuel par les empiètements «du libéralisme sauvage et de l'individualisme forcé». Devant ces attaques, la laïcité pourrait bien retrouver une nouvelle jeunesse en s'émancipant du strict domaine scolaire pour s'apparenter à une défense plus large des «droits humains». «Nous n'avons rien à renier, a répliqué solennellement dans son testament de président M. Jean Andrieu. Nous sommes les porteurs permanents des valeurs de l'humanisme laïque.»

Remaniements

Ce virage sur la question scolaire n'était pas seulement considéré comme une nécessité intellectuelle. C'était presque, de l'aveu de ses dirigeants, une question de vie ou de mort pour une fédération qui, tout en restant la première, a perdu plus de tiers de ses adhérents en cinq ans, passant d'un million à six cent cinquante mille (2), et s'est affaiblie régulièrement jusqu'en 1984 aux élections de parents d'élèves. Sur ce point délicat aussi, quelques cruelles vérités ont été proclamées par le président sortant, qui a reconnu le «reflux des parents».

Pour remobiliser ses adhérents, la fédération dispose, bien à contre-courant, d'un atout déterminant : elle est passée dans l'opposition depuis les dernières législatives et peut à nouveau apostropher ouvertement le ministre. M. Andrieu ne s'en est pas privé. Il a comparé M. Monory à «un Ramnagrobis qui affûte benoîtement ses griffes de sept lieues», soumettant le thème contre «la pénurie, la ségrégation, l'injustice et l'échec», appelant enfin les parents à ravalier nostalgie et états d'âme pour passer «à la résistance, à l'offensive et au rassemblement».

Mettez sur l'abandon de la réforme des lycées et l'arrêt du recrutement des professeurs de collège, premières décisions de M. Monory, discrète sur les conditions difficiles de la prochaine rentrée, la FCPE voit cependant dans les rallonges budgétaires allouées à l'enseignement privé et les projets de désaffectation de l'école publique les signes du «scoocage» en cours. Sur le premier point, elle ne conteste pas explicitement le fait que les fonds publics puissent aller à l'école privée, demandant seulement qu'une priorité soit donnée au service public. Ce dernier lui semble plus immédiatement menacé par la promesse «irréalisable, fallacieuse et dangereuse d'une désaffectation totale, qui provoquera à terme la démantèlement du service public avec la création d'établissements d'élite et d'établissements ghetto».

Mais le congrès n'a finalement pas écouté les militants proches du parti communiste et de l'extrême gauche qui souhaitaient partir en croisade dès le mois prochain sur ce thème. Soucieuse, là encore, de ne pas ramener à contre-courant, la FCPE défend l'idée d'un assouplissement de la sécularisation, permettant aux parents d'obtenir, par une procédure transparente, des déroga-

tions aux règles actuelles d'affectation.

Pour faire passer ce recentrage et engager une reconquête du terrain perdu sous la gauche, la FCPE a choisi un nouveau président, M. Jean-Pierre Mailles, quarante-deux ans, maître-assistant en mathématiques à l'université de Paris-1, membre du Parti socialiste depuis 1976, ancien responsable du secteur éducation à la fédération de Paris. Aussi Parisien et réservé que son prédécesseur était Gascon et expansif, M. Mailles souhaite construire son action autour des préoccupations concrètes des parents, sans renier la «morale» que constitue pour lui la laïcité.

Il veut encourager les adhérents à investir les nouvelles assemblées scolaires aux compétences élargies et à participer au maximum d'activités scolaires et para-scolaires. Il projette d'organiser un «salon des parents d'élèves» destiné à informer sur les problèmes de scolarité et d'orientation. Universitaire alors que M. Andrieu enseignait à l'école normale d'instituteurs d'Angers, le nouveau président cherchera aussi à convaincre que sa fédération a coupé le cordon avec le SNI, qui l'a fondée en 1945 et adhère comme elle au Comité national d'action laïque (CNAL).

Il s'est même déclaré intéressé par la proposition d'un congrèsiste d'agir pour obtenir la reconversion des mauvais enseignants qui font des dégâts.

PHILIPPE BERNARD.

(1) La motion d'orientation a été approuvée par 70 % des voix contre 21 % et 9 % d'absentions. Le rapport d'orientation n'avait recueilli que 62,88 % de votes positifs, 25,04 % de votes négatifs et 12,07 % d'absentions.

(2) 420 000 si l'on s'en tient à ceux qui ont réglé leur cotisation en 1985.

LA FERIA DE NIMES

Les bêtes ont leurs faiblesses

De notre envoyé spécial

Bon sang ne saurait mentir : Rafi Camino et Miguel Liri, les fils des grands matadors qui envahissent les arènes il y a une vingtaine d'années, ont fait exploser, le temps d'une «novillada», l'amphithéâtre romain de Nîmes, le lundi de Pentecôte. Rafi Camino, notamment, fut sous le regard de Paco, son père, un brillant torero. Liant parfaitement ses figures, il entraîna son adversaire dans des «netu-rallés» profondes et douces pour conclure par d'immenses passes de poitrine. On rêvait alors à Séville, au Guesdiquivir, à la Giralda. Face à des toreros combattifs, ce jeune matador a prouvé qu'il se plaçait déjà sur la trajectoire des plus grands. Camino, le savant, et Liri, le sans peur, ont donc montré enfin le pur combat de taureau débarrassé de toutes ses faiblesses qui entachèrent les courses des jours précédents.

Comment, en effet, ces jours-là, le public, entassé sur les vieilles pierres de l'arène nîmoise, a-t-il pu offrir une telle ovation à Nîmeno II et à Espartaco ? Le jeune Nîmeno, qui vient de triompher au Mexique, est apparu en net progrès et s'affirme au fil des «temporadas» comme un bon professionnel. L'Andalou Espartaco, triomphateur, lui, de la récente Feria de Séville, malgré une certaine nervosité, a dessiné à son ultime toka une jolie «fiera».

Mais les combats manquaient de toreros et le public avait apparemment oublié que la bête demeure au cœur de la corrida. Or de «corrus» face à Nîmeno et à Espartaco, il n'y en eut point. Faibles de pattes, éteints, la charge réduite, les toreros de Joaquim Buendia, faute de moyens physiques, ont gâché la «tarde» et la beauté du combat. De tels toreros restent cependant dangereux. Le matador Pequiri a été tué par un «bicho» qui tenait à pied debout. Ce samedi, dans l'amphithéâtre nîmois, c'était assurément du

spectacle, mais pas de la corrida. Tout l'art de toréer dépend d'une seule et même action du torero : sa charge. «Sans charge il n'y a plus de torero», a écrit si justement Claude Popelin.

Mauvais buendia samedi, mauvais sepulveda le vendredi, tous sont tombés. Comme ils tombent à Séville, à Arles, à Madrid. Et depuis des années. D'où vient cette faiblesse des pentes qui rongent les éleveurs andalous et salmantins ?

Comment, face aux sepulvedas sans casta et «avisés», Paco Djeda aurait-il renouvelé sa prestation des années passées dans la cité nîmoise ? Lui, le sang-lusano qui a besoin d'un brave à la charge longue et franche. Les plus belles émotions techniques et artistiques, on les doit à José-Mani Manzanarès. Face à un sepulveda de rêve, le seul de la journée, ce grand torero a forcé le triomphe. On vit alors un grand, un très grand Manzanarès. De superbes naturelles et de beaux «derechezos», gagnent sans cesse du terrain sur le taureau, achevent sa «fiera» par de longues passes de poitrine qui font frissonner les arènes.

Dimanche enfin, les aficionados verront de vrais taureaux. Six fauves de Pablo Romero, dont certains pesaient plus de six cents kilos. Des seigneurs. Manolo Cortés donna une belle réplique à son premier adversaire et José Luis Galloso dessina de jolies «chicuelinas». Les bêtes de Don Pablo se battirent avec vaillance. Quel émouvant combat tira le dernier ! Malgré un sabot brisé, il forçait sans cesse sur le mulet qui lui tendait Galloso. La Feria eut cette année un succès sans précédent. Jusque tard dans la nuit une multitude d'orchestres, aux coins des rues, dans les cafés, animaient la ville. Samedi et dimanche soir, les arènes devenaient la plus grande discothèque du monde. Quinze mille jeunes dansaient sur le sable des combats. Un hommage aux taureaux.

JEAN PERRIN.

Un mur d'escalade dans un parc, un hippodrome dans un bois.

L'équipe de foot amateur qui "tombe" des pros en Coupe de France. L'équipe de rugby en 8^e de finale de la Coupe de France.

Clubs de voile, de plongée, de gymnastique, de patinage et 6 clubs de tennis.

12.000 licenciés sportifs pour 58.000 habitants.

C'EST VRAI C'EST A EVRY

HENRY VILLE D'ACTION
EVRY 1 60 77 82 00

SCULPTURE REGALADE DE STERN

SOCIÉTÉ

Le ministre de la sécurité augmente la rémunération des informateurs

« C'est une pratique classique, ancienne comme la police », nous déclare-t-il

En fait, M. Pandraud fait ainsi allusion à une pratique policière traditionnelle, qui avait continué sous la gauche. Il a seulement voulu indiquer aux policiers que ces sommes, déversées sur les « fonds spéciaux » du ministère de l'intérieur, seraient notablement augmentées. C'est ce qu'il nous a confirmé, mardi matin 20 mai : « C'est une pratique classique de rémunérer des informateurs. J'ai simplement dit qu'il fallait largement tenir compte de l'érosion monétaire. Payer un renseignement important, cela fait faire des économies aux contribuables par rapport aux longues surveillances inutiles que nous faisons parfois. Evidemment, il n'y aura rien sur le plan législatif : on ne va pas légiférer sur une pratique qui est ancienne comme le monde et la police ! »

M. Pandraud veut donc simplement « augmenter le taux » des sommes d'argent « données aux policiers qui manipulent des informateurs ». Le ministre ne pense d'ailleurs pas qu'au terrorisme, soulignant avec sa verve et son franc-parler habituels combien les techniques anciennes utilisées pour « tenir » des truands et en faire des « balances » sont, aujourd'hui, le plus souvent caduques : « Hier, on leur donnait un conde [un policier devenu protecteur, notamment pour les prostituées] ou on jouait sur l'interdiction de séjour. Aujourd'hui, ça n'existe pratiquement plus : les bordels n'existent plus, les bordels ont disparu, les maris trompent leur femme avec son accord, les maris cocus le sont parfois sous leurs yeux et les homo-

M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité a annoncé, le 16 mai, lors de sa visite en Corse, que les moyens financiers accordés pour rémunérer les informateurs, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et, en l'occurrence, le FLNC, seraient largement augmentés. La récompense discrète pour un renseignement important pourrait atteindre des dizaines de millions de centimes, a-t-il précisé lors d'une réunion avec les responsables policiers en Corse.

sexuels sont fiers de l'être ! » Il ne restait donc plus qu'à développer une « pratique ancienne » : l'achat d'informations.

800 F à 1 000 F par mois

De fait, les sommes en vigueur en ce domaine étaient souvent dérisoires. A Paris, un policier des renseignements généraux affecté à une section traditionnelle, suivant un secteur de la vie sociale ou politique officielle, ne dispose guère que de 800 F à 1 000 F par mois pour ses relations avec ses informateurs. En général s'y ajoutent de menus services rendus, par exemple le fait de faire sauter les contraventions de stationnement, avec l'accord des chefs de service.

Autre exemple, rendu public par l'intéressé : les sommes proposées à Bernard Jégouat, informateur de la cellule antiterroriste de l'Elysée dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, après qu'il se fut confié, début 1985, à la DST et eut ainsi révélé le « montage » réalisé à cette occasion par les « supergénéralistes ». Il reçut la maigre somme de 2 000 francs par mois. Quand, à l'automne 1985, s'estimant physi-

quement menacé, il demanda réparation officielle du préjudice subi depuis 1982, au nom de sa collaboration à la lutte antiterroriste durant trois ans, on lui proposa 100 000 francs pour solde de tout compte. Une somme qu'il jugea insuffisante. Le message de cette proposition était M. Robert Pandraud, alors adjoint opérationnel du directeur général de la police nationale.

Exemple encore : en 1980, pour l'arrestation de Jean-Marc Rouillon, l'informateur des R.G. Gabriel Chabine, assassiné depuis, reçut 200 000 francs ; 100 000 à la commande, 100 000 à la livraison. Après l'arrestation contre le restaurant Goldenberg de la rue des Rosiers à Paris, en 1982, la police débouqua rapidement 500 000 francs en liquide pour l'achat éventuel d'informations. En vain.

Les déclarations de M. Robert Pandraud participent de l'effet d'annonce recherché par le gouvernement dans la lutte contre le terrorisme : montrer qu'une volonté politique ferme existe au sommet. Le ministre chargé de la sécurité avait d'ailleurs tenu des propos semblables le 21 avril, dans un entretien accordé à France-Soir : « L'aug-

mentation des frais d'enquête et de déplacement vient d'être décidée pour rendre la police plus mobile, plus efficace, afin qu'elle puisse recruter, dans tous les milieux de la délinquance et du terrorisme, des informateurs, car une police sans informateurs est une police sourde ». M. Pandraud avait également lancé « un appel à la population » pour qu'elle coopère étroitement avec les services de police, sans hésiter, par exemple, à les informer de tel indice anormal, de tel trouble dans l'organisation des lieux ».

Réactions

La Ligue des droits de l'homme a réagi aux propos corse de M. Pandraud. M. Yves Jouffé, son président, craint que ne s'instaure « un climat de délation dangereux pour la démocratie », « une justice d'exception ». « Quelle que soit la gravité des actes, il faut appliquer les règles de l'état de droit ». En Corse, nous signale notre envoyé spécial Danielle Rouard, le paiement d'un renseignement, concernant les clandestins ou les droits communs, a toujours officiellement existé. Ainsi, l'arrestation, en 1984, d'un membre important de l'ex-FLNC, Noël Luciani, aurait été permise notamment grâce à un « tuyau rémunéré 35 000 francs ». Cependant, confie un responsable policier en Corse, « la proposition de M. Pandraud n'aura de suite que si nous avons les moyens de garantir l'anonymat total à l'indicateur ».

EDWY PLENEL.

LES DÉCISIONS DE M. PANDRAUD

Le système allemand des « récompenses »

Depuis l'annexion de l'Alsace, en 1871, du président de la Confédération nationale nazi-allemande, Heinrich Martin Schleyer, par la Fraction armée rouge, la RFA est dotée d'un fonds spécial, contrôlé par le parquet fédéral installé à Karlsruhe et qui permet de rémunérer les « informateurs ».

La « récompense » est actuellement de cinquante mille DM (cent-soixante mille francs environ), pour tout renseignement entraînant l'arrestation d'un terroriste considéré comme particulièrement dangereux. Des affiches placardées dans tous les lieux publics présentent les photos de responsables présumés de groupes terroristes. Pour les extrémistes de moindre importance, les récompenses varient entre cinq mille et dix mille DM.

Dans d'autres pays d'Europe, le recours aux récompenses n'est pas en vigueur. Il n'y est fait appel qu'exceptionnellement : c'est ainsi qu'en Suède il avait été promis une récompense de cinq mille couronnes (autour

de franc) pour toute personne permettant d'arrêter l'assassin d'Olaf Palme. En Italie, une récompense de cinq cents millions de lire (2,4 millions de francs) a été offerte en octobre 1985, pour tout élément d'information entraînant l'arrestation du « monstre de Firenze » (sujet on attribue l'assassinat de huit couples des quinze dernières années).

Aux États-Unis, une disposition législative de 1984 a mis en place un système de récompenses pour toute information conduisant à la capture de terroristes.

Les primes peuvent aller jusqu'à 500 000 dollars. Le département d'État a utilisé cette disposition à plusieurs reprises. La plus récente concernait une offre de deux cent cinquante mille dollars à quiconque permettrait l'arrestation du dirigeant palestinien Abou Abbas, considéré par Washington comme l'organisateur du démantèlement du paquebot italien Achille-Lauro, au cours duquel un Américain avait été tué.

Dénonciations douanières en France

L'administration des douanes françaises, conformément à un arrêté de 1957, peut rémunérer un « informateur » à concurrence du tiers du montant de l'amende motivée par la fraude. En principe limitée à 20 000 francs, sauf avis contraire du directeur des douanes, la récompense peut atteindre 800 000 francs, comme ce fut le cas en 1976, lorsque sur renseignement,

l'administration a pu se procurer une liste de comptes en Suisse ouverts par des citoyens français. Selon certaines informations, les récompenses dépassent rarement 50 000 francs et sont le plus souvent de quelques milliers de francs. La moitié au moins, selon nos sources, des fraudes douanières importantes sont découvertes sur dénonciations.

L'ENQUÊTE SUR L'ATTENTAT DE CARGÈSE

Deux portraits-robots vont être diffusés en Corse

De notre envoyée spéciale

Ajaccio. — Six personnes recherchées, deux portraits-robots prêts à être diffusés, quelques indices : c'est le résultat, au lendemain du week-end de Pentecôte, des investigations concernant l'attentat commis à Cargèse (Corse-du-Sud) au nom de l'ex-FLNC le 15 mai (deux morts).

L'opération « coup de poing » touchée à sa fin. Plus de soixante-dix interpellations et des dizaines de perquisitions ont permis aux enquê-

teurs de la gendarmerie et de la police de retrouver quelques traces du commando à défaut de preuves. Ainsi l'une des deux voitures louées par le commando a été retrouvée. Deux fourgonnettes volées quelques jours avant l'attentat ont aussi été récupérées près de Cargèse.

Des témoignages recueillis auprès des otages ont permis aux enquêteurs d'établir deux portraits-robots qu'ils s'apprêtent à diffuser. Ces portraits concernent deux personnes inconnues jusqu'à présent des services de police. D'autre part, six avis de recherche ont été lancés concernant des personnes connues pour leurs positions pro-FLNC. Toutes sont de Corse-du-Sud. Deux d'entre elles pourraient avoir participé à l'action du commando. Les enquêteurs qui se sont rendus aux domiciles de ces six personnes ont trouvé porte close. Chez l'une d'elles, un jeune homme de Serra-di-Scopamene, 300 grammes d'explosif ont été découverts.

Après les obsèques, lundi 19 mai, de Jacques Rostlet, une des deux victimes de l'attentat, auxquelles participaient diverses personnalités de l'île, l'enquête continue avec difficulté.

D. R.

LES EFFETS DE LA CONVENTION EUROPÉENNE D'EXTRADITION

Les Pays-Bas réclament de nouveau à la France les deux ravisseurs présumés de M. Heineken

Réfugiés en France depuis l'enlèvement, le 30 novembre 1983 à Amsterdam, de M. Alfred Heineken, dans lequel ils sont impliqués, Cornelius Van Hout et Willem Holloeder ont été de nouveau arrêtés et écroués, le 19 mai, à la prison de Fleury-Mérogis. Ils sont, en effet, l'objet d'une nouvelle demande d'extradition des autorités néerlandaises fondée sur la récente ratification par la France de la Convention européenne d'extradition qui lie tous les pays d'Europe occidentale à l'exception de la Belgique, de la Grande-Bretagne et de l'Islande (le Monde du 17 mai).

Dès 1984, l'extradition de Van Hout et de Holloeder avait été sollicitée par les Pays-Bas. Le dossier transmis alors au gouvernement français se fondait sur la vieille convention d'extradition passée entre les deux pays le 24 décembre 1895, mais ce texte ne prévoyait pas l'arrestation illégale, la séquestration et l'extorsion de fonds, trois des quatre infractions invoquées par l'Etat demandeur.

En dépit de cette lacune, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris avait donné, le 23 mai 1984, un avis favorable à l'extradition des deux hommes en estimant que la convention de 1895, suivie de

la loi française de 1927 sur l'extradition, permettait une interprétation extensive d'un traité qui n'avait qu'une valeur indicative. La chambre criminelle de la Cour de cassation devait pour sa part rejeter le pourvoi formé contre cet arrêt.

Dans ces conditions, un décret d'extradition avait été signé. Mais le Conseil d'Etat, saisi par les deux ressortissants néerlandais, devait l'annuler le 19 décembre 1984 en déclarant que la liste des infractions énumérées par la convention franco-néerlandaise de 1895 « ne saurait être complétée par la seule loi française de 1927 ».

Dès lors, Van Hout et Holloeder ne pouvaient plus être détenus en France où ils n'étaient l'objet d'aucune poursuite, le gouvernement de La Haye ayant, de surcroît, fait savoir qu'il retirait sa demande. Libérés le 6 décembre 1985, les deux hommes étaient, cette fois, l'objet d'un arrêté d'expulsion et, en attendant son exécution, d'une assignation à résidence. Ils se retrouvèrent ainsi successivement à Beauvais, à Pontoise (Oise), puis en Guadeloupe avant d'être ramenés en France et d'habiter un hôtel à Evry (Seine-et-Marne). Tout au long de ces voyages, ils furent évidemment

l'objet d'une surveillance constante non seulement par la police française, mais aussi par des agents de sécurité privés dépêchés par l'entreprise Heineken.

L'annonce de la ratification par la France de la nouvelle Convention d'extradition européenne publiée au Journal officiel du 15 mai vient de changer le cours des choses. Les autorités néerlandaises ont aussitôt, en se référant à ce texte, transmis au gouvernement français une nouvelle demande d'extradition qui a entraîné l'interpellation des deux hommes, qui se trouvent de nouveau placés « sous écrou extraditionnel ». Ce sera à la chambre d'accusation de Paris d'examiner la nouvelle demande au regard de la Convention européenne.

Avocat de Van Hout et de Holloeder, M. Antoine Comte estime que la nouvelle demande d'extradition « remet en cause les principes fondamentaux qui servent de base aux Etats de droit ». Il fait valoir notamment que les dispositions de la Convention européenne d'extradition « ne sauraient avoir en France d'effet rétroactif », ce pays venant seulement de la ratifier alors qu'au moment des faits invoqués contre les deux hommes elle ne s'imposait pas aux juges.

UN MESSAGE

DE M. MITTERRAND A L'ASSOCIATION DROIT ET DÉMOCRATIE

M. François Mitterrand a adressé un message à l'Association Droit et Démocratie, qui a célébré, le 15 mai, son vingtième anniversaire, sous la présidence de M. Jacques Ribes, conseiller d'Etat. Le président de la République écrit notamment : « Il s'est établi, désormais, dans notre justice, après bien des vicissitudes, un Etat de droit jugé souvent exemplaire, qu'il s'agisse de l'abolition de la peine de mort, de la suppression des juridictions d'exception, de l'institution du droit de recours individuel devant la Cour européenne des droits de l'homme, de la modernisation de la justice, de la protection des victimes, de l'égalité des chances des plus défavorisés devant la justice, d'une politique pénale fondée sur la réinsertion sociale des délinquants, d'une politique active de prévention de la délinquance, des garanties juridiques offertes aux étrangers en France ».

« Il est fondamental, ajoute le président de la République, que les lois soient les évolutions, qu'il ne soit jamais parti atteinté aux libertés des individus. Ainsi votre effort a plus que jamais sa raison d'être. Vous assurez le relèvement qu'à travers les générations les juristes de notre pays que réunit un même idéal, un même amour de l'homme, restent unis pour défendre les valeurs essentielles pour notre civilisation que sont le droit et la démocratie ».

PLAN ÉPARGNE RETRAITE

100%

CREDIT AGRICOLE.

POUR VIVRE VOTRE RETRAITE A 100%

Il vous faut un complément de revenus : le Crédit Agricole vous propose le Plan Épargne-Retraite (*). C'est un plan simple et sûr : un premier versement minimum, puis des versements réguliers jusqu'à l'âge de la retraite (au minimum 300 francs par mois).

Le Plan Épargne-Retraite vous rapporte un intérêt annuel.

Vous bénéficiez en outre d'avantages fiscaux. On ne fait pas plus simple, on ne fait pas plus sûr.

(*) Le Plan Épargne-Retraite est un contrat collectif d'assurance sur la vie à gestion paritaire souscrit par la FNAAV (dont le Crédit Agricole est mandataire) auprès de SORAVIE, entreprise régie par le Code des Assurances.

CRÉDIT AGRICOLE

LE BON SENS PRES DE CHEZ VOUS.

ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Les dérèglements d'un poseur de bombes

De notre envoyé spécial.

Nancy. — Les certitudes policières sur le terrorisme international viennent d'en prendre un rude coup. En avançant sa qualité de terroriste, Habib Maammar, arrêté le 11 mai à Nancy, a pulvérisé tous les fantasmes sur la présence de clandestins des commandos palestiniens agissant en territoire étranger et ébranlé toutes les thèses assurant que le terroriste-type se distinguait par son professionnalisme. Habib Maammar, avec ses vingt-quatre ans, son désintérêt affiché pour la politique, son « look » décontracté et son surnom provincial en Lorraine, brise tout simplement un mythe en même temps qu'il laisse perplexes.

Car Habib Maammar a cultivé, jusqu'au bout, les paradoxes, jusqu'à son étrange confession, le 12 mai, peu avant l'heure du déjeuner, dans les bureaux de la police judiciaire (le Monde du 14 mai). Chronologiquement, consciencieusement, ce jeune Tunisien a avoué être l'auteur ou le complice des attentats à Londres, en 1983, contre un magasin Marks et Spencer (deux blessés légers), à Paris, en 1984, contre une succursale de la banque israélienne Leumi, d'un attentat avorté, la même année, visant le magasin Marks et Spencer, à Paris, et enfin d'un attentat contre le même établissement, en février 1985 (un mort et quatorze blessés).

Une confession en forme de libération. « Il se sentait au bout du rouleau, précise un magistrat. Ses commensaux lui faisaient des reproches et il ne savait plus comment s'en sortir. » Le maillon constitué par Habib Maammar a donc cédé et, avec lui, ses quelques secrets. Les spécialistes de la lutte anti-terrorisme ont récupéré, pour la première fois, un engin explosif complet doté de son système de mise à feu miniaturisé, les passeports fournis à Maammar et son carnet d'adresses, fragments figés d'une histoire que vient confirmer la confession de ce « jeune homme poli et calme » décrit par la plupart de ses voisins. Un jeune immigré non

pas au-dessus de tout soupçon, mais parfaitement à l'aise en France.

Habib Maammar a dix-neuf ans lorsqu'il quitte ses parents, à Bizerte, en Tunisie. La traversée de la Méditerranée n'est pas vraiment une aventure pour ce fils sans histoire qui a passé son CAP de mécanicien. Il rejoint ses quatre frères aînés installés en Moselle. Une immigration classique dans un bassin industriel traditionnel. Une immigration qui ne lui réussit pas. Aussi vite, il refuse en effet de travailler, coupe les ponts avec deux de ses frères qui s'appliquent à faire vivre leur famille et retrouve ses autres frères, descendus dans le Midi, à Toulon.

Le prix d'un attentat

C'est là, en 1983, qu'il sera recruté. Le petit mécanicien finissant devient terroriste international au hasard de ses dérivés dans les bords, de ses errances dans la ville. Un Tunisien qui se fait appeler Abou Ibrahim et serait proche du groupe Abou Nidal le remarque, parle avec lui et finit par l'attirer dans son réseau. Sa carrière est scellée lorsque Abou Ibrahim lui remet deux passeports marocains, respectivement aux noms d'Abdallah Ben Salah et de Ben Salah Abdallah, en échange de son passeport tunisien.

Habib Maammar a vingt et un ans. Il peut désormais, compter sur des appointements variant de 1000 à 3000 dollars, selon qu'il effectue pour le compte de celui qu'il appelle son « patron », des repérages et des filatures ou qu'il commet des attentats. Commence alors une longue série de voyages si l'un croit ses aveux.

En 1983 et 1984, il se rend régulièrement en Irak pour rencontrer Abou Ibrahim. Le jeune terroriste observe, chaque fois, les mêmes précautions : c'est à partir de Madrid ou de Francfort qu'il prend un vol pour Bagdad. Il en revient avec de la poudre, un explosif qui a la double particularité d'avoir été souvent utilisé par des groupes palestiniens, lors d'attentats, et de pouvoir être dissi-

Ses révélations brouillent le portrait-type. Imprudent, peureux et toxicomane, Habib Maammar vivait sans se cacher

mulé facilement dans la mesure où l'on peut le « repasser » et en tapisser un sac à double fond avec des bandes extrêmement minces.

Mais Maammar saute les étapes. Probablement averti qu'il lui faut se trouver une compagnie afin de détourner l'attention lors des passages de frontières, il commet sa première erreur. Il s'écrit sa belle-sœur, Saoud Aissoui, un jeune Algérien qui se sépare de son frère Abdel Majid. Et, dès le mois de décembre 1983, il l'entraîne à Londres pour un voyage d'agrément, en fait sa première « opération ».

Le 18 décembre de cette même année, une bombe explose devant le magasin Marks et Spencer. « Sa-bombe. Le soir, pendant les informations télévisées, il se confie : « C'est moi qui ai déposé l'engin. » Saoud Aissoui, par son silence, devient sa complice avant de devenir son « adjointe ».

Le couple s'installe alors dans la région parisienne. La jeune femme élève son petit garçon. Lui, à l'occasion, retrouve son « patron » à Athènes ou à Istanbul pour quelques jours. Selon leurs conventions, c'est Saoud Aissoui qui sert de relais téléphonique entre Bagdad et Habib Maammar. Mais, inopinément, le jeune Tunisien semble fuir l'organisation qui le commande à distance.

En 1984, il renonce, après de longs repérages, à déposer une bombe à Paris devant la compagnie israélienne El Al. Trop de policiers dans les parages. Il se rabat alors sur la banque Leumi, boulevard des Italiens, le 21 août 1984. L'objectif est atteint mais l'absence de victimes mécontente Abou Ibrahim. Et ce dans ce contexte que Maammar confie un engin explosif à Saoud Aissoui et lui demande de le déposer dans une cabine d'essayage du magasin Marks et Spencer à Paris? Sans doute. Saoud Aissoui, par

bonheur, désobéira. Au dernier moment, elle retire la petite pile qui prive ainsi la bombe de son détonateur.

Le pays honni

La grande chaîne de magasins britannique, dont les dirigeants sont « hats » par les groupes terroristes palestiniens en raison de leur sionisme supposé, n'en est pas quitte pour autant. Le 23 février 1985, Habib Maammar abandonne cette fois lui-même une bombe sous le porche du magasin. L'attentat cause la mort d'un employé chargé de la sécurité. Il s'agit de la dernière opération reconnue par Maammar qui a pourtant introduit en France d'importantes quantités d'explosif.

Saoud Aissoui et Maammar semblent alors bien prêts de rompre — mais comment ? — avec leur commanditaire et bailleur de fonds. La nuit du vigile « traumatisé » Saoud : Maammar apparaît plus ou moins effrayé. Pourtant, c'est toujours sur le conseil de Bagdad qu'il quitte la région parisienne, en juin 1985, pour s'installer à Vandœuvre, aux portes de Nancy, dans l'une des « barres » d'un grand ensemble anonyme. Ils y mènent, sans travailler, une vie relativement aisée, sans se cacher le moins du monde. Ils viennent d'avoir une petite fille qui leur vaut les compliments du voisinage.

Maammar a vingt-quatre ans. Saoud, vingt et un. Tous deux rendent visite plusieurs fois à M^{lle} Joël Lagrange, avocat à Nancy, afin d'accélérer la procédure de divorce avec Abdel Majid, arrêté fin 1985 avec son frère Hassan pour avoir tué, au cours d'une bagarre dans le Midi, un Tunisien « connu des services de police ».

La rupture est pourtant proche. Maammar désire que sa compagnie

opte pour la nationalité française. Son grand rêve serait ainsi de franchir, à son bras, la frontière d'Israël et de semer la mort dans ce pays honni. Ce jeune terroriste, veule et couard, est-il revenu de ses peurs et de ses cas de conscience ? Est-il soudain, au début de l'année 1986, ressaisi par la « cause palestinienne », ses « devoirs de combattant » et sa « haine des juifs » ? Les policiers et les juges ne l'excluent pas qui l'ont entendu exprimer ces sentiments sans trop de nuances.

En février, la conduite d'Habib Maammar évolue en tout cas très nettement. Il fait la connaissance d'une jeune femme de vingt-cinq ans, Isabelle Frigériu, et du coup, quitte son F 3 de banlieue pour un duplex confortable et bohème dans le centre de Nancy. Lui qui ne buvait jamais commence à boire puis à se droguer en compagnie de son amie. Surtout, il commence à parler et se revendique terroriste. On ne le croit pas, ou pas vraiment.

En fait, Habib Maammar vit plusieurs mois de dérive au côté d'une jeune femme toxicomane, décrite par ses amis comme très fragile psychologiquement. Une femme instable, perdue dans son paradis artificiel, sans activités professionnelles précises. Maammar songe-t-il à l'utiliser au cours d'un attentat ? Il le pourrait. « Elle était folle de lui », disent ses proches. Lui-même se sent sous surveillance et redoute que son « patron » ne cherche à le liquider.

La fin d'une carrière

En attendant, Isabelle Frigériu rencontre Saoud Aissoui qui sympathise avec elle. Cette dernière lui confirme que Maammar est bien un terroriste. Isabelle Frigériu demande alors à son frère Philippe, qui sort d'un séjour en hôpital psychiatrique, d'examiner les explosifs entreposés chez elle et qu'elle ne prend pas au sérieux. Son frère la rassure après en avoir jeté une partie au fond de la baignoire, mais réunit tout de même le tout pour le jeter sur une décharge.

C'est ainsi que Maammar, le 8 mai, tente de s'introduire chez sa

première compagne pour récupérer un lot de 145 grammes d'explosif. Parce que Saoud refuse de lui ouvrir, craignant qu'il ne s'en prenne à ses enfants, il effectue une petite escalade jusqu'au premier étage et brise la vitre de la cuisine. La soirée fait du bruit. Les voisins s'inquiètent et appellent police-secours. C'est la fin de la carrière du terroriste international Habib Maammar.

Arrêté pour violation de domicile, il comparait le 9 mai devant le tribunal et « fait de grandes déclarations sur son amour de la France », rappelle M^{lle} Laurence Charbonnier, commissaire d'office. Il est trop tard. Saoud Aissoui le dénonce, et lui-même, interrogé le 12 mai à l'anbe par les spécialistes de la lutte anti-terroriste, se livre à une confession détaillée et imprévue.

La chance a bien servi la police dans cette affaire, mais, en déclenchant publiquement depuis trois mois sa « profession », Habib Maammar s'est, de toute manière, condamné. Depuis une quinzaine de jours, des policiers le suivaient ainsi qu'Isabelle Frigériu, cherchant à établir leurs activités. L'arrestation fortuite du jeune Tunisien et de son entourage a malheureusement déclenché la fuite précipitée de deux « agents » étrangers qui auraient assurément intéressé les enquêteurs.

LAURENT GRELSAMER.

● *Un mort après l'incendie de Limeil-Brevannes.* — L'une des quarante personnes âgées victimes d'une intoxication à la suite de l'incendie, dimanche 18 mai, à l'hôpital Emile-Roux de Limeil-Brevannes (Val-de-Marne), est décédée lundi 19 mai, des suites de complications pulmonaires. Agée de soixante-dix ans, Clémentine Sanna, pensionnaire du service de gériatrie depuis plus d'un an, avait dû être évacuée par hélicoptère après l'incendie. Cinq autres personnes âgées ont été gravement intoxiquées lors de ce sinistre, dont l'origine n'avait pas encore été déterminée le mardi 20 mai dans la matinée.

Traitement de texte AMSTRAD

La plus intelligente des machines à écrire.



Vidéo Shop
50, rue de Richelieu - PARIS 1er - Tel: 42 96 96 95

Duriez Calcul
132, Bd St-Germain - PARIS 6ème - Tel: 43 29 05 60

Sopabri
416, rue St-Honoré - PARIS 8ème - Tel: 42 61 82 03

Général
10, Bld de Strasbourg - PARIS 10ème - Tel: 42 06 50 50

Hyper CB
83, rue St-Charles - PARIS 15ème - Tel: 45 78 81 16

Microfolies
4, rue André Chenier - 78 VERSAILLES - Tel: 30 21 75 01

Ordividuel
20, rue de Montreuil - 94 VINCENNES - Tel: 43 28 22 06

AMSTRAD

LE MORDANT INFORMATIQUE

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL

LE MOUVEMENT ANTICUCLÉAIRE EN RFA

Les affrontements de Wackersdorf ont fait quatre cents blessés en deux jours

Bonn. — Pour la seconde journée consécutive, de violents affrontements se sont produits lundi 19 mai le long de l'enceinte protégeant le chantier du centre de retraitement nucléaire de Wackersdorf, en Bavière. Ces affrontements ont fait, au cours du week-end, près de quatre cents blessés, dont cent soixante-dix policiers. Plusieurs véhicules de police ont été incendiés. Après la reprise des affrontements avec le noyau dur des manifestants, lundi après-midi, les forces de l'ordre ont largué par hélicoptère des gaz dans la foule des dix mille à vingt mille militants antinucléaires rassemblés à quelques kilomètres du site, comme chaque week-end depuis le début des travaux, en décembre dernier.

Avec Wackersdorf, le mouvement anticucléaire avait retrouvé, dès la fin de l'année dernière, un symbole capable de nouveau de mobiliser ses différentes composantes. Le congrès des Verts s'y était spectaculairement transporté en décembre dernier pour manifester son soutien, au cours d'une équipée mémorable de 300 kilomètres en autocars.

Le Parti social-démocrate de Bavière, qui prépare les élections régionales du 12 octobre prochain, s'était lui-même mis de la partie, appelant ses militants à participer à des manifestations pacifiques pour

la bonne cause. On se rendait en famille, le week-end, à Wackersdorf, pour communier avec une population locale hostile dans sa grande majorité au centre de retraitement et qui accueillait à bras ouverts ces touristes un peu particuliers.

Avec la catastrophe de Tchernobyl, cette contestation somme toute bonne enfant a pris un autre tour. Pour le gouvernement de Bavière, comme pour un mouvement antinucléaire brusquement reporté dix ans en arrière, à l'époque où il ne s'agissait encore que de prévenir des dangers à venir, Wackersdorf est désormais l'enjeu d'une lutte sans merci. Ce n'est pas par hasard si les violents affrontements de ce week-end, auxquels ont pris part des groupes décidés à en découdre, ont éclaté alors même que, à plusieurs centaines de kilomètres de là, le congrès des Verts s'affranchissait de ses états d'âme sur une condition avec le Parti social-démocrate.

Confinés depuis la fin des grandes manifestations pacifiques dans les débats parlementaires et les joutes politiques internes, les Verts puisent à nouveau leur force, grâce à Tchernobyl, dans une cause qui n'est plus seulement celle d'une poignée de fondamentalistes. Persuadés maintenant, en raison du traumatisme subi par l'opinion publique, de pouvoir en profiter sur le terrain électoral, conscients des hésitations du Parti social-démocrate, les Verts cèdent de nouveau à la tentation de croire qu'ils sont capables, dans la foulée,

d'imposer leur projet de société tout entier. Que ce soit sur la défense, la condition féminine ou l'économie, le programme électoral retenu à Hanovre retrouve des accents maximalistes qui avaient partiellement été estompés dans les résolutions adoptées lors des congrès de Hagen et de Hambourg.

Un parti aguerri

Le parti s'est cependant aguerri. Les états d'âme ne suffisent plus à eux seuls à déterminer une politique. Le congrès de Hanovre a définitivement aboli le principe de la rotation des mandats parlementaires, décidé, avant les dernières élections législatives de 1983, Les nouveaux élus de 1987 siègeront donc au Bundestag pour la durée de la législature. Le plus significatif est cependant la carte blanche donnée à M. Joschka Fischer, ministre de l'environnement du gouvernement de Hesse, pour amener les sociaux-démocrates de ce Land à négocier un plan de fermeture des centrales nucléaires régionales. Ceux qui, ces dernières années, ont, à force de patience, entraîné une majorité incertaine à accepter les exigences du jeu politique, n'ont pas tout perdu. Eux-mêmes sont convaincus d'être maintenant en position de force pour imposer aux sociaux-démocrates les engagements radicaux auxquels ceux-ci s'étaient jusqu'à présent toujours opposés.

La bataille n'était certes pas gagnée d'avance. Les impatients,

notamment parmi les adversaires de Joschka Fischer au sein de la fédération des Verts de Hesse, étaient nombreux à réclamer la rupture immédiate de la coalition de Wackersdorf et le recours à des élections anticipées. Le ministre «vert» a finalement gagné un répit de six mois pour tenter d'amener le ministre-président, Holger Börner, connu comme partisan de l'énergie atomique, à sa raison. Il y sera aidé par une frange importante du Parti social-démocrate local, qui s'est déclarée, depuis Tchernobyl, favorable à une solution radicale et dont les positions ne sont pas si éloignées de celles des Verts.

HENRI DE BRESSON.

■ **Protestation du gouvernement ouest-allemand.** — M. Friedhelm Ost, le porte-parole du gouvernement ouest-allemand, a dénoncé dans un communiqué «les déclarations infâmes faites par Moscou dans le but de dégrader sa responsabilité dans les dégâts subis au-delà de ses frontières après cet accident nucléaire». Il a regretté «la campagne de diffamation menée contre les gouvernements occidentaux et les médias» par Moscou après l'accident, alors que «la direction soviétique a suivi une politique d'information caractérisée par le mépris des hommes, sans égard pour les dangers et les souffrances entraînés pour eux en URSS et au-delà de ses frontières». — (AFP.)

La revue «Nature» publie les premiers rapports scientifiques

Les scientifiques suédois et britanniques ont fait preuve d'une étonnante rapidité. Un peu plus de trois semaines après l'accident de la centrale nucléaire soviétique de Tchernobyl, la revue britannique *Nature* publie déjà, dans son édition du 15 au 21 mai, les résultats des mesures de radioactivité effectuées dans ces deux pays. Ces données montrent que en Suède comme au Royaume-Uni, le passage du «nuage» radioactif en provenance d'URSS ne semble pas devoir mettre en danger la santé des populations. Elles donnent aussi — indirectement — des informations sur ce qui a pu se produire dans la centrale accidentée.

Le 28 avril, un accroissement de la radioactivité ambiante a été observé à la station suédoise de recherche sur l'énergie de Studsvik, située sur le littoral de la mer Baltique, à 75 kilomètres au sud de Stockholm. Dès cette date, les chercheurs de la station ont analysé la composition de l'air et, trois fois par jour, ils ont prélevé des échantillons d'eau, de lait et d'eau pour les examiner.

C'est ainsi qu'ils ont détecté la présence de seize éléments radioactifs — notamment du césium 137 et 134, de l'iode 131, du ruthénium 108 et 106 dans l'air et dans l'herbe. Au cours des deux premiers jours (les 28 et 29 avril), les concentrations de ces éléments dans l'air sont restées relativement stables, leur taux étant maximal à une altitude de 400 mètres, ce qui, selon les

chercheurs, confirme les informations faisant état «de jets et de flammes dans le réacteur» (soviétique). Les concentrations de ces éléments fluctuent à Studsvik, décroissant le 2 mai, puis augmentant pour atteindre des valeurs maximales le 8 mai, avant de baisser à nouveau.

De leurs analyses, les chercheurs suédois tirent aussi des hypothèses sur le comportement du réacteur accidenté. La forme «régulière» des particules détectées et leur composition (qui révèle notamment la présence de particules de deux isotopes du ruthénium, lequel fond à 2500°C) indiquent, selon eux, qu'une partie au moins du cœur du réacteur a atteint cette température élevée et qu'elle a fondu. En outre, de l'étude de la décroissance sur leur territoire, en fonction du temps, du rapport des concentrations d'iode 133 et 131, ils concluent que les réactions en chaîne dans le cœur ont dû s'arrêter le 25 avril, à 19 heures (heure de Stockholm).

Quoi qu'il en soit, après avoir calculé les quantités d'iode et de césium radioactifs que les adultes et

les enfants de leur pays pourraient avoir absorbés, notamment en buvant du lait, ils ne montrent pas de «doses de radiations dues au nuage sont faibles comparées à celles provenant de sources radioactives naturelles, et elles ne vont pas avoir d'effets significatifs sur la santé», écrivent-ils.

C'est la même conclusion qu'aboutissent les chercheurs britanniques du Bureau national de protection radiologique de Chilton (au sud d'Oxford). Ils indiquent que les doses de radiations que devraient absorber les habitants du pays seront en moyenne de 15 % supérieures à la normale dans le Nord et de 1 % dans le Sud (où il n'y a pas eu de fortes pluies pendant le passage du nuage). Cependant, présentent-ils, d'ici à mai 1991, le surplus de radioactivité absorbé par les Britanniques du fait de l'accident de Tchernobyl sera d'environ 0,04 rem dans le Nord et de 0,002 rem dans le Sud, alors que, pendant cette période, les doses dues à la radioactivité naturelle représentant en moyenne 0,75 rem.

E. G.

RELIGION

La révolution de la réforme

(Suite de la première page.)

Le dimanche 21 mai 1536, les bourgeois et citoyens de Genève, assemblés «au son des cloches et des trompettes», décident solennellement «de vivre en cette sainte loi évangélique et parole de Dieu, ainsi qu'elle leur est annoncée». En même temps, ils décrètent que l'insurrection sera désormais obligatoire et gratuite pour les indigents. La Genève réformée est née. Sa devise devient : «Post Tenebras Lux» (la lumière après les ténèbres).

Durant l'été 1536, le Picard Jean Calvin (1509-1564), «un humaniste gagné à la Réforme» (R. Stauffer), de simple passage à Genève, y reste à la demande pressante de Farel. Hormis un intermède de trois années (1538-1541), il y séjournera jusqu'à sa mort et fera de cette ville le modèle d'une nouvelle manière de croire et de vivre.

La tâche n'est pas facile. Ancien étudiant en droit, théologien autodidacte, Calvin va exercer un magistère religieux et moral indéniable. Il a publié, en cette même année 1536, la première version (six chapitres) de son grand ouvrage dogmatique, qui ne cessera de prendre de l'ampleur (quatre-vingt chapitres dans l'édition de 1559-1560) : *Institution de la religion chrétienne*. Ses *Articles* (1537) et ses *Ordonnances* (1541) visent à permettre au consistoire, formé des pasteurs (au nombre d'une dizaine) et des douze anciens (laïcs), d'imposer une discipline stricte qui écarte de la cité ceux qui paraissent mener une vie contraire aux Dix Commandements.

Il serait faux d'en conclure que Calvin est alors le chef incontesté de Genève. Pour la Réforme, l'Eglise et l'Etat, chacun dans sa sphère, dépendent directement de Dieu. L'assistance, à terme, une telle conception est fertile au seizième siècle en tensions. Calvin mène une lutte continuelle pour prouver les nouvelles doctrines (centrées sur la transcendance absolue de Dieu), extirper les restes de catholicisme, combattre les déviations illuministes et les menées de ses adversaires.

Parfois, il agit de concert avec les autorités civiles : parfois, ces dernières s'opposent à lui, notamment entre 1547 et 1555, où le pouvoir est aux mains des grandes familles genevoises. Pourtant, en 1553, Michel Servet qui, poursuivi par l'Inquisition, s'était réfugié à Genève, est arrêté et condamné à mort par le magistrat Servet, n'est le dogme central du Dieu trinitaire. En 1603, Genève va ériger un monument expiatoire au lieu du bûcher où Servet expira courageusement. Contraire aux principes d'abord énoncés par les réformateurs, la contrainte a été un élément efficace de cette «révolution religieuse» dont Edgar Quinet écrivait que l'établissement de la tolérance a été le dernier acte haute d'avoir pu être le premier.

La Genève de Calvin succède à Wittenberg (ville de Luther) comme anti-Rome, cité-refuge pour des persécutés de toute l'Europe et centre de rayonnement international

du protestantisme. De là partent des livres contestataires et des pasteurs. On trouve chez Calvin — et plus encore chez son second et successeur Théodore de Bèze — une théorie du droit à la résistance constitutionnelle quand le souverain outrepassait son pouvoir. En application de cette doctrine, les parlementaires anglais vont s'opposer à Charles I^{er}, et, pour la première fois en Europe, mettre à mort légalement leur roi (1649). Quelques décennies plus tard, un régime parlementaire stable se mettra en place.

Au même moment, Genève accueille des milliers de protestants français fuyant les dragons de Louis XIV. Dès le début du dix-septième siècle, en 1620, les pèlerins du Mayflower avaient franchi l'Atlantique en emportant sur leur navire la devise genevoise «Post Tenebras Lux». Ils allaient être les premiers bâtisseurs de l'Amérique.

Le 21 mai 1536, les Genevois, sans le savoir, avaient ouvert la route à une nouvelle civilisation.

JEAN BAUBEROT.

CORRESPONDANCE

LES PROTESTANTS FRANÇAIS ET BILLY GRAHAM

Président de l'Eglise réformée de France, le pasteur Jean-Pierre Monsarrat nous écrit après le compte rendu des travaux du dernier synode de l'ERF à Chantilly paru dans le *Monde* du 14 mai. Il précise sa position sur la tournée en France, en septembre prochain, du prédicateur américain Billy Graham.

«S'engager dans Mission France, organisation de cette campagne d'évangélisation, c'est adhérer à un message et un style.

«Un message : Billy Graham a su manier de parler de Dieu et d'appeler au choix qui arrache à la perdition et conduit au salut. Tout un courant du protestantisme se reconnaît dans l'accent qu'il met sur la puissance du Christ pour le pardon et la vie de ceux qui croient en lui. D'autres soulignent la souffrance et la mort de ce même Christ, expérience du monde parce qu'il l'a rejoint dans sa détresse.

«Un style : rassembler des foules, faire parler un Américain qui l'a traduit, arroser la France d'images par satellite. Ces méthodes ont des répercussions sur le message lui-même, et on peut les discuter. Elles soulignent l'annonce d'un Christ triomphant.

«Au-delà de ces indications, fortement caricaturales, il y a un débat entre deux compréhensions de la croix, de la résurrection et du salut. Elles ont sans doute besoin l'une de l'autre (...).

«Alors, le protestantisme se déchire ? L'ère sera chaude ? C'est mal nous connaître. Il ne faut pas confondre débats et polémiques. Des convictions parfois différentes, des manières de faire qui ne sont pas les mêmes ne changent rien à la fraternité qui nous lie.»

SCIENCES

L'épave d'un navire de Bonaparte a été identifiée près d'Alexandrie

L'épave du *Patriote*, un des navires de l'expédition de Bonaparte en Egypte, a été identifiée le 18 mai à l'ouest d'Alexandrie dans le banc El Favah, qui barre les passes d'accès au port.

Le *Patriote*, navire de transport, s'était échoué le 4 juillet 1798, vingt-huit jours avant que la flotte française soit détruite à Aboukir (à l'est d'Alexandrie) par la flotte britannique. L'épave de l'*Orient*, le navire amiral français a été repérée en 1983 et identifiée en 1984 lors d'expéditions ayant bénéficié de l'aide financière ou matérielle de la marine égyptienne, de la marine nationale française, de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'EDF et de l'IFREMER. De nombreux objets avaient été retrouvés (le *Monde* du 16-17 septembre 1984).

Le *Patriote* était un gros bateau de transport (580 tonnes), 50 mètres de long, 5,60 mètres de tirant d'eau. Il était chargé d'une cargaison d'instruments scientifiques, dont quelques-uns seulement avaient été récupérés peu après l'échouage.

La campagne de cette année, dont la responsabilité a été confiée au Groupe de recherche en archéologie navale, a été précédée d'un accord signé le 29 avril par l'Organisation des antiquités égyptiennes et EDF. Cet accord prévoit la création à Alexandrie du laboratoire Kom-el-Dik pour le traitement d'objets archéologiques par électrochimie, ainsi que la formation du personnel égyptien.

La campagne de recherche du *Patriote*, placée sous le patronage du ministère des affaires étrangères, est soutenue financièrement par la direction des études et recherches d'EDF et matériellement par les marines égyptienne et française.

Les plongeurs démineurs et le chasseur de mines Vinh Long, de la marine nationale, guidés par l'étude des archives françaises, ont fait un premier sondage le 16 mai. L'épave a été identifiée le 18 mai grâce à deux canons, des plaques de doublage en cuivre et des objets divers, dont un instrument de navigation en cuivre et en ébène. — Y. R.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-83-12-86

UN TERRAIN sis à ETRECHY
(Eure-et-Loire)
2, avenue de Lysid «la Grande Ferme de Roussay»
Cadastre section n° 416 pour 550 m². MISE A PRIX : 100 000 F
Consignation préalable indispensable pour enchérir.
Renseignements : SCP AKOUN-TRUXILLO, avocats, à EVRY (91)
4, boulevard de l'Europe. Tél. : 60-79-39-45.

APPARTEMENT à NEUILLY-S-SEINE (92200)
47-47 bis, boulevard du Commandant Charcot. - 6^e étage
entrée, s. de b., s. à m., 2 ch., 2 s. de b., cuis., W.C., dégr., Balcons - cave - 2 parkings
MISE A PRIX : 1 000 000 F
S'adr. à M^{rs} Jeanne GRANIER-CHAPRON, avocat, 2, rue de la Réunion, Reuil-Malmaison (92200), tél. : 47-51-80-97. - M^{rs} EL HAZAN, avocat, 4, rue E. Beaulieu à Issy-les-Moulineaux (92130), tél. : 46-38-74-94. - M^{rs} W. DRIGUEZ, avocat, 6, rue Saint-Philippe-de-Roule, Paris-8^e, tél. : 42-25-15-20.

LOCAL A USAGE INDUSTRIEL
à PARIS-19^e - 106, RUE DE FLANDRE (7, PASSAGE JOINVILLE)
MISE A PRIX : 150 000 F
Possibilité de bailler en cas de sous-occupation d'un quart, puis de moitié. Consignation préalable pour enchérir. Pour tous renseignements, SCP AKOUN-TRUXILLO, avocats demandant à Evry (91), 4, bd de l'Europe, tél. : 60-79-39-45, au greffe du tribunal de grande instance d'Evry.

UN APPARTEMENT
à BOBIGNY (93)
67, rue de l'Union, comprenant, chambre, cuisine, salle de séjour
MISE A PRIX : 40 000 F
S'adresser pour tous renseignements à M^{rs} PIETRUS-ZYNSSEL, avocate, 28, rue Scandiac, 93500 Pantin M^{rs} ELIAH, avocate à Paris-14^e, 43, rue de Richelieu, tél. : 42-96-29-32 et 42-96-03-74. Au greffe des crises du Tribunal de grande instance de BOBIGNY et sur les lieux pour visiter.
Le JEUDI 22 mai 1986 à 9 heures.

UN ENSEMBLE INDUSTRIEL Sis de GOUVIEUX
(Oise), 53, rue Corbier-Tailleur
comportant DIVERS BATIMENTS à USAGE INDUSTRIEL - TERRAIN
LIBRE - MISE A PRIX : 440 011 F
S'adresser pour tous renseignements à M^{rs} Monique GUILBERTAULT, avocate, 38, square de la Brèche-aux-Loups à Nanterre (92000), tél. : 42-60-20-49 ; M^{rs} Pascale OUIZILLE, syndic, 72, avenue Georges-Clemenceau à Nanterre ; au greffe des crises du Tribunal de grande instance de Nanterre, Palais de Justice, 179-191, avenue Joffe-Curie, où le cahier des charges est déposé.

ADJ. à la Chambre des notaires de Paris, pl. du Châtelet, 24 juin, 14 h 30
- APPARTEMENT, 5^e ét., 80 m² env. Ség. 3 ch., cuis., bécotier, CAVES OCCUPÉES : loyer annuel 31 640 F. M. à P. : 420 000 F. Consign. : 30 000 F. Visites s. pl. : 1^{er}, 7, 11, 14, 18 et 21 juin de 14 à 15 h 30.
- EMPACEMENT de parking dans la cour. LIBRE. M. à P. : 25 000 F. Consign. : 7 000 F (versement à la requête de l'Institut Curie).
Le tout est à BODULOGNE, 46-48, rue Ségur, 75005 Paris, 14^e arr.
- APPARTEMENT 5^e ét., 60 m² env. Ség. 1 ch., cuis., CAVES dans l'ensemble immobilier Balfourier (allée privée), 108, M. Exelmans, Paris (16^e). LIBRE. M. à P. : 625 000 F. Consign. : 100 000 F. Visites s. pl. : 10 et 15 juin de 14 à 17 h et 14 et 21 juin 1986, de 10 à 12 h 30.
- PARKING au 4^e sous-sol du 160, av. de Versailles (entrée au 87, rue Chardon-Lagache), LIBRE. M. à P. : 33 000 F. Consign. : 10 000 F. Renseignements : M^{rs} BLONDET, LEFEUVRE, FOTTELET, GINISTY, 13, rue Royale, 75008 Paris. Tél. : 42-66-43-07. M. Rolland.

Vente aux enchères Publiques.
Chambre des Notaires de Paris.
Place du Châtelet - Paris 1^{er}
2, avenue Victoria.
le 27 Mai 1986
à 14 h 00
SAINT-PIERRE (83)
Chapelle Sainte-Anne.
Villa Neuve sur 2 000 m² de terrain, se composant de :
Salon, salle à manger, 5 chambres, 4 baigns, terrasses, parking, garage, ramade. Libre à la location. Prêt à habiter.
Mise à Prix 3 600 000 F
TVA comprise
Pour tous renseignements :
SCP Pascual Mattei de Saint-Hilaire
44, rue du Louvre - Paris 1^{er}
(164) 42.33.44.41
ou MBTG (164) 45.02.13.43.



La Palme aux jésuites

En couronnant la Mission, le jury du Festival a voulu se refaire une vertu commerciale. Un palmarès au total sans grande surprise.

COMME on pouvait l'espérer, une ovation a salué le modeste prix, celui du jury, reçu par Thérèse, d'Alain Cavalier. La seule ovation d'une soirée sans éclat, sans scandale, sans surprise. La bonne surprise aurait été que soit décernée la Palme d'Or à l'avance et revienne à la Mission, de Roland Joffé. Les mauvaises surprises, qu'After Hours de Martin Scorsese, le film le plus étonnant de la compétition, ne soit pas distingué pour sa mise en scène. Qu'Andrei Tarkovski, dans le genre solennel et sublime, n'obtienne pas le Grand Prix spécial du jury.

A mettre au crédit d'un jury peu aventureux, présidé par « M. Sept Oscars », Pollack (Out of Africa), une caméra d'or pour Noir et blanc, de Claire Devers, une Palme d'Or du court métrage pour l'Australienne Jane Campion - une des révélations de ce festival avec trois autres métrages dont on espère qu'ils trouveront un distributeur - un Grand Prix d'interprétation masculine partagé équitablement entre deux acteurs : Michel Blanc pour Tenue de soirée, de Bertrand Blier, et Bob Hoskins pour Mona Lisa, de Neil Jordan.

Il ne s'en est pas moins trouvé quelque deux mille journalistes dans un amphithéâtre voisin du Grand Auditorium réservé aux comédiens, aux attachés de presse, aux élites canoïques, bref à un public bien intentionné, pour protester vivement à la proclamation de la Palme d'Or. Ils dénonçaient le divorce entre ce grand sujet boursé de bonnes intentions, bardé de grands sentiments et la minceur, l'ambiguïté, du message transmis. La Compagnie de Jésus dans le rôle d'Amnesty International en 1750, voire...

On peut compatir, cependant à l'embarras légitime des jurés.

Depuis plusieurs années, le festival couronnait des films austères, estimables, mais d'accès restreint : la Ballade de Narayana, de Shobhai Imamura, Papa est en voyage d'affaires, d'Emir Kusturica. Il fallait absolument se refaire une vertu commerciale : la Mission devrait trouver une audience plus large, sinon plus exigeante.

En tout cas, à 19 h 15 ce lundi 19 mai, si on avait eu des renseignements on n'aurait eu aucune information. Plus de fuites depuis qu'Antenne 2 s'est assurée l'exclusivité de la cérémonie de clôture. Dès le matin, les dix jurés avaient été kidnappés, enfermés dans une villa retirée et délibéraient sous la surveillance du délégué général Gilles Jacob.

C'est un Patrick Poivre d'Arvor paisible qui fit entrer et sortir les divers « remetteurs ». Quelques jolies dames, - Marisa Berenson, Maruschka Detmers, - un Johnny Hallyday platiné, tendirent des parchemins noués de rouge ou des trophées clinquants aux lauréats. On se congratulait. Peu d'émotion passa. Sauf lorsqu'un adolescent pâle, le fils d'Andrei Tarkovski, qu'on sait très malade, lut en russe un petit discours : « Mon père est souffrant et n'a pu venir lui-même. Alors il a décidé que je devais le faire. C'est un grand plaisir, un grand honneur. Mon père remercie... »

Après un bref entracte, le rideau s'ouvrit pour une dernière séance. Sur l'Amour, sorcier, de Carlos Saura, un long West Side Story gitan avec inclusion de Manuel de Falla, un zapateado final entre l'incorruptible Antonio Gades, et sa Laura del Sol, entrecoupé de sous-titres meurtriers : « Oie le bonheur. Oie la joie... »

Quand même, un festival commencé dans la zoophilie, le fétichisme, l'inceste, l'homosexualité, le transvestisme. Tout cela au nom de l'amour s'accomplissait, avec le sacrifice, Thérèse et la Mission, dans l'extase mystique. Un beau parcours. Alléluia.

DANIELE HEYMANN.

Le palmarès

- Palme d'Or : The Mission, de Roland Joffé (GB).
- Prix d'interprétation féminine ex-aequo : Barbara Sukowa (RFA) pour Rose Luxemburg, de Margarethe von Trotta (RFA), et Fernanda Torres (Brésil) pour Parlez-moi d'amour, d'Arnaldo Jablon (Brésil).
- Prix d'interprétation masculine ex-aequo : Michel Blanc pour Tenue de soirée, de Bertrand Blier (France), et Bob Hoskins pour Mona Lisa (GB) de Neil Jordan.
- Grand prix spécial du jury : Andrei Tarkovski pour le Sacrifice (Suisse).
- Prix de la mise en scène : Martin Scorsese pour After Hours (Etats-Unis).
- Prix du jury : Thérèse, d'Alain Cavalier (France).
- Prix de la meilleure contribution artistique : Sven Nykvist (Suisse), chef opérateur pour le Sacrifice d'Andrei Tarkovski.
- Grand prix de la commission technique : The Mission, de Roland Joffé (GB).
- Caméra d'Or (première œuvre) : Noir et blanc, de Claire Devers (France).
- Palme d'Or du court métrage : Paul, de Jane Campion (Australie).
- Prix du jury du court métrage d'animation : Gaidouk, de V. Katsat et L. Gorokhov (URSS).
- Prix du jury du court métrage de fiction : Les Petites Magiciennes, de Vincent Marlier (Suisse).
- Prix de la critique internationale (FIPRESCI) : le Sacrifice d'Andrei Tarkovski (Suisse).
- Prix du jury œcuménique (décerné par un jury catholique et protestant) : le Sacrifice d'Andrei Tarkovski.

SECTIONS PARALLÈLES

« Devil in the Flesh » de Scott Murray
« Le Diable au corps », de Marco Bellocchio

Les malheurs de Radiguet

Après Claude Autant-Lara, deux cinéastes, un Australien et un Italien, s'attaquent au plus célèbre roman de Radiguet.

Une hécatombe.

PAUVRE Radiguet ! Il a eu tort d'écrire très tôt et de mourir trop vite. Aujourd'hui, n'importe qui peut s'emparer d'un de ses romans, de son titre célèbre et en faire n'importe quoi. Ça lui apprendra à tomber dans le domaine public.

Avec l'Australien Scott Murray, il tombe d'abord à plat. Marthe est une Française vivant en Australie à la fin de la seconde guerre mondiale, mariée à un immigré italien, Ermano, retenu prisonnier en Nouvelle-Guinée. Un étudiant, Paul (Keith Smith) devient amoureux de Marthe et, petit à petit, avec des pudeurs d'effarouché, finit par suc-

comber au charme latin de la brune et douce Katia Caballero. On est évidemment assez loin de l'atmosphère et du contexte du roman de Radiguet, mais peu importe s'il y avait là un ton, un style, qui nous donne un peu la fièvre. Hélas ! Marthe est jolie, mais sans démon, sans mesure. Quant à Paul, il est fade, banal, l'air poli d'un jeune cadre plus soucieux de sa raie sur le côté que du milieu du lit. La fin du film se déroule allègrement de l'aventure originale et l'on retrouve Marthe et son mari en compagnie du bébé engendré par Paul. Pourquoi pas ?

On a déjà subi assez de décors faibles et de plages vides (les parents de Paul, notamment, sont des morts vivants).

Scott Murray, en présentant son film à Cannes, remerciait Claude Autant-Lara, premier adaptateur de Radiguet - en 1947, avec Gérard Philipe et Micheline Presle, - de sa

présence à la projection. Ledit Claude s'éclipsa de la salle au bout de trois quarts d'heure, fatigué de cette longue trahison qui se réclamait à tort héritière de la sienne.

Avec Marco Bellocchio, le roman de Radiguet tombe à côté, ailleurs. Plus la moindre référence à la situation de départ (sinon qu'une femme aime un garçon plus jeune qu'elle, alors qu'elle est engagée auprès d'un prisonnier, mais cela devient schématique jusqu'à l'absurde). Ici, on est avec les Brigades rouges, dans Rome en chaleur, avec une classe d'étudiants en nage et une belle Romaine, Maruschka Detmers, en sueur sur sa terrasse, où passe une folle suicidaire et vitupérante. Bellocchio s'intéresse beaucoup à la folie, à la psychanalyse, au terrorisme, mais il n'a jamais été si besogneux dans le croquis, la chronique contemporaine. Son film serait tout bonnement inexistant s'il n'y avait eu tout d'une heure de longs dis-

cours, un excellent moment de vingt-trois secondes où Maruschka tait son babil sur la virilité du jeune Andrea et lui mime les mystères de la fûte enchantée pendant qu'il parle du wagon plombé de Lénine. Très bien, bravo, encore. Mais ensuite, quoi ? Bellocchio n'a pas le talent de la belle Maruschka et une seule plume ne saurait faire voler tout un oiseau.

MICHEL BRAUDEAU.

« Noir et blanc », de Claire Devers

Je souffre, donc je suis

Primé aux festivals de Belfort et de Grenoble avant de recevoir à Cannes le prix Perspectives du cinéma français et la Caméra d'Or, Noir et blanc, de Claire Devers, raconte comment un jeune homme résiste à la douleur de l'apprentissage de la volupté.

ANTOINE - Francis Frappat - est un jeune homme, marié à une femme mûre, à une hobby : le chant choral et un travail temporaire dans une salle de sport - hydrothérapie, appareils de musculation, massages. Les comptes sont tenus de façon approximative par une secrétaire, une belle cavale pas vraiment futée. Le personnel peut tranquillement passer à l'as une partie de l'argent gagné. Le patron forme les yeux, l'essentiel est que tout le monde soit content, dans la discrétion. Il pense adoucir la rigueur d'Antoine en lui proposant des séances gratuites de massage avec Dominique, un grand beau Noir éthiopien (Jacques Martia).

Dans la cabine monacale, le cérémonial préparatoire inquiète Antoine, le crêpe. Et puis les grandes mains se posent sur sa peau, glissent, lissent la chair, la saisissent, la prennent, la modelent. Les gémissements retenus, les soupirs, accompagnent le chuintement des caresses, le bruit sec des claques.

Pour son premier long métrage, Claire Devers s'est inspirée d'une nouvelle de Tennessee Williams. Elle en a gardé la tension feutrée, mais c'est devenu son histoire à elle, le récit de sa propre fascination pour la relation de ces deux hommes, le mystère de leur dépendance, de plus en plus étroite, inexplicable, à peine explicable. Leur seul contact physique est le massage. D'abord, ils ne se parlent pas. Les mains de Dominique répondent à l'appel muet d'Antoine, appel à la blessure, à cette exaspération des nerfs que sa mémoire prolonge. « Le souvenir de la douleur me donne du plaisir. Après coup », dit-il.

Il a franchi une porte, découvert un monde de sensations extrêmes : lui. Insensé au reste du monde, il s'isole dans son obsession - comme la Thérèse que décrit Alain Cava-

lier, enfermée dans le bonheur de son corps meurtri. Il a besoin des mains de l'autre, de leur force et de leur adresse pour accomplir, étape par étape, une démolition qui le rassure - je souffre, donc je suis...

Couvert de plaies, le bras cassé, Antoine est emmené à l'hôpital. Il sait que Dominique viendra le chercher, et qu'il lui obéira, qu'il accomplira la mise en scène finale. Barres, poulies, chaînes, cadenas, dans une usine déserte, étrange machine à hroger que Dominique met en marche tranquille, précis comme lorsque l'il dirige le jet de la douche sur les tors nus. Il chuchote : « Seul, je ne pourrais pas ». Antoine dit seulement : « Je t'aiderai ». Il sait ce qu'il va faire, mais ne peut pas se dégarer, il est un rouage de la machine à broyer, le moteur qui entraîne les roues qui entraînent les courroies, qui entraînent les cylindres et les criss... Rien n'est montré que la beauté de la machine qui tourne, indifférente. Et l'imagination travaille, face à ce film en noir et blanc, ce film d'ombres et de lumières blanches autour de la folie sublimée d'un rêveur.

COLETTE GODARD.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

THEATRE DU MUSÉE GREVIN
Vendredi 23 mai à 20 h 30
Loc. 14, 42-48-84-47
3 FNAC (p.a. Valméclo)

T.M.P. CHATELET
Vendredi 23 mai à 20 h 30 (p.a. Valméclo)

ÉGLISE DES BELLETTES
Dimanche 25 mai 17 heures (p.a. Kleger)

T.M.P. CHATELET
Dimanche 25 mai à 20 h 30 (p.a. Valméclo) O.A.L.

COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Lundi 26 mai à 19 h 30 Loc. YCE 3 FNAC. Rens. 14 : 47-20-42-12 (p.a. Valméclo)

THEATRE de L'ATHÉNÉE L. JOURVET
Lundi 26 mai à 20 h 30 (p.a. Valméclo Musica Glotz)

T.M.P. CHATELET
Lundi 26 mai à 20 h 30 (p.a. Valméclo)

SALLE PLEYEL
Mardi 27 mai 27 mai 3 juin 5 juin à 20 h 30 (p.a. Valméclo)

ÉGLISE ST-LOUIS EN L'ÎLE
Mercredi 28 mai à 20 h 30 Loc. 3 FNAC (p.a. Kleger)

T.M.P. CHATELET
Mercredi 28 mai à 20 h 30 (p.a. Valméclo)

ÉGLISE ST-LOUIS EN L'ÎLE
Mercredi 28 mai à 20 h 30 Loc. 3 FNAC (p.a. Kleger)

T.M.P. CHATELET
Mercredi 28 mai à 20 h 30 (p.a. Valméclo)

ÉGLISE ST-LOUIS EN L'ÎLE
Mercredi 28 mai à 20 h 30 Loc. 3 FNAC (p.a. Kleger)

T.M.P. CHATELET
Mercredi 28 mai à 20 h 30 (p.a. Valméclo)

ÉGLISE ST-LOUIS EN L'ÎLE
Mercredi 28 mai à 20 h 30 Loc. 3 FNAC (p.a. Kleger)

T.M.P. CHATELET
Mercredi 28 mai à 20 h 30 (p.a. Valméclo)

ÉGLISE ST-LOUIS EN L'ÎLE
Mercredi 28 mai à 20 h 30 Loc. 3 FNAC (p.a. Kleger)

T.M.P. CHATELET
Mercredi 28 mai à 20 h 30 (p.a. Valméclo)

ÉGLISE ST-LOUIS EN L'ÎLE
Mercredi 28 mai à 20 h 30 Loc. 3 FNAC (p.a. Kleger)

T.M.P. CHATELET
Mercredi 28 mai à 20 h 30 (p.a. Valméclo)

DEMAIN

JOHN VOIGHT • ERIC ROBERTS
REBECCA DEMORVAY

un film de ANDREI KONCHALOVSKY

Sélection Officielle CANNES 1986

runaway train

A BOUT DE COURSE

PIANO ★★★
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
23 et 25 juin, 20 h 30
NIKITA MAGALOFF
INTÉGRALE PIANO CHOPIN
mercredi 21 mai, 20 h 30

PERAHIA
BEETHOVEN, CHOPIN, SHUBERT
Vend. 23 mai, jeudi 19 juin, 20 h 30
ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA
ASHKENAZY
MOZART : 2 programmes différents
Mardi 27 mai, mercredi 11 juin, 20 h 30

ANNIE FISCHER
MOZART, SCHUMANN, BRAHMS
Vendredi 30 mai, 20 h 30
MARIA TIPO
BACH, BUSONI, SCARLATTI
Mercredi 4 juin, 20 h 30

MAURIZIO POLLINI
DEBUSSY, CHOPIN
Location : 47-33-47-77

29 avril - 7 juin 1986
Jiří Kolář
Collages

Galerie Maeght Lelong
14, rue de Téhéran, 75008 Paris

GEOGRAPHIES MUSICALES EUROPÉENNES
Rencontre avec les Compositeurs
GÉRARD GRISEY - ZYGMUNT KRAUZE - MAGNUS LINDBERG
Présentation Philippe Manoury
Jeudi 22 mai - 18 h 30
Centre Culturel de Belgique
46, rue Quincampoix, Paris 4^e - ENTRÉE LIBRE Rens. : 42 60 94 27

Concerts Radio France

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE	ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
Jeudi 23 mai, 20 h 30 SALLE PLEYEL M. Emmanuel BOURNE Christoph ESCHENHORN, Jean FRANZ, piano BRIZET	24 et 26 mai, 20 h 30 - TCE/ADENNA NOTRE-DAME-DU-TRAVAIL DE PLAISANCE MOZART : K. 488 M. R. H. - E. WESTERHOF C. WUNDERLIN CHAMBER MUSIC - RADIO FRANCE Dir. : HENRI MARCENON
Vendredi 27 juin, 20 h 30 SALLE PLEYEL PRESTIGE DE LA MUSIQUE MONTSERRAT CABALLÉ HAENDL : JULIUS CÉSAR C. CHAUSSON, P. PAYNE, R. PIEROTTI R. KENNEDY ENSEMBLE VOCAL CONTEMPORAIN Dir. ROLF WENKERT	Dimanche 1 ^{er} juin, 20 h 30 THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS M. R. H. MARCENON Rens. Lelong 42 60 94 27 LISZT - MENDELSSOHN - BEETHOVEN
MUSIQUE DE CHAMBRE Jeudi 23 mai, 20 h 30 ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT SEIZENBERGER, org. « HOMAGE À MARCEL DUPRE » TROMBONE : BRUNO L. LANGAIS - HENRI	Mardi 27 mai, 20 h 30 ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT T. CHAMPS-ÉLYSÉES Tél. : 47-33-47-77 SALLE PLEYEL Tél. : 45-53-88-73

SAISON MUSICALE 85-86

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE	ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
Jeudi 23 mai, 20 h 30 SALLE PLEYEL M. Emmanuel BOURNE Christoph ESCHENHORN, Jean FRANZ, piano BRIZET	24 et 26 mai, 20 h 30 - TCE/ADENNA NOTRE-DAME-DU-TRAVAIL DE PLAISANCE MOZART : K. 488 M. R. H. - E. WESTERHOF C. WUNDERLIN CHAMBER MUSIC - RADIO FRANCE Dir. : HENRI MARCENON
Vendredi 27 juin, 20 h 30 SALLE PLEYEL PRESTIGE DE LA MUSIQUE MONTSERRAT CABALLÉ HAENDL : JULIUS CÉSAR C. CHAUSSON, P. PAYNE, R. PIEROTTI R. KENNEDY ENSEMBLE VOCAL CONTEMPORAIN Dir. ROLF WENKERT	Dimanche 1 ^{er} juin, 20 h 30 THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS M. R. H. MARCENON Rens. Lelong 42 60 94 27 LISZT - MENDELSSOHN - BEETHOVEN
MUSIQUE DE CHAMBRE Jeudi 23 mai, 20 h 30 ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT SEIZENBERGER, org. « HOMAGE À MARCEL DUPRE » TROMBONE : BRUNO L. LANGAIS - HENRI	Mardi 27 mai, 20 h 30 ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT T. CHAMPS-ÉLYSÉES Tél. : 47-33-47-77 SALLE PLEYEL Tél. : 45-53-88-73

Trois premiers films

L'inconfort de la vertu

Plus étrange, *Ricochets* (Un certain regard) bouleverse les conventions, qui veulent qu'une armée en campagne soit la pire des choses. « Est-il possible d'agir moralement sur un champ de bataille ? », demande le metteur en scène Eli Cohen après la projection. Le service cinématographique de Tsahal, l'armée d'Israël, lui a commandé ce film. Les comédiens ont été ou sont encore soldats. Un peu comme dans le *Soldat inconnu*, de Raimi Molberg (le Monde du 16 mai), de très

L. M.

Du côté des indépendants américains Un grand rêve de liberté

FIN

★ Les photos de Claude Dreyon publiées dans le Monde depuis le début du Festival, ainsi que celles qu'il exposait chaque jour à Cannes, seront regroupées prochainement dans les Cahiers du cinéma.

Soutenu financièrement par le déja célèbre Sundance Institute de Robert Redford, qui lui a permis de « développer » son style original, les films de ces personnes liées aux commes de Hollywood, comme le scénariste Waldo Salt ou le réalisateur Sydney Pollack. Glen Pitre ne cache pas son désir de travailler un jour à Hollywood, mais il aime le cinéma en Californie. Avec *Belzaire*, il e déjà réussi un double exploit : mobiliser toute la population cajun (diminutif d'Acadien) de Louisiane depuis novembre dernier pour assister à la projection d'un film ; séduire le critique et les professionnels de Hollywood : le public de Cannes a ratifié cet accord et parfaitement épousé l'esprit d'une histoire qui, dans quelques parties, est celle de Robin des Champs au Canada anglais au dix-huitième siècle, un certain nombre d'Acadiens s'installent en Louisiane, où ils se mêlent aux blancs, les premiers occupants, des propriétaires de plantations.

Preuve que le mouvement indépendant a toutes ses chances : les cinq cinéastes réunis sur la terrasse du Palais-Croisette diffèrent autant que faire se peut les uns des autres. Ils ne dépendent d'aucun CNC, e épris très tôt à se débrouiller. Le mouvement n'arrête pas de marquer des points. Martin Scorsese, de retour à New York après un long été inspiratif, a déjà retrouvé le même inspiration, au même temps que le terreau natal, et si toujours *After Hours* pour seulement 2 millions de dollars. Les « majors », comme Paramount, Universal, les « mini-majors », comme Warner, ont perdu le même terrain, au moment à l'occasion ces films en distribution. Une nouvelle génération entre en lice. Une place durable pour-a-elle lui être réservée dans le monde du cinéma ? Les gens s'ouvrent à une telle imagination, qui ont un peu perdu le goût du risque ?

LOUIS MARCORELLÈS



DIGRESSIONS

par Bernard Frank

« Rétro »

Dans les hors-d'œuvres, on pouvait préférer les olives de Séville à nos petites noires. Je rougis de dire que les sardines étaient russes et fort coûteuses 10, 10 F ou le sardine, je comprends 1917 et la révolution ! Pour le jambon, c'est effrayant. Aux trois malheureux jambons français, celui de Bayonne, de Bretagne et de Paris, on oppose victorieusement quatre jambons étrangers : ceux d'York, de Francfort, d'Irlande et l'anglais qui n'est pas d'York. La mortadelle, bien sûr, est de Bologne. Mais n'est-ce pas vicieux de concurrencer nos aïeulsseins d'Arles, l'exquis saucisson de Lyon, per celui de Milan ?

2 Une belle cave

Si l'exotisme vous séduit, je vous conseille comme exercice pratique, dans la collection « *Vie des gourmands illustres* », le Paul Corcellot ou les *épices de la vie* d'Henry Viard (chez Albin Michel, 120 F). Corcellot est cet homme étonnant qui a introduit en France, non pas la pomme de terre, mais l'avoine, le surgelé, le poivre vert, les mille moutardes, le kiwi et les algues. Le livre de Viard est truffé d'anecdotes savoureuses et de recettes qui ne le

Cette imprécision de le part d'une illustration indique qu'en 1908 on était moins tellon qu'aujourd'hui dans le monde des vins. De nos jours, quel œnologue ferait sans n'importe quel écolier, un croquis Si l'on a en tiem, au bordeaux rouge, on a aperçu qu'au début du siècle le catalogue d'une grande cave était moins riche en appellations que celui de Nicolas à quatorze ans de l'an 2000. Que les différences de prix étaient moins sensibles d'un cru à l'autre. Mais que les bouteilles étaient prestigieuses et présentées sans roulements de tembour. Le beycheville 1900 vaut 3 F et le mizon-rothschild 1901 ou .1896) 3,10 F. Le

3 Villes d'eaux

« Je n'avais encore rien lu de lui ; je ne pouvais pas savoir qu'il deviendrait pour moi un écrivain capital, au point de lui consacrer un livre. » Tillanc trouve que Maigret à Vichy n'est pas une réussite. « Le génie des lieux détait sur le commissaire : il ne vit pas, il n'agit pas, il égrigne les heures. » Tillanc aussi grignote son propre Vichy. Meis, comme toujours, d'une façon égrée. Tout y passe : sa passion pour de Gaulle, les filles, Blondin, le rugby, les cafés, les rues, le casino, les vieux palais, l'Aller. Joll lui brin de plume, gâté, une seule fois, par un « elle m'insupportait ». Fausse égrégence, fausse hauteur. « L'eau, un roman, j'ai lu Une si petite ville d'eau, un roman, j'ai lu Un homme ne veut pas de la mer », l'opinion de Tillanc sur Philippe de Beldine (Journées de la broutte à Pifon), le Petit Train de la broutte à Pifon, le Tard dans la nuit (Grasset), mais c'est un divertissement sans prétention, qui se lit d'une traite et qui aurait pu servir de prière d'insérer au Vichy de Tillanc.

PATRIMOINE

La bataille des plans-reliefs continue

GEORGES SUEUR

SERRES D'AUTEUIL
16 au 25 mai
LE MONDE
DES PLANTES CARNIVORES
Exposition ouverte tous les jours
de 10 à 18 heures
3, av. de la Porte d'Auteuil
75116 PARIS

Si Cannes
le café-
le va-t-on d
cet été?

COMMUNICATION

LE DÉBAT SUR LE RÉGIME JURIDIQUE DE LA PRESSE

M. Jean-Jack Queyranne (PS) : « M. Hersant impose sa loi »

La commission des affaires culturelles, sociales et familiales de l'Assemblée nationale entamera prochainement l'examen article par article de la proposition de loi sénatoriale concernant le régime juridique de la presse écrite. Cette proposition - reprise, à son compte par le gouvernement - abolit la législation antérieure (ordonnance du 26 août 1944 et loi du 23 octobre 1984) et supprime toute mesure anti-concentration.

Pour M. Jean-Jack Queyranne, député du Rhône, porte-parole du Parti socialiste et ancien rapporteur de la loi de 1984, il s'agit d'un texte « de complaisance et d'amnistie ». Il annonce une prochaine saisine du Conseil constitutionnel et le dépôt d'un millier d'amendements par le PS.

Comment expliquez-vous la hâte du gouvernement ?

Il faut situer le débat parlementaire dans son contexte politique et par rapport aux exigences du groupe Hersant. Le Sénat, en décembre dernier, a versé un acompte, la majorité de l'Assemblée nationale doit maintenant payer le solde. Cette loi n'a qu'un objectif : supprimer l'ordonnance de 1944 et la loi de 1984. Le reste est un mauvais habillage, un texte bâclé.

Le texte ne prévoit plus de mesures anti-concentration.

Il s'agit de répondre aux exigences d'Hersant. Il faut se rappeler son éditorial dans le Figaro, après la prise de contrôle du Progrès : « Je suis en avance d'une loi ». Mais il faut aussi prendre en compte la place charnière que joue son groupe dans la majorité actuelle, avec dix représentants à l'Assemblée nationale. Il entend monnayer son appui et n'hésite pas à faire dire que le gouvernement fait preuve de passivité et de lenteur.

En clair ?

D'abord la loi sur la presse, ensuite sa candidature à la reprise d'une chaîne de télévision. Il a été le premier à l'annoncer pour TF 1.

La profession a joué le jeu de la transparence

Mais la loi votée par les socialistes n'a pas pu être appliquée.

La loi de 1984 a été respectée sur le plan de la transparence. Selon le président de la Commission pour la transparence et le pluralisme, M. Henri Caillaud, le bilan est positif, la profession a joué le jeu.

Sur le plan de la concentration, en revanche, la prise de contrôle de

l'Union à Reims et du Progrès à Lyon par le groupe Hersant s'est faite en infraction avec la loi. Les affaires, sont devant les tribunaux, qui n'ont pas encore jugé au fond.

Pourquoi cette lenteur ?

Les tribunaux de commerce ont sans doute tenu compte des échéances électorales pour renvoyer le jugement au fond.

Revenons au projet de loi actuel. Quel est votre appréciation sur ce texte ?

C'est une loi de complaisance et d'amnistie. Complaisance dans la mesure où elle institue une transparence en trompe-l'œil. Par exemple, le délit de pré-emption est maintenu, mais il est limité à la société éditrice, il ne joue donc plus pour les autres sociétés d'un holding. Ce délit ne trouve son sens, dans les législations de 1944 et 1984, que par rapport à des mesures anti-concentration. Il perd tout son sens, puisque ces dispositions sur le pluralisme ont disparu.

Complaisance aussi dans cette disposition. Dans la proposition initiale de M. Jean Cluzel, le seuil national de concentration était fixé à 30 % ; ce seuil a été supprimé en première lecture au Sénat, juste au moment où le groupe Hersant s'approche de ce seuil : il contrôle aujourd'hui 38 % de la presse quotidienne nationale et 26,5 % des quotidiens régionaux, avec le Progrès et l'Union. Il a maintenant les mains libres pour réaliser de nouvelles concentrations.

Loi d'amnistie, aussi. C'est plus subtil. La suppression de l'ordonnance de 1944 et de la loi de 1984 ne signifie pas l'arrêt des poursuites : il n'y a pas rétroactivité des lois. Or, les principales poursuites, notam-

ment celles de 1977, portent sur la notion de « directeur de la publication ». Très habilement, un article de la loi reprend la thèse défendue par Robert Hersant devant les tribunaux : le directeur de la publication peut être le simple représentant de la société éditrice, donc autant d'entreprises, autant de titres, autant de directeurs de la publication... mais un seul groupe ! Or cette disposition est sanctionnée par des peines d'amendes légères. Comme les lois pénales plus dures s'appliquent aux infractions anciennes, c'est en fait organiser l'amnistie pour les poursuites antérieures. En définitive, M. Hersant impose sa loi.

Saisine

du Conseil constitutionnel

Et sur le fond ?

Tous les pays démocratiques ont des dispositifs anti-concentration spécifiques à la presse, et l'Espagne prépare le sien sur le modèle de la loi de 1984. La thèse défendue par la majorité est que les entreprises de presse doivent être soumises au régime du droit commun, à redéfinir dans le cadre du nouveau code de la concurrence. C'est nier le caractère spécifique de la presse, qui est certes une activité économique, mais aussi le véhicule de l'expression, des idées, des opinions et de l'information du public.

Le Conseil constitutionnel, dans sa décision de 1984, avait indiqué que la liberté fondamentale de communication ne saurait se concevoir qu'avec l'exercice effectif du pluralisme. Il a donc validé l'existence d'un dispositif anti-concentration. Le vide juridique qui va être créé devrait donc être sanctionné, et nous veillerons à ce que le Conseil constitutionnel soit saisi.

Toute législation sur la presse n'est-elle pas aujourd'hui dépassée, les entreprises d'information étaient de plus en plus « multimedias » ?

Cette loi s'aborde pas les vrais problèmes de la presse. D'abord la réforme du régime économique, que le précédent gouvernement avait mise en chantier. D'autre part, la perspective multimédia. La concentration, dans une région par exemple, doit maintenant s'apprécier avec l'ensemble des supports. Ces questions semblent seulement devoir être abordées, à la sauvegarde dans la loi sur l'audiovisuel.

Prenez l'exemple de la région Rhône-Alpes, c'est-à-dire la population du Danemark et la superficie de la Suisse. Un seul groupe de presse y contrôle tous les quotidiens (à part le petit Courrier de l'Als). Il a déjà des radios et est candidat aux élections locales. Si les « libéraux » devaient qualifier le Danemark ou la Suisse dans une telle situation, ils parleraient de régime totalitaire.

Propos recueillis par
YVES AGNÈS.

LA 26^e ROSE D'OR DE MONTREUX

Des variétés bien conventionnelles

C'est une émission américaine de la chaîne publique CPB-Washington, « Pen and Teller Go Public », qui a emporté cette année la 26^e Rose d'or de Montreux. Une compétition plutôt décevante par ailleurs. Le concours international de variétés télévisées de Montreux, du Suisse (du 7 au 14 mai), pourrait bien finir par décevoir, si depuis trois ans il ne s'était ouvert à d'autres activités dont le succès

va croissant. Visionnages parallèles, concours de vidéo-clips, conférences accompagnées de projections, première convention de la musique et des médias, sans parler du festival de rock. Un peu plus d'un millier de personnes, journalistes, professionnels des médias, de toutes nationalités, pour courir d'un lieu à un autre, écouter, regarder, juger.

De notre envoyée spéciale

Montreux. — On s'était dit qu'en cette année d'explosion médiatique, avec le développement des chaînes musicales, la folie des clips, on allait voir ce qu'on allait voir : na feu d'artifices d'images électroniques, un renouvellement des genres. Pas du tout. On a vu ce qu'on voyait il y a quatre ou cinq ans. Des shows plutôt conventionnels, les mêmes ou presque d'un pays à l'autre (lumières éblouissantes et escaliers que les stars descendent) ; des sketches souvent médiocres (se repiquent-ils les idées d'une année à l'autre ?) avec mêmes rires pré-enregistrés. De Rome à Vienne, de Coppenhague à Moscou ou New York, tout s'assemble, se ressemble : Fellini a tout dit dans *Ginger et Fred*.

Sur trente-quatre émissions venant de vingt-sept pays (et une vingtaine présentées par des producteurs indépendants), seules trois émissions nous ont fait franchement rire, deux ou trois méritant l'attention. « Pen and Teller Go Public » d'abord. Cette émission américaine, primée par les deux jurys, est un merveilleux mélange d'humour et d'intelligence. Pen et Teller, sorte de couple à la Laurel et Hardy, dévoilent sagement leurs tours de magie en utilisant les techniques télévisuelles et en montrant au passage que l'art de l'illusion n'est pas dans le « truc », mais dans la manière de le faire. Fascinant !

Les Britanniques, qui ont l'habitude de remporter tous les prix, ont amené cette année encore une émission irrésistible, qui fait partie d'une série lancée il y a trois ans et dont ils ont renouvelé un peu la formule. « Yes, Prime Minister » — déjà vendue par la BBC — est une satire assez féroce des politiciens (leur cynisme, leurs magouilles), complètement folle dans les dialogues, mais assez traditionnelle dans la forme, *very British* ! On citera également une émission de la télévision allemande, « Ça arrive souvent sans qu'on s'y attende », pour le numéro

d'acteur d'Orto Schenk dans quelques situations embarrassantes de la vie quotidienne ; celle de la télé norvégienne, « Hilde ? on TV ? », avec la calamiteuse, génoise, sympathique Ann Mari Jacobsen. Et enfin « Bingo », de la télévision finlandaise, pour avoir osé toucher un tabou, les handicapés.

Tout cela n'est pas assez pour un festival international ! C'est pourquoi Guillaume Chenevierre, secrétaire général de la Rose d'or (pour la dernière fois, car il vient d'être nommé directeur des programmes de la télévision suisse romande), s'efforce depuis plusieurs années de développer des manifestations parallèles destinées à faire de Montreux un lieu d'échanges. Le vidéokiosque, lancé il y a trois ans pour permettre à tout un chacun de visionner tranquillement les programmes de variétés les plus populaires de chaque pays, tend à prendre de plus en plus d'importance. Pris d'assaut par les professionnels (responsables de programmes de variétés, directeurs de chaîne, réalisateurs...), il tend curieusement à compléter le MIP-TV de Cannes, il devient une plaque tournante, l'endroit où l'on vend et achète (bien que ce ne soit pas prévu pour cela), où l'on élabore des projets de coproduction.

Vingt fois plus méchant que Collaro

Autre heureuse initiative, les conférences qui éblouissent chaque jour les six heures quotidiennes de projection. On a pu découvrir par exemple les premiers résultats d'une méthode inventée en Angleterre pour compléter et affiner les études d'audience. Le système, mis au point par IBA, consiste à installer dans des familles (volontaires) un meuble avec une télé reliée à une caméra. Dès qu'on branche la poste, la caméra tourne ! Étrange de voir comment les familles s'assoient (presque toujours à la même place), ce qui les fait rire, bâiller, ce qui les accroche, ce qui se passe pendant les pauses publicitaires, ce qu'on suit d'un oeil en lisant, en repassant. Le poste allumé et la pièce désertée

(parce qu'il y a de mauvaises nouvelles...). Un système qui peut contredire ou corriger les sondages. L'expérience est trop neuve encore pour en tirer des analyses. A suivre.

Le surindemnité sur le thème « Jusqu'où peut-on aller trop loin dans la satire politique », on a vu que les Néerlandais et les Britanniques allaient plus loin que les autres. Les Pays-Bas, qui n'y vont pas avec le dos de la cuiller avec le pape, sujet interdit chez nous et dans pas mal de pays, ne toucheraient jamais à leur reine. Elle est la cible privilégiée des Britanniques dans « Spitting Image », série qui fait hurler de rire douze millions de téléspectateurs chaque dimanche sur ITV. Notre « Cocoricocoboy » en vingt fois plus méchant.

Tous les membres de la famille royale, du gouvernement, les chefs d'État étrangers, les directeurs de groupes de presse, les présentateurs célèbres de la télévision, les stars, apparaissent sous forme de marionnettes caricaturales, de chiens, de moutons, de cochons, de légumes, de sandwichs. Plaisanteries allusives, gros mots : « Je ne pense pas qu'il y ait grand-chose qu'on ne puisse pas dire dans la limite de l'obscénité », a déclaré John Lloyd, le metteur en scène des marionnettes. On ne pourrait jamais aller en France jusqu'ici, cela choquerait, il y aurait des procès. On a d'ailleurs assisté le lendemain, au cours d'un débat, à une prise de bec assez dure entre le même John Lloyd et un député britannique, avec échange de menaces. Preuve s'il en est que l'émission ne fait pas plaisir à tout le monde.

CATHERINE HUMBLLOT.

Le palmarès

Rose d'or de Montreux : « Pen and Teller Go Public » (CPB-Washington). Rose d'argent : « Ça arrive souvent sans qu'on s'y attende » (chaîne allemande ZDF). Rose de bronze : « Hilde ? on TV ? » (chaîne norvégienne NRK). Prix spécial pour les producteurs indépendants : « USA for Africa, the Story of We Are the World » (HBO New York). Prix de la Presse : « Bingo » (chaîne finlandaise YLE). Mention spéciale de la presse : « Pen and Teller Go Public ».

semaine escp

26 mai - 1^{er} juin 1986

Le cap des 10 000 ESCP actifs sera franchi en 1986. Pour la première fois, élèves, professeurs, administration, anciens élèves unissent leurs efforts, pour faire de la semaine ESCP, une concentration importante de rencontres, débats, échanges et informations.

COMITÉ DE PARRAINAGE

- Henri AYRAULT, Augustin S.A.
- Alain BOCCARD, Boccard S.A.
- Baudouin de BRIE, Sté Industrielle de Banque.
- Alain CHEVALIER, Moët-Hennessy.
- Jacques CHEVALIER, Groupe Thomson.
- Philippe CLEMENT, Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.
- Léon CLUGNAN, Groupes Devanilly et Indraco.
- Dominique HUE, Vinco.
- Claude JEANCOLAS, Semp.
- Patrick de LANZAE, Lesieur-Cottelle & Associés S.A.
- Claude LOISEL, Cristalleries de Saint-Louis.
- Patrick LUCAS, Grao-Savoie S.A.
- Michel NAEDER, Unipar.
- Antoine RIBOUD, Groupe B.S.N.
- Edouard de ROYERE, Air Liquide.
- Edouard SALUSTRO, Edouard Salustro & Associés.
- William SENECHAL, Crédit Foncier de Immobilier.
- Francis VILGRAIN, Grands Moulins de Paris.
- Philippe VILLIN, Le Figaro.

LUNDI

Lancement de la Semaine ESCP à la Mairie de Paris.

MARDI

Portes ouvertes à l'ESCP.

MERCREDI

« Défi BULL-ESCP ».

Remise du 27^e Grand Prix de la Publicité.

Table ronde littéraire : « L'édition : enjeu culturel et contraintes économiques ».

Prix Études ESCP - UAP.

JEUDI

Carrefour : la valorisation des hommes dans l'entreprise : « Un enjeu stratégique ».

Meeting d'athlétisme au stade Charley.

Tribunes ESCP : « J.O. 92, le pari de la Capitale ».

VENDREDI

Les trajectoires de la réussite : quels métiers pour demain ?

Remise des prix « Défi BULL-ESCP ».

Soirée de Gala des 10 000.

SAMEDI

Smash ESCP-Les Echos-Dynastours.

Tournoi de tennis et de golf.

DIMANCHE

Finale Masters Ores.

Coupe Mitsubishi avec la participation d'Ilie Nastase.

Remise des prix.

Clôture de la « Semaine ESCP ».

SEE 70/10000-20

Si Cannes nous prend le café-théâtre,* que va-t-on devenir à Paris cet été ?

* 7^e festival international du café-théâtre du 6 au 14 juin 1986.



4.700 chambres d'hôtels.
3.000 appartements.
Gastronomie.
33 plages de sable fin.
Sports nautiques.
Centre de voile pour les jeunes.
Tennis.
et 100 événements spectaculaires.

Cannes ose être la ville la plus égoïste de l'été.

Direction du Tourisme de Cannes.
Tél. 93.39.24.53.

CANNES
CÔTE D'AZUR

C'est étonnant, c'est Cannes.



Groupe ESCP.
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS

79, avenue de la République, 75543 PARIS CEDEX 11

Tél. : (1) 43.55.39.08 - (1) 48.05.06.80

RADIO-TE

Platini

Mardi, 20 mai

COUP DE CŒUR (A. v.o.) : Grand
Paris, 15 (45-34-46-45).
CUL DE SAC (A.) : Templair, 3 (42-72-
94-56).
LA DAME DE SHANGAI (A. v.o.) :
Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).
LE DERNIER TAPAGE A PARIS (Fr.-It.,
v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11 (47-00-
89-16).
LES DEUX OUZALA (Esp. v.o.) : Saint-
Lambert, 15 (45-32-91-68).
DES FILLES DISPARAISSENT (A.
v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
DON GIOVANNI (Fr.-It.-All. v.o.) : Ven-
dôme, 2 (47-42-92-52).
DON GIOVANNI (édité par Furzen-
berg) (Fr.) (45-10-60).
DRESSAGE (Fr.) (**) : Chy Triomphe,
8 (45-42-57-76).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) :

LA FIEVRE AU CORPS (A., v.o.) : Gau-

62-40-10-30); UGC Biarritz, 9° (43-62-40-10); Miramar (à partir de vendredi), 14° (43-62-89-52); Biarritz-Montparnasse (mer, jeu.), 15° (45-44-25-02); 14 milles Baugresse (mer, jeu.), 14° (45-72-59-25).

LA POULE INGÉNUE (A., v.o.): Reflex Médica, 4° (43-54-42-34).

GREYSTOKE, LA LEGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Brit., v.a.): La Boite à Rums, 17° (46-72-44-21).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-ROUSSE (A., v.a.): Action Christine, 6° (43-29-11-30).

L'IMPASSE AUX VIOLENCES (Brit., v.a.): Action Christine bis, 6° (43-29-11-30).

(43-21-41-01).

LA PUTAIN (A. v.f.); *Les Femmes de Paris* (1924-25)
 LA PUTAIN DE CHOCOLAT (A. v.f.); *Les Femmes de Paris* (1924-25)
 LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.); *Saint-André-des-Arts*, 67 (43-26-48-48)
 MANEPLATTAN (A. v.o.); *Templiers*, 37
 MEURIRE DANS UN JARDIN (A. v.f.); *Les Femmes de Paris* (1924-25)
 ANGLAIS (Brit. v.a.); *Studio Galand* (Ausp.), 19 (43-74-72-71); 14 Juillet Paris (Ausp.), 29 (43-68-68-68)
 MIDNIGHT EXPRESS (A. v.f.) (**)
 Capri, 2 (45-08-11-69)
 MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A. v.o.); *Rialto*, 19 (46-07-87-61)
 MONTY PYTHON SACS CRAAII (A. v.o.); *Rialto*, 19 (46-07-87-61)
 NATTY GANN (A. v.f.); *Reflex*, 1 (46-24-21)
 Lafayette, 9 (48-74-97-27)
 OPERATION JUPONS (A. v.f.); *Reflex*, 1 (46-24-21)

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.) (°) :
Château-Martin 17 (56 D8 84-14)

[illegible]

Ransdagh, 16^a (42-88-64-44).

STRANGER THAN PARADISE (A.
v.a.): Unopis; 3 (43-26-84-65).

THAT UNCERTAIN FEELING (A.
v.a.): Action Christine, 6 (43-29-
11-30); Ugo Barris; 3 (45-62-20-40).

THIS IS ARMY (A. v.a.): Péniche des
Arms, 16 (45-27-77-55).

THE ROSE (A. v.a.): Temporis, 3 (62-
72-94-56).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.a.):
Champs, 4 (45-51-50).

UN PAYSAN DÉSESPÉRÉ (A.): Reflet
Lafayette, 9 (48-74-97-27).

UNDERFIRE (A. v.a.): Le Bata à films,
17 (46-22-44-21).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A.
v.f.): Le Club, 3 (47-70-81-47).

UNE HISTOIRE RAMONETTELLE (A.

97-771.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40).

volours, des malingreux et francs

CONFÉRENCES

Institut historique allemand de Paris,
9, rue Masséna, 15 h : « Le trésor d'un
Czar. Avare du VII^e siècle à Vrap
(Albanie) » (M. Joachim Werner) ;
26, rue Bergère, 19 h 30 : « L'émancipa-
tion » (M. Alain Le Kour). Prochain pro-
gramme de l'Association, 27, rue de
l'Association : « Juifs et chrétiens,
pourquoi prise-t-on ? » (M. Alexandre
Winogradsky) ; Centre Varène, 18, rue
de Varène, 20 h 30 : « Enseignement
supérieur et avenir technologique en
France », soirée débat avec M. Daniel

des grandes écoles et directeur de

L'école française des arts et manufactures, 5, rue Laffittière, 19 h 30 : « Les lois de la vie et la conduite humaine », cycle de douze cours. Tél. : 45-24-49-08.

JEUDI 22 MAI

Vogues», 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lozan (G. Bottazzi).

• De la place des Vogues aux hôtels Rouen-Soubise», 14 h 30, métro Pont-Marie (Les filières).

• Hôtels du Marais du Temple», 14 h 30, métro Temple (Paris pittoresque et insolite).

• La cour des miracles : évocation de la corporation des mendicants et des voleurs, des malingreux et francs mitoux du grand coeure et des archisopots», 15 h, métro Bonne-Nouvelle (devant la poste) (M. Pohier).

CONFÉRENCES—

Institut historique allemand de Paris, 9, rue Masséna, 18 h : « Le trésor d'un Cagan Avar du VII^e siècle à Vrap (Albanie) » (M. Joachim Werner) ; 26, rue Bergère, 19 h 30 : « La géométrie » : M. Alain Le Korn ; Maison pour l'Amnésie, 27, rue de l'Amnésie, 19 h 30 : « L'été et l'hiver, pourquoi pleurent-ils ? » (M. J. Winogradsky) ; Centre Varène, 18, rue de Varène, 20 h 30 : « Enseignement supérieur et avenir technologique en France », soirée débat avec M. Daniel Gourrice, président de la Conférence des grandes écoles et directeur de l'École nationale supérieure de l'Industrie ; 5, rue Laffitte, 19 h 30 : « Les lois de la vie et la conduite humaine », cycle de douze cours. Tél. : 45-24-49-08.

1. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$

[illegible]

EMPRUN
PTT 1986



1. NAME _____
 2. DATE _____
 3. TIME _____
 4. LOCATION _____
 5. REASON _____
 6. WITNESSES _____
 7. SIGNATURE _____
 8. INITIALS _____
 9. REMARKS _____
 10. DATE _____
 11. TIME _____
 12. LOCATION _____
 13. REASON _____
 14. WITNESSES _____
 15. SIGNATURE _____
 16. INITIALS _____
 17. REMARKS _____
 18. DATE _____
 19. TIME _____
 20. LOCATION _____
 21. REASON _____
 22. WITNESSES _____
 23. SIGNATURE _____
 24. INITIALS _____
 25. REMARKS _____
 26. DATE _____
 27. TIME _____
 28. LOCATION _____
 29. REASON _____
 30. WITNESSES _____
 31. SIGNATURE _____
 32. INITIALS _____
 33. REMARKS _____
 34. DATE _____
 35. TIME _____
 36. LOCATION _____
 37. REASON _____
 38. WITNESSES _____
 39. SIGNATURE _____
 40. INITIALS _____
 41. REMARKS _____
 42. DATE _____
 43. TIME _____
 44. LOCATION _____
 45. REASON _____
 46. WITNESSES _____
 47. SIGNATURE _____
 48. INITIALS _____
 49. REMARKS _____
 50. DATE _____
 51. TIME _____
 52. LOCATION _____
 53. REASON _____
 54. WITNESSES _____
 55. SIGNATURE _____
 56. INITIALS _____
 57. REMARKS _____
 58. DATE _____
 59. TIME _____
 60. LOCATION _____
 61. REASON _____
 62. WITNESSES _____
 63. SIGNATURE _____
 64. INITIALS _____
 65. REMARKS _____
 66. DATE _____
 67. TIME _____
 68. LOCATION _____
 69. REASON _____
 70. WITNESSES _____
 71. SIGNATURE _____
 72. INITIALS _____
 73. REMARKS _____
 74. DATE _____
 75. TIME _____
 76. LOCATION _____
 77. REASON _____
 78. WITNESSES _____
 79. SIGNATURE _____
 80. INITIALS _____
 81. REMARKS _____
 82. DATE _____
 83. TIME _____
 84. LOCATION _____
 85. REASON _____
 86. WITNESSES _____
 87. SIGNATURE _____
 88. INITIALS _____
 89. REMARKS _____
 90. DATE _____
 91. TIME _____
 92. LOCATION _____
 93. REASON _____
 94. WITNESSES _____
 95. SIGNATURE _____
 96. INITIALS _____
 97. REMARKS _____
 98. DATE _____
 99. TIME _____
 100. LOCATION _____
 101. REASON _____
 102. WITNESSES _____
 103. SIGNATURE _____
 104. INITIALS _____
 105. REMARKS _____
 106. DATE _____
 107. TIME _____
 108. LOCATION _____
 109. REASON _____
 110. WITNESSES _____
 111. SIGNATURE _____
 112. INITIALS _____
 113. REMARKS _____
 114. DATE _____
 115. TIME _____
 116. LOCATION _____
 117. REASON _____
 118. WITNESSES _____
 119. SIGNATURE _____
 120. INITIALS _____
 121. REMARKS _____
 122. DATE _____
 123. TIME _____
 124. LOCATION _____
 125. REASON _____
 126. WITNESSES _____
 127. SIGNATURE _____
 128. INITIALS _____
 129. REMARKS _____
 130. DATE _____
 131. TIME _____
 132. LOCATION _____
 133. REASON _____
 134. WITNESSES _____
 135. SIGNATURE _____
 136. INITIALS _____
 137. REMARKS _____
 138. DATE _____
 139. TIME _____
 140. LOCATION _____
 141. REASON _____
 142. WITNESSES _____
 143. SIGNATURE _____
 144. INITIALS _____
 145. REMARKS _____
 146. DATE _____
 147. TIME _____
 148. LOCATION _____
 149. REASON _____
 150. WITNESSES _____
 151. SIGNATURE _____
 152. INITIALS _____
 153. REMARKS _____
 154. DATE _____
 155. TIME _____
 156. LOCATION _____
 157. REASON _____
 158. WITNESSES _____
 159. SIGNATURE _____
 160. INITIALS _____
 161. REMARKS _____
 162. DATE _____
 163. TIME _____
 164. LOCATION _____
 165. REASON _____
 166. WITNESSES _____
 167. SIGNATURE _____
 168. INITIALS _____
 169. REMARKS _____
 170. DATE _____
 171. TIME _____
 172. LOCATION _____
 173. REASON _____
 174. WITNESSES _____
 175. SIGNATURE _____
 176. INITIALS _____
 177. REMARKS _____
 178. DATE _____
 179. TIME _____
 180. LOCATION _____
 181. REASON _____
 182. WITNESSES _____
 183. SIGNATURE _____
 184. INITIALS _____
 185. REMARKS _____
 186. DATE _____
 187. TIME _____
 188. LOCATION _____
 189. REASON _____
 190. WITNESSES _____
 191. SIGNATURE _____
 192. INITIALS _____
 193. REMARKS _____
 194. DATE _____
 195. TIME _____
 196. LOCATION _____
 197. REASON _____
 198. WITNESSES _____
 199. SIGNATURE _____
 200. INITIALS _____
 201. REMARKS _____
 202. DATE _____
 203. TIME _____
 204. LOCATION _____
 205. REASON _____
 206. WITNESSES _____
 207. SIGNATURE _____
 208. INITIALS _____
 209. REMARKS _____
 210. DATE _____
 211. TIME _____
 212. LOCATION _____
 213. REASON _____
 214. WITNESSES _____
 215. SIGNATURE _____
 216. INITIALS _____
 217. REMARKS _____
 218. DATE _____
 219. TIME _____
 220. LOCATION _____

1. General Comments
 2. Summary
 3. Findings
 4. Conclusions
 5. Recommendations
 6. References
 7. Appendices
 8. Tables
 9. Figures
 10. Other

Merci

CINEMA EN 35
21⁰⁰00 Financ

23°00 S
VINAIGRE
S 4

RADIO-TÉLÉVISION

INFORMATIONS « SERVICES »

VU

Platini, le pied, le cœur

Michel Platini vous manquait un peu depuis son exil à Turin ? Ce vide sera largement comblé en juin. Le héros du ballon rond vous confiera depuis le Mexique ses impressions quotidiennes sur Antenne 2 (pour 900 000 francs, soit 30 000 francs par jour) et sur RTL. Lundi soir, avec presque deux semaines d'avance, il donnera le coup d'envoi de « sa » Coupe du monde sur la « 5 », avec le film *Michel Platini*, produit par... Michel Platini.

C'est sans doute la première fois qu'un sportif finance un film de cinquante-deux minutes sur sa propre carrière. L'investissement - 3 millions de francs - est déjà rentabilisé. Ce film, conçu avec

les concours du réalisateur Gérard Van der Gucht, de Roger Zabel et de Jean-Michel Jarré pour la musique, est déjà vendu dans vingt-quatre pays.

Il s'adresse en priorité à ceux qui ne se lassent pas de revoir les merveilleux exploits d'un carrière bien remplie. Les autres trouveront que Michel Platini ne manque pas l'occasion de soigner sa publicité. A trente et un ans, le meneur de jeu de la Juventus et de l'équipe de France consacre déjà au moins autant de temps à ses affaires qu'au football.

Pour accueillir des stages de jeunes, il a ouvert « Grand stade » à Saint-Cyprien, près de Perp-

gnan. « On leur apprend à shooter et pas à se shooter », dit-il. L'image n'est peut-être pas très heureuse, mais, comme le dit souvent Platini à propos du football : « Seul le résultat compte. » Le Comité français d'éducation de la santé va créer une fondation pour favoriser cette entreprise d'espoir. Périodiquement, le meilleur joueur français s'adressera aux jeunes sur des vidéoscassettes diffusées dans certaines écoles et surtout dans les prisons. L'ambition est louable, mais l'objectif encore plus difficile à atteindre qu'une victoire en Coupe du monde.

GERARD ALBOUY.

Mardi 20 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

EMPRUNT PTT 1986

SOUSCRIPTIONS
Chèques postaux
Bureaux de poste
Comptables
du trésor

20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : la Vitesse du vent. De G. Lagarde, réal. P. Jamin. Avec M. Constantin. Prise d'otage dans une ambassade, terroriste blessé, police, négociations... Les ingrédients traditionnels pour donner du suspense et un peu de pique à un sujet bateau.

22 h 15 Les enfants de la République. Série de quatre émissions d'Hubert Knapp. Chasseur infatigable, Hubert Knapp est allé chercher ceux, celles, qui sont nés à la charnière des deux siècles : des modestes gens qui ont maintenant quarante-vingt-dix ans. Un travail dans la mémoire, mais sur le vif. Drôle, émouvant. Dans cette troisième émission, on rencontre trois représentants du petit monde du textile et du verre, à Fourmies, dans les Ardennes.

23 h 5 Journal.
23 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h Journal. Semaine anglaise. Jusqu'au 15 mai, la rédaction diffuse dans ses deux éditions de 12 h 45 et 20 h, toute une série de reportages consacrés à l'Angleterre. Entre autres, Thatcher, huit ans déjà ; Bradford, un maire noir pour une ville blanche ; Cat Stevens visité par Allah ; La cuisine anglaise ; Liverpool, les parus de Maggie ; Richard Branson, le Tycoon anglais ; Jaguar, un exemple de privatisation ; Une journée avec la princesse Anne, etc.

20 h 35 Cinéma : l'Arnaque. Film américain de G. Roy Hill (1973), avec P. Newman, R. Redford, R. Shaw, C. Durning, R. Wilson. Pour venger un oncle assassiné par un roi de la pègre, un grand charbonnier et son disciple, un petit mafioso, montent une extraordinaire machination. L'extravagance règne dans ce film de gangsters façon années 30, divertissement allègrement interprété, qui reçoit sept Oscars. Indéjà à la télévision. Quelle chance !

22 h 40 Magazine : Cinéma-cinéma. De A. Andrea, M. Boujut et C. Vennart. Portraits de Roger Corman, un des cinéastes les plus singuliers d'Hollywood, producteur et détecteur de jeunes talents ; de la recherche de la Grande Illusion ; retour sur les lieux du tournage du film réalisé en 1973 par Jean Renoir : le château du Haut-Koenigsbourg ; l'album de photos de Jean-Claude Brialy ; hommage à

Otto Preminger : le cinéaste, récemment disparu, filmé chez lui, à New-York, en 1969 ; questions à Anouk Aimée ; Bertrand Blier parle des autres films possibles de son dernier film : « Tendre de soirée ».

23 h 30 Série : Johnny Staccato. De J. Brewer, réal. J. Casavettes. Glissando. Un meurtre évité, grâce à Staccato qui veille. Un garde sans père, mais dont la mère est une ancienne « grande dame » du théâtre.

0 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : la Route de l'ouest. Film américain d'A. McLaglen (1967), avec K. Douglas, R. Mitchum, R. Widmark, L. Albright, J. Elm. En 1843, un sénateur visionnaire entraîne vers l'Oregon un groupe de fermiers et de petits commerçants d'une ville du Missouri. Andrew McLaglen, admirateur de John Ford, s'a jamais compris qu'il ne parviendrait pas à marcher vraiment sur ses traces. Heureusement, ici, il a une distribution formidable.

22 h 30 Journal.
22 h 55 Emissions régionales.
23 h 55 La chef des nombres et des tarots.
0 h Préface à la nuit.

Divertissement pour deux plans de M. Magin, interprété par lui-même et H. Gervais.

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h Mission casse-coi ; 17 h 50, Calibre (le petit hebdo du polar) ; 18 h, Effraction ; 18 h 55, Croq'soleil ; 19 h, le 19-20 h.

CANAL PLUS

20 h 5, Jeu : Surcouf ; 20 h 35, les Valenciennes, film de B. Blier ; 22 h 35, le Joli Carré, film de F. Perrin ; 0 h 5, Manégages, film de Y. Allégret ; 1 h 35, Kal, ou l'Inde revisitée ; 2 h 25, Superstars.

LA 5

19 h 30 A fond la caisse (série : Knight Rider) (et à 23 h).
20 h 30 Festival : Flamingo Road (et à 23 h 55).
21 h 20 Amériques, série de suspense (et à 0 h 45).
22 h 10 Jonathan, magazine de l'aventure (et à 1 h 35).

TV6

19 h, NEJ 6 (et à 23 h) ; 20 h, 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps : le thermalisme ; corps et es-thétisme ; accidents de vacances.
21 h 30 Musique : diagonales ou l'actualité de la chanson française et étrangère, rencontre avec Clairette Odiers et entrevue avec Henri Tachan.
22 h 30 Nuits magiques.
0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre musical du Château) : « Solenn de Faust, pour soli, chœur et orchestre », « Nachtsucker, pièces pour piano » et « Davidbuddler-tanz, extraits », de Schumann, par le Nouvel Orchestre philharmonique, les chœurs et la Maîtrise de Radio-France, dir. M. Janowski, chef des chœurs, J. Jouineau, chef de la Maîtrise M. Lasserre de Rozet, chef de chant M. Pambon, premier violon J. Prat.
23 h Les soirées de France-Musique : Qu'il est doux la son du cor... ; à 0 h, Poissons d'or.

Mercredi 21 mai

Suite à un préavis de grève déposé le 15 mai par la plupart des organisations syndicales pour le mercredi 21 mai, les programmes des trois chaînes publiques risquent d'être réduits au minimum. Des perturbations sont également prévisibles sur les chaînes privées.

TF 1 et A 2 diffuseront leur journal à 20 heures, FR 3 à 19 h 15 (actualités régionales). A 20 h 35, les trois chaînes devraient diffuser le même téléfilm.

CANAL PLUS

CINEMA EN EXCLUSIVITE

21 h 00 Frisson : « BARBE BLEUE » avec R. Burton, B. Welch et N. Dalton.

23 h 00 Suspense : « POULET AU VINAIGRE » de Chabrol, avec J. Peiret, S. Audran et M. Bouquet.

CANAL+

La télé pas comme les autres.

JUMELAGE RAMBOUILLET-WATERLOO: LE RÊVE PASSE...

Le château de Rambouillet (construit au quatorzième siècle) a accueilli bien des « grands ». Napoléon y passa sa dernière nuit en 1815 avant son départ pour Sainte-Hélène. Pau da temps avant, le 18 juin, la Grande Armée essayait une sévère défense dans la « mornie plaine » de Waterloo dans la Brabant wallon.

Cette année, la traditionnelle fête du muguet, qui se déroule à Rambouillet depuis 1901, avec son cortège fleuri et ses manifestations sportives et commerciales, revêtira un faste particulier : on célébrera, en effet, le jumelage de Rambouillet et de Waterloo le samedi 24 mai. Des formations en tenue d'époque participeront au « Concert Impérial ».

Le dimanche 25 mai, trois cent cinquante figurants participeront à la reconstitution historique de la bataille après un défilé de chars traditionnels et de groupes historiques impériaux (hussards, grognards fantassins et garde napoléonienne).

* Renseignements complémentaires : 34.83.32.72, poste 405, M. Daval.

EXPOSITION

MÉTIER DU PAYS DU GRAND MEAULNES. - Ainay-le-Vail présente actuellement en son château une exposition évoquant les anciens métiers de la vie quotidienne dans le Berry au début de ce siècle, le monde rural et artisanal que connaît le jeune Henri Alban Fournier. Chaque tour du château présente un métier. Le forgeron est dans le « cachot ». Dans une salle du quatorzième on a reconstitué un intérieur de ferme, avec poêle à cheminée et four à pain. Le long des ramparts sont rassemblés des outils d'usage aux noms maintenant oubliés : dépotoir, tirageau, jablot, rouanne, bondonnoir, ils servaient à tisserand, au bûcheron, au tonnelier, au charbon, au sabotier. Des mannequins exécutent les gestes d'antan (le tonnelier polit une « douille » avec une « colombe », le sabotier ent au bûle...). Des démonstrations de tissage sont prévues les 14 juillet, 15 et 22 août.

ARTISANS DU FEU DE BENGAL. - Le monde de l'Inde et de l'Asie accueille jusqu'au 15 juin une exposition-vente d'œuvres d'art dues aux artisans du feu de Bengala, d'Orissa et de Bastar, en Inde orientale.

* « Le monde de l'Inde et de l'Asie », 15, rue des Ecoles 75006 Paris. Tél. 46-34-03-28. Du lundi au vendredi de 10 heures à 19 heures, le samedi de 10 heures à 18 heures.

VIE CULTURELLE

CONCERT A L'HOTEL DE VILLE. - L'Association sur la promotion des arts à l'Hôtel de Ville que préside Mme Bernadette Chirac, organise le mercredi 21 mai à 20 h 30 un concert avec Kressimir Stoytchev (piano) et Jean-Marc Phillips (violin). Des œuvres de Liszt, Franck, Debussy et Moussorgski seront interprétées. Ce concert est gratuit et ouvert à tous les Parisiens. Les personnes intéressées doivent retirer les cartes d'invitation au salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli (les cartes seront exigées à l'entrée du concert).

Publication judiciaire

Contrefaçon des marques Habitat de la société Habitat Design LTD par la société Casa Wood.

Par son jugement du 23 octobre 1984, le tribunal de grande instance de Nice fait droit aux demandes des sociétés Habitat Design LTD et Habitat France :

- dit que la société Habitat Design LTD a la propriété exclusive de la dénomination Habitat pour désigner les produits visés dans les dépôts des marques Habitat n° 928 193 (France) et n° 338 363 (International) ;

- dit que cette marque bénéficie de la protection de la loi du 31 décembre 1964 ;

- dit que la société Casa Wood, en utilisant partie de cette dénomination comme raison commerciale, a porté atteinte à cette propriété ;

- dit que cette atteinte constitue une contrefaçon ;

- dit que la société Casa Wood a également porté atteinte au nom commercial des sociétés demandereses ;

- autorise la publication de cette décision dans dix journaux ou revues au choix des demandereses, le coût de chacune ne pouvant excéder 8 000 F.

Du café à bord des avions d'Air Inter ?

Les passagers d'Air Inter sont placés au régime sec : pas de café pour les voyageurs du petit matin. M. Pierre Eisele, président-directeur général de la compagnie, a décidé de faire tester jusqu'au 6 juin un service de boissons chaudes sur une vingtaine de vols assurés par tous les types d'avions, et sur toutes les distances exploitées par Air Inter.

Cette tentative est le résultat d'une longue obstination de M. Eisele. Dès son arrivée à la tête de la compagnie intérieure, il y a bientôt deux ans, il avait pris conscience de l'insatisfaction d'une bonne partie de sa clientèle d'affaires qui souhaite bénéficier d'un meilleur service à bord. M. Eisele demanda alors la mise au point d'un appareil capable de servir des boissons chaudes en vol. L'entreprise chargée de l'affaire faisait faillite et la machine rendait l'âme au cours d'un vol d'es-

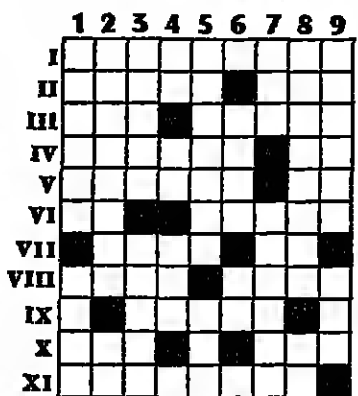
sai. Malgré ces déboires, on persiste tout de même.

L'expérience à laquelle vont participer 3 650 passagers « du matin » leur permettra de goûter café, thé et chocolat chauds. La machine retenue, et commandée pour l'instant à sept exemplaires, a été mise au point par la société Klix. Elle conserve, pendant cinq heures l'eau chaude qui sert à diluer les produits lyophilisés. Le test permettra de dire si ce service - gratuit pour l'instant - peut être assuré par le personnel de bord à effectif constant et si la machine est capable de débiter sans défaillance soixante boissons chaudes en vingt minutes à 10 000 mètres d'altitude.

Si l'essai s'avère concluant, il faudra tout de même patienter pour équiper totalement la flotte d'Air Inter en machines à café, car l'industriel ne pourra toutes les fabriquer en même temps. Les passagers devront attendre leur « petit noir » dix-huit mois.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4229



HORIZONTALEMENT

I. S'il a la chair de poule, ce ne peut être que celle d'une poule mouillée. - II. Léger. Les loaves y constituent un danger pour les loupes. - III. On le bat après l'avoir abattu. Même la chaleur parfumée d'une cocotte ne saurait l'attendrir. - IV. Boule de son. Inversez-le ! - V. Examineur chargé de percer les coquilles. Incorporé dans la Légion. - VI. Préposition. Ecrivain français rationaliste. - VII. Indicateur d'auxiliaire ou formes du temps. Note. - VIII. « Four » provençal. Bordeaux en compte plus que Mauriac. - IX. A ses mœurs. - X. Trois capitales pour cinquante Etats. Emission

hurs programme. - XI. Peut être très bien reçue en étant mal accueillie.

VERTICALEMENT

I. Port britannique. Pharmacien méthodique. - 2. Donner des coups d'aiguilles, non pour faire des trous, mais pour les boucher. Précède un haut dignitaire. - 3. Souple végétal. Distribut des pains ou totatis de soutir du hâc. - 4. Au cœur des exécutants Artiste. Sédite. - 5. Le bras gauche en est non pour le droit. Général ou particulier. - 6. Fait feu, mais pas pour refroidir. Interjection. - 7. Conquérant de l'Egypte. Clou pour fixer l'attention. - 8. Ultra-dévotionniste. Indéfini. - 9. Emission de timbre. Cornichon peu cultivé.

Solution du problème n° 4228

Horizontalement

I. Malleable. II. Abeille. - III. Totaliser. - IV. El. Sl. - V. Li. Spasme. - VI. Anesthésie. - VII. Sir. Elles. - VIII. Snus. Alto. - IX. Ince. Sein. - X. Suc. RN. - XI. Ré. Lad. Go.

Verticalement

1. Matelassier. - 2. Abolition. - 3. Let. Trucs. - 4. Liase. Seul. - 5. Ellipse. Ca. - 6. Ali. Atlas. - 7. Bestseller. - 8. Meeting. - 9. Ecrue. Son.

GUY BROUTY.

RESULTATS COMPLETS N° 39 LOTO SPORTIF

Équipe 1	Équipe 2	Équipe 1	Équipe 2
1 LORIENT	QUIMPER	9 ABBEVILLE	VALENCIENNES
2 TOURS	ORLÉANS	10 MULHOUSE	GUEUGNON
3 NIORT	LYMOGES	11 THONON	BESANCON
4 RED-STAR	ROUEN	12 ST-ETIENNE	LYON
5 CAEN	R.C. PARIS	13 LE PUY	GRENOBLE
6 CHAUMONT	MONTCEAU	14 ALES	MONTPELLIER
7 REIMS	SEDAN	15 MARTIGUES	BÉZIERS
8 BEAUNAIS	DUNKERQUE	16 NIMES	CANNES

Équipe 1	Équipe 2
16 bons résultats	
15 bons résultats	1 2 398 810,00 F
14 bons résultats	39 61 505,00 F
13 bons résultats	656 3 656,00 F
Bons résultats aux "7 Numéros de la Chance"	19 665 54,00 F

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 18 Mai 1986 : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Allo le soleil!

43 69 00 00

ALLO METEO

TOUS LES TEMPS, TOUT LE TEMPS.

MÉTÉOROLOGIE NATIONALE (*) 3 bases de base accessible Paris et zone A PTT

Le Monde MEDECINE

Tabac : la publicité sans filtre

La loi Veil contre le tabagisme a dix ans. Les publicitaires la contournent quotidiennement. Les ventes de tabac progressent. Que faire ?

« **L**a séduction pure et dure » : les murs des villes de France comme les pages de nombreux journaux nationaux se couvrent ces jours-ci de superbes affiches publicitaires de la SEITA vantant les beautés et les mérites des nouvelles cigarettes Gitanes blondes (budget du lancement non précisé) (1). Au même moment, le 14 mai à Genève, la 39^e année mondiale de la santé, à laquelle a participé M^{me} Michèle Barzach, ministre française déléguée à la santé, adoptait à l'unanimité une résolution demandant une intensification de la lutte anti-tabac à l'échelle mondiale. Dans un rituel désormais classique, les délégués de l'Organisation mondiale de la santé ont rappelé que l'industrie du tabac représentait dans le monde un chiffre d'affaires de 22 milliards de dollars et qu'un million de personnes meurent chaque année du tabac.

Jeu contradictoire

Toujours dans le même temps, à Paris, une commission officielle commence à se réunir à l'initiative de la direction générale de la santé. Elle est présidée par le professeur Albert Hirsch (hôpital Saint-Louis) et réunit les représentants des différents ministères et des fabricants de cigarettes. Objectif : rédiger « un rapport de synthèse sur les aspects économiques, réglementaires et sanitaires de la vente et de la consommation du tabac en France ». Début janvier, le Comité français d'éducation pour la santé lançait une campagne (budget : environ 1 million de francs), incitant à « commencer l'année du bon pied » en abandonnant le tabac.

Il y a quelques jours, enfin, on approuvait la décision du gouvernement d'augmenter prochainement de 5 % le prix des cigarettes. Incitation-dissuasion : la consommation-prévention : le tabac ne cesse de faire l'objet d'un jeu contradictoire et ambigu. D'un côté, l'Etat refuse de se priver des substantielles ressources qu'il lui procure. De l'autre, il ne peut plus fermer les yeux sur l'épidémie de tabagisme, sur les dégâts majeurs que celui-ci provo-

que sur la santé publique et, au total, sur son coût économique et social.

Fétera-t-on officiellement dans quelques semaines - en juillet prochain - la promulgation de la loi Veil relative à la lutte contre le tabagisme ? C'est peu vraisemblable, car il faudrait, à cette occasion, faire le difficile bilan de son application ou plus précisément de son constant détournement par les fabricants de cigarettes (voir l'encadré).

Publiée au *Journal officiel* du 10 juillet 1976, cette loi consacrait une large place aux dispositions relatives à la propagande et à la publicité. Elle interdisait notamment les actions publicitaires, en faveur du tabac, par affiches, panneaux, réclames, prospectus ou enseignes lumineuses ou non. L'intention était claire. Le tabac est nuisible à la santé. Il fallait donc, sinon en interdire la consommation, du moins ne pas laisser les fabricants agir en toute liberté pour faire la promotion de leurs produits. Ce dispositif de surveillance (les infractions sont théoriquement punies par des amendes allant de 30 000 à 300 000 francs) fut, en 1977, complété par un décret limitant très précisément le contenu de la publicité en faveur du tabac par voie de presse écrite.

Vignette éphémère

Dans les années qui suivirent, on nota une petite diminution des ventes de cigarettes. Celles-ci passèrent de 83,9 milliards d'unités (1977) à 82,5 milliards (1978). L'éclaircie, pourtant, ne dura guère. En 1979 (85,7 milliards de cigarettes vendues), le corps médical pour une fois groupé (Conseil national de l'ordre, syndicats) réclamait la création d'une « taxe spéciale pour risques excessifs ». Sans suite. En 1980 (85,7 milliards), M. Jacques Barrot, alors ministre de la santé et de la Sécurité sociale, recommandait qu'« une taxe certaine se fait peu à peu sentir dans l'application de la loi de 1976 ».

En 1983, le gouvernement instaure par voie législative l'apposition d'une vignette sur le tabac,

destinée à rapporter à la Sécurité sociale 3,5 milliards de francs par an. La suppression de cette vignette fut demandée par la CEE pour incompatibilité avec les règlements européens.

Où en est-on aujourd'hui ? 94,7 milliards de cigarettes ont, l'an dernier, été fumées en

France. Une progression de 12,5 milliards en dix ans, marquée par une hausse des prix légèrement inférieure à l'évolution générale de ceux-ci, et par une inversion des proportions entre les ventes de cigarettes SEITA et les cigarettes importées (2), conséquence entre autres, indiquée-t-on à la SEITA, d'un fort investissement publicitaire des marques étrangères dans la publicité de 1971 à 1976.



« Alors que, outre-Atlantique, l'association médicale américaine vient de recommander l'interdiction de la publicité pour les cigarettes par voie de presse et d'affiches, le corps médical français semble aujourd'hui curieusement se désintéresser de cette question pourtant essentielle. » Pour améliorer la santé publique, estime le docteur Mahler, directeur général de l'OMS, la réduction du tabac peut faire plus que n'importe quelle autre mesure de médecine préventive.

Certes, l'augmentation des ventes de cigarettes ne doit pas cacher certaines réalités encourageantes : pour la première fois depuis un siècle, l'Institut national du cancer des Etats-Unis a enregistré une diminution de la fréquence des cancers pulmonaires chez les hommes de race blanche, mais une très forte aug-

mentation des mêmes cancers chez les femmes.

En France, la proportion des fumeurs de plus de quinze ans diminue, et le tabagisme est en régression chez les adolescents. Tout se passe en somme comme si les grands fumeurs fumaient plus et comme si les petits changeaient

naissances, fait-on aujourd'hui valoir à la SEITA, que la loi Veil est intéressante lorsqu'elle oblige à informer le consommateur sur la composition en goudron et nicotine. En revanche, la limitation de la publicité est plus contestable. Il s'agit-là d'une compétition inter-marques. La

Alors ? Sortir le tabac de l'indice des prix et augmenter les tarifs de manière spectaculaire ? La mesure serait pour le moins impopulaire et taxée d'élitisme. Interdire, comme certains pays, totalement et effectivement, toute publicité pour le tabac ? Pourquoi pas ? La gauche n'ayant, de 1981 à 1985, pris aucune mesure en ce sens, le ministre de la santé de l'actuel gouvernement Chirac, docteur en médecine, reprendrait-il à son compte le flambeau du ministre de la santé de 1976 ?

JEAN-YVES NAU.

(1) La direction générale de la SEITA précise toutefois que le budget du lancement en 1984 de la cigarette Gitanes blonde avait été de 25 millions de francs la première année. Il s'agit, précise-t-on, d'un « très gros lancement presse ». On souligne aussi que cette cigarette connaît un « très grand succès », représentant 10 % des ventes de cigarettes françaises et 5 % du marché total national.

(2) En 1975, 8,9 cigarettes sur 100 étaient importées. Elles étaient 41,2 l'an dernier.

(3) C'est M. Neuwirth (député UDR de la Loire) qui, en 1976, avait, lors de la discussion de la loi Veil à l'Assemblée nationale, déposé un amendement supprimant l'interdiction faite aux organisateurs de manifestations sportives d'accepter le parrainage de fabricants de tabac. M. Neuwirth avait alors évoqué « les difficultés auxquelles se heurte l'automobile française de compétition ».

M^{me} SIMONE VEIL : Il faut franchir une nouvelle étape

QUEL bilan M^{me} Simone Veil fait-elle aujourd'hui de la loi du 9 juillet 1976 « relative à la lutte contre le tabagisme », qu'elle avait, en tant que ministre de la santé d'un gouvernement Chirac, activement défendue ? « Je n'ai pas suivi, dit-elle, les statistiques de consommation. Mais il est clair que la campagne qui a suivi la promulgation de la loi a été efficace. Je regrette toutefois que la SEITA n'ait pas compris l'intérêt de la santé publique qu'il y avait derrière ce texte. »

La publicité ? Le texte initial, déclare M^{me} Veil, supposait

un accord, une concertation entre tous les intéressés. C'est la démonstration qu'en France, à l'inverse d'autres pays, la concertation marche mal. Je n'ai pas été suivie du tout, notamment dans le sport. J'ai subi des pressions formidables avec le cas Ligier.

« Mais, dans une première étape, on ne pouvait pas faire du tout ou rien. Notre message était un appel à la responsabilité, pas une contrainte. Il est clair que la publicité vise à une consommation accrue. Sur ce point, on n'applique plus la loi. Il faut franchir une nouvelle étape. »

Les marchands d'allumettes

« Nous avons au total engagé vingt-quatre actions judiciaires contre la SEITA et contre les fabricants étrangers », explique M. Yves de Olivy, secrétaire général de ce comité. Neuf fois nous sommes allés jusqu'à la Cour de cassation. Nous avons presque toujours eu gain de cause. »

Parmi les principales entorses à la loi Veil, on trouve la publicité pour les allumettes et les briquets, en fait propagande indirecte pour les cigarettes. « La Chancellerie, précise-t-on au Comité national contre le tabagisme, ne donne pas de direction au parquet pour les publicités en faveur des allumettes et des briquets. C'est au procureur et, en dernier ressort, au tribunal à estimer dans chaque affaire si la publicité apparaît nettement aux yeux du public comme visant une marque de tabac ou un objet servant à son usage. »

Autre sujet de controverse : la taille ridiculement petite de la mention « abus dangereux » et les autorisations de publicité admises à l'occasion de compétitions de sports mécaniques (auto et moto), alors même que toute publicité est interdite à la télévision. Or, depuis plusieurs années, les fabricants français et étrangers de cigarettes ont investi des budgets énormes (ils ne sont jamais connus précisément) dans la sponsoring (3) de ces compétitions, ainsi que dans les compétitions de bateaux à voile.

« Les intentions des fabricants sont ici claires, précise un spécialiste du monde sportif. Il s'agit de donner une image dynamique à leur nom et de toucher un public jeune. » Il s'agit en somme de séduire de nouveaux et futurs consommateurs. « Nous recon-

La fumée des autres

ON peut admettre que le fumeur adulte diminue l'impact des dangers qu'il encourt prend ses propres risques. Il sait notamment qu'il peut plus que d'autres mourir d'un cancer pulmonaire. Il n'a va tout différenciant des personnes auxquelles les fumeurs imposent l'inhalation passive de leur propre fumée de tabac. Une rapide revue de la littérature médicale sur ce sujet ne laisse guère de doute.

« Il semble, écrit le professeur Jacques Chretien, président du Comité national français contre les maladies respiratoires, que l'on ne puisse plus soutenir l'innocuité de la fumée des autres. Ces inconvénients dépassent la simple gêne et le tabac fait bel et bien, comme la plupart des sources de pollution industrielles, courir un risque toxicologique, environnemental. Contrairement à l'alcool, il ne suffit pas d'en éviter la consommation pour en être protégé (1). »

Cette prise en compte du tabagisme passif est relativement récente. Jusqu'à ces dernières années, en effet, on ne considérait que les dangers auxquels s'exposait le fumeur lui-même. En dépit des difficultés

méthodologiques rencontrées pour calculer le risque des non-fumeurs, on dispose aujourd'hui de nouveaux arguments. Tout, bien sûr, est fonction du degré et du temps d'exposition ainsi que de la qualité des produits inhalés.

Un nombre croissant d'études tendent aujourd'hui à démontrer que l'inhalation passive de fumée de cigarettes est à l'origine d'un nombre significativement plus élevé de maladies cardiovasculaires, cardiaques, ou respiratoires. Il y a un an, le *Journal de l'Association médicale américaine* recensait quatorze études épidémiologiques menées sur ce thème et notait que treize d'entre elles concluaient à un risque élevé de cancers du poulmon parmi les non-fumeurs exposés à la fumée de cigarettes (2).

On sait aussi que, chez les enfants, une telle exposition augmente le risque de certaines pathologies respiratoires. C'est le syndrome « parents fumeurs-enfants toussent ». La toux chronique peut aussi être suivie de bronchites et de rhinopharyngites. Chez les nourissons, il peut s'agir de bronchites asthmatiformes et aussi de toux

chroniques. On connaît également les effets négatifs sur la fertilité de la consommation de tabac par une femme enceinte, voire par les personnes vivant dans l'entourage de cette dernière.

Outre-Atlantique, le nouvel intérêt scientifique et médical porté au tabagisme passif correspond au développement d'un véritable militantisme des non-fumeurs. En 1984, à San Francisco, une loi a été votée qui permet à un employeur d'interdire de fumer dans son entreprise.

En France, le Comité national contre le tabagisme et la Ligue contre la fumée du tabac en public (3) cherchent à obtenir du ministère du travail une réglementation permettant de pouvoir travailler dans une atmosphère non enfumée.

J.-Y. N.

(1) Recherche et Santé, numéro de janvier-février-mars 1985.

(2) *Jama* (édition américaine), numéro du 24 mai 1985.

(3) Ligue contre la fumée de tabac en public (14, rue du Petit-Ballon, 68000 Colmar) ; Comité national contre le tabagisme (68, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris. Tél. : (1) 43-25-07-08).

CASSANDRE

50, Faubourg Saint-Honoré

LIQUIDATION TOTALE

Par arrêté préfectoral

A partir du 12 mai, avant les travaux d'embellissement de sa boutique du Faubourg Saint-Honoré, Cassandre organise une liquidation totale de ses stocks. Chaussures, couture, maille, maroquinerie, cuirs et tissus de collection au mètre ou au coupon bénéficieront de remises exceptionnelles de 40 % à 50 %.

-40% A -50%

هكذا من الاصل

Les goitreux de l'Altiplano

Du fait d'une carence en iode, des dizaines de millions de personnes souffrent de par le monde d'endémie goitreuse. Notre envoyé spécial en Bolivie a assisté à une expérience originale de prévention de cette affection.

Le gouvernement bolivien, aidé de l'OMS, de l'OPS (Organisation panaméricaine de la santé) et de l'UNICEF, de combattre l'une des déficiences les plus graves de la population : celle de l'iode. Dans l'Altiplano ou dans les plaines du Sud, les Boliviens, éloignés de la mer, souffrent de cette carence de manière endémique. Ils sont ainsi plus de 65 % sur une population de près de six millions d'habitants, à présenter les symptômes de ce déficit qui affecte la glande thyroïde jusqu'à provoquer son excroissance au niveau du cou. Ce goitre peut entraîner chez les personnes les plus atteintes une arriération mentale (crétinisme).

Maria a dix-huit ans, le visage encadré de longues tresses noires. Elle est coiffée du chapeau traditionnel, ce petit melon érigé et brodé, héritage de l'occupation espagnole. Comme toutes les Indiennes, elle porte sur le dos son bébé âgé de quelques mois, l'englobant dans plusieurs ponchos aux couleurs chatoyantes. Son goitre est visible à l'œil nu. Pour se faire soigner elle a marché pendant des kilomètres sous une pluie battante, jusqu'à Entre-Ríos. Dans cette petite bourgade, à trois heures de piste de la ville la plus proche, Tarija, au sud du pays, se déroule en ce froid dimanche une campagne de prévention contre le goitre.

Dans le marécage boueux qui entoure le centre de santé inauguré pour la circonstance, la fille de Maria défiera comme plus de trois mille autres, devant les installations de fortune où officient médecins et infirmières. Presque tous les habitants de la région sont présents pour

cette journée de mobilisation, relayée par les associations de paysans et les syndicats. Une solution d'huile iodée est injectée à tous, enfants et parents. Elle aura pour effet de stopper l'évolution du goitre chez les plus âgés et d'éviter la carence d'iode chez les plus jeunes. Des dizaines de centres comme celui-ci sont ponctuellement installés dans le pays.

Ce traitement, mis au point au laboratoire de médecine nucléaire de La Paz, présente l'intérêt de garantir une efficacité pendant trois ans environ. Dans un pays coupé par la chaîne andine, la plaine du Chaco et l'Altiplano, et où les voies de communication sont extrêmement difficiles, surtout pendant la saison des pluies, c'est un avantage considérable. Les campagnes de prévention, comme celle d'Entre-Ríos, constituent la première phase de ce plan de lutte contre le « goitre », lancé en 1980, mais qui a attendu cette année pour prendre une dimension importante. Avec toutefois un inconvénient de taille : la nécessité pour mener à bien une telle tâche de disposer d'une infrastructure très lourde en personnel et véhicules.

De l'iode dans le sel

Un autre système est parallèlement mis en place. Le ministère de la santé a étudié la possibilité d'ajouter au sel de table une quantité d'iode, dans la proportion de 2,8 grammes par kilo, et de commercialiser ensuite dans tout le pays ce sel iodé. Une technique très ancienne. Mais son application, maintes fois décidée, s'était jusqu'ici

beurtée au monopole des grands groupes salins de Bolivie.

Aujourd'hui, un véritable plan d'urgence est lancé, malgré les maigres moyens du pays. De petites coopératives de production sont financées avec l'aide des organisations internationales. Ainsi à El Alto, dans la ville satellite qui surplombe La Paz à plus de 4 000 mètres d'altitude, vingt-cinq ouvriers produisent chaque jour 4 tonnes de ce nouveau sel qu'ils distribuent eux-mêmes dans les marchés avoisinants.

La grande force de ce système réside dans son extrême simplicité. Un broyeur mélange le sel et son complément iodé. La mise en sac se fait manuellement dans les petits centres de production, chaque paquet étant assorti d'une étiquette indiquant sa conformité aux normes du programme. Ce matériel peu coûteux et une production saline qui couvre largement les besoins du pays sont les facteurs de la réussite actuelle de ce plan. La Bolivie possède effectivement en plusieurs points de son territoire des mines de sel, et même plusieurs lacs salés, comme celui d'Uyuni, au sud-ouest du pays, qui fournit à lui seul la moitié de la production totale du pays. La commercialisation du sel iodé est, d'autre part, soutenue par une intense campagne de promotion par voie d'affichage, de bulletins radio, avec une priorité vers les zones les plus touchées.

Le Programme national de lutte contre le goitre (PRONALGOBO) est ainsi en passe de devenir un modèle pour les pays voisins comme l'Équateur et le Pérou, qui connaissent eux aussi les mêmes problèmes, mais n'ont pas jusqu'ici, semble-t-il, profité pleinement des aides qui leur ont été fournies.

La simplicité des solutions employées et le faible coût du programme — quelques francs par habitant — incitent à se demander pourquoi la réponse est venue si tard. « Pourquoi ? reprend M^{me} Maria-Teresa Paz, secrétaire d'État à la santé, mais parce que nous sortions de vingt ans de gouvernement militaire (1) et que la santé publique n'intéressait pas le pouvoir. Seulement, pour faire illusion, on distribuait du sel iodé... qui ne l'était même pas. »

Cette campagne s'est faite sans contrepartie économique, assurée-elle, nous ne donnons rien aux paysans qui viennent bénéficier des campagnes de prévention. D'abord

nous n'en avons pas les moyens, et ensuite il est plus important de mettre l'accent sur la santé de l'enfant et de promouvoir, à côté de la campagne contre le goitre, des actions de vaccination contre la tuberculose, la diphtérie et la polio. » Là encore les résultats ont été sensibles puisque, si l'on en croit les chiffres officiels, il n'y a pratiquement plus de cas de polio en 1985 en Bolivie.

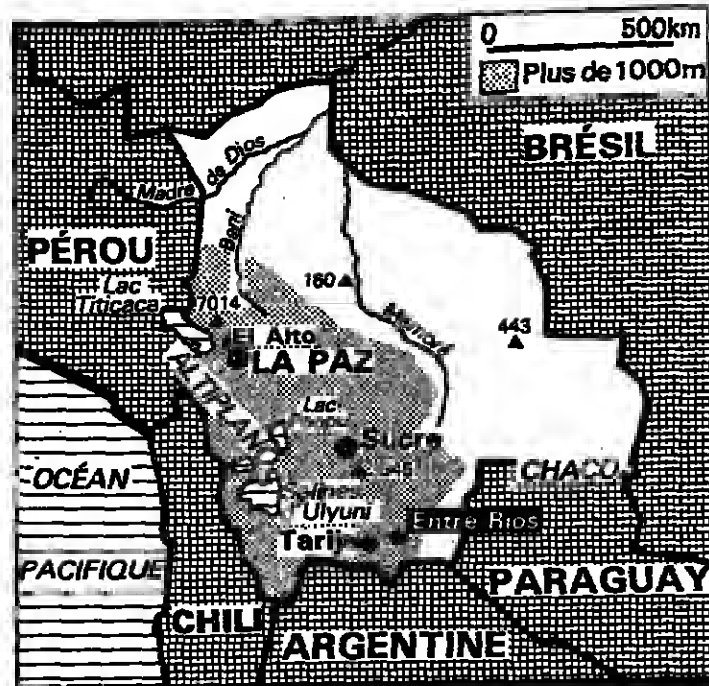
Six sur dix

Aussi spectaculaire qu'il soit, le PRONALGOBO n'en a pas moins ses limites. Tout d'abord, celles de sa pénétration dans les zones les plus reculées du pays. Mais certaines « erreurs bureaucratiques » ont aussi été commises. Ainsi le sel iodé distribué actuellement est-il présenté sous forme de petits sacs d'un kilo. Ce qui est une méconnaissance des habitudes de consommation du paysan bolivien qui utilise le plus souvent le sel sous forme de bloc compact. « Je m'en sers pour moi comme pour mes bêtes, c'est plus pratique », raconte un paysan à Entre-Ríos, lors de la campagne de mobilisation, en avouant n'avoir encore jamais acheté de sel iodé. Cette lacune, que l'on assure pouvoir combler très rapidement du côté des initiateurs du programme, a quelque peu freiné la vente du nouveau produit.

D'autre part, dans un pays en pleine restructuration économique, le budget de la santé, couplé avec celui de l'éducation, est le parent pauvre de l'État. Il ne représente aujourd'hui que 4,3 % du budget total. « Lutte contre l'inflation oblige », explique-t-on du côté du gouvernement. Mais qui fait dépendre les actions de santé, en grande partie de l'aide internationale. Et ce dans un pays où la mortalité infantile atteint en moyenne 250 pour mille voire 350, dans les zones les plus sinistrées. « Sur dix Boliviens, six ont un goitre », comme le proclame l'affiche du programme de prévention.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

(1) En 1964, les chefs militaires ont organisé un coup d'État contre le président de l'époque — M. Paz Estenssoro — qui a été élu au mois d'août 1985 pour un nouveau mandat. Les forces armées ont assuré le contrôle des affaires publiques jusqu'en 1983, date du premier gouvernement démocratique de M. Siles Zúñiga.



Deux cents millions de malades

La Bolivie n'est hélas pas le seul pays à être frappé d'endémie goitreuse (on parle de goitre endémique lorsque plus de 10 % de la population est atteinte d'une hypertrophie de la glande thyroïde) : pratiquement toutes les régions du monde sont concernées par ce fléau. À commencer par l'Asie (toute la chaîne de l'Himalaya, la Chine, l'Inde), l'Amérique du Sud (Colombie, Argentine, Chili, Brésil) et certains pays africains (dont le Zaïre et la République centrafricaine). En Europe, une récente enquête de l'European Thyroid Association a montré qu'il persistait d'importantes poches endémiques en Hongrie, en RFA, en Pologne, en Italie et en Yougoslavie. Il existerait ainsi 200 millions de goitreux dans le monde et 600 à 800 millions de personnes à risque vivant dans des régions où l'alimentation est carencée en iode.

Reste à comprendre pourquoi une carence en iode induit l'apparition d'un goitre thyroïdien (1). En fait, tout vient du rôle capital joué par l'iode dans la glande thyroïde, à savoir la production d'hormones thyroïdiennes. La déficience induit une diminution de la synthèse hormonale, diminution que la glande va tenter de pallier par un accroissement de sa fonction, et de son volume.

Cette maladie, essentiellement nutritionnelle, est en général prévenue, par des procédés d'enrichissement de l'alimentation en iode par l'intermédiaire du sel ou de l'huile. Au Zaïre, plus d'un million de personnes ont ainsi reçu de l'iode sous la forme d'injection d'huile iodée (Lipiodol ou Ethiodol).

F. N.

(1) On considère qu'une thyroïde dont un lobe latéral a un volume supérieur à celui de la plus large terminale du pouce du sujet examiné est une thyroïde goitreuse.

Les 400 coups d'un briseur de calculs

Sous le lithotriporteur de l'hôpital Necker, les affres et le soulagement d'un rédacteur du Monde.

« ATTENTION, monsieur, nous allons commencer. Ne soyez pas surpris. » Assis devant un écran, à l'abri d'une vitre plombée, l'urologue appuie sur un bouton. Dans la pièce ripolinée éclate comme un coup de canonic à air comprimé. Au même instant, sanglé sur un fauteuil et immergé jusqu'à mi-corps dans une baignoire en inox, je ressens comme un coup de fouet sur la peau, accompagné d'un choc dans les reins. Puis tout de suite un autre, puis un troisième. Les coups s'enchaînent au rythme exact des battements cardiaques.

Une séance de lithotripie vient de débuter à l'hôpital Necker, à Paris. Dans ce service tout neuf, on brise des calculs rénaux à la cadence d'une douzaine par jour. Pour le patient qui est aujourd'hui en traitement, c'est une révolution. Il y a trente-six ans qu'il évacue ses cailloux par les voies naturelles, avec les jouissances que l'on sait. Une dizaine de crises depuis 1950, la plupart sans autre accompagnement que la douleur, et surtout sans chirurgie. Mais, cette fois, les deux centimètres de 7 millimètres de diamètre qui se sont nichés dans le rein droit ne paraissent pas décidés à déguerpir. Une infection s'est même déclenchée qu'il a fallu juguler d'urgence aux antibiotiques.

« Impossible d'attendre qu'ils s'en aillent d'eux-mêmes, ont dit les médecins. Il faut aller les chercher. » A la pointe du scalpel ? Ce n'est pas nécessaire. Dornier, le constructeur des fameux bombardiers allemands de la dernière guerre, a mis au point une sorte de mitrailleuse à ultrasons qui, de l'extérieur, désagrège les calculs sans abîmer ni la peau ni les organes internes.

On a baptisé l'arme du nom barbare mais étymologiquement grec de lithotriporteur. C'est-à-dire « briseur de pierre ». L'assistance publique s'est payé ce coûteux

cengin (15 millions de francs, dit-on) et l'a installé en plein centre de Paris à l'hôpital Necker. Les services d'urologie de la capitale l'utilisent à tour de rôle, y envoyant un jour par semaine en colonne motorisée leurs patients et leur escorte médicale.

Aujourd'hui, c'est Henri Mondor, le grand hôpital de Créteil (Val-de-Marne), qui occupe le terrain. Car il faut l'équivalent d'un appartement pour faire tourner la machine. Un hall d'attente, une pièce pour l'anesthésie, la salle d'opération, une pièce de « réveil » et, derrière les cloisons, des locaux techniques pour recycler l'eau, par exemple.

Grandes manœuvres

Pour les lithiasiques, les grandes manœuvres commencent la veille. Ils sont convoqués à Créteil dès potron-minet. Préévalués, analysés, ultimes radios de l'abdomen pour s'assurer que les cailloux sont toujours là, cliché pulmonaire, électrocardiogramme : c'est la revue de détail. Au gré des allées et venues, les gens font connaissance comme une foule de recrues arrivant à la caserne : mêmes attentes, mêmes interrogations un peu anxieuses, même mutisme des blouses blanches, aussi avaries d'explications qu'un état-major en campagne. « Vous êtes bon pour Necker, annonce-t-on enfin. Demain, réveil à 6 h 30. » Dès l'aube, en effet, par groupes de deux ou trois, les malades embarquent dans une ambulance pour Paris. Les autres attendent sans manger ni boire que vienne leur tour.

Les voici enfin sur place. Démarrage en salle d'anesthésie par une piqûre au niveau des lombes pour insensibiliser le bas du corps. Celui-ci devient un pesant collier que les infirmiers ligotent, nu comme un ver, sur un

appareil qui aurait fait l'admiration des inquisiteurs. Il soutient les membres et la tête, s'articule à volonté, laisse accessible les parties à traiter et, par un pont roulant, transporte le patient jusque dans la baignoire. Plongée dans une eau limpide à 37°C. Ce serait délicieux en d'autres circonstances. Aussitôt, des tubes mystérieux se branchent sur l'abdomen, d'autres appareils palpent le dos et le déplacement doucement mais fermement, comme on positionne une cible.

Le travail de dix chirurgiens

Un tuyau de plastique dans le dos, un autre dans les veines, les jambes inertes, les bras emprisonnés par un appareil à tension et un électrocardiogramme, en position semi-assise mais dans l'incapacité de bouger, on écoute les bruissements de cette machinerie de science-fiction.

On voudrait comprendre aussi, mais, en dehors d'un panneau facéieux « Pêche interdite », tout ici reste énigmatique. Pour la technique, l'Assistance publique est à la pointe du progrès. Pour la contribution des patients à leur traitement, on verra sans doute plus tard.

Alors l'éclatère électrique — une sorte de grosse bobine de voiture immergée derrière le malade — entre en action. Un éclair dans la baignoire, un clignotement dans les reins, la rafale d'ultrasons commence, longue de plusieurs dizaines de coups. Il en faut quatre à cinq cents au total pour chaque calcul.

La majorité des lithiasiques ressentent pratiquement rien. D'autres — sensibilité personnelle ou moindre effet de l'anesthésie — pâtiesse d'avance. Pour certains, les 400 coups apparaissent à une flagellation assez pénible. L'anesthésiste leur administre une dose de Valium, et on arrive au bout en quelques dizaines de minutes. « Ça va, annonce bientôt l'urologue devant son écran de radioscopie. Le calcul paraît désagrégi. C'est terminé. »

Sortie de la baignoire, petit séjour en salle de réveil et retour à l'hôpital sur un brancard avec une perfusion dans le bras. Le litho-

tripteur fait dans sa journée le travail de dix chirurgiens. « Si notre métier caustique désormais à appuyer sur un bouton, commente l'un d'eux, il va perdre beaucoup de son intérêt. »

Pour le patient, en tout cas, ça n'est pas fini. Il faut encore évacuer les débris de cailloux. De nouvelles coliques douloureuses ? Pour certains, oui ; mais à l'hôpital on les enrayer vite. Et dès le lendemain sables et graviers apparaissent au fond de l'urinal. On s'annonce la bonne nouvelle d'une chambre à l'autre. Encore une radio de contrôle, quarante-huit heures de garde à vue, et c'est la sortie... avec un fil à la patte.

Avant son départ on remet au patient une liste de recommandations et d'examen de contrôle qui s'échelonnent sur trois mois. Il faut du temps, semble-t-il, pour que l'appareil urinaire soit complètement récuré. Quant aux curieux, ils sont libres d'aller chez le néphrologue tenter de savoir pourquoi et comment ils élaborent ces maudits cailloux. Mais cela est une autre histoire...

MARC AMBROISE-RENDU.

Le pare français

SEPT lithotripteurs, ou appareils permettant l'éclatement par voie externe des calculs du rein sont à présent installés dans des centres hospitaliers publics ou privés français. Trois sont allemands (firme Dornier) et coûtent trois fois plus cher que les appareils récemment mis au point par des groupes français (EDAP et Technomed). L'appareil EDAP fonctionne déjà dans deux cliniques de la région parisienne et est en cours d'installation aux CHU de Rennes et de Marseille.

Les sept nouvelles autorisations accordées à des centres hospitaliers par le ministère couvrent l'ensemble des régions de France et permettent ainsi à tous les malades de bénéficier de cette technique révolutionnaire.

LE MONDE
diplomatique

MAI 1986

SPÉCIAL SÉCURITÉ

LA PEUR ET L'ORDRE

Partout l'idéologie sécuritaire gagne du terrain. Le rumeur et certains médias répandent la peur et appellent à l'ordre. **LE MONDE DIPLOMATIQUE** a voulu prendre la mesure — la juste mesure — de l'insécurité dans les pays occidentaux.

Un dossier révélateur : Les vrais chiffres de la criminalité et de la délinquance. Les autres causes de l'insécurité, les accidents du travail, les morts de la route.

Un dossier instructif : La criminalité au siècle dernier. Les immigrés, victimes comme les autres de l'insécurité. La réglementation des ventes d'armes. Le développement des milices privées.

Un dossier international : Les statistiques comparées des pays d'Europe occidentale et des États-Unis. L'insécurité en URSS. La délinquance dans les centres urbains du tiers-monde.

UN GRAND DOSSIER DE 16 PAGES

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

La nouvelle stratégie d'intervention américaine. Le Japon, grande puissance militaire. La politique économique du Japon dans le tiers-monde. Prudente ouverture démocratique au Cameroun. La situation économique de l'Amérique centrale. La politique mondiale de l'aide alimentaire.

Un numéro exceptionnel en vente chez votre marchand de journaux.

SECTEURS DE POINTE

LA CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE MACON-GENÈVE

Un chantier-laboratoire au sud de l'Ain

C'EST probablement le plus spectaculaire des grands chantiers de travaux publics actuellement en cours sur le territoire. Dans le sud du département de l'Ain, là où le Rhône se fraye un passage difficile entre le Jura finissant et les contreforts des Alpes, l'autoroute A 40 (Mâcon-Genève) progresse mois après mois dans des conditions extrêmement difficiles, et les ingénieurs font tous les jours des prodiges.

« Il est rare de trouver un relief aussi inhospitalier et une géologie aussi délicate », explique l'un d'eux, chef de chantier chez Scetauroute, la société d'ingénierie filiale de la SCET (elle-même filiale de la Caisse des dépôts), qui assume l'entière responsabilité de la conception et du contrôle d'exécution de l'ensemble des ouvrages à réaliser (1). « Si un jeune élève ingénieur des travaux publics venait passer six mois sur ce chantier, il aurait devant lui la panoplie complète des ouvrages qu'il pourra avoir à réaliser durant sa carrière. » De fait, on ne compte pas les visites organisées sur le site pour des ingénieurs, fonctionnaires, spécialistes, français et étrangers.

Toutes les difficultés imaginables sont concentrées sur la section Nantua-Châtillon-de-Michaille, près de Bellegarde. L'ancienne vallée glaciaire - la cluse - encaissée, sinuose, est le seul lieu de passage à travers le massif calcaire : pentes escarpées parfois à 45 %, parois de montagnes qui risquent de s'effondrer, glissement des roches, failles, et autres accidents tectoniques, éboulements en limite d'équilibre, versants aux replats rares et exigus, lacs, grottes et résurgences : les contraintes - qu'elles soient physiques, géologiques, urbaines ou d'environnement - forment le lot quotidien, et la facilité... l'exception. Contraintes accentuées par le fait que la réglementation relative aux autoroutes interdit des courbes supérieures à 400 mètres de rayon.

Sur les 22,2 km du tracé, les ouvrages d'art exceptionnels ne représentent pas moins de 45 % de la longueur totale avec 3 tunnels (5 200 mètres) et sept viaducs (5 100 mètres), dont l'éle-

gance - le blanc du béton répond au gris des calcaires - et la finesse le disputent à l'audace. Conséquence évidente : cette autoroute, dont les chaussées sont souvent dissociées et dénivelées, détendra sans doute le record, et elle sera la plus chère de France : 140 à 160 millions de francs le kilomètre au lieu de 40 millions pour la partie Pont-d'Ain-Nantua et 20 millions dans la section en plaine entre Bourg-en-Bresse et Mâcon par exemple.

Toutes les difficultés imaginables pour un ingénieur des travaux publics sont concentrées sur le chantier ouvert près de Nantua. D'où de multiples innovations et prouesses techniques.

Ce « prix d'or » explique d'ailleurs que, dans un premier temps, ne seront mis en service qu'un seul tube du tunnel de Chamolise (3 300 mètres) et un tablier du viaduc de Nantua-Neyrolles (1 785 mètres), qui le prolonge immédiatement, au sortir même de la montagne, pour enjamber la vallée.

Drummers, bulldozers, camions, niveleuses, touilles, malaxeurs à béton et autres engins vrombissants, s'activent sur les rives du beau lac verdâtre de Sylans, là où la vallée s'élargissant, pourra prendre place un échangeur. Pour retirer les éboulements et stabiliser les roches, les ingénieurs de Scetauroute ont imposé des techniques sophistiquées dénommées « murs ancrés », et « terre armée », qui consistent à renforcer les terrains par de longues barres d'acier et à armer les parois et les murs de l'autoroute (recouverts par des sortes d'écailles) avec de longs câbles horizontaux, enfilés dans des gaines, qui plongent dans le cœur de la montagne.

Un tube de 3 300 mètres

Avec ses 3 300 mètres, le tunnel de Chamolise sera - en tant que voie autoroutière - le plus long de France. Il aura coûté pour un seul tube 470 millions de francs (valeur 1983). Il attend ses premiers véhicules.

A 20 kilomètres de là, vers l'est, le chantier du tunnel de Saint-Germain bat son plein. Les galeries avancent au rythme de 4 mètres par poste de travail (soit une période de 8 heures). Les mineurs perforent la paroi de vingt à trente trous, qu'ils bourrent d'explosif : il s'agit de la préparation d'une « volée ». Pendant ce temps, dans l'autre tube parallèle, un robot projette du béton en émulsion sur la voûte du tunnel. Un rayon laser rouge indique -

de 4 mètres de long) est coulé sur place et accolé, dans le vide, au précédent. Ailleurs, il sera préfabriqué à terre. Là, le viaduc de Chaux est édifié selon la méthode dite des « ponts poussés » par tronçon de 64 mètres. Quant au pont de Poncin, sa conception permet de franchir la rivière sans avoir à construire une pile dans le lit mineur de l'Ain, grâce à de très grandes travées.

Nantua, « entre l'Angleterre et le nord de l'Italie », attend avec impatience l'achèvement de l'autoroute. Le trafic international croît d'année en année : 14 000 véhicules par jour, dont 4 000 poids lourds, plus énormes les uns que les autres. « La ville a été littéralement martyrisée, sinistrée, par la circulation », soupire le maire, M. Gorju. « Le centre ville a été déserté, les façades des maisons sont délabrées. »

Nantua et les communes voisines s'approprient à revivre. L'autoroute, « dont le chantier a été presque indolore », fleurit bon déjà le calme retrouvé. Et M. le maire s'active à préparer avec le sous-préfet l'arrêté qui interdira la route diabolique des TIR dans sa bonne ville.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) La société concessionnaire de l'autoroute - qui finance les travaux - est la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, créée en 1961 sous forme de société d'économie mixte, et qui exploite notamment Paris-Lyon et Beaune-Mulhouse.

Horizon : fin 1989

Le calendrier prévisionnel de la mise en service de l'autoroute est le suivant :

- Décembre 1986 : Bourg-en-Bresse (Sud) - Pont-d'Ain et Pont-d'Ain-Sylans.
- Juillet 1987 : Bourg-en-Bresse (Nord) - Mâcon.
- Été 1988 : Pont-d'Ain-Chaux au nord-est de Lyon, sur l'A42.
- Fin 1989 : Sylans-Châtillon-de-Michaille.

A cette date, l'automobiliste pourra rouler de Paris au tunnel du Mont-Blanc via Nantua par autoroute.

UN PROJET DE BUREAUTIQUE INTÉGRÉE

Le scribe de l'an 2000

ON aura écrit des choses aimables ou moins aimables sur le « système de communication et de réseaux informatiques » et de réseaux informatiques. Plus simplement baptisé SCRIBE, c'est le fameux projet du ministère des finances, qui consiste à doter cette administration d'une bureautique complètement intégrée. Et ce, dans les futurs locaux du ministère, à Bercy.

On aura dit, et redit, l'ampleur du projet, certains allant même jusqu'à le considérer comme une sorte de dinosaure qui ne verrait

seu « en boucle » à très haut débit (en fibre optique ?) est en outre prévu pour relier les différents réseaux locaux entre eux. Des « passerelles » de communication avec les réseaux extérieurs publics seront mises en place.

Grâce à ce maillage, chacun des terminaux informatiques aura accès aux ordinateurs serveurs qui équiiperont les directions du ministère des finances. Exemples types d'application : le courrier électronique, l'accès aux fichiers, etc. Du fait que les matériels des agents sont des micro-ordinateurs

Tous les bureaux du futur ministère des finances devraient être équipés d'un matériel informatique complet

peut-être jamais le jour. L'équipe SCRIBE tente aujourd'hui de les déromper, puisque dès septembre prochain les quelque mille six cents fonctionnaires qui inaugureront les premiers locaux de Bercy auront accès à ce bureau du futur.

Déjà, et depuis 1982-1983, des expérimentations sont en cours. Elles sont nécessaires à plusieurs points de vue : d'abord, pour évaluer exactement les conséquences sociologiques et fonctionnelles de l'implantation de nouveaux outils informatiques de communication ; ensuite, pour définir exactement les performances nécessaires des matériels et des logiciels en fonction des besoins.

Et ceux-ci sont d'abord des besoins en communication. C'est en effet sur la transmission que repose entièrement l'idée de SCRIBE, et celle de la bureautique intégrée Blue Green développée par Bull à partir du projet administratif. Concrètement, le projet vise à doter tous les bureaux du ministère d'un matériel informatique (un pour deux agents en principe). Chacun des bureaux des nouveaux locaux de Bercy disposera à cet effet d'une prise, comme il disposera d'une prise téléphonique standard. Par le biais de cette prise, et d'un premier câblage, chacun des matériels sera relié à un réseau local de type Ethernet, couvrant l'ensemble d'un bâtiment. On imagine la longueur de câble, pour des locaux qui font quelque 200 mètres de long, sur sept étages ! Un réseau haut de gamme, il leur sera possible d'utiliser un certain nom-

bre d'applications en local (traitement de textes, tableau, graphique, etc.), et le réseau local leur permettra de partager les terminaux d'édition (un centre d'impression - imprimante laser - pour quarante bureaux).

Pour arriver à ces objectifs, la période d'expérimentation aura été précieuse. D'abord, la réaction des agents dotés de postes de travail informatisés a été très positive. On en aura en principe la confirmation cet été, un premier bilan étant alors attendu. L'essai aura aussi permis de rectifier les qualités ergonomiques des applications, et de les unifier. Mais surtout, le projet de grande ampleur de l'administration aura permis à Bull de développer de véritables normes de communication pour les réseaux, dont certaines sont désormais adoptées par la plupart des constructeurs internationaux.

Banc d'essai

Car c'est bien de normalisation qu'il s'agit, et l'équipe SCRIBE insiste sur cette notion. Le projet aura permis de définir, sur le plan matériel et logiciel, les spécifications possibles du bureau du futur : compatibilité des réseaux de transmission avec les différentes marques de constructeurs de matériels, standardisation des logiciels de communication, etc.

Le pari n'est pas gagné, puisque ce n'est qu'en 1988, lorsque - si - l'ensemble du ministère aura déménagé, que l'on testera véritablement le programme. Mais il aura eu le mérite de créer des bases de fonctionnement qui sont maintenant internationales, de faire travailler des industriels français sur une grande échelle, et d'accroître la coopération européenne. C'est ainsi que l'application « archivage électronique » prévue par SCRIBE fait l'objet d'une réponse par un consortium européen.

Le coût actuel direct de l'opération est estimé par l'administration à 30 millions de francs pour les postes de travail existants (Bull et Electronique Serge Dassault), et à 2 millions pour les développements complémentaires effectués par les sociétés d'ingénierie informatique. C'est peu. Mais les travaux ne sont pas terminés, puisque, par définition, le projet est évolutif. On travaille sur les liaisons possibles entre les réseaux locaux et le réseau téléphonique. On accentue l'aspect déconcentré des services (plusieurs serveurs par direction), bref, on pense et on repense sans cesse le problème. Mais l'élan est donné.

CHRISTINE FORGET.

Demain

Enseignants et industriels main dans la main

Constat paradoxal, l'industrie textile de Midi-Pyrénées manque de main-d'œuvre. La modernisation des entreprises, les évolutions du marché obligent en effet les entreprises à recruter des salariés possédant une bonne formation initiale capable de s'adapter aux évolutions technologiques.

Le rectorat de l'académie de Toulouse et la Fédération de l'industrie textile Sud (FITS) ont pour cela signé une convention de jumelage et de coopération. Cette démarche devient d'ailleurs une politique constante du rectorat qui, depuis un an, multiplie les accords cadres de branche dans l'hôtellerie, l'électroni-

que, le commerce ou encore la banque.

Cette convention devrait d'abord permettre aux enseignants des établissements spécialisés d'accéder plus souvent aux stages d'entreprise. Plusieurs lycées professionnels techniques forment actuellement dans la région aux métiers du textile, à Lavignat, dans l'Ariège, et à Castres, dans le Tarn, d'où une quarantaine d'élèves sont sortis avec un CAP en poche en 1985. Mais c'est insuffisant au regard des cent trente emplois proposés la même année dans ce secteur qui fait travailler près de onze mille personnes. L'objectif est de mettre sur pied des formations supérieures du niveau bac technique et BTS, pour permettre aux entreprises de trouver les cadres qui leur manquent. - G.V.

Le tableau

qui prend des notes

Prendre des notes n'est pas toujours commode, quand on assiste à une conférence dans des conditions inconfortables, quand l'auteur dessine au tableau des schémas complexes, quand il projette brièvement des tableaux de chiffres. Ah ! si le tableau était un enregistreur... Il peut l'être, ont pensé les ingénieurs de Fujitsu. Ils ont conçu le Copy Board, un tableau blanc sur lequel on écrit avec des marqueurs colorés et qui fonctionne ensuite comme une photocopieuse. Le Copy Board comporte cinq panneaux. Quand l'un d'eux est plein, on en utilise un autre, et on peut alors obtenir jusqu'à

quatre-vingt-dix-neuf copies en noir et blanc de ce qui est écrit sur le premier. Une fois les copies faites, le panneau est effacé.

Au plan technique, chaque panneau écrit (88 centimètres de haut sur 124 centimètres de large) s'enroule sur un rouleau quand on passe au suivant. Au cours de cette opération, le contenu du panneau est lu par un système optique et mémorisé. L'information est ensuite reprise par un système d'impression qui fournit des copies au format A4.

M.A.

* Distribué par le groupe Setton, 10, rue des Minimes, Bois-Colombes ; (1) 47-84-74-47. Prix HT : 34 990 F.

Carte à essence

Le système OCTANE (Organisation par carte à micro-processeur du traitement des approvisionnements normalisés en essence), mis au point par le service d'études communes des Postes et Télécoms (SEPT), est expérimenté à Caen depuis le mois de mars.

C'est un constructeur régional de matériels pétroliers (EIN.F) qui a conçu la pompe automatique, sur spécifications du SEPT. Pour l'instant, seul le Centre de construction des lignes de Caen-Carpignat possède cette pompe bidirectionnelle (gazole et essence).

L'agent introduit dans l'automate de la pompe la carte à mémoire du véhicule, tape le code confidentiel, l'index kilométrique, pour pouvoir se servir en carburant. Toutes ces opérations sont mémorisées dans la puce de la carte. En fin de mois, un lecteur permet de connaître les in-

formations contenues dans la mémoire de la carte.

Déjà, trente véhicules sont équipés et, après une période d'expérimentation de six mois, il est envisagé d'étendre, au début de 1988, l'opération sur les mille véhicules téléom de la DRT de Basse-Normandie avec six points de ravitaillement. La carte à mémoire permet également d'enregistrer les vidanges, les changements de pneus, etc. et, ultérieurement, toutes les opérations d'entretien du véhicule.

Chaque année, les quatre-vingt-dix mille véhicules des P et T consomment 137 millions de litres de carburant. Plus de la moitié est fournie par les sociétés privées Total et Shell et des contacts sont en cours avec ces sociétés pour équiper leurs pompes de lecteurs de carte du système OCTANE. Ce système, une fois généralisé, permettrait aux P et T une économie de gestion de l'ordre de 30 % par rapport au système actuel de bons d'essence et de badges perforés.

Le jeu

du téléphone

Jean-Marc Steffler, trente-trois ans, électronicien de formation et technicien au service de la comptabilité de la Direction des télécoms d'Île-de-France (DTIF) vient de vendre son premier logiciel, « Le Téléphone », à Nathan.

« Le Téléphone » est conçu à l'attention des sept-dix ans... et plus. Utilisable sur un M05, un T07 ou T07/70, il leur permettra de décou-

vrir tous les secrets d'une communication téléphonique.

Dans la première partie du programme, l'enfant apprend à manier le clavier d'un poste téléphonique, se familiarise avec les tonalités, la numérotation à huit chiffres et le 16. A chaque communication établie, il voit se réaliser sur l'écran l'acheminement.

Ensuite, deux jeux illustrent les notions déjà acquises. Dans le premier, destiné à des sept-huit ans, il s'agit de rechercher un petit chien dans un village en appelant les personnes susceptibles de l'avoir aperçu. L'enfant dispose d'un plan et de la liste des abonnés. Lorsque le petit chien est retrouvé, il apparaît sur l'écran.

Le second jeu, plus complexe, s'adresse aux dix-douze ans. Il faut retrouver un « Monsieur X », qui se déplace dans toute la France et reconstituer son itinéraire grâce aux indications de quatre interlocuteurs possibles : l'aérodrome, l'hôtel, l'usine, sa famille. Pour chaque appel, il faut faire le bon indicatif, le bon numéro, ne pas être trop bavard, pour ne pas être trop taxé. Pour corser les recherches, il faut aussi découvrir un objet mystérieux grâce à un code secret que Monsieur X laisse de ville en ville.

Il a fallu mille heures de travail à Jean-Marc pour concevoir ce logiciel sur le téléphone. « Je ne les regrette pas, assure-t-il. Ça a été comme une partie d'échecs, un vrai combat ».

(Extrait de Messages, le mensuel d'information du ministère des P et T).

LOS ANGELES?
Allez GO!

CHARTER
3900F
APARTIR DE
CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES
au 45 22 20 20

SECTEURS DE POINTE

PHILIPS SCIENCE ET INDUSTRIE

recherche

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

débutants ou première expérience

MESURE : Ingénieur de formation électronique et connaissant la microélectronique, vous commercialiserez des instruments et systèmes de mesures électroniques sur Paris ou Lille.

INGENIEURS D'AFFAIRES

confirmés

PROJETS SYSTEMES INDUSTRIELS : Ingénieurs confirmés pour commercialiser auprès d'entreprises industrielles des systèmes clés en main à dominante informatique temps réel.

Le poste est basé en région parisienne.

Pour ces deux postes la pratique de l'anglais est indispensable.

Les possibilités d'évolution dans une très grande entreprise :

■ UN POTENTIEL CONSIDÉRABLE par la diversité des carrières offertes, de la Recherche au Commercial, du Marketing vers la Production, chez PHILIPS comme dans les Sociétés apparentées. PHILIPS FRANCE représente près de 30 000 personnes, dont 5 000 cadres et réalise un CA de 17,3 milliards de francs.

■ L'OUVERTURE SUR L'INTERNATIONAL Au niveau mondial, PHILIPS représente 343 000 personnes : 28% du CA mondial du Groupe est réalisé en Amérique du Nord (U.S.A. et Canada). Ces données et la longue tradition de mobilité des meilleurs cadres de la Compagnie sont la garantie d'une carrière ouverte sur de larges perspectives internationales.

LES ACTIVITES DE PHILIPS SCIENCE ET INDUSTRIE

300 personnes, dont 110 ingénieurs et cadres commercialisent une gamme très complète de matériels d'électronique professionnelle :

- équipements d'analyse (microscopie électronique, électrochimie de laboratoire...)
- instruments et systèmes de mesure
- équipements de contrôle et systèmes d'automatisation industrielle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à PHILIPS SCIENCE ET INDUSTRIE - Service du Personnel 105, rue de Paris, 93002 Bobigny.

L'AVENIR ENTRE VOS MAINS.

PHILIPS

Saint Gobain Vitrage

recherche pour son département INGENIERIE
situé dans l'Oise

Ingénieur chargé d'affaires informaticien de procédés

SAINT GOBAIN VITRAGE investit pour ses ensembles industriels 100 MF par an et envisage de renforcer son Département Ingénierie. L'ingénieur chargé d'affaires instruit les dossiers d'investissements depuis le cahier des charges jusqu'à la réalisation. Il est diplômé d'une école d'ingénieurs - il a une solide compétence en informatique de procédés, en automatique et en automatismes, allée à un grand bon sens pratique.

Compte tenu de l'importance des relations avec les utilisateurs et les fournisseurs, les capacités de dialogue et les qualités de contact seront déterminantes pour ce poste.

Les déplacements sont fréquents.

Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae à
Madame F. TRIDON - Saint-Gobain Vitrage
Immeuble "Les Miroirs"
18 avenue d'Alsace - 92400 Courbevoie

Ingénieur technico-commercial travaux de montage mécanique, tuyauteries et éléments chaudronnés

L'unité autonome d'un groupe industriel, spécialisée dans le montage d'installations complexes, développe son activité (croissance de 15 % par an) et se diversifie, sur le marché national et international. Pour piloter son expansion, le patron de cette unité recherche un ingénieur technico-commercial. Sa mission :

- contribuer à étudier les marchés possibles dans les secteurs de la chimie et de la pétrochimie notamment.
- prospecter les clients potentiels et actuels pour étendre le champ des prestations déjà effectuées.
- assurer la préparation, la remise et la négociation des offres.
- assister le chef d'unité pour l'élaboration de la stratégie commerciale.

L'homme que nous recherchons a une formation d'ingénieur 5 à 7 ans de vie professionnelle lui ont permis d'acquies une expérience commerciale internationale.

Pratique de l'anglais indispensable. Le poste est basé à Chalon-sur-Saône.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle, sous ref. 9603, à Media-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.



CONTROL DATA

Notre département support centralisé comprenant 23 ingénieurs qui ont pour mission le support technique du logiciel pour une clientèle très diversifiée recherche

2 Ingénieurs Systèmes

de formation Grandes Ecoles ou équivalent avec une expérience de 2 à 3 ans sur systèmes IBM (MVS, MVS-XA...) et leurs principaux sous-systèmes.

Ils auront la charge de :

- réaliser les activités d'installation et d'évolution de systèmes,
- d'effectuer les activités de migration et de conversion,
- apporter un support technique à notre force commerciale.

Lieu de travail : Marne-la-Vallée.
Prévoir des déplacements en province.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à CONTROL DATA.

Service Recrutement - B.P. 139, 77315 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2.

informatique
individuelle

2 SPECIALISTES INFOCENTRE

Filiale de l'un des plus importants groupes chimiques mondiaux, nous sommes présents sur plusieurs secteurs d'activité : produits pharmaceutiques, produits pour l'agriculture, matières colorantes, matières plastiques... Nous employons plus de 2000 personnes et avons plusieurs unités de production.

Nous recherchons pour notre Département Organisation et Informatique (95 personnes - IBM 3081 - 350 terminaux et micros - PC...) deux Spécialistes Infocentre.

Ils auront en priorité pour mission la formation et l'assistance des utilisateurs de l'entreprise (siège et établissements locaux) aux outils mis à leur disposition sur le site central et sur les micros.

Ils participeront également à la recherche et à l'évaluation de nouveaux outils (matériels et logiciels) utiles à l'entreprise.

Les 2 candidats retenus seront de formation supérieure.

Ils auront nécessairement :

- dans un cas une expérience des langages évolués sur gros systèmes (nous utilisons APL - SAS - Focus...)
- dans l'autre cas une expérience axée sur les aspects techniques micro, connexions, réseaux et supports bureautique.

Tous deux auront de réelles aptitudes pédagogiques, le goût et le sens des contacts.

Merci d'adresser votre candidature (c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions) s/réf. 2465 à

Madame Christiane Montell, CIBA-GEIGY, Département du Personnel, 2 et 4 rue Lionel Terry, BP 308, 92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX.

CIBA-GEIGY

Nous sommes une société d'ingénierie de réputation internationale. Une rapide expansion dans le développement d'outils et d'applications en intelligence artificielle, nous conduit à renforcer nos structures et à rechercher un

Chef de projet I.A.

Au sein de la Direction des Etudes et de la Production, vous serez chargé de conduire et d'animer l'équipe de conception et de réalisation d'outils logiciels impliqués dans le développement de systèmes experts.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (X, Mines, Centrale...), vous avez acquis, au cours d'une expérience minimum de 5 ans, la capacité à mettre en œuvre des logiciels dans un environnement technique sophistiqué.

Cette expérience vous a familiarisé avec l'utilisation d'outils logiciels et doit vous permettre aujourd'hui d'envisager une évolution de carrière dans un secteur de pointe.

Serge CIQUIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MSC/CG/CP.



Ordis - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

Les Consultants
Informatiques

Informatique
Scientifique
Industrielle

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

Décollez avec nous

Si votre première expérience ou vos stages se sont déroulés dans les domaines suivants : LOGICIELS DE BASE, TEMPS REEL, SYSTEME, TELECOM, nous vous offrons d'intervenir auprès des premières sociétés françaises de l'AVIONIQUE.



Envoyez C.V., photo et prétentions sous réf. 2030/M à notre Conseil

43, rue Liancourt 75014 Paris. Tél. 43.20.69.29

La Technologie de pointe pour valoriser votre potentiel

Nous sommes une Société de 350 personnes, faisant partie d'un très grand groupe industriel européen, fabriquant et commercialisant des biens d'équipements de très haute technicité.

Notre vocation est l'automatisation des moyens de production.

Maîtrise des technologies les plus avancées, innovation, écoute du marché... telle est notre expérience.

Nous recherchons :

jeunes ingénieurs

A.M. - INSA - ENSTIMD...

Débutants ou dotés d'une première expérience dans l'automatisation des moyens de production, ils participeront au développement de nos nouvelles applications au sein d'une équipe jeune et passionnée par les automatismes industriels.

De réelles perspectives de carrière sont offertes à des candidats de valeur.

Les postes sont à pourvoir en région sud de Paris.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 732 à Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

CLECIM, 1.460 personnes, 900 millions de F. de C.A. dont 70 % à l'export, filiale de SPIE BATIGNOLLES conçoit, fabrique et commercialise des équipements et

CLECIM

ensembles pour les industries sidérurgiques et métallurgiques.

CLECIM recherche un

JEUNE DIPLOME ECOLE D'INGENIEUR OU DE GESTION (X. MINES, CENTRALE HEC...)

Vous souhaitez occuper rapidement une fonction clé au sein du Département Contrôle de Gestion et Informatique.

Dans un premier temps, vous mènerez conjointement avec les directions opérationnelles, les actions d'analyse et de réduction de coûts (Budget Base Zéro).

Vous aimez prendre des responsabilités et faites preuve d'excellentes capacités de contact à tous les

niveaux de l'entreprise.

Une expérience industrielle de 2 ans environ est souhaitable.

Ce poste permettra à un candidat de valeur d'évoluer au sein du Groupe SPIE BATIGNOLLES.

Adressez votre dossier de candidature complet, sous Réf. CCG/M.2 à CLECIM, Service Gestion des Ressources Humaines 107, Boulevard de la Mission Marchand - 92400 COURBEVOIE.

MATIERES PLASTIQUES

REGION RHONE-ALPES

Nous appartenons à un des tout premiers groupes chimiques et pharmaceutiques mondiaux. Nous réalisons en France un chiffre d'affaires de l'ordre de 5 milliards, dont 20% proviennent des Matières Plastiques, produites en France ou importées.

Nous recherchons pour notre Agence de LYON un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour suivre et développer la commercialisation de Matières Plastiques Techniques, auprès d'une clientèle importante de transformateurs.

Pour intégrer à une équipe dynamique et performante, nous souhaitons trouver un jeune candidat (25 ans environ), de formation technique supérieure (Matières Plastiques, si possible), débutant ou ayant déjà une première expérience dans ce domaine.

Compte tenu de nombreuses relations avec notre maison-mère, la connaissance de l'allemand est indispensable.

La politique interne de développement ouvre de larges possibilités d'évolution vers d'autres secteurs de l'entreprise.

Merci de préciser la réf. 717 dans la candidature (CV et prétentions) que vous adresserez au Département des Ressources Humaines de la Société Française HOECHST, Tour Roussel Hoechst, Cx 3, 92080 Paris la Défense.



Hoechst

SODETEG S.T.A.I.

Société d'Ingénierie Informatique

550 personnes dont 250 ingénieurs - 60% du C.A. réalisé à l'export

recherche dans le cadre de sa forte expansion, des:

INGENIEURS CHARGÉS D'AFFAIRES

Vous avez 30 ans et êtes de formation Grande École.

Vous avez acquis une expérience de la conduite d'affaires clés en main dans les domaines de l'ingénierie informatique.

Véritables CHEFS D'ENTREPRISES vis-à-vis de vos clients et de vos partenaires, vous serez responsables de la rédaction des documents de spécification et dirigerez les équipes de développement consacrées à l'affaire jusqu'à l'installation sur site.

Une expérience de développement de logiciel et la connaissance de l'anglais ou de l'espagnol sont vivement souhaitées.

SODETEG/T.A.I. présente dans 25 pays, offre à des ingénieurs talentueux et disponibles, une évolution à la mesure de leur ambition.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à la Direction des Affaires Sociales, SODETEG/T.A.I., Sandrine MUNDIN, 283, rue de la Minière, B.P. 11 - 78530 BUC.

THOMSON

INDUSTRIE ET INGENIERIE

Notre service Education (120 personnes) offre à nos clients un menu très complet de cours et de stages, le nombre de nos clients augmentant, il en va de même des sessions de formation. C'est pourquoi nous recrutons de nouveaux

Ingénieurs Formation Logiciel

pour assurer la formation de nos clients sur nos systèmes d'exploitation et nos logiciels de base.

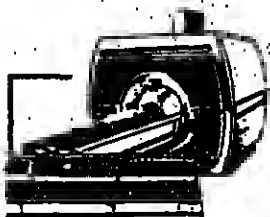
Deux ans d'expérience minimum en informatique, en SSI ou chez un constructeur, le goût de la communication, sont indispensables. La connaissance de VAX (VMS) serait appréciée.

Adressez votre candidature (C.V. + photo) sous référence MON206 à Anne CHEVALLIER - Service Recrutement DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 2, rue Gaston Crémieux - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

N° 2 mondial de l'informatique

digital



THOMSON-CGR

L'Électronique au service de la santé

Société multinationale, nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'Imagerie Médicale. Nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie.

Pour augmenter la productivité de notre usine de fabrication des constituants de la chaîne image, nous renforçons la cellule de conception et de réalisation des équipements spéciaux. Nous recherchons

UN INGENIEUR AUTOMATISMES - INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Il participe à l'élaboration du programme de rénovation, analyse les projets, étudie et réalise la solution retenue. Solides connaissances en automatismes, informatique et électronique indispensables.

Ref. A.

UN TECHNICIEN DUT-BTS AUTOMATISMES

Il participe aux études de faisabilité, au choix du matériel, établit le dossier technique de réalisation. Il intègre les différents sous-ensembles et assure la mise en route du matériel dans les ateliers.

Connaissance des automates programmables, des principes de régulation et des produits de l'automatisme indispensables.

Ref. B.

Pour ces deux postes, une première expérience (3 à 4 ans) dans la fonction est souhaitée et des connaissances en mécanique sont appréciées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Colette DELWAIDE - THOMSON-CGR - 52, boulevard Gallieni, 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON

EQUIPEMENTS MEDICAUX

BRANCHEZ-VOUS SUR l'énergie multilog

Société jeune, au premier plan des concepteurs et éditeurs français de logiciels professionnels micro, Multilog a su développer parallèlement à des produits performants, une infrastructure de services régionale et internationale unanimement appréciée par ses utilisateurs. Son ambition : figurer à terme parmi les dix premiers du monde. Pour ce faire, Multilog recherche des INGENIEURS DE FORMATION pour les postes suivants :

INGENIEUR EXPORT

chargé sous l'autorité du Directeur Commercial, de prospecter des marchés étrangers, rechercher des partenaires commerciaux et négocier des contrats.

Profil : 28/30 ans, expérience micro-informatique souhaitée, excellente pratique de l'anglais - allemand et espagnol appréciés.

INGENIEURS DEVELOPPEMENT

Ils participent à l'élaboration des logiciels de base.

Profil : 25/35 ans, expérience analyse et réalisation, bonne pratique de l'assembleur et du langage C, langue anglaise nécessaire.

RESPONSABLE MARKETING-EDITION

En étroite collaboration avec la Direction, il est responsable de l'élaboration et de la mise en application de la stratégie de marketing. Il suit les actions engagées (organisation de salons, foires, expos, conventions).

Il organise et suit le lancement du matériel d'édition des nouveaux produits. Profil : 30 ans, formation Marketing et bonne expérience, qualités de gestionnaire et d'organisateur, connaissance micro-informatique appréciée.

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Ils participent à l'élaboration des logiciels d'applications et effectuent différentes prestations de services.

Profil : expérience 2 à 3 ans en micro-informatique indispensable, solide connaissance des matériels et logiciels existant sur le marché (Multilog apprécié), goût des contacts clientèle.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant le poste qui vous intéresse sous réf. 2502 à MULTILOG S.A. 212 AVENUE PAUL DOUMER 92500 RUEIL-MALMAISON.

MULTILOG
LES BÂTISSEURS DE GRANDS LOGICIELS

SEGME INDUSTRIE

INGENIEURS
PARTICIPEZ
A NOTRE
REUSSITE

(Expansion 1986 : 50%)

Société d'informatique spécialisée en

TELECOMMUNICATIONS
PROCESS INDUSTRIEL
LOGICIEL DE BASE

recherche en création de postes

1) des ingénieurs CONFIRMES

2) des ingénieurs DEBUTANTS ayant une première expérience acquise au cours de stages

Pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS REEL sur microcalculateurs et microprocesseurs.

La QUALITE des relations dans notre entreprise, l'INTERET des projets qui nous sont confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 64, à JEAN TASSON - 6 bis/8, rue Firmin Gillot, 75015 PARIS.

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde



DEVELOPPEMENT DE LOGICIELS : SUIVEZ LE FIL DU SUCCES.

Concevoir des logiciels, les éditer, telle se définit globalement notre activité. Une activité que nous menons de main de maître, avec enthousiasme, et plus, avec passion. Nos clients y sont les premiers sensibles, et grâce à eux, nous consolidons nos positions sur le marché des logiciels grands publics et professionnels pour micro. Bien décidés à accroître une place déjà prépondérante sur ces créneaux, nous recherchons deux

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

Au sein d'équipes très impliquées, vous développerez des logiciels destinés aux principaux micro-ordinateurs, sur DIGITAL VAX sous langage C ou Pascal dans des domaines d'application particulièrement pointus : productivité personnelle (tableur, base de données...), télécommunications, CAO, DAO...

Une première expérience vous aiderait probablement. Mais nous tiendrons avant tout compte de vos aptitudes aux postes proposés. Toutefois, la pratique d'un assembleur demeure indispensable.

Notre conseil établit les premiers contacts. Adressez-lui CV, photo et niveau actuel de rémunération en précisant la référence 832 M sur votre dossier.

ALPHA CDI, 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA CDI

DIVISION APPAREILS ELECTRONIQUES DOMESTIQUES
qui développe, produit et commercialise des produits Audio, Vidéo et Télématique Grand Public recherche

pour le laboratoire de Développement et le service Méthodes de son Centre Industriel Autoradio de RAMBOUILLET

INGENIEURS

Electroniciens, mécaniciens et informaticiens.

AGENTS TECHNIQUES

BTS/DUT électronique, mécanique et électromécanique. Une bonne connaissance de la langue anglaise est exigée des candidats qui, par ailleurs auront connu une mise en valeur de leurs capacités naturelles de dynamisme et d'animation au travers de quelques années d'expérience.

■ UN POTENTIEL CONSIDERABLE par la richesse et la diversité des carrières offertes, de la Recherche au Commercial, du Marketing vers la Production, chez PHILIPS comme dans les Sociétés apparentées. PHILIPS FRANCE représente près de 30 000 personnes, dont 5 000 cadres et réalise un CA de 17,3 milliards de francs.

■ L'OUVERTURE SUR L'INTERNATIONAL. Au niveau mondial, PHILIPS emploie 343 000 personnes : 30% du CA mondial du Groupe est réalisé en Amérique du Nord (U.S.A. et Canada). Ces données et la longue tradition de mobilité des meilleurs cadres de la Compagnie sont la garantie d'une carrière ouverte sur de larges perspectives internationales.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à RTIC Département du Personnel, BP 53, 78512 Rambouillet cedex.

L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

PHILIPS

REVETEMENT P.U. ET EPOXY
FILIALE GROUPE INTERNATIONAL EN COURS DE DEVELOPPEMENT DANS LE DOMAINE DES COLLES

INGENIEUR RESPONSABLE RECHERCHE et DEVELOPPEMENT

Poste devant évoluer vers une direction technique.

EXPERIENCE IMPORTANTE ET HAUT NIVEAU DE CONNAISSANCES REQUIS.

Discrétion absolue.

Lettre manuscrite et c.v. détaillé sous n° 859 Havas Ile-de-France, 101, bd Jean-Jaures, 92100 Boulogne.

ALLEN BRADLEY ROBOTRONICS (LES ULIS)

filiale française du leader mondial de l'automatisme industriel spécialisée dans les systèmes de vision recherche pour faire face à son développement en France et à l'Export un

INGENIEUR HARDWARE

Au sein de l'équipe, il prend en charge la conception et le développement des systèmes numériques pour applications vision.

Ce poste s'adresse à un ingénieur ESE - ISEN - ISEP... possédant une expérience de 3 à 5 ans en développement d'électronique rapide et/ou en conception de pré-diffusés.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature sous réf. 709 M à Solange MONTEIL

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

GROUPEMENT D'ETUDES ET D'INGENIERIE
recherche pour région Ouest

INGENIEURS DIPLOMES CONFIRMES (I/F)

- Formation technique de base.
- Expériences soulignées ou adaptation rapide aux problèmes faisant appel à la mécanique, au micro-mécanisme, l'automatisme, l'informatique, voire le génie chimique.
- Formation complémentaire possible.
- Age : 25 ans minimum.
- But : essais et conduites d'installations.
- Contrat de chantier : 1 à 5 ans.
- Rémunération de départ : 150 à 180.000 F/an
- Rémunération de départ + indemnisation suivant profil candidature + indemnisation pour déplacement.

Adresser candidature manuscrite avec CV à U.F.O. - B.P. 659 - 44018 NANTES CEDEX 01

L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS
PREMIER GROUPE FRANCAIS D'ASSURANCE PRESENT DANS 60 PAYS,

vous, qui avez réussi un BAC "Scientifique" (C, E...) prolongé par une ou deux années d'études supplémentaires, qui êtes libérés des obligations militaires, qui pratiquez couramment une langue étrangère et qui êtes intéressés(e) par :

l'informatique et les Réseaux de Télécommunications :
L'UAP VOUS OFFRE LES MOYENS DE VOTRE FORMATION ET UN EMPLOI

Pour obtenir les modalités de votre inscription, envoyez CV à : U.A.P. Mme SEBASTIEN 20 ter, rue de Bezons 92411 COURBEVOIE CEDEX

DIPLOMES GRANDE ECOLE ESE, TELECOM...

NOUS TRAVAILLONS AVEC LES GRANDS DE L'INFORMATIQUE.

- Nos clients, connus, sont à la fois nationaux et internationaux.
- Nous intervenons sur des grands projets de très haute technicité, dans les domaines de l'informatique temps réel (système, industriel et scientifique).
- La qualité des hommes et du service est l'atout majeur de notre réussite.
- Vous êtes jeune, débutant ou expérimenté.
- Dynamique, entreprenant et ambitieux.
- Vous avez une vision large de l'informatique et le sens du contact.

INGENIEUR PROJET

- Votre travail sera donc très diversifié.

- Vous bénéficierez, en outre, d'une grande autonomie au sein d'une société jeune (âge moyen 32 ans), dynamique, aux structures souples.

Rejoignez une équipe dynamique, adressez votre CV à SH 71, rue Albert 75013 Paris. Tél. : 45.83.14.46

VOTRE PARTENAIRE LOGICIEL

هكذا من الاول

VALLÉE DU RHÔNE

PMI à taille humaine, spécialisée dans des technologies de pointe produisant des équipements industriels alliant l'électronique, l'informatique et la mécanique filiale d'un groupe français à implantation internationale,

recherche son

Chef du Service Achats

Nous accueillerons un acheteur ayant acquis une expérience significative en milieu industriel et possédant un diplôme d'ingénieur. Intégré dans des groupes interdisciplinaires, il participe à l'élaboration des produits, négocie et recherche le meilleur compromis quantité, approvisionnement, cadencement, niveau des stocks et coûts. Il encadre et gère un effectif de 23 personnes dont 3 Chefs de Groupe ainsi qu'un budget prévisionnel négocié. Il sera assisté par un système informatique en temps réel dédié à la gestion des achats.

Ecrire au CABINET GATIER, 32, rue Barrême, 69006 LYON, sous réf. 720/M.I

Les entretiens auront lieu à LYON et à PARIS

Cabinet Gatier



La Caisse Régionale de Crédit Agricole de la Brie

recherche pour son siège à MEAUX

ANALYSTE-PROGRAMMEUR HF

Jeune ingénieur ou universitaire (niveau maîtrise), débutant ou 1 à 2 années d'expérience. Il prendra en charge dans un environnement IBM le développement d'applications bancaires. La rémunération sera adaptée à la valeur du candidat retenu.

Les candidatures, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions ont à adresser à : Monsieur le Directeur du CA BP 205 - 77110 MEAUX

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Nous sommes la filiale française d'un fabricant de produits chimiques américain de premier plan. Ingénieur chimiste de formation (ou équivalent), votre mission sera de commercialiser nos produits auprès d'une clientèle très diversifiée, de la PME à la multinationale. Responsable de l'assistance technique, vous serez également en contact avec les techniciens de laboratoire de notre clientèle.

A 30 ans environ, vous possédez une première expérience de 3 à 5 ans dans le secteur de la peinture, de la résine synthétique, des plastiques ou des cosmétiques qui vous a permis de démontrer vos aptitudes à la négociation. Vous maîtrisez l'anglais et, si possible, l'allemand. Poste basé à Paris.

Déplacements fréquents en France, périodiques en Europe.

La rémunération offerte et les perspectives de carrière très ouvertes sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 7912 M à BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lefebvre 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

Région Amnecy INFORMATICIEN CHEF DE PROJET

Cette entreprise française est leader sur son marché.

Elle crée un poste de chef de projet en informatique.

Dans un premier temps, il participe au développement informatique de projets importants en gestion de production (suivi de production, planification atelier, communications entre les différents systèmes des entités du groupe).

Par la suite, ses responsabilités le conduisent également à la mise en relation des systèmes CAO (digital) et gestion de production (IBM).

Nous souhaitons recruter de jeunes candidats grandes écoles d'ingénieurs (ECP, ENSAM, IDN, SUPÉLEC...), avec une spécialisation informatique acquise soit par expérience professionnelle (1 an environ), soit par une formation complémentaire, très motivés par l'information de la production.

Le poste à pourvoir offre de bonnes perspectives d'avenir pour une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, c.v. complet, photo et prétentions sous n° 7 279 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montcaury, Paris-7.

Société de Télécommunications en expansion recherche

Ingénieur d'Affaires

Pour négocier d'importants marchés avec des administrations et de grandes sociétés.

Le candidat idéal aura une bonne formation technique ainsi qu'une bonne aptitude à la négociation à haut niveau. Si ce profil est le vôtre, nous attendons votre C.V. détaillé avec photo, sous réf. 1456 M, à préciser sur l'enveloppe, à l'Agence ATELANTES 49, av. Trudaine 75009 Paris - qui transmettra.

Centre Interuniversitaire de Calcul de Grenoble

ORDINATEUR BULL DPS MULTICS RELIE A CALCULATRELL FPS 264 recherche

INGENIEUR INFORMATICIEN A PROFIL SCIENTIFIQUE

Modèle (a) par :
- développement et mise en place de logiciels de base et d'applications scientifiques ;
- mission d'assistance et de conseil aux utilisateurs : ingénieurs, chercheurs, étudiants.
Une compétence en analyse numérique est nécessaire pour ce poste.

Poste : contractuel - 2 A Enseignement supérieur type CNRS. Diplôme requis : ingénieur, spécialité informatique ou mathématiques appliquées.

Embauche immédiate.

Candidature à adresser à M. le Directeur du C.I.C.G. B.P. 68/38402 Saint-Martin-d'Hères Cedex.

FROMAGERIES LUTIN ALENÇON

Le Directeur d'Etablissement recherche SON ADJOINT TECHNIQUE

dans une usine moderne fabriquant des fromages à pâte molle - effectif 230 personnes - il superviserait l'entretien, le suivi des investissements (travaux neufs, implantations) et les achats.

Ce poste pourrait convenir à un ingénieur confirmé, connaissances en électricité, thermique, fluides, automatismes. Expérience fromagère souhaitée.

Adressez V. à M. DE LAFOREST, S.A. LES FROMAGERIES LUTIN c/o UCAUM, 12 rue des avandières, 72000 LE MANS.

Alcatel Thomson ALCATEL THOMSON GIGADISC

Dans le cadre de son développement

ALCATEL THOMSON GIGADISC

Premier constructeur européen de Disques Optiques Numériques et leader mondial de cette technologie, recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

pour distribuer ses produits auprès des Grands Utilisateurs Européens.

Ces postes conviendront à des candidats pouvant justifier d'une expérience d'au moins 5 ans dans la vente OBM de périphériques informatiques et ayant une bonne connaissance des Grands Constructeurs et Intégrateurs de Systèmes Européens, maîtrisant parfaitement l'Anglais et prêts à de nombreux et fréquents déplacements.

Adressez CV et prêt à ALCATEL THOMSON GIGADISC - F.L.C. - La Bourslière - Porte J RN 186 - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

JEUNES INC
Conception
AIX-EN-PROVENCE

INGENIEURS GRANDES ECOLES

RESPONSABLE INFO
Application

INFORMATIQUE SE JET

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

JEUNES INGÉNIEURS

Conception - Technologie - Fabrication

AIX-EN-PROVENCE

THOMSON SEMICONDUCTEURS : un taux exceptionnel de croissance, un investissement permanent en hommes de valeur et en moyens de production, une expansion internationale confirmée par le rachat des actifs de Mostek (USA) devront nous conduire à réaliser notre ambition : être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990.

Nous recherchons aujourd'hui pour notre Centre d'Aix-en-Provence (750 personnes) spécialisé dans la conception et la fabrication de semiconducteurs discrets, trois jeunes ingénieurs.

Dans le cadre de nos différentes équipes de R et D et fabrication, ils se formeront, s'intégreront dans notre organisation et prendront en charge des tâches opérationnelles : conception et développement de produits ou technologies nouvelles, gestion et animation d'équipes en atelier de fabrication.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs électroniciens (conception), physico-chimistes (technologie) ou généralistes (fabrication) débutants ou possédant une première expérience en entreprise.

Le dynamisme de notre activité et le contexte porteur du groupe assureront aux éléments motivés et performants de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. 90984/LM THOMSON COMPOSANTS, DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.

THOMSON
SEMICONDUCTEURS



Le Centre d'Intégration de matériels aéronautiques de Salles-St-Denis (180 p.) situé en Sologne recherche : (H/F)

Ingénieur Electronicien Hyper-Fréquence

Il animera la base de mesure d'antennes et de surface équivalente radar du Service Hyper-Fréquence.

Ce poste sera confié à un Ingénieur Grande Ecole possédant une solide formation en Hyper-Fréquence débutant à quelques années d'expérience.

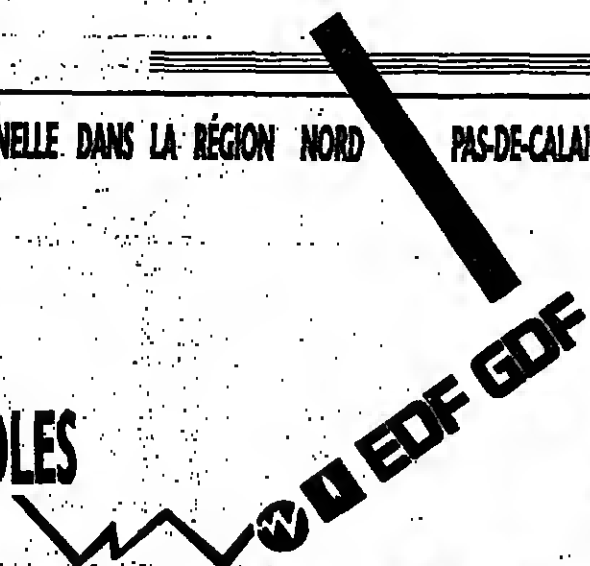
Nous souhaitons qu'il soit également intéressé par les problèmes mécaniques et motivé par la responsabilité d'une équipe au sein d'une unité de production performante.

Adresser C.V., rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence NK 1349 à Nicole KAMERZAC au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre 78182 SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

MATRA

DÉBUTEZ VOTRE VIE PROFESSIONNELLE DANS LA RÉGION NORD PAS-DE-CALAIS

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES



Les problèmes techniques vous passionnent, mais vous avez compris qu'une carrière riche et évolutive passe aussi par la gestion, les responsabilités commerciales et financières, la gestion des ressources humaines, la communication...

EDF-GDF vous ouvre, dans la Région Nord-Pas-de-Calais, un champ de réalisations exceptionnel où vous pourrez mettre en pratique, sur le terrain, dialogue, initiative et imagination. Bref, un avenir plein d'énergie.

Nous recherchons plusieurs jeunes ingénieurs diplômés des Grandes Ecoles (génératistes, électroniciens, électromécaniciens, informaticiens). Une autre condition : vous devez être titulaire des O.M. Salaire de 135 000 à 160 000 francs.

Adresser votre lettre de candidature accompagnée d'un C.V. en rappelant la réf. NPC à EDF-GDF Division Recrutement, 12 Place des États-Unis 75783 PARIS Cédex 16

LES MOYENS DE RESTER LE PREMIER

Sur le Marché MONDIAL, STEIN HEURTEY conçoit, étudie, réalise et met en service des équipements thermiques industriels. Pour rester le premier nous augmentons nos équipes et recherchons :

Ingénieur

"automatisation par ordinateur"

Vous développerez des logiciels d'automatisation au sein d'une très jeune équipe de 25 personnes. Vous participerez à la définition du projet technique, élaborerez les programmes correspondants et en assurerez la mise en service.

Cette mission nécessite des déplacements à l'étranger et implique la maîtrise de l'anglais. La connaissance d'une autre langue étrangère est un plus (allemand, espagnol, russe, chinois).

Vous êtes ingénieur diplômé Grande Ecole, débutant, ou mieux, avec une expérience de 2 à 3 ans dans ce domaine.

Les perspectives d'évolution au sein de notre Société sont de nature à intéresser des candidats de valeur.

**STEIN
HEURTEY**

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Martin DUVERNE
STEIN HEURTEY - BP 68 - 91002 EVRY CEDEX

RESPONSABLE SYSTEME INFORMATIQUE

Applications - Exploitation

IBM 36

Banlieue Est

Une société de transport international (250 personnes), filiale d'un important groupe multinational, recherche un jeune responsable informatique.

Il aura pour mission l'organisation des traitements, l'utilisation et la vérification des systèmes de sécurité. Il analysera les besoins des utilisateurs, optimisera les programmes existants et développera de nouveaux programmes (RPG II et III). Il assurera également la formation et le soutien technique des utilisateurs.

A 27 ans environ, vous êtes diplômé d'études supérieures (DUT d'Informatique) et vous avez une expérience de 3 à 4 ans de l'IBM 36, une bonne connaissance du langage machine et du RPG II et III.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 5405 NM à TEG, 113 rue de l'Université 75007 PARIS.

The
Executive
Group
(France)
Management

Ingénieur

Vous allez encadrer la division informatique industrielle. Votre formation d'ingénieur acquise en école ou sur le terrain s'est épanouie en entreprise depuis quelques années. Vous vous êtes frotté à l'informatique industrielle : télétransmission, contrôle de process, automates programmables, sont pour vous les réelles. Vous aimez une équipe de collaborateurs sur le site mais aussi en mission conseil en France ou hors frontières (so please, you read and talk good english); pour peu que vos demandes soient fondées, nous ne rechignerons jamais sur les moyens.

Ref 191

VOCATION ACTUALITE

Faire partie d'un groupe pilote. En région parisienne nous développons notre département Informatique Industrielle - Automatismes. Ceux qui participent à cette aventure travailleront pour un Groupe de premier plan mondial dans le domaine de la gestion de services publics (eau, assainissement, électricité...).

Mettre les projets de R & D. Si vous êtes d'esprit curieux, disponible, capable de prendre totalement en main un projet et d'en faire une équipe légère mais pointue et motivée, faites le voyage avec nous. Et pour en savoir plus, adressez votre dossier de candidature, en précisant la référence... Nous garantissons la plus stricte confidentialité - Vocation 3, rue de Liège 75009 Paris.

**L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
SE JETTE A L'EAU**

CHEF DE FABRICATION

LYON

SI VOUS ETES CONVAINCU QU'IL N'Y A DE REUSSITES QUE PAR LES HOMMES...

Alors nous pouvons nous comprendre.

Bien qu'appartenant à l'un des premiers groupes industriels français, n°1 des biens d'équipements électromécaniques (1 500 personnes et 800 MF de CA) bien qu'investissant beaucoup... nous n'oublions jamais que c'est aux hommes que nous devons nos succès.

Votre secteur compte environ 500 personnes. Pour réaliser vos objectifs (qualité, respect des délais et gestion de la fabrication, mise en place de nouvelles méthodes d'organisation type Kanban, ...) et tout cela dans un contexte de robotisation en cours, il vous faudra compter avec vos équipes. Avec les agents de maîtrise, surtout, plaque tournante des ateliers, véritable « charpente » de toute entreprise industrielle. Si vous savez faire équipe avec eux, les motiver tout en les dirigeant, vous gagnerez.

Jeune ingénieur AM, ECAM, ICAM... doté de 3/4 ans d'expérience Fabrication ou Méthodes dans une industrie grande série, vous avez l'autorité de l'expert et l'esprit d'acier. 28/30 ans : nous vous proposons 200 - 220 000 F pour commencer.

Mais vous évoluerez : c'est bien dans notre philosophie, non ?

Adresser votre dossier de candidature à notre Conseil ALGOE, en écrivant sous réf. 967 M à Pascale GEHIN, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex.

ALGOE
DE IDEE A L'ACTION

Informatique technique

Nous sommes l'un des premiers groupes européens de Conseil et d'Ingénierie Informatique. Notre Division INGENIERIE DE SYSTEMES TECHNIQUES s'est spécialisée en réalisations industrielles de pointe et projets de haute technologie :

- Automatisation
- Télésurveillance
- Réseaux, Réseaux locaux

- Simulateurs
- Systèmes Militaires
- Génie Logiciel.

Pour faire face à notre développement, nous recherchons, pour un projet temps réel d'envergure dans le domaine militaire :

Ingénieur confirmé

Son rôle sera d'encadrer et de coordonner les activités d'une équipe d'environ 5 personnes.

Ce poste offre des perspectives d'évolution importantes pour un ingénieur ayant de 2 à 5 ans d'expérience dans des projets temps réel.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 10711/M, à E. PICARD.

ISMSEMA-METRA 16, rue Barbès 92125 MONTRouGE Cedex.

هكذا من الامم

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde



Filiale du Commissariat à l'Energie Atomique, INTERCONTRÔLE apporte le concours de ses méthodes, de ses équipements et de ses spécialistes aux opérations de contrôle non destructif effectuées sur les centrales nucléaires en France et à l'étranger. Il n'est pas de mission plus exigeante sur le plan de la qualité. Son constant développement l'amène à étoffer ses équipes et à recruter.

Ingénieurs « terrain »

Responsables opérationnels et techniques sur site nucléaire, vous encadrez une trentaine de techniciens chargés des contrôles par ultrasons des cuves de réacteurs. Vous assurez en outre toutes les liaisons avec le client.

Diplômé d'une école d'ingénieur ou titulaire d'un troisième cycle universitaire, vous êtes expérimentés en CND, notamment en ultrasons, vous appréciez la vie de chantier et parlez assez bien l'anglais.

Vous êtes basés à Rungis, mais devez prévoir 80% de votre temps en déplacement en France comme à l'étranger. Une formation à nos techniques de pointe est assurée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération actuelle sous réf. 3094/M à Claudine FERRY-CLEMENT - S&A-CEGOS, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

S&A
CEGOS

INGÉNIEUR PRODUCTIQUE

SUD DE PARIS

THOMSON SEMICONDUCTEURS : un taux exceptionnel de croissance, un investissement permanent en hommes de valeur et en moyens de production, une expansion internationale confirmée par le rachat des actifs de Mostek (USA) devant nous conduire à réaliser notre ambition : être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990. Nous recherchons, pour notre Département Circuits Hybrides (600 personnes - 260 M² de C.A.) basé dans la région de Fontainebleau, un ingénieur d'Etudes Productives.

Intégré dans une jeune équipe chargée de faire évoluer en permanence le savoir-faire de l'entreprise au plan technologique, process et organisation, il interviendra plus particulièrement sur l'ensemble des problèmes liés à la production. Il définira notamment les évolutions de la formation industrielle et mettra en place les outils méthodologiques d'analyse et de simulation permettant de gagner en productivité et flexibilité.

Ce poste convient à un jeune ingénieur, éventuellement débutant, mais ayant de préférence acquis une première expérience en fabrication sur des produits à dominante électronique.

Le dynamisme de ce Département, son style de management très participatif, ainsi que le contexte porteur du Groupe, seront de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. 90985/LM THOMSON COMPOSANTS, DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.

THOMSON
SEMICONDUCTEURS

Groupe International de la CHIMIE
recherche pour promouvoir des PRODUITS SPECIALISES

Ingénieur chimiste technico-commercial

VOS ATOUTS :
Agé d'environ 25-35 ans, vous avez une formation de CHIMISTE de type Ingénieur.
Vous êtes à la fois un TECHNICIEN intéressé par la résolution de problèmes liés à la production, et un HOMME DE CONTACT ET D'ACTION autonome et disponible.
Une expérience TERRAIN serait un atout, la maîtrise de l'ANGLAIS est nécessaire.

NOTRE PROPOSITION :
Nous lui confierons la RESPONSABILITE du suivi et du développement TECHNIQUE, mais aussi COMMERCIAL, d'une clientèle dans une INDUSTRIE en expansion : assistance, conseil, prospection, ... dans la région NORD.
Vous BENEFICIEREZ d'une FORMATION complète en France et à l'étranger, d'une AMBIANCE de travail dynamisante, d'une REMUNERATION motivante (fixe + primes) et d'une VOITURE de fonction, ainsi que de larges POSSIBILITES D'EVOLUTION.

INTERESSE ? Adressez vite CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14bis, rue Daru, 75008 PARIS, s/réf. 49 1250 LM portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

Présents dans 75 pays, forts de nos 26 000 collaborateurs, de la puissance de nos moyens techniques et des coopérations engagées, nous développons sur tous les marchés des solutions de qualité compétitives et évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs dans le monde davantage de liberté pour mieux communiquer afin de mieux entreprendre.

JEUNES DIPLOMES FINANCE/AUDIT BULL ENGAGE DES BATTANTS SANS FRONTIERES

Que vous soyez déjà diplômé ou que vous soyez prochainement d'une Grande Ecole de gestion ou d'ingénieurs + IAE, que vous ayez un DESS ou un doctorat d'université vous intéressez notre direction Finance Groupe.

Un choix entre 2 filières :
La finance qui vous permettra d'assurer rapidement de larges responsabilités dans des domaines aussi variés que la comptabilité, le contrôle de gestion, la trésorerie, la finance internationale.
L'audit interne qui vous permettra de marier audit opérationnel et stratégie d'entreprise.

Dans tous les cas vous serez formé à nos méthodes, considérées à juste titre comme très en pointe, votre action pourra s'exercer tant en France qu'à l'étranger avec l'esprit d'équipe qui nous anime.

Une priorité sera donnée aux plus créatifs, novateurs et ambitieux d'entre vous.

Ces postes très autonomes vous permettront d'évaluer rapidement vers une structure financière décentralisée (siège, usine, filiale étrangère) ou au sein de la direction de l'audit.

Motivés, alors adressez votre candidature en précisant votre choix :
Financier Réf. 414 M ou Audit Réf. 415 M à
Jeanne Dubus - BULL SA - PR 06007C -
94 avenue Gambetta - 75990 PARIS CEDEX 20

Bull



PREMIERE ENTREPRISE FRANCAISE D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE, SPECIALISTE MONDIAL EN EQUIPEMENTS DE RECHERCHE POUR LA MICROELECTRONIQUE ET L'ANALYSE en très forte expansion sur le marché français et international (JAPON, U.S.A., U.R.S.S., EUROPE...), recherche

ingénieur gestion de la qualité

Rattaché au DIRECTEUR de la QUALITE, il devra, après une période initiale de prise de connaissance de l'entreprise : Définir le niveau de qualité acceptable - Evaluer les coûts de la non-qualité - Assister les départements dans leurs actions qualité : sensibilisation, formation, création et utilisation des procédures, collecte et exploitation des données statistiques - Promouvoir l'esprit qualité dans l'entreprise et auprès des fournisseurs, animer les réunions et les cercles relatifs à la qualité - Participer au maintien et à la maîtrise du "niveau-futur" de l'entreprise.

Ce poste, impliquant des qualités de communication et d'intégration à une équipe très motivée de scientifiques et de techniciens de haut niveau, conviendrait à un INGENIEUR Agé de 30 ans maximum, ayant quelques années d'expérience de la Fonction Qualité, acquise de préférence en fabrication de petits mécanismes et/ou instrumentation.

Les dossiers de candidature - sous réf. 3201 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

Imprimantes de haute technologie



INGENIEUR QUALITE PAPIER

IER fabricant français d'imprimantes très spécialisées importe également des imprimantes de haut de gamme qu'il distribue sur l'ensemble du territoire.

Avec près de 200 millions de chiffre d'affaires pour 220 personnes, il poursuit son expansion et recherche un ingénieur qualité papier.

Interface efficace entre les clients et les services techniques concernant les imprimantes, il aura pour mission aussi bien d'adapter les documents à imprimer aux performances des machines que d'orienter les caractéristiques techniques de ces dernières en fonction des normes de papier actuelles ou futures.

Ce poste est basé à Courbevoie. Il s'adresse de préférence à un ingénieur diplômé d'une école de papeterie, maîtrisant bien l'anglais. Il aura acquis une expérience technique (études, développement, qualité) chez un transformateur de papier ou dans l'industrie papetière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet et rémunération actuelle sous référence M 321636 E à

EGOR TECHNOLOGIES

19, rue de Bont - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MUANO PERUJIA ROMA VENEZIA RUSSELOH JORDIA MADRID MONTREAL N. APPEL

Compagnie Française de Produits Industriels

(Chiffre d'Affaires 730 MF - 800 personnes) recherche pour son

Centre de Recherche et Développement de Gennevilliers (92)

INGENIEUR CHIMISTE spécialiste de la formulation des pesticides

A la tête d'une équipe de 5 personnes, il produira en charge les problèmes techniques posés par le développement et la commercialisation de nos pesticides et régulateurs de croissance : formulation, fabrication, contrôle qualité, application.

Une expérience de 5 ans minimum dans le domaine des pesticides ou de la formulation d'agents tensio-actifs est impérative, ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé sous référence 2493 à
CFPI - Directeur des Relations Humaines,
28 bd Cambes 92233 Gennevilliers.
Discretion totale garantie.

CFPI

Nous sommes une importante société française de conception et fabrication de systèmes électroniques et informatiques de haute technologie, destinés à de grands industriels ensemble français et étrangers. Nos produits sont commercialisés dans le cadre de contrats pluriannuels en France et à l'étranger. Ils nécessitent des négociations continues et un suivi de gestion très rigoureux.

Nous recherchons un

INGENIEUR D'AFFAIRES

(excellent négociateur et gestionnaire)

Il deviendra responsable d'un des secteurs de notre marché, et en assurera le développement en prenant en charge progressivement les programmes en cours et en négociant des nouveaux contrats de développement et de support de produits. Il aura la responsabilité d'un chiffre d'affaires important. Il animera une équipe de quelques spécialistes.

Vous avez environ 30-35 ans, une formation supérieure d'INGENIEUR (ou commerciale allée à des responsabilités en industrie) et une expérience d'au moins 4 années de négociation en tant qu'ingénieur d'affaires industrielles. Vous avez démontré vos goûts et aptitudes pour ce métier qui nécessite persévérance, adaptabilité, force de conviction et rigueur.

Evidemment, vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise, et vous avez une réelle disponibilité (nombreux déplacements de courte durée en France et à l'étranger).

Si ces perspectives vous intéressent, merci de transmettre votre dossier de candidature (avec photo et références), sous référence 7200 M, à notre conseil ACTIMAN qui vous garantira une discrétion absolue.

26 rue Pergolèse - 75116 Paris

Artiman

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

INGÉNIEUR SUVI DE FABRICATION
Contrôle non destructif

Concilier grande technicité et sens relationnel
Lyon

Ingénierie du secteur nucléaire, notre expérience se caractérise par les excellentes performances de nos ingénieurs. Au sein de notre service, vous serez responsable des dossiers techniques et assurerez le suivi des opérations intervenant en charge toutes les opérations de contrôle non destructif (CND) des matériels nucléaires. Pour contribuer au bon développement de nos produits, vous coordonnerez les relations avec les clients et les fournisseurs. Vous serez chargé de faire appel à vos connaissances et compétences pour assurer la mise en œuvre des opérations de contrôle non destructif et la maintenance des matériels. Pour faire acte de candidature, téléphonez au 05.22.22.22 ou écrivez, sous réf. 300, à Media-System, 25 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

POUR INFORMATION IMMEDIATE : 05.22.22.22 appel gratuit

Nous sommes une importante Société Industrielle (2000 personnes, 800 millions de C.A.) filiale d'un groupe international classé dans les 50 premiers mondiaux et spécialisée dans la conception, le développement, la fabrication et la commercialisation d'équipements mécaniques, électromécaniques et électroniques de grande série. Nos usines sont modernes, nos clients importants, nos techniques de pointe. Afin de faire face à notre croissance et renforcer notre structure, nous recherchons pour notre siège à PARIS (H/F)

RESPONSABLE D'UNE LIGNE DE PRODUITS

(Au sein du Bureau d'Etudes). Ingénieur généraliste (Centrale, AM...) ayant une expérience d'au moins 5 ans dans la conception de produits électromécaniques de grande série incorporant des éléments en plastique. Interlocuteur des Services Techniques de notre client le plus important en France (30% de notre CA), et assisté d'une équipe de Techniciens, il coordonnera les différents projets concrets en collaboration avec ce client.

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

(Débutants ou quelques années d'expérience). Rattachés au Service Développement Electronique, ils seront responsables de projets de recherche et développement depuis la définition du produit avec les Bureaux d'Etudes de nos clients jusqu'à l'industrialisation et le démarrage de la fabrication. Ces projets, liés aux systèmes de traitement et affichage de l'information utilisent les techniques micro-électroniques les plus avancées (couche épaisse, bonding, CMS) et l'utilisation de l'ordinateur comme aide à la conception (IAO, CAD).

INGÉNIEURS GENERALISTES DEBUTANTS

Différents postes formateurs sont à pourvoir dans les services de conception de nos produits (Etudes, Labos, Gestion de projet, Analyse de la valeur, CAD...). Réf. 10.

La taille de notre Groupe, notre politique de gestion des carrières doit permettre à chacun une évolution en relation avec ses aspirations et ses compétences.

Nous vous remercions d'adresser votre CV en précisant la référence du poste choisi à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS - qui transmettra.

THOMSON-CSF
DIVISION TUBES ÉLECTRONIQUES

Notre Département de VÉLIZY (1400 personnes) où nous étudions et fabriquons des produits de très haute technologie, recherche un

INGÉNIEUR ACHETEUR

- vous êtes ingénieur généraliste de 35-40 ans,
- vous pratiquez l'anglais couramment et vous avez le sens commercial.

Nous assurons votre formation au métier d'acheteur et votre intégration au sein de notre service Achats.

Merci d'adresser CV et photo au Service du personnel - THOMSON-CSF, 2, rue Latécoère, 78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY, R44 PB/LM.

THOMSON-CSF

Nous recherchons pour l'activité TRAVAUX SPÉCIAUX de l'un des principaux groupes de BTP français un :

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES

OUVRAGES MARITIMES ET FLUVIAUX - FONDATIONS SPÉCIALES.

Issu de l'une des grandes écoles d'ingénieurs (PONTS - ARTS ET MÉTIERS - CENTRALE - E.T.P., ...) il a acquis une expérience de 5 à 10 ans en BET dans ces spécialités et il possède une solide pratique informatique.

Le Poste est à pourvoir à Paris-Sud.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement sous la référence TS 186 par :

edc 8, rue de l'Hôtel-de-Ville 92522 NEUILLY-CEDEX

S O C A P E X

Connecteurs pour équipements électroniques professionnels recherche pour son département fibres optiques à Suresnes (92)

INGÉNIEURS

Ils seront chargés de l'étude et du développement de nouveaux produits pour applications aux transmissions par fibres optiques.

RESPONSABLE TECHNIQUE DE PRODUIT
(Conception - Maquettes - Prototypes)
ayant 2 ou 3 années d'expérience formation mécanique, de préférence micro-mécanique AM, ENSL.

RESPONSABLE DE BUREAU DE DESSIN ET DE LA MISE EN PLACE DE LA CAO
ayant 2 à 4 années d'expérience en CAO, et dans le développement de composants de grande série - Formation mécanique - AM - ENSL.

INGÉNIEUR CHARGÉ DE L'ÉTUDE DE COMPOSANTS OPTO-MÉCANIQUES ET DE LA MISE EN PLACE DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS DE LABO
ayant acquis une expérience en mécanique, optique et automatisées - Formation mécanique AM ENSL.

Ces trois fonctions nécessitent une pratique courante de l'anglais. Des connaissances des systèmes de transmissions par fibres optiques seront appréciées.

Merci d'adresser CV, photo et prêt à SOCAPEX, Service du Personnel, 10bis, Quai Léon Blum - 92151 SURESNES.

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE ET INGÉNIEURIE

Société de distribution de biens d'équipement et de consommation industriels, située à 150 km au Sud de Paris, nous recherchons un nouveau collaborateur. De formation ingénieur mécanicien ou équivalent, le candidat retenu, âgé de 35 ans environ, aura une expérience de 5 ans environ dans un service méthodes et possèdera des connaissances dans les nouvelles techniques d'usinage (robotique, FAD, CN) et autres moyens de production modernes.

Outre l'animation d'une équipe de 20 techniciens, il sera chargé de l'introduction de nouveaux produits sur le marché et du suivi de leur évolution (contacts commerciaux fréquents).

Anglais parlé et écrit.

Déplacements fréquents et de courte durée en France et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 07903 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra - Confidentialité assurée.

Présents dans 75 pays, forts de nos 26 000 collaborateurs, de la puissance de nos moyens techniques et des coopérations engagées, nous développons sur tous les marchés des solutions de qualité compétitives et évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs dans le monde davantage de liberté pour mieux communiquer afin de mieux entreprendre.

BULL ENGAGE DES INGÉNIEURS PASSIONNÉS PAR LES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION D'ENTREPRISE

Jeune diplômé, que vous sortiez de Grande Ecole ou que vous possédiez DEA/DESS avec option informatique indispensable, vous recherchez une carrière ouverte et évolutive.

Venez vous associer à la Direction des systèmes d'information du Groupe BULL où vous participerez au développement des applications en informatique de gestion, bureautique, réseaux et production informatique.

Pour débiter, vous recevrez une formation de 6 mois, centrée sur nos méthodes et très orientée sur le terrain.

Animé par l'esprit d'équipe, vous pouvez concilier votre bonne capacité d'adaptation aux changements technologiques à un goût pour un travail concret et méthodique.

En somme, nous proposons aux meilleurs d'entre vous un véritable parcours qui, selon vos compétences, vous permettra d'évaluer à terme vers des postes d'encadrement.

Écrivez à Célia NANNI PR 5G090 sous-référence 11 CN.

INGÉNIEURS EN MATÉRIEL ET LOGICIEL BULL ENGAGE LES CONCEPTEURS DES PRODUITS DE DEMAIN

A la direction scientifique Groupe, nous élaborons et développons des projets de recherche et d'études avancées qui deviendront les produits de demain : aujourd'hui plus particulièrement une machine scientifique modulaire à très hautes performances en calcul vectoriel destinée à traiter les problèmes rencontrés par les industries de pointe (aéronautique, nucléaire, météorologie, industrie pétrolière).

Si vous êtes ingénieur de formation Grande Ecole, que vous soyez débutant ou expérimenté dans l'un ou l'autre des domaines suivants : Operating-system, Compilation (connaissance d'UNIX souhaitée), ou si vous êtes logicien-metteur au point, vous avez votre place dans ce programme ambitieux. Basé dans l'Ouest parisien, avec l'esprit d'équipe qui nous anime, vous concevrez et réaliserez avec nous le super-calculateur de l'avenir et acquerez un savoir-faire d'avant garde.

Écrivez à Annie BENYAYA - PR 0G007C sous référence 416 M.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature (lettre + CV, photo et prétentions) sous la référence choisie à BULL SA - 94 avenue Gambetta 75990 Paris Cedex 20.

Bull

POUR ET

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

adjoint au contrôleur de gestion H-F

Cette Société, en évolution rapide sur le marché alimentaire, recherche un collaborateur confirmé.

Il participera à l'ensemble de la mission de contrôle de gestion : contrôle des coûts, contrôle budgétaire, étude de rentabilité, participation à l'élaboration des budgets et plans à 3 ans, analyses statistiques.

Diplômé d'une Ecole de Gestion type ESC ou DECS, il possède une expérience de 3 ans minimum en entreprise.

Ses qualités d'objectivité, de synthèse ainsi que sa diplomatie et son goût des contacts seront des atouts importants pour sa réussite dans la Société.

Poste basé Sartrouville Ouest.

Merci d'adresser C.V. + photo + lettre manuscrite sous référence M 24F à notre Conseil : ARCO - 25, rue Cambes - 75001 PARIS

ARCO

CONTROLEUR DE GESTION PARIS

Notre Groupe (12.500 personnes) est leader dans sa branche. Notre croissance s'appuie sur une gestion rigoureuse et des produits de forte notoriété.

Nous souhaitons intégrer à notre équipe un contrôleur de gestion J.E.C. - ESSEC - IEP écon.

3 à 5 ans d'expérience en audit ou contrôle de gestion ont développé sa rigueur dans l'analyse et lui ont apporté la diplomatie nécessaire.

Il sera opérationnel sur une division de 1.000 personnes (5 centres de profit), contrôlera la fiabilité des données de gestion, tant dans les usines qu'au siège - conseillera les responsables des centres de profit - Informera la Direction Générale - développera les procédures existantes à l'aide de la micro-informatique. La maîtrise de l'anglais sera un atout complémentaire.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, précisant la rémunération actuelle) sous réf. 2407-M, seront traitées en toute discrétion par

24 j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRINE
92000 ANTONY

Le CENTRE de DEVELOPPEMENT DES MOYENS de PAIEMENT d'un IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER NATIONAL

recherche

ANALYSTE de GESTION

pour participer : à l'élaboration du budget et assurer le suivi des situations. Fonctionnement et Investissement.
à la définition des procédures et en assurer l'application et maintenance auprès des services utilisateurs.

Formation Maîtrise de gestion ou DECS complétée par une expérience nécessaire (3 à 5 ans) en contrôle de gestion et des connaissances informatiques.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. ALH 0425 à Lévi Tournay/Asscom
34, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra

Jeune cadre administratif et financier

HEC - ESSEC - ESCP - INSA

Assurer notre gestion administrative et financière ainsi que le suivi de nos principales filiales : c'est la mission que nous souhaitons vous confier.

Assistant étroitement la direction de notre Société Holding spécialisée en prise de participations minoritaires dans des affaires performantes, vous saurez mettre en valeur une première expérience réussie de l'audit et de l'administration d'une entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prét.) sous réf. 7385 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Bonne culture générale, connaissances juridiques et fiscales, sens aigu de l'organisation, parfaite maîtrise de l'expression écrite sont vos qualités.

C'est une fonction très formatrice, passionnante, dans un environnement en constante évolution que nous vous proposons.

Le poste offre de réelles possibilités d'évolution.

BANQUE DE DEPOTS PRIVEE (500 pers.)

ADJOINT AU RESPONSABLE SERVICE TITRES

En collaboration étroite avec le Responsable du service :

- il optimise la gestion centralisée des opérations titres pour toute la banque et, à cette fin, coordonne la mise en place d'un nouveau logiciel ;
- il assure la fonction conseil auprès de la clientèle par l'intermédiaire des agences ;
- il anime une équipe administrative composée de 7 personnes.

En cas de succès, il prendra rapidement la responsabilité d'une division autonome chargée de la totalité du fonctionnement et de la gestion de nombreux outils de placement.

Ce poste s'adresse à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur (ESC, ITB ou équivalent) pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de 5 ans dans des fonctions similaires dans une banque ou chez un agent de change.

Si vous voulez valoriser vos compétences au sein d'une banque en plein essor, rejoignez-nous !

MEDIA PA

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 4150/LM, à MEDIA P.A. - 8, bd des Italiens 75002 PARIS, qui transmettra.



La Sorefi Nord - Pas de Calais, organisme financier des Caisses d'Épargne et de Prévoyance dont la vocation est d'assurer la décentralisation et le développement du réseau Ecureuil régional, étend ses structures et cherche à intégrer au sein de la direction financière et de l'exploitation un :

Responsable département comptabilité

Sous l'autorité et en relation étroite avec le directeur financier et de l'exploitation, il sera chargé, avec l'aide d'une petite équipe de spécialistes, de veiller à la mise en œuvre de la centrale comptable régionale qui doit assurer l'entregentement et le contrôle de l'ensemble des mouvements financiers par produits pour chacune des Caisses d'Épargne de la région, ainsi que de superviser et contrôler la comptabilité générale de la SOREFI. Ce poste, appelé à évoluer à moyen terme vers des fonctions d'audit et dans un environnement très informatisé, ne peut convenir qu'à un diplômé d'enseignement supérieur ou à un professionnel des techniques et procédures comptables d'excellent niveau, âgé d'au moins 32 ans, pouvant justifier d'une expérience de plusieurs années au sein d'une direction comptable et familiarisé avec l'outil informatique. Réf. A/4801M.

Responsable produits d'épargne et de prévoyance

Il se verra confier la gestion d'exploitation et le suivi des produits d'épargne (bons d'épargne, bons de caisse, comptes à terme, assurances, etc.), ainsi que la comptabilité d'exploitation de cette activité. Ses responsabilités s'étendront à l'encadrement des équipes et à l'organisation. Il sera chargé de la mise en place des outils de contrôle d'exploitation et participera à l'application des projets d'automatisation relatifs aux produits d'épargne. Pour ce poste, nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce, sciences économiques ou équivalent) pouvant justifier d'une expérience similaire de 2 à 3 ans dans le secteur banques ou assurances et ayant utilisé l'outil informatique. Réf. A/4798M.

Ces deux postes qui se situent au sein d'une structure en développement et sont basés en métropole Nord, offrent d'intéressantes perspectives d'évolution. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence du poste choisi.

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Généraliste de la fonction administration- organisation

GEO prima

Paris - Vous connaissez la réussite des titres de PRIMA PRESSE, filiale d'un groupe de renom international qui est devenue, en sept ans, l'un des leaders de la presse magazine en France.

Nous vous proposons de venir renforcer notre structure en devenant le bras droit du Directeur Administratif et des Ressources Humaines.

Dans ce cadre en création, vous aurez :

- consolider les reporting et prévisions budgétaires du Département,
- contrôler et mettre à jour les procédures, en conformité avec les normes du groupe,
- assister les opérationnels dans leurs études, simulations économiques et budgétaires,
- être le correspondant informatique du Département et assurer le suivi des contrôles.

Âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (ESC, Dauphine...), vous justifiez d'une expérience d'environ 5 ans à un poste de généraliste.

Bon organisateur, vous maîtrisez les problèmes de contrôle de gestion et d'audit opérationnel et vous portez couramment l'anglais.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, en précisant votre salaire actuel, sous la référence 8006, au 18 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, Tél. (1) 47.23.78.20.

GRP

Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Présents dans 75 pays, forts de nos 26 000 collaborateurs, de la puissance de nos moyens techniques et des coopérations engagées, nous développons sur tous les marchés des solutions de qualité compétitives et évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs dans le monde davantage de liberté pour mieux communiquer afin de mieux entreprendre.

INGÉNIEURS LOGICIELS, BULL ENGAGE DES ACTIFS

Au sein du Groupe, BULL Systèmes conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes. 5000 personnes dont 1500 ingénieurs y participent.

Diplômé de Grande Ecole ou universitaire avec option informatique, que vous soyez débutant ou que vous bénéficiiez d'une première expérience en logiciel, vous désirez donner libre cours à votre dynamisme et à votre créativité dans un univers multi-système.

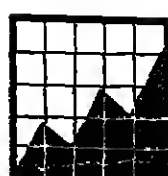
Venez assurer la qualification des systèmes et des réseaux de communication constituant les offres DPS6 au DPS7 en environnement ISO-DSA. Intégré à l'équipe Qualité, vous participerez au développement et à l'exploitation des applications, à la gestion des systèmes d'exploitation et à la mise en œuvre des réseaux.

Bull



Si vous êtes un actif animé par l'esprit d'équipe, adressez dès maintenant votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 31-481 à Marie-Hélène Lenoble - BULL Systèmes - PC 3C17
68 route de Versailles - 78430 Louveciennes

هكذا من الاجل



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

ORGANISME PROFESSIONNEL D'ASSURANCE

Association constituée par des organismes professionnels et des entreprises pratiquant les opérations d'assurances risques véhicules terrestres à moteur, recherche son

Directeur général

Sa mission :

- définir une politique précisant les orientations, les buts généraux de l'organisme en vue d'une limitation des coûts et éventuellement de l'importance des sinistres matériels,
- bâtir et appliquer une stratégie d'action avec la mise en place d'une direction participative par objectifs,
- animer une équipe dans un but de meilleure crédibilité et de plus grande productivité,
- assurer les contacts avec un réel sens de la communication (Ministère des transports, assureurs, constructeurs automobiles...).

Son profil :

Formation supérieure grande école indispensable, une ouverture sur les problèmes techniques et une solide expérience de gestion acquise dans le secteur de l'assurance et spécialement des sinistres.

Poste impliquant des qualités de rigueur, de rayonnement personnel et d'envie, pour assumer des responsabilités de direction générale.

Lieu de travail : Levallois-Perret (92)

Rémunération motivante pour candidat de valeur.

Ecrire sous réf. QW 500 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Exploitants de banque et hommes de développement

Ce groupe bancaire et financier, implanté nationalement, se développe régulièrement et souhaite renforcer ses structures d'encadrement au niveau du réseau. Il recherche

Un directeur régional

Il aura la responsabilité complète des agences localisées dans sa région et il disposera des moyens (délégation et autonomie) nécessaires à la conduite de son action. En contrepartie il assurera la responsabilité des engagements, il sera un excellent animateur et utilisera la gamme très diversifiée des "produits" offerts par le groupe pour assurer un développement commercial conforme aux objectifs.

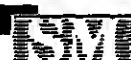
Ce poste s'adresse à un cadre bancaire de haut niveau, diplômé de l'enseignement supérieur (grandes écoles de Commerce ou équivalent), âgé d'une quarantaine d'années. Ayant une très bonne expérience des opérations court terme acquise en "exploitation", il a aussi pratiqué les opérations long terme. La réussite dans ce poste implique un tempérament d'entrepreneur et d'excellentes aptitudes de contact avec la clientèle industrielle, commerciale et associative ainsi qu'avec les instances représentatives régionales et les organismes professionnels. Mobilité géographique indispensable. Réf. C054/M

Responsables de clientèle, futurs directeurs d'agence

Ayant une double mission commerciale et technique, ils auront d'une part à développer une clientèle variée d'entreprises coopératives, d'associations et de mutuelles bien connue par le groupe en établissant avec eux une relation de partenariat, d'autre part à réaliser l'analyse financière et le montage de leurs dossiers. Notre taille humaine permettant une importante capacité d'adaptation, ils pourront intervenir dans tous les domaines et proposer des produits "sur mesure".

De formation supérieure (grandes écoles de Commerce ou équivalent), âgés de 28 à 35 ans environ, les candidats souhaités ont une expérience d'exploitation bancaire de 3 à 5 ans, de très bonnes qualités de contact et un tempérament de pionnier. Ils pourront faire la preuve de leurs capacités, nous saurons les reconnaître et leur proposer une évolution de carrière. Mobilité géographique indispensable. Réf. C055/M

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à Christine Bernet.



SEMA-SELECTION

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

16, rue Barbès 92126 MONTRouGE Cedex.

PARIS

GRUPE FINANCIER INTERNATIONAL

Directeur système général d'informations

Réf. EDA 5

Votre mission :

- Occuper une position stratégique et en étroite collaboration avec les départements technique et Applications, vous serez chargé :
- de définir et de mettre en œuvre les évolutions de notre système général d'informations,
- de coordonner l'activité des fonctionnaires de notre réseau de terminaux (+ de 10 000 postes),
- d'animer et d'encadrer d'importantes équipes (130 personnes).

Votre profil :

- Formation supérieure (Ingénieur, Grandes Ecoles ou équivalent),
- Expérience d'au moins 10 ans en informatique (double compétence technique et gestion),
- Homme de dialogue mais aussi de rigueur,
- Concepteur de grands projets.

Note conseil en recrutement :

CAP SOGETI SELECTION

83-85 Bd Vincent Auriol 75013 Paris

Envoyez votre C.V. + prétentions + photo à Any Bouleau en précisant la référence.

Directeur Général Industrie laitière en Lorraine

langue allemande

Une performante société du secteur laitier, affiliée à un groupe privé européen, recherche son Directeur Général. C'est un poste à haute responsabilité qui comprend l'ensemble des activités de la société : production, marketing/vente, administration générale. Il est rattaché au directoire du groupe en R.F.A.

Le candidat idéal : un manager d'envergure, habitué aux responsabilités de direction d'une entreprise à taille humaine, connaissant bien le secteur agro-alimentaire (laiterie, fromagerie, de préférence), rompu à la gestion industrielle et au marketing, homme de dialogue, sachant diriger et motiver avec calme et détermination.

Le siège de la société est en Lorraine. La langue allemande est nécessaire pour les relations avec la maison-mère.

Merci d'adresser C.V. - lettre manuscrite + photo, sous la référence 2614, à

Conseillers de Direction franco-allemands
Klaus W. Herterich
44, rue La Boétie
75008 PARIS
Téléphone : 45.63.49.24

interconseil

L'UNIVERS DE LA GESTION

LE CRÉDIT LYONNAIS

recherche

Juriste de haut niveau

SPÉCIALISTE EN DROIT DU TRAVAIL

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une solide formation juridique et disposant d'une bonne expérience professionnelle acquise dans une grande société, un syndicat professionnel, un cabinet spécialisé ou dans l'exercice de la profession d'avocat.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. R.D.T. 20.5 au



CREDIT LYONNAIS

Recrutement des Cadres - 25, rue du Quatre-Septembre - 75002 PARIS.

JEUNE INSPECTEUR

BANQUE PARISIENNE recrute pour renforcer son inspection générale un **JEUNE INSPECTEUR CLASSE VII**.

De formation supérieure, Ecole de Commerce ou Université - le candidat devra en outre être titulaire d'un DECS et pratiquer la langue anglaise.

Il devra également justifier d'une expérience de 3 ans minimum au sein d'un cabinet d'audit comptable.

Basé à Paris, le poste proposé implique des déplacements en France et à l'étranger. Il offre pour un candidat de valeur d'intéressantes possibilités d'évolution.

Envoyer C.V., photo et prétentions à INFRAPLAN, 83, bd Raspail, 75006 Paris.

Société industrielle 120 personnes en expansion régulière recherche son futur

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Ingénieur, il connaîtra le travail des métaux, aura eu des responsabilités de production et saura utiliser l'informatique.

Animateur, organisateur, gestionnaire, sens commercial, il fera équipe avec la direction financière et les actionnaires.

Expérience semblable dans PMI nécessaire.

400.000 F

+ intéressement à l'amélioration des résultats.

Poste en proche banlieue Ouest.

Discrétion garantie.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous réf. 6506
COGEC
20, avenue de Messine
75008 PARIS

AUDITEUR-INSPECTEUR ASSURANCE-VIE / BANQUES

qui aura pour mission de conseiller et contrôler dans le domaine de l'assurance le réseau national d'établissements bancaires. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (économique, finances, comptabilité, droit, assurance) ayant une expérience de 2 à 5 ans en gestion ou administration (actuariel, inspection) dans le secteur de l'assurance (de groupe) et connaissant aussi le milieu bancaire (audit bancaire, par exemple). Une première approche des problèmes posés par l'informatique et l'organisation est souhaitée.

Ce poste, basé à Paris, implique une grande mobilité sur toute la France et requiert de bonnes facultés de communication, d'analyse et synthèse.

Adresser C.V. détaillé, précisant votre rémunération actuelle, en rappelant la référence BA 65, sur l'enveloppe, à :

CGS CARRIERES

68 Bd Bouvion-Saint-Denis 75007 PARIS

GRUPE FRANCAIS

Spécialisé dans la prestation de services aux transports internationaux, nous proposons à un cadre d'environ 35 ans de rejoindre notre équipe pour assurer les fonctions de

CHEF COMPTABLE ITINERANT

pour nos filiales en Afrique Occidentale

Ce poste s'adresse à un candidat responsable, entrepreneurial, pouvant justifier d'une solide formation (DECS ou équivalent) consolidée par une expérience réussie d'au moins 10 ans si possible en Afrique.

La maîtrise de la langue anglaise est obligatoire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. photo) sous réf. 7421 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

KAYPRO

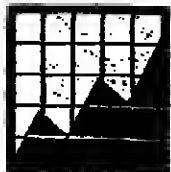
L'une des plus grandes compagnies de micro-ordinateurs

souhaite engager un

DIRECTEUR DES VENTES RESPONSABLE DU MARCHÉ FRANÇAIS

Les candidats devront justifier d'une expérience appropriée et parler anglais. Le salaire proposé sera en fonction de l'expérience.

Merci de contacter : **KAYPRO FRANCE**
15, avenue Victor-Hugo, 75116 PARIS.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Notre Laboratoire pharmaceutique dont le taux de croissance est l'un des meilleurs de la profession à l'échelle mondiale, propose des postes de

Directeurs de filiales

dans plusieurs pays présentant d'importants développements.

L'essentiel est d'y assurer un haut niveau de compétitivité et de promotion de nos produits dans le respect de l'éthique médicale.



En parlant l'Anglais et le Français vous aurez ce qu'il vous faut pour vous faire comprendre.

Nous couvrons déjà plus de 100 pays, c'est vous dire si l'exportation n'est pas délaissée... et vous en concluez que nous cherchons de vrais professionnels, Médecins ou Pharmaciens de formation.

Envoyez lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant sur l'enveloppe la référence 419 M à RSCG CARRIÈRES - 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.

C'est un collaborateur du Laboratoire qui vous recevra.

Notre client est une société américaine spécialisée dans la fabrication et la distribution de "disk drives" de haute technologie. Il recherche pour sa filiale française, en voie de création un

Directeur des Ventes

Rattaché au Directeur des Ventes Europe il devra développer en priorité le marché français puis celui des pays de l'Europe du Sud.

Le candidat recruté aura une formation supérieure en électronique ou informatique, une expérience de 5 à 7 ans dans la vente de composants pour l'industrie informatique ou para-informatique et une bonne connaissance du marché des O.E.M. Il devra impérativement parler anglais.

A un salaire motivant s'ajoutera une prime d'intéressement.

Envoyez votre C.V. en indiquant un numéro de téléphone, sous réf. 651 M à MARIE-JO MARTIAL
Tour Manhattan, 6, Place de l'Iris, 92095 Paris La Défense 2

CADRE DE DIRECTION

pour rejoindre notre équipe de dirigeants. Avec eux vous gèrerez l'avenir de FSNH.

Outre la gestion comptable, vous aurez une mission d'animation des équipes (6 Chefs d'Agences, 2 Responsables Commerciaux), et la responsabilité des actions commerciales auxquelles vous participerez pleinement : les visites-clients vous conduiront à des déplacements sur toute la France.

A 35/40 ans, votre expérience d'utilisateur ou de commercial (en milieu informatique, bien sûr) vous permet de maîtriser parfaitement cette technique, quelle que soit la perspective de votre réussite. Votre jeunesse d'esprit, votre dynamisme et votre sens de l'entreprise nouvelle sont des atouts non négligeables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à France Système, 18, rue des Venzettes, 94200 Ivry-sur-Seine.

FRANCE SYSTEME

Fonction Personnel

UN VRAI PROFESSIONNEL
POUR UNE EQUIPE D'ENTREPRENEURS

N° 2 mondial de notre spécialité, nous réalisons plus de 2 milliards de F de chiffre d'affaires sur le plan international. Nos équipes sont unanimement reconnues pour leur performance et leur forte motivation. Nous recherchons un Professionnel de la fonction Personnel. En charge d'un Service d'une dizaine de personnes, vous serez non seulement le Chef du Personnel de la Société et du principal Etablissement (Siège) en assumant à ce titre ses missions d'administration, de gestion et d'animation - mais aussi l'un des piliers de la D.R.H. dans la mesure de son Animateur dont vous dépendrez vous confiera une mission de développement des procédures, des outils de gestion du Personnel et de la fonction Personnel.

Vous êtes DIRECTEUR ou CHEF DU PERSONNEL et maîtrisez les techniques et disciplines de votre métier acquises tant en FRANCE qu'à l'International. Vous avez au minimum 10 ans de pratique de l'Entreprise dans la fonction Personnel, vous parlez Anglais et disposez d'une solide formation. Vous êtes lucide sur les Hommes mais votre préoccupation est viable. Vous souhaitez enfin valoriser votre expérience et exprimer votre personnalité dans un contexte prenant, ouvert et très diversifié.

Si ce message vous a sensibilisé, merci d'adresser votre candidature sous réf. 40 à notre Conseil, Marc PELISSIER, Guillon Sélection, 83, rue Jouffroy, 75017 Paris (réponse et discrétion assurées).

GUILLON SELECTION

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL LEADER SUR SON MARCHÉ

Siège à Paris 6^e - Usine dans la région parisienne. Nous produisons et commercialisons des ENGRAIS.

Agé de 30 ans, vous animez une équipe avec des résultats commerciaux significatifs dans des activités au contact de l'agriculture (engrais, semences, céréales, phytosanitaires, etc.), devenez notre

FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL

Relevant du Directeur Commercial - dans le cadre de son départ à la retraite - et en relation fonctionnelle avec le Directeur usine, vous bénéficierez d'une large autonomie, au sein de l'équipe commerciale de 13 personnes. Dans un premier temps, vous ferez vos preuves dans les activités suivantes :

- OPTIMISER la répartition des produits entre les Délégués régionaux de ventes et leur apporter toute l'assistance nécessaire sur le terrain ;
- DÉFINIR la gamme des produits et en assurer la promotion et la publicité ;
- NEGOCIER les contrats avec les fournisseurs nationaux et étrangers de produits non fabriqués par la Société ;
- ETUDIER la concurrence et PARTICIPER à la définition de la politique commerciale.

Nous apprécierons de bonnes notions d'anglais.

Ecrivez sous réf. DC 97 M, en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil Richard BÉNATOUIL.

- GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris.

Discrétion absolue et réponse rapide assurées. Vous pouvez indiquer les entreprises auxquelles vous ne souhaitez pas communiquer votre candidature.

Important groupe services

recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL FILIALE

C.A. 140 MF, ville universitaire de l'Ouest pédestre
expérience réelle de direction effective
d'une unité opérationnelle du secteur privé concurrentiel.
Très large autonomie
400 000 F.

Env. sous n° 7264 M
LE MONDE PUBLI-
CITÉ, 5, rue de Montesson, Paris-7.

CENTRE DE GESTION AGRI- CULTURE

(800 agriculteurs adhérents)
recherche

DIRECTEUR (H./F.)

- Minimum : exp. en gestion et faculté agricoles ou D.E.C.
- Capacité de gestion d'entreprise et d'animation du personnel.

Env. c.v. et préférences au :
LE MONDE PUBLI-
CITÉ, 5, rue de Montesson, Paris-7.

COMITÉ D'EXPANSION ECONOMIQUE EN

SENE-MARITIME, recherche un

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

compétent en gestion finan-

cière et développement écono-

mique désirant travailler avec

les élus et les assemblées.
Adm. C.V. manuscrite et prêt.
Lettre, 8150, 78202 Dieppe Cedex.

URGENT
sexe, scolarité, socio. env.
recherche

SON DIRECTEUR

RESPONSABLE

chargé : gestion fin., personnel,
projet pédagogique. Env. lettre
c.v., avant le 22-5 à YVES,
16, rue de la République,
78180 TRAPPES.

Directeur de filiale

350.000 F +

Région parisienne - Un important groupe international spécialisé dans la fabrication et la diffusion de produits de quincaillerie et bricolage recherche le directeur de sa filiale française de distribution. Basé en région parisienne et rendant compte exclusivement au directeur général de la société-mère, il aura la responsabilité globale de la gestion et du développement de l'unité française : définition des objectifs, élaboration et conduite des politiques commerciale et du marketing, détermination des budgets, gestion administrative, financière et du personnel. Le poste conviendrait à un cadre commercial confirmé âgé de 30 ans minimum, et doté d'une solide formation de base. Il devra justifier d'une bonne maîtrise de l'ensemble des problèmes de distribution auprès des détaillants, grossistes, G.M.S., groupements d'achats... La connaissance de la vente dans les secteurs "quincaillerie" ou "bricolage" serait un atout apprécié. La pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle brute sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire en précisant la référence B/5876M.

PA

3, rue des Graviers - 92221 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Mâlel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

secrétaires

secrétaires

secrétaires

S O C A P E X

Connecteurs pour équipements électroniques professionnels recherche pour son établissement de SURESNES (92)

SECRÉTAIRE BILINGUE

Français-Anglais

Titulaire d'un BTS et pratiquant l'anglais courant, elle assurera principalement le secrétariat du département fibres optiques.
13^{ème} mois - Carifine.

Merci d'envoyer lettre, C.V., photo à
SOCAPEX Service du Personnel -
10bis, Quai Léon Blum,
92151 SURESNES.

SECRÉTAIRE DU PRÉSIDENT

bi. anglais, sténo, exp. en
présentation et en M. S. 065
Ecrire sous n° 7284
LE MONDE PUBLI-
CITÉ, 5, rue de Montesson, Paris-7.

Organisme professionnel pour Dauphinie, recherche UNE SECRÉTAIRE STENO-DACTYLO

niveau BTS.
Adresser lettre manuscrite +
c.v. + photo au n° M. S. 065
BLEU, 17, rue Labat, 94307
Vincennes Cedex
qui transmettra.

Pour son département CONSEIL EN RECRUTEMENT,
la CEGOS recherche une

Secrétaire

Elle devra être apte à prendre rapidement des initiatives dans un poste qui demande des capacités d'autonomie, d'organisation et qui implique de nombreux contacts avec les clients.

Cette fonction nécessite une formation BTS ou équivalent, une première expérience, une bonne pratique de la dactylo (traitement de Texte approuvé) et de la sténo.

Bureaux agréables - Restaurant d'entreprise - Parking.

Adresser lettre manus., C.V. détaillé et photo, sous référence 71720/M à
S. RAMON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Sélé
CEGOS

Rechercher, acheter, développer

Le Président d'une coopérative particulièrement bien implantée sur son marché recherche le

DIRECTEUR GÉNÉRAL de l'une de ses unités

Sur un marché porteur, sa mission consistera à négocier le rachat ou la mise en gérance de nouveaux magasins, puis d'en assurer l'animation et d'en suivre le développement.

Homme de terrain et gestionnaire rigoureux, vous avez l'expérience d'acquisition d'affaires et vous savez élaborer et conduire une politique marketing active et efficace.

Une personnalité forte, une bonne aptitude aux contacts humains, sont les qualités nécessaires pour réussir ce challenge.
Poste basé à Paris.

Merci de nous adresser C.V. photo récente et rémunération actuelle sous la référence 604 188M (à mentionner sur l'enveloppe).

B K C
PARIS-LOIREN-VOR-MAN

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

هكذا من الامل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Futur chef de fabrication

Vallée du Rhône - Filiale de groupe français de tout premier plan, cette société (1500 personnes) est leader mondial dans sa spécialité, la production de combustible nucléaire. Pour faire face au développement de ses activités et s'adapter aux produits nouveaux, principalement à l'export, elle recherche l'adjoint du responsable de fabrications mécaniques (usinage, soudage et montage de composants en acier inoxydable). Au sein d'un atelier composé d'une centaine d'ouvriers professionnels et équipé de machines à commande numérique, il sera particulièrement chargé de la production; il apportera son expérience aux efforts, déjà engagés, d'automatisation des moyens de production et de l'introduction de la robotique; il participera aux réunions techniques avec les clients. Etroitemment associé à la marche de cet atelier, il devra être capable d'en prendre l'entière responsabilité sous quelques années. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé, de formation AM ou équivalent, âgé d'au moins 30 ans et pouvant justifier d'une expérience significative en fabrication. Outre ses capacités au commandement, il a acquis de bonnes connaissances en équipements d'usinage, commande numérique, micro-informatique et robotique. La pratique de la langue anglaise constitue un atout supplémentaire. La rémunération et les possibilités d'évolution, tant au sein de la société que dans le groupe, sauront motiver des candidats de valeur. Ecrire à P. GYSELINCK en précisant la référence A/3936M.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chef de service électricité-automatisme

Spie-Trindcl

Cette filiale du groupe SPIE-BATIGNOLLES (30.000 personnes) recherche pour l'un de ses départements spécialisés dans les installations électriques, électromécaniques et développement d'automatismes industriels, un chef de service qui sera intégré au sein de l'agence de Poitiers. Dépendant du directeur de cette agence, il devra assurer le développement commercial de ses produits, notamment auprès d'une clientèle industrielle, promouvoir les solutions techniques dans le cadre de devis qu'il aura à finaliser et à gérer. Il animera une équipe d'une cinquantaine de techniciens dont 5 chargés d'affaires travaillant dans un large esprit de délégation. Ce poste s'adresse à un professionnel de l'installation électrique, âgé de 30 ans minimum et, si possible, de formation supérieure (ingénieur électricien de préférence). Son expérience de 5 ans au moins, acquise au sein de bureaux d'études d'une entreprise d'installation électrique ou dans la gestion de chantiers, lui permettra de s'imposer sur le plan technique et de promouvoir les solutions les mieux adaptées. Au salaire annuel qui sera fonction de l'expérience acquise, s'ajoutent un intéressement aux résultats et un véhicule de fonction. L'importance et la politique du groupe permettent d'envisager une carrière. Ecrire à J.B. FOURNIER en précisant la référence A/1401M.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.82
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

TELECOMMUNICATIONS enet

Le Centre National d'Etudes des
Télécommunications
recherche pour son centre opérationnel de LANNION

INGENIEUR SPECIALISTE PHYSIQUE DES SEMICONDUCTEURS

NIVEAU Grandes Ecoles ou Titulaire d'une thèse

Débuteur ou ayant quelques années d'expérience pour études des composants optoélectroniques utilisés pour les transmissions par fibre optique et analyse des technologies des émetteurs et détecteurs et évaluation des performances et de la faisabilité d'intégration dans les futurs systèmes de Télécommunications.
Adressez candidature man., C.V. détaillée et prêt, à
Jacques PÉQUEREAU - Division AMG - CNET LANNION B
B.P. 42 - 22031 LANNION

Société en pleine expansion dans les domaines électronique et informatique

recherche pour son service commercial

UN COLLABORATEUR

pour promouvoir et vendre les différents savoir-faire
de l'entreprise, conception matériel et logiciel.
Réalisation, maintenance.

Rémunération en rapport avec expérience et formation.

Envoyer C.V. et prétentions
à SODATEC, GARAT, 16410 DIGANC.



emplois internationaux

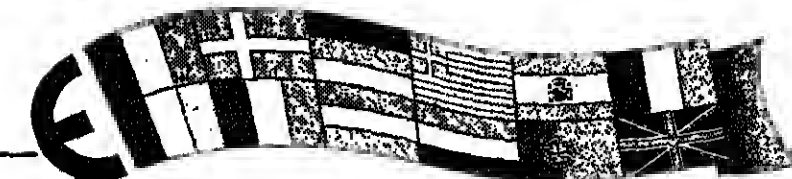
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)



A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS
organiza dois concursos gerais para a constituição de listas
de reservas de

INTÉRPRETES (m/f*) e INTÉRPRETES ADJUNTOS (m/f*)

QUERER SER INTÉRPRETE DE CONFERÊNCIA NA COMISSÃO DAS
COMUNIDADES EUROPEIAS EM BRUXELAS?

☐ Se tem nacionalidade portuguesa; ☐ se efectuou estudos universitários completos; ☐ se tem como língua principal o português e possui um conhecimento profundo de pelo menos duas das seguintes línguas: alemão, dinamarquês, francês, grego, inglês, italiano e neerlandês.

Pode obter o aviso pormenorizado dos concursos publicados no
Jornal Oficial das Comunidades n.º C 109 de 7 de Maio de 1986, dirigindo-se a:

☐ Commission des Communautés Européennes, Division Recrutement,
Rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES. Tél.: 02/235.11.11.

☐ Bureau de Presse et d'Information, Rua do Sacramento à Lapa 35,
P-1200 LISBOA. Tél.: 80.82.90.

Condições Particulares:

☐ INTÉRPRETES -
COM/LA/481 - LA 7/6

• possuir experiência profissional
pós-universitária de dois anos, dos
quais nove meses na qualidade de
Intérprete de conferência; • ter nascido
depois de 7 de Maio de 1947.

☐ INTÉRPRETES ADJUNTOS -
COM/LA/462 - LA 8

• possuir formação de intérprete de
conferência ou experiência compro-
vada nessa qualidade; • ter nascido
depois de 7 de Maio de 1953.

DATA LIMITE PARA RECEPÇÃO DAS CANDIDATURAS: 20 DE JUNHO DE 1986.

* A Comissão desenvolve uma política que tem por objectivo assegurar a
igualdade de oportunidades entre homens e mulheres em todas as pro-
fissões.

Administrateur des ventes export

Biens d'équipement



Rockwell
International

ROCKWELL SYSTEMES GRAPHIQUES NANTES appartient à
la division SYSTEMES GRAPHIQUES DE ROCKWELL INTERNATIONAL, groupe américain qui réalise un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de dollars. Cette division est leader mondial dans la fourniture de rotatives offset pour la presse. L'expansion continue de la filiale française - qui exporte sa production à 90 % - crée la nécessité de renforcer le potentiel du service administration des ventes par l'intégration d'un nouveau cadre. Celui-ci interviendra dans les divers domaines de la fonction -devis, préparation des contrats, conditions commerciales, administration des commandes et tous appuis à la force de vente. Ces fonctions requièrent une formation supérieure et un premier parcours professionnel développé dans les biens industriels, tant sur le plan technique que commercial. La pratique de la langue anglaise est impérative. La rémunération de départ sera déterminée par l'expérience et le poste présente des perspectives d'évaluation au sein de la société. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence A/1394M.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.82
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Profs d'eng. min. 25 a. pour
encadrer des ingé. en G-E-
48-80-02-39, 39-88-87-25.

Organisation internationale
allant à Londres recherche
STENOGRAPHE bilingue fr.-
angl., langue maternelle fr.,
22 a. min., salaire brut mensuel
757/885 livres net d'impôts,
5 semaines de congés. Ecrire à
Western European Union 9
 Grosvenor place Londres SW1
X 7 HL (Royaume-Uni).

En vue d'extension de notre bu-
reau de planning recherchons
ARCHITECTES/INGÉNIEURS

en bâtiment
Nation, française, parfaite
connaissance de l'allemand.
Nous demandons : expérience
dans l'échelle et l'exécution
du planning ainsi que dans la
préparation des devis et le cal-
cul des masses.

Siège de l'emploi : Haute-
Revue, de courte séjour en
Afrique sont prévus. Adressez
votre dossier complet de can-
didature (certificats, C.V., photo,
prétentions) à :

GERB, M AE R Z - KQ
AM Salsztadt 2
D-6200 Rosenheim.
Tél.: 19-48 08031/12041.
Téléc 525849.

Ingénieur d'affaires export

Biens d'équipement

Cette société française (1000 personnes environ) a acquis une excellente
notoriété dans le secteur des biens d'équipements lourds concernant les lignes et
procédés de soudage élaborés destinés à la carrosserie (automobile, aéronautique...)
Elle a su s'imposer dans un marché fortement concurrentiel et réalise actuellement
60% de son CA à l'export.

Rattaché au directeur commercial, cet ingénieur aura en charge :

- le suivi d'affaires complètes sur un secteur essentiel pour l'entreprise
comportant la RFA, la RDA, la Tchécoslovaquie et la Hongrie : mise au point des
propositions et cahiers des charges, négociations, suivi des études et des réalisations,
essais.

- la liaison entre les clients, les responsables commerciaux de la filiale allemande,
ou les agents des pays concernés, et les services de la société.

Ce poste, basé dans la proche banlieue sud de Paris, convient à un candidat d'au
moins 30 ans ayant acquis une solide expérience dans une fonction soit de
technico-commercial, soit d'ingénieur de production (BE, méthodes, fabrication).

Le goût des relations avec les clients et une maîtrise courante de l'allemand sont
indispensables. Déplacements de courte durée.

Si vous répondez à ces critères, écrivez en envoyant CV, références et prétentions
sous n.º 86055 M à

Q CAPIC 18 Rue Volney, 75002 Paris.

LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS organiza dos concursos oposición generales para la constitución de listas de reserva de:

INTERPRETES (m/f*) e INTERPRETES ADJUNTOS (m/f*)

¿QUIERE USTED SER INTÉRPRETE DE CONFERENCIAS EN LA COMISION DE LAS
COMUNIDADES EUROPEAS EN BRUXELAS?

☐ Si es Usted de nacionalidad española; ☐ si ha realizado Usted estudios uni-
versitarios completos; ☐ si tiene como lengua activa principal el español y
un conocimiento profundo de al menos dos de las lenguas siguientes: ale-
mán, inglés, danés, francés, griego, italiano y neerlandés.

Pida el anuncio detallado de los concursos publicados en el Diario Oficial de
las Comunidades n.º C 109 de 7 de mayo de 1986 dirigiéndose a:

☐ Commission des Communautés Européennes, Division Recrutement,
Rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES. Tél.: 02/235.11.11.

☐ Oficina de Prensa e Información, C/Serrano 41, 5.ª planta, E-28001 MADRID.
Tél.: 275.04.80.

Condições particulares:

☐ INTÉRPRETES -
COM/LA/459 - LA 7/6

• poseer una experiencia profesional
post-universitaria de dos años de los
cuales 9 meses en calidad de intér-
prete de conferencias; • haber
nacido después del 7 de mayo de 1947.

☐ INTÉRPRETES ADJUNTOS -
COM/LA/460 - LA 8

• poseer una formación de intérprete
de conferencias o una experiencia
acreditada en calidad de tal; • haber
nacido después del 7 de mayo de 1953.

FECHA LIMITE PARA LA RECEPCION DE LAS CANDIDATURAS: 20 de junio de 1986.

* La Comisión desarrolla una política que tiene por objeto garantizar la igual-
dad de oportunidades entre mujeres y hombres en todas las
profesiones.

emplo

LA CHAN

JEUNE IN

MOET & CH

LEADER EN EXPANSION

juris

Immuno

HAY

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LA CHANCE D'ENTREPRENDRE

Pas besoin d'aller bien loin pour cela. A Rouen, Le Havre, Cherbourg, Caen, Amiens ou Beauvais par exemple... Prendre rapidement des responsabilités, décider, mesurer ses résultats et cela dès le début de sa carrière : c'est le privilège du Génie Civil et du Bâtiment, où chaque chantier fonctionne comme une entreprise.

JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE VOUS SOUHAITEZ VOUS REALISER DANS UN ENVIRONNEMENT STIMULANT.

Filière d'un groupe leader, nous sommes en pleine santé. Notre volonté de diversification et d'expansion s'appuie sur un haut niveau de performance et d'innovation technique, ainsi que sur une informatisation maîtrisée.

Enfin notre taille humaine nous permet de privilégier l'intégration et la formation de nos collaborateurs. Nous vous proposons des postes en travaux, commercial et dans d'autres filières. Alors saisissez avec nous la chance d'entreprendre.

Et écrivez-nous : Direction des Ressources Humaines - QUILLE - Le Hastings - 2, mail Pélissier - B.P. 1048 76015 ROUEN

QUILLE

GROUPE BOUYGUES

REUSSIR ENSEMBLE

MOËT & CHANDON

LEADER EN EXPANSION DE SA PROFESSION

recherche

juriste

La Direction Administration accueillera ce juriste pour lui confier la responsabilité du service juridique du secteur Champagne du Groupe MOËT HENNESSY. Sa mission permanente sera le conseil des Directions opérationnelles et fonctionnelles de l'entreprise ainsi que la gestion de la Protection des Marques, des assurances, des baux, etc.

Ce poste conviendrait à un excellent juriste ayant une MAÎTRISE en DROIT PRIVÉ complétée par un DEA ou un DESS et possédant au minimum 3 à 5 ans d'expérience acquise dans un Service Juridique d'une grande ENTREPRISE. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Lieu de travail : EPERNAY.

Les dossiers de candidatures (C.V. + photo + prétentions) - sous réf. 3804 M. - à préciser sur l'enveloppe - seront traités par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75008 Paris

A MARSEILLE
et en ALGERIEGroupe impr. (80 filiales)
cherche pour sociétés négoc.
matériel travaux publics

INGENIEUR

Chef de ZONE
A. & M., Muret, T.P.
3 semaines/mois en Algérie
pour action technico-com.
Pour un jeune ingénieur
(diplômé ou 1^{re} expérience)
ou sans une première expé.
Basse Marnaise.

Lettre, C.V., prétentions
à AMS Sélection
5, avenue Foch,
13004 MARSEILLE.

A LIMOGES
bureau d'études en urbanisme
recherche

LE CHEF D'UN PROJET

de développement social
du quartier

De niveau maîtrise, sociologie
ou culturelle, ou Sc. Po.

Il met en place l'action de
D.S.C. avec les acteurs locaux
et assure sa mise en œuvre pendant
12 mois.

Bon négociateur, animateur de
réunions, il connaît la fonction
nement d'une commune. Il a
une expérience réussie de l'inter-
section des jeunes. Travail au
sein d'une équipe interdisciplinaire
où chacun est responsable de
son budget d'étude.

150 000 F. Lieu : LIMOGES
C.V. + PHOTO + LETTRE A

ASSOCIATION CAMPANILE,
23, RUE RICHELIEU,
30000 NIMES.

Théâtre
des Jeunes Années/Lyon
Centre dramatique national
recrute

UNO ADMINISTRATIF/THÉÂTRE

Adresser lettre + C.V. au :
Théâtre des Jeunes Années,
23, rue de Bourgogne, Lyon-6^e.

JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE

de pétrochimie
société internationale

LEADER DANS SON DOMAINE D'ACTIVITÉ
(USINES EN HAUTE-NORMANDIE).

Ce poste est à pourvoir au sein
d'une équipe jeune et dynamique.

An départ, services protection, mais ouverture possible.
Qualités principales : communication et sens du contact.

Adresser lettre, curriculum vitae, photo et prétentions
sous le n° 7274
La Née Pélissier
3, rue de Montigny, PARIS-7^e.

Productique automatismes industriels

Cette entreprise, jeune filiale de grands groupes internationaux, poursuit une expansion rapide qui la positionne au deuxième rang européen. Sa vocation : concevoir, fabriquer et commercialiser du matériel électronique sophistiqué lié à la productique et aux automatismes industriels. Pour renforcer ses équipes, elle recherche :

2 ingénieurs conception cartes communication - Rhône Alpes - Rattachés directement au responsable du service télécommunication, ils prendront en charge la spécification, la conception et la mise au point de cartes à microprocesseurs permettant d'interconnecter et de synchroniser des automates programmables. La conception de ces interfaces comprend une partie logicielle qui leur incombera directement. Ils exerceront toutefois une responsabilité de suivi global sur l'ensemble des études, tant matérielles que logicielles (planification et animation de tous les services concernés). Les candidats recherchés peuvent être débutants de formation ingénieur Sup. Télécom ou option télécommunication, mais une première expérience dans un domaine voisin serait un atout important. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/T 7134M.

Ingénieur automaticien étude fonction de diagnostic - Rhône Alpes - Directement rattaché au chef de service, il est chargé de piloter la conception et la mise au point de cartes électroniques intégrées à des automates programmables en vue d'assurer, pendant le fonctionnement, la surveillance et le diagnostic des pannes ou des dysfonctionnements du processus commandé. En tant que leader des projets, il est responsable de la conception matérielle (conformité) et logicielle. Ce poste s'adresse à un ingénieur électronique débutant, généraliste ou spécialisé en électronique digitale et linéaire. La connaissance des microprocesseurs sera un atout important. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/T 7135M.

Ingénieur de conception d'interface analogique - Rhône Alpes - Il assure la conception et la mise au point de cartes d'interfaces analogiques à microprocesseurs destinées à connecter un automate aux parties analogiques d'un processus industriel (élaboration des schémas électriques, des logiciels associés à chacune des cartes et qualification de celles-ci vis à vis des normes ou standards d'homologation). Ce poste s'adresse à un ingénieur électronique débutant, généraliste ou spécialisé en électronique digitale et linéaire. La connaissance des microprocesseurs sera un atout important. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/T 7136M.

2 Ingénieurs-électroniciens - Midi Pyrénées - Intégrés dans des équipes de conception et d'étude pour l'architecture de base d'automates programmables, ils seront chargés de concevoir des cartes à micro-processeurs depuis les schémas jusqu'au prototype et pré-séries. Ces postes conviennent à des ingénieurs type SUPELEC, ENSI, INSA motivés par une fonction à dominante matériel. Une orientation ou des compétences en télécommunication et/ou informatique et/ou analogique (alimentation), sera appréciée. Ecrire à L. PEYSALE en précisant la référence A/T 7113M.

Ecrire en précisant la référence du poste choisi.

PA

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.63
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

TURBOMECA

Aquitaine - Cette importante société du secteur aéronautique (4 300 personnes, 2 milliards de francs de chiffre d'affaires), est à la pointe de la technologie des turbines de petite et moyenne puissance. Dans le cadre du développement de sa stratégie mondiale (70 % du chiffre d'affaires à l'exportation), elle crée au sein de sa direction commerciale, située à FAU, les postes de :

Ingénieur spécialiste étude de prix, devis, statistique

Il aura pour mission d'établir les bases de la politique des prix aussi bien dans le domaine des études et recherches que dans celui de la fabrication et des services. Travaillant en étroite collaboration avec les autres départements de la direction commerciale ainsi qu'avec les services comptables et techniques de la société, il devra proposer des méthodes d'élaboration de prix de vente. Ce poste s'adresse à un candidat de formation ingénieur type AM, ENSI, ESTACA... ayant une expérience minimum de 4 à 5 ans en production et/ou recherche et développement, ayant permis une approche des problèmes d'évaluation des coûts. La pratique de l'anglais est nécessaire. Des déplacements de courte durée sont à prévoir en France et à l'étranger. Réf. A/T 7108M.

Ingénieur d'affaires chargé de la promotion des ventes

Il sera pleinement associé aux différentes missions incombant au chef de département auquel il sera directement attaché. Au-delà de la prospection des aviateurs, la préparation et la négociation des offres commerciales, il lui sera également confié des dossiers d'études de marché dans le cadre de lancement de produits nouveaux. Il participera à la conception de la documentation technico-commerciale. Le candidat que nous recherchons est un jeune ingénieur généraliste et/ou de formation aéronautique/mécanique pouvant justifier d'une première expérience réussie dans la préparation et la négociation de contrats industriels. La connaissance de l'anglais est indispensable et le poste requiert une grande disponibilité pour de fréquents déplacements de courte durée. Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution pour un candidat motivé. Réf. A/T 7133M.

Ecrire en précisant la référence choisie à M. FABRE.

PA

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.63
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Important laboratoire spécialisé en immunologie recherche

Immunologiste

Il conduit des projets de recherche portant sur de nouvelles formes galéniques appliquées aux vaccins. Il définit de nouveaux systèmes, évalue leur efficacité *in vitro* et *in vivo* en les testant sur différentes espèces animales.

Pour ce poste, nous attendons un(e) candidat(e) de formation scientifique supérieure : universitaire, vétérinaire, médecin, pharmacien. Il justifie de connaissances approfondies en immunologie, acquises au travers d'une formation complémentaire (Institut Pasteur, CES) et de 2 à 3 ans d'expérience en laboratoire de recherche, qui lui auront permis de maîtriser un bon nombre de techniques immunologiques et d'accéder à un bon niveau de réflexion dans ce domaine. La pratique de l'anglais est nécessaire pour collaborer avec des partenaires étrangers.

Merci d'adresser une lettre de candidature motivée avec CV, photo et prétentions, à Joëlle Khout Duy, sous réf. 869 M.

HAY Managers

Le Rhodanien
5 place de la Gare, 69003 Lyon.



Jeunes ingénieurs
construction. Troyes.

Le Groupe SOCOOTEC (2400 personnes en France et dans le monde) s'est acquis, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans les milieux du Bâtiment et de l'Industrie.

Dans le cadre de notre activité en Champagne, nous recherchons deux jeunes ingénieurs construction pour participer au développement de notre agence de Troyes. Vous avez un diplôme d'INGÉNIEUR GENIE CIVIL - STRUCTURES et éventuellement une formation complémentaire, type CHERAP de brevets de prévention ou l'agrément mondial 3ème catégorie serait apprécié pour l'un d'entre eux. Vous avez acquis une première expérience professionnelle de quelques années. Après une période de formation à nos méthodes, vous prendrez en charge le suivi complet (technique et commercial) des affaires qui vous seront confiées.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature sous référence 86.14 à P. CANDÉS - SOCOOTEC - Département du Personnel - 3, avenue du Centre 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Importante Société d'Exportation et Négociation de Matières Premières Agricoles recherche

Chargé d'Exécution export maritime

Il aura dans le cadre d'une équipe à s'occuper plus particulièrement des affrètements et de la gestion des transports maritimes de nos produits.

Une expérience dans ce domaine d'activité est nécessaire.

Ecrire avec C.V. sous réf. 7879 M à : BLEU PUBLICITÉ - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

Akzo Coatings France
recherche pour ses laboratoires de R. et D. situés au Nord de Paris un

PHYSICO-CHIMISTE

De formation supérieure ayant de préférence un doctorat ou une première expérience industrielle dans un des domaines suivants :

Analyse de surface, mécanique et rhéologie des polymères, analyses physico-chimiques.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à Mme LACOSTE - AKZO COATINGS Tour AKZO - 164, rue Ambroise-Croizat 93204 SAINT-DENIS

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES

recherche dans le cadre de son activité en Région Parisienne

JEUNE INGÉNIEUR

DIPLOMÉ (E) E.T.P.-I.N.S.A.

ayant de préférence 2 ou 3 années d'expérience professionnelle, même éventuellement débutant (s), pour participer aux études et assurer la coordination générale d'opérations de bâtiment et d'infrastructure.

Le poste à pourvoir nécessite le sens des contacts humains et l'esprit d'initiative.

Adresser curriculum vitae sous le n° 7277 : LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, PARIS-7, qui transmettra.

Chef de service comptabilité et gestion

PUISSANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE très solide financièrement et leader sur son marché, recherche pour l'une de ses directions régionales un Cadre Comptable.

Après une période de formation en collaboration avec le titulaire actuel du poste, il sera rattaché au Directeur de la région et assurera l'encadrement d'une quinzaine de personnes avec la responsabilité de l'ensemble des travaux du service :

- comptabilité générale et analytique,
- élaboration et suivi des budgets,
- provision de trésorerie,
- reporting comptable et budgétaire.

Une formation supérieure (DUT, DECS...) ainsi qu'une première expérience comptable en cabinet ou en entreprise sont impératives.

Poste très intéressant par sa polyvalence et son niveau de responsabilité pour un candidat de bon potentiel.

Poste : Nancy. Rémunération en fonction de l'expérience.

Ecrire sous réf. AK 502 CM Discretion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Emballage plastique alimentaire Gérer et développer les ventes France et export

Un des grands de l'emballage plastique cherche, dans le cadre de son expansion, un Responsable Commercial de valeur pour lui confier le développement d'une de ses grandes lignes de produit.

Il aura comme clients d'importantes sociétés alimentaires, France et étranger (secteur produits laitiers, viande, surgelés...).

La réussite dans ce poste implique :

- une formation supérieure, école de commerce ou équivalent,
- une expérience commerciale d'environ huit ans (France + export),
- une parfaite connaissance de l'anglais + allemand + éventuellement l'espagnol,
- et des qualités de dynamisme, de contact et d'excellent négociateur.

Poste basé : 60 km sud-ouest de Paris. Ordre de grandeur de rémunération : 300.000 F.

Ecrire sous réf. JR 495 AM Discretion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Chef de projet études générales conception et réalisation adjoint à chef de service

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE 1.200 personnes, filiale d'un groupe leader de 12.000 personnes, met en œuvre des techniques diversifiées, offre un poste très formateur à un jeune ingénieur ECR Mines, AMI, ayant environ 3 ans d'expérience professionnelle pour succéder le Chef de Service Etudes Générales.

Intégré à une équipe performante de bon niveau, elle-même rattachée au Directeur Général de la Société, il mènera des projets jusqu'à leur réalisation, touchant des domaines variés : introduction de nouvelles techniques, réalisation d'équipements, études économiques, informatiques et méthodes.

La réussite dans ce poste implique : une grande curiosité intellectuelle, la capacité à s'adapter rapidement à des activités diversifiées, de bonnes capacités de contact et de pédagogie, un tempérament de réalisateur. Réelles perspectives d'évolution ultérieure dans la société ou le Groupe à des postes fonctionnels ou opérationnels.

Poste à Lille.

Ecrire sous réf. MU 498 CM Discretion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

ENSTA, ECP, ESE, doctorat Recherche et développement Côte d'Azur

Centre de recherche et de développement de la Délégation Générale de l'Armement, doté de puissants moyens et d'équipes performantes travaillant dans des secteurs de pointe (acoustique sous-marine) recherche un Ingénieur grande école ou docteur 3^e cycle formé aux systèmes électroniques et à l'analyse de systèmes.

Ce poste conviendrait à un candidat débutant possédant une première expérience, ayant de sérieuses connaissances en traitement du signal et signaux aléatoires, outils et méthodes de simulation et recherche opérationnelle.

Il sera chargé de modélisation, de simulation, de conception et d'évaluation de systèmes.

La réussite dans ce poste implique un haut niveau scientifique et un esprit d'équipe marqué.

Ecrire sous réf. BL 503 AM Discretion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

emplois régionaux

HPT

Ingénieur qualité

Notre société, associée à d'autres entreprises françaises ou étrangères, se situe parmi les leaders sur le marché des terminaux téléphoniques et des matériels associés.

Pour faire face à notre développement, nous recherchons, pour notre département QUALITE, un INGÉNIEUR.

Les responsabilités principales de ce cadre concerneront :

- la qualification des COMPOSANTS,
- les analyses techniques des défaillances en production,
- la normalisation interne.

Ce poste motivera particulièrement un ingénieur, ayant une première expérience en contrôle QUALITE, intéressé par une entreprise en expansion qui se dote de moyens techniques modernes et performants.

Lieu de travail : Haute Savoie, entre Genève et Mont-Blanc.

Ecrire à H.P.T. Direction du Personnel Avenue de Savoie, 74130 Bonneville.

UN CADRE A.

pour prendre la Direction des Finances Départementales.

Le titulaire du poste, sous l'autorité du Directeur Général des Services du Département, assurera la coordination et l'animation d'un service comprenant :

- Le Bureau du Budget
- Le Bureau des Recettes et des Marchés
- Le Bureau de la Comptabilité

Une expérience dans ce domaine serait appréciée.

Le poste est à pourvoir immédiatement.

Adresser candidature et c.v. à :

Monsieur le Président du Conseil Général

Mission de l'Administration Générale et du Contentieux

Hôtel du Département 21X 72040 LE MANS Cedex.

Ch. ingénieur ESO, 3 ans minimum d'exp. pour Site d'optique et d'optique Sud-Est. ECR, Bureau n° 3 870, pl. Docteur-Joubert, 04100 MANOSQUE.

SOCIÉTÉ DE RECRUTEMENT en développement rapide recrutent pour LYON

PSYCHOLOGUE DE RECRUTEMENT

- Première exp. de cadre en recrutement de cadres et ingénieurs.
- Exp. d'équipe adj. à de multiples capacités d'auto-motivation.

Ecrire avec c.v. et photo, sous réf. MPH à AD'COM, 3, avenue des Ternes, 75017 PARIS.

Cherchez option diplômée pour direction centre optique musculaire Avicenne

Situation cadre, Avenir assuré, libre 1^{er} juillet

ECR. SUP-EST MEDIA 7.62.1 B.P. 141, 25104 ROMANS cedex

SOCIÉTÉ D'EXPORTATION COMPTABLE

180 km Nord de Paris recherche pour renforcer ses structures

FISCALISTE

avec expérience minimum de 5 ans

Dans une clientèle composée de PME-PMI, d'importance moyenne, il devra, dans un cabinet de taille humaine, assurer un rôle de conseil fiscal et juridique. Poste motivant très intéressant

Adresser votre C.V. manuscrit et prétentions sous le n° 7.244 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Vendre à très haut niveau

MANAGEMENT CONSULTING

voir ses produits auprès de dirigeants des entreprises françaises.

Le candidat souhaité (m/f), d'une formation supérieure et maîtrisant parfaitement l'anglais, est âgé d'environ 40 ans. La connaissance de l'italien et/ou de l'espagnol est un atout supplémentaire.

Il a l'expérience des affaires, une bonne connaissance des milieux décisionnaires des entreprises et a exercé des fonctions impliquant des responsabilités opérationnelles à haut niveau, en France ou à l'étranger.

Il a un excellent contact, le goût du challenge et apprécie les méthodes rigoureuses.

Le poste est doté d'une large autonomie et exige de fréquents et courts déplacements. Assorti d'un salaire très motivant et de primes de performances, ce poste peut être le point de départ d'une remarquable évolution de carrière au sein du groupe.

Adresser c.v. avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 236 (à mentionner sur l'enveloppe) à Universal Communication, chaussée de La Hulpe 122, B-1050 Bruxelles, Belgique.

Paris - Ce groupe international a pour vocation la mise en place de systèmes de réduction des coûts d'exploitation visant à améliorer les performances des entreprises.

Depuis 40 ans, plus de 10.000 sociétés dans le monde ont bénéficié de ses interventions.

Implantée depuis 10 ans en Europe, la filiale européenne recherche un commercial de très haut niveau capable de promouvoir ses produits auprès de dirigeants des entreprises françaises.

AMI Société française (400 personnes, 180 MF de CA) fabrique et commercialise des produits en matières plastiques et résines destinés au grand public et à l'industrie. AMI occupe une place de premier plan dans la distribution de mobilier de jardin, de la décoration florale et du ménage et réalise 20% de son chiffre d'affaires à l'étranger à travers des filiales, d'agents ou de revendeurs. Aujourd'hui nous proposons à un

jeune chef de produit

de nous apporter son sens créatif et commercial. Vous êtes attiré par les mutations de la mode et de l'esthétique. Vous savez utiliser ces atouts grâce à une maîtrise des éléments marketing. Votre objectif est de proposer et de réaliser le développement de la gamme mobilier extérieur en relation avec la recherche et le développement. Vous représentez un soutien constant pour la force de vente études de marché, concurrence, publicité. Vous êtes soucieux de la rentabilité des lignes de produits et de leur évolution technologique. Cette description de poste vous est familière parce que vous êtes déjà un professionnel dans ce domaine et ceci depuis environ 3/4 ans. Vous avez eu l'occasion de travailler sur des produits relatifs à la décoration intérieure et au design par exemple. Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce ou vous avez suivi un cursus un peu différent mais qui vous a initié au marketing et à la gestion.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 1152-M à REALISE, B.P. 2233, 69213 LYON CEDEX 02 qui nous assiste dans cette recherche confidentielle.

la Villette
Club des Sciences et de l'Industrie

Chargé d'études statistiques HF

La Médiathèque de la Cité des Sciences et de l'Industrie propose, dans le cadre de son Département Développement, le poste de Chargé d'Etudes Statistiques. Il sera chargé de la conception, de la mise en place et du suivi des outils de mesure

permettant l'évaluation permanente des travaux et services de la Médiathèque. Il aura une large autonomie et sera aidé par une Assistante de formation bibliothécaire. Il aura de nombreux contacts avec les Responsables des différents services de la Médiathèque et des liaisons avec le Service Informatique. Ce poste convient à un diplômé d'études supérieures (par ex. Maîtrise Sciences Economiques ou Ingénieur), ayant au moins 2 ans d'expérience en Statistiques ou suivi de projets comme par exemple dans l'ingénierie. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous réf. 11732M à Denise de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS, Tour Chénouet, 204 Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de Syntec

هكذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Tout le monde en Michelin!

JEUNES INGÉNIEURS,

Michelin vous propose de participer à son développement dans les domaines suivants : Production, Etudes, Recherche, Informatique. Par la diversité de ses activités et l'importance de ses moyens de formation, notre groupe offre à des hommes et des femmes de valeur la possibilité d'évoluer dans les fonctions les plus variées.



MICHELIN

Ecrire en joignant C.V. à Michelin : Service du Personnel - Réf. 5263
Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

Le Monde

Le grand quotidien national, oui, mais aussi une entreprise avec des contrats à signer, des règles à respecter, des procédures à suivre, des réformes à inventer. Voilà le Monde avec ses ambitions de toujours et les défis des nouveaux médias. Le secrétariat général recherche un juriste pour

Gérer les affaires juridiques et conseiller la direction

200.000 +

Au rythme de la vie du quotidien, vous étudierez, proposerez et négocierez des contrats pour assurer les personnes et les biens, pour acheter, louer, céder des meubles et des immeubles, pour concrétiser des accords d'assistance technique ou de commercialisation... Au rythme des affaires, rompu aux procédures du droit des sociétés et à l'affût des nouvelles dispositions et de leurs incidences fiscales, vous saurez conseiller la Direction dans toutes les décisions importantes qui jalonnent la vie du journal : réformes statutaires, création de filiale, partenariat...

En fait un rôle de conseiller, auprès de la Direction mais aussi aux côtés de tous les services - rédaction, marketing/publicité, comptabilité, diversification... Un professionnel du droit - Droit des sociétés, Droit commercial propriété - avec une formation supérieure de type DESS, une expérience de 4 à 5 ans en entreprise dans un poste similaire, réussira s'il sait allier à la méthode et à la technicité du juriste le sens des contacts et le talent du négociateur habile.

Merci d'envoyer (lettre, CV, photo) sous référence 3317 M, 1 rue de Berni - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

BAYARD-PRESSE JEUNES recherche RÉDACTEURS (H/F)

JE BOUQUINE

Nous venons de fêter notre deuxième anniversaire et notre équipe s'agrandit. Nous recherchons un rédacteur qui participera aux différentes rubriques de la revue (livres, cinéma, dossiers, jeux, etc.). Si vous possédez une très bonne connaissance de notre public (adolescents 10-14 ans), de réelles capacités rédactionnelles et une expérience réussie dans le domaine de la communication (presse, édition, enseignement, T.V., pub ou autre), nous vous offrons l'opportunité de participer à la réalisation d'un produit pédagogique et distrayant de qualité.

B&L : MIA 436

PHOSPHORE

« Le magazine des années lycée »

Outre de réelles aptitudes rédactionnelles, vous avez acquis au travers d'une expérience pédagogique ou éducative de quelques années, une excellente connaissance de notre public (3^e de terminale, enseignement général et/ou technique). Nous vous proposons de venir rejoindre l'équipe de notre mensuel au sein de laquelle vous participerez à la réalisation de certaines rubriques, notamment éducation, vie ou lycée.

B&L : MIA 437

Nous vous remercions d'adresser vos lettres de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :

BAYARD-PRESSE, Direction des affaires sociales
3, rue Bayard, 75008 Paris

Marketing direct pour un junior entreprenant

Cardif spécialisée dans le domaine de l'épargne, des placements et de la retraite, est devenue l'une des toutes premières sociétés d'assurances-vie et de capitalisation du secteur privé.

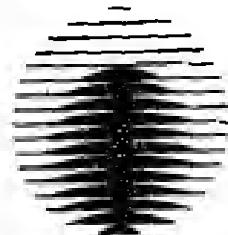
Jeune diplômé d'une Ecole de Commerce, vous avez acquis de préférence une première expérience dans le secteur marketing direct.

Venez vous associer à notre développement en rejoignant notre équipe VPC.

Vous aurez à négocier et à monter avec nos partenaires (banques, fiduciaires...) des opérations de marketing direct : propositions et présentations de projets, contacts avec les agences, montage et suivi techniques, analyses qualitatives et quantitatives de résultats.

Vous avez le tempérament et la rigueur d'un entrepreneur, vous êtes pragmatique, créatif et autonome, venez rejoindre le service VPC de Cardif, où vous pourrez développer votre excellent sens du contact avec nos partenaires internes et externes.

Pour cela, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature sous réf. 343 à Béatrice Plantureux, Compagnie Bancaire, Service Orientation-Recrutement, 5 av. Kléber 75116 Paris.



CARDIF

groupe de la compagnie bancaire

Des relations médicales sur mesure...

Filiale pharmaceutique française d'un important groupe international, nous cherchons un

Médecin relations médicales

pour notre direction médicale à Lyon.

Pour nous, les relations médicales consistent à promouvoir auprès des médecins leaders d'opinion, l'image médicale de notre laboratoire et de nos produits. Ce médecin prend en charge la promotion d'un antidépresseur à travers des actions variées qui vont de l'organisation de congrès à celles de rencontres et de débats sur des thèmes médicaux ou scientifiques.

Homme ou femme, 35 ans minimum, il a une bonne formation médicale et a acquis son expérience en milieu pharmaceutique, laboratoire ou agence. C'est un homme ou une femme de communication et d'organisation qui sait créer un climat de confiance.

Résidence à LYON.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 490/LM, à Annick LUCCHINI - Jacques TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.



jacques tixier s.a.

MEMBRE DE SYNTec

Industrie de pointe

Futur directeur du personnel

Si le poste est classique dans son contenu technique (Emploi, Formation relations sociales, rémunération...) il l'est beaucoup moins du fait de l'environnement. Directement rattaché à la Direction Générale vous assurez à terme, aux plans techniques et politiques toute la fonction dans une société en pleine mutation industrielle et donc humaine.

Prévoir, imaginer, adapter, préparer les hommes aux structures de demain tout en gérant le capital d'aujourd'hui, nécessite une forte personnalité, d'excellentes bases techniques et un bon sens politique.

Le niveau de dialogue et la complexité des structures requièrent une très grande mobilité personnelle.

C'est ce que vous propose cette importante société (1200 Pers. - 600 MF de CA).

A 35 ans environ, nécessairement diplômé de l'enseignement supérieur (droit/gestion...) vous justifiez d'une dizaine d'années de fonction personnel opérationnelle.

Le milieu industriel ou informatique vous est familier et vous avez su mettre en oeuvre des outils, et en assurer le suivi de réalisation et le contrôle effectifs à tous niveaux.

Vos résultats en sont le reflet.

Le poste est à pourvoir en janvier parisienne.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 177 D, à Olivier Chaurmet, OC Conseil, 15, rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil

Ressources humaines

PARIS - LYON

Jeune Diplômé en Droit Social

(DEA - DESS)

Après une première expérience réussie, développez votre carrière :

Rejoignez notre Direction des Relations Sociales

• Vous assisterez et conseillerez les responsables et les chefs de personnel de nos différents établissements en matière de législation et application du droit du travail.

• Vous participerez à la rédaction du bilan social, des notes de service et à la synthèse du droit d'expression des salariés.

• Vous réaliserez des études juridiques liées à la gestion du personnel.

Le goût du travail en équipe, des qualités d'analyse et de synthèse seront nécessaires à votre réussite. Votre aptitude à la négociation et à la décision favorisera une évolution de fonction vers les relations avec les partenaires sociaux.

Pour en savoir plus, merci d'adresser lettre, C.V. et photos à :

Marc LE BEGUEZ UAP - TOUR ASSUR.
Service de l'Emploi - 34 F Cédex 14, 92063
Paris-La Défense.

UAP

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE
désirant renforcer son Service Assurance, cherche :

UN SPECIALISTE VIE

possédant une expérience confirmée de 8 à 10 ans de la technique et de la gestion des assurances collectives et une bonne connaissance des produits d'épargne et de retraite acquise en compagnie ou dans un cabinet de courtage.

Agé de 35 ans environ, le candidat devra faire preuve de goût du contact, de sens de l'organisation, d'esprit d'analyse et de synthèse.

Une formation juridique et la pratique courante de l'anglais seraient appréciées.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et présentations sous réf. 53744 (mentionnée sur l'enveloppe) à Deb's
140, rue de Courcelles - 75017 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

MISSION DE CONFIANCE POUR CANDIDATS AU SUCCÈS

THOMSON SEMICONDUCTEURS : un taux exceptionnel de croissance, un investissement permanent en hommes de valeur et en moyens de production, une expansion internationale confirmée par le rachat des actifs de MOSEK (U.S.A.) devront nous conduire à réaliser notre ambition : être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990.

Nous cherchons aujourd'hui à intégrer des candidats à fort potentiel susceptibles d'optimiser notre performance et de se préparer à devenir ainsi des

RESPONSABLES DE HAUT NIVEAU (X, Centrale, Arts et Métiers, HEC, INSEAD...)

Dans un premier temps, pendant une mission de plusieurs mois, au point névralgique de l'organisation, vous testerez vos capacités d'observation, votre créativité et votre pragmatisme. La qualité des résultats que vous obtiendrez constituera un tremplin pour des fonctions de responsable dans le domaine du marketing, du planning ou de la production.

Cette mission s'adresse à des diplômés de Grandes Écoles à fort potentiel, débutant ou ayant une première expérience (1 ou 2 ans) et maîtrisant la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., prétentions) à THOMSON COMPOSANTS
Direction des Ressources Humaines - 101, boulevard Murat, 75116 PARIS.

**THOMSON
SEMICONDUCTEURS**

Chef de projet messagerie

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
RECHERCHE POUR SON DEPARTEMENT TELECOM-
MUNICATIONS A ST QUENTIN EN YVELINES UN
CHEF DE PROJET MESSAGERIE

Il aura la responsabilité de mettre en place un grand système de messagerie ouvert à l'ensemble du Crédit Agricole, (Aspects technique et d'organisation), relations avec les fournisseurs et les utilisateurs, suivi technique et budgétaire, planification, recettes...

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (grandes écoles, université) possédant une sérieuse expérience de la gestion de projet et des compétences dans les domaines des réseaux, de la communication de messages, des environnements sur mini.



CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE

Pour venir en discuter, veuillez nous adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et rémunération actuelle, sous référence SB/0423, à CNCA, Service Gestion des Personnes St-Quentin-en-Yvelines - 78280 GUYANCOURT.

FRAMENTEC RECHERCHE DES INGENIEURS QUALIFIES, MOTIVES PAR UNE ACTIVITE EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.

Société leader en pleine expansion renforce sa direction technique. Sont disponibles :

- des opportunités en ingénierie de la Connaissance, demandant une grande faculté d'adaptation à des domaines variés, allée à une bonne maîtrise des techniques de système experts.
- plusieurs postes pour le développement d'outils informatiques d'I.A., demandant le goût et l'expérience de la programmation.
- quelques postes en recherche et développement, pour lesquels une expérience significative - par exemple un doctorat - est exigée.

FRAMENTEC
Expert en intelligence artificielle.

Veuillez adresser lettre + CV à FRAMENTEC, attention de Madame Cherfi, RN 186, La Boursidière, 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

INGENIEUR COMMERCIAL FRANCE et EXPORT

Jeune société de Services informatiques ayant réussi sa première étape : un des leaders en France sur la gestion des patrimoines des entreprises importantes, recherche pour son projet de développement France et Export, un ingénieur commercial (basé à Lyon ou Paris) capable à court terme de coordonner les réseaux et d'animer une équipe.
Contacter Gérard GUILLEMOT (GUILLEMOT S.A.) - 55, avenue de la Mavéria - 74000 ANNECY.
Dossier et références remis après entretien.

Filiale française d'un groupe international de consultants

recherche

CHEF COMPTABLE

- 4 à 5 années d'expérience, si possible dans un poste comparable.
 - Anglais courant impératif.
 - Rémunération 180.000 F/an.
- Le poste implique la prise en charge complète de l'ensemble des aspects comptable juridique, social, financier ainsi que le reporting mensuel de cette société de consultants qui compte, pour l'instant, une trentaine de personnes.

Adressez C.V. et prétentions à
M. CH. PAOLASSO
C.D.V.

114, avenue Charles-de-Gaulle,
92522 Neuilly-sur-Seine.

Se réaliser dans la fonction chef du personnel !

C'est l'opportunité qu'offre le groupe WAGONS LITS à un jeune cadre, dans une unité d'exploitation ferroviaire de 600 personnes à PARIS. Sous l'autorité du Directeur de l'unité en liaison avec la Direction Française, vous assumerez l'ensemble des responsabilités liées à la fonction (gestion des ressources humaines, recrutement, formation, administration et relations sociales).

De formation supérieure droit ou gestion du personnel, à 35 ans environ, vous possédez une expérience d'au moins 5 années dans la fonction. Homme de terrain et de contact, en intégrant notre groupe, vous aurez les moyens de réaliser vos ambitions.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétention. Compagnie Internationale des Wagons Lits et du Tourisme Service Recrutement 10, rue Froment 75011 Paris.

Futur directeur d'un organisme de formation

Un important syndicat patronal recherche le futur Directeur d'une ASFO, agissant pour la branche professionnelle de la chimie et dont les activités concernent : la formation initiale, la formation continue et la formation en alternance.

Le dirigeant que nous recherchons sera un gestionnaire et un animateur et son impulsion donnera un fort développement à cette ASFO. Il sera en particulier chargé :

- de gérer la planification et la répartition des fonds de formation,
- de créer de nouveaux programmes et de veiller à leur diffusion ainsi qu'à leur réalisation,
- d'assurer les relations avec les industriels, l'éducation nationale et l'ensemble des organismes concernés.

Ce poste conviendrait à un candidat de valeur, ayant une formation supérieure, l'expérience de la gestion d'un service de formation et la connaissance de l'industrie chimique. Il sera rigoureux, dynamique, créatif et il aura à cœur de jouer un rôle moteur dans la croissance et le rayonnement de cet organisme.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 250.000 F. +

Ecrire sous réf. PX 501 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Une entreprise dynamique et performante,
qui étudie et réalise des installations
électriques pour l'industrie et le bâtiment,
offre deux postes à des candidats de valeur.

• Chef du service travaux

Cadre confirmé, il aura une formation d'ingénieur ou un niveau équivalent et une solide expérience dans la conduite des travaux, dans les domaines : courants forts, courants faibles et, si possible, automatiques. Il assurera la responsabilité des travaux, sur le plan technique et économique et il dirigera une équipe de 30 monteurs.

référence BL 450 AM

• Jeune ingénieur d'affaires

Ingénieur électricien, il aura 2 à 3 ans d'expérience (la candidature d'un débutant, de très bon potentiel, ayant effectué des stages intéressants, peut être envisagée). Il assurera des responsabilités technico-commerciales : devis, négociation, suivi des études en liaison avec le B.E.

référence CM 451 AM

Ces deux postes impliquent dynamisme, bon contact, qualités techniques allées à un sens de la gestion, volonté d'être des partenaires actifs dans le développement de la société.

Postes à Dijon.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Chef de service comptable

Une société commerciale de premier plan (vente de produits industriels, CA 1 milliard, 14 succursales), filiale d'un grand groupe international, recherche son Chef de Service Comptable.

Il sera chargé :

- d'assurer la centralisation et la consolidation,
- de jouer un rôle de contrôle, formation, assistance auprès des antennes comptables des succursales,
- de gérer la trésorerie ou jour le jour,
- d'assurer les liaisons avec l'informatique,
- d'animer son service.

Ce poste conviendrait à un candidat ESC et/ou DECS, ayant B à 10 ans d'expérience lui ayant donné de solides connaissances comptables (l'habitude de sociétés à succursales multiples serait un atout) et témoignant de solides qualités de rigueur et de dynamisme.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 250.000 F. +

Ecrire sous réf. LT 497 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

BASE SPATIALE
EN GUYANE

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES recherche pour sa base de lancement en GUYANE

2 PLANIFICATEURS BTS ou DUT

Il sera chargé, pour chaque campagne de lancement de la fusée Ariane, d'établir et d'actualiser un planning général comprenant des activités "lanceurs" - "charges utiles" - "base de lancements".

Une première expérience professionnelle en tant que planificateur est indispensable. Anglais souhaité.

Evolution de carrière assurée au CNES en métropole au terme du séjour en Guyane.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 5122 à : EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney 75002 PARIS, qui transmettra.



Emplois et Entreprises

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ACOME
900 personnes
C.A. 700 Millions de Francs
un des leaders de la fabrication
des câbles B.T.

recherche un

**AGENT
TECHNICO-
COMMERCIAL**

Il viendra renforcer l'équipe chargée de prospecter et de suivre les grands installateurs électriques.

- Niveau ingénieur ou BTS.
- Expérience souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., réf. et prétentions à :
ACOME
Service du Personnel
14, rue Marignan
75008 PARIS

**Jeune responsable
marketing**

**M&T
CHIMIE**

Développement additifs plastiques - Filiale du groupe Elf Aquitaine et spécialisée dans les additifs pour plastiques, cette société recherche pour sa direction marketing un responsable du développement. Basé à la Défense et placé sous l'autorité du directeur du marketing, il sera responsable du développement de nouvelles gammes d'additifs pour plastiques en relation avec le laboratoire d'applications, le responsable des additifs PVC et la force de vente. Il effectuera les études de marché nécessaires à l'introduction de ces produits et participera activement à leur promotion auprès de la clientèle en Europe. Ce poste s'adresse à un candidat de 27 ans minimum, de formation ingénieur chimiste ou école supérieure de commerce et ayant une première expérience dans l'industrie des matières plastiques, acquise de préférence dans la vente. La pratique de l'anglais et si possible de l'allemand est nécessaire. La rémunération annuelle de départ et les opportunités de carrière sont de nature à intéresser un candidat de valeur. Ecrire à D. MORETTE, en précisant la référence A/R 9152M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Chef
de produit**

PA

Alimentaire - produits frais - Rejoindre le numéro 2 du marché particulièrement dynamique et à forte activité publicitaire des produits laitiers frais est le challenge offert à un chef de produit. Sous l'autorité d'un chef de groupe, il participera activement à la définition globale du marketing-mix de gammes de produits très diversifiées. Il prendra en charge les études de marchés, le packaging, la communication et la promotion; il assurera la gestion de l'ensemble des références. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une première expérience d'environ 3 ans acquise sur des produits de grande consommation. Le poste est à pourvoir en proche banlieue parisienne. La rémunération annuelle sera fonction de la formation et de l'expérience. Ecrire à PH. LESSAGE en précisant la référence A/D 2765M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE CONSEIL
(PARIS 17^e)**

RECHERCHE
pour des missions d'organisation :

1 CHEF DE PROJETS H. ou F.

De formation supérieure (Ecole de gestion, Ecole d'ingénieur ou Université), complétée par DECS, 30 ans minimum, il (ou elle) aura une expérience de 7 à 10 ans acquise en entreprise et/ou en cabinet d'organisation dans la mise en place de systèmes de gestion, comptabilité générale et analytique notamment.

Romp(e) aux méthodes d'organisation et disposant de bonnes connaissances en informatique, il (ou elle) devra faire preuve d'initiative dans la conduite des projets (propositions de solutions, décisions, encadrement...) et participer à la rédaction des analyses fonctionnelles.

Envoyer C.V. et prétentions au
MONDE PUBLICITE, sous n° 7276
5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS.

Nous sommes une PME mais nous savons rivaliser avec nos grands concurrents internationaux.
Nous sommes en effet leaders mondiaux sur certains de nos produits.

Nous recherchons

**UN CHIMISTE ORGANICIEN
de haut niveau**

Il lui sera confié l'animation du développement de nouveaux produits destinés à des industries de pointe dans le cadre de notre expansion. Ingénieur diplômé d'une grande école, bilingue anglais-français, le candidat disposera de fortes capacités de créativité ainsi qu'une aisance relationnelle particulière au regard du niveau d'exigence de la clientèle. Le poste implique d'intéressantes possibilités de promotion au sein de notre état-major.

Le siège social est aux Champs-Élysées et le lieu de travail situé en grande banlieue parisienne.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence 205 M à :

BAILLY CONSEIL
128, bd Hausmann
75006 PARIS

**Responsable
merchandising**

Développement nouveau concept magasin - Une importante centrale d'achats faisant preuve de dynamisme et d'innovation en matière commerciale, groupant plus de 100 adhérents œuvrant dans la librairie, la micro-informatique et la papeterie et réalisant un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs, recherche le responsable du développement "magasins". Il sera chargé de promouvoir auprès des adhérents le nouveau concept magasin, en s'appuyant sur l'expérience des magasins pilotes créés récemment. De façon générale, il assistera les adhérents en matière d'implantation, mobilier, assortiments, F.L.V. etc... Il assurera également les relations avec les concepteurs designers. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'environ 30 ans, d'un niveau de formation supérieure, possédant une très solide connaissance des points de vente du commerce de détail, de préférence dans l'alimentaire. Le sens de la gestion et des contraintes budgétaires est indispensable. Le poste est situé à Paris et suppose d'assez nombreux déplacements, principalement en France. Ecrire en précisant la référence S/8082M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

La Direction du Contrôle Interne d'une importante société du secteur des métaux non ferreux recherche un(e)

**Auditeur Interne
rattaché au Contrôleur Général**

- Il assure des missions d'audit comptable et opérationnel
- Il contrôle la bonne application des normes comptables au sein des différents établissements et filiales
- Il étudie le bon fonctionnement des systèmes comptables et de gestion et participe à l'élaboration du plan d'audit interne.

Agé d'au moins 28 ans, de formation Grande Ecole de gestion + DECS complet, il possède un bon potentiel et une expérience d'au moins 2 ans dans un cabinet d'audit.

Anglais nécessaire, allemand souhaité.

Le poste est basé à Paris, mais fréquents déplacements en France et en Belgique.

Ecrire avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions si réf. 1020M à LTA - Antenne Saint Lazare 39, rue de l'Arcade 75008 Paris, q. tr.

La Direction du Personnel
d'une importante société de services recherche un

COLLABORATEUR HF
(NIVEAU BTS ou DUT)

pour renforcer l'équipe déjà en place chargée d'assurer l'administration et le paye du personnel.

Une première expérience dans un poste équivalent serait un atout supplémentaire.

Lieu de travail : quartier St-Lazare.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions si réf. 787 M à VALENS CONSEIL - BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02.

**Ingénieur
technico-commercial
200 000 Frs +**

Notre société, filiale d'un important groupe français est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de systèmes de transmission opto-électronique et de connectique. Notre courant d'affaires, avec le domaine militaire se développe fortement. C'est la raison pour laquelle nous recherchons aujourd'hui un ingénieur de formation, capable de prendre en main les relations avec les décideurs de ce marché c'est-à-dire, de la définition du cahier des charges aux propositions de solutions clés en main. Notre structure commerciale et technique s'adapte tout à fait à cette démarche.

Vous avez une formation d'ingénieur type ENSI, ESME, EEM, ESIE ou équivalent et une expérience technico-commerciale dans l'industrie électronique ou connexe de 3 à 5 ans environ.

Bien sûr, vous êtes mobile et capable de vous adapter à une structure légère bénéficiant de l'appui d'un grand Groupe.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo à Média-System (réf. 4617) 2 rue de la Tour-d'Argent, 75009 Paris, qui transmettra.

**3 Jeunes Ingénieurs
Grande Ecole...
à la campagne.**

Notre usine (400 p.) appartient à un groupe industriel solide, leader dans son domaine. Pour développer et diversifier nos activités, nous renforçons nos services Etudes, Méthodes, Fabrication. Nous recherchons les trois adjoints des chefs de départements.

Jeunes Ingénieurs Grande Ecole, votre formation, complétée si possible par une première expérience des bureaux d'études et/ou de fabrication (mécanique, électronique, petits moulages plastiques...) votre esprit d'équipe et votre sens des initiatives, sont des atouts indispensables pour participer à nos efforts et à la réussite de notre développement.

Nous serons heureux de vous accueillir dans le calme de notre usine-parc de 50 ha à 200 km au Sud-Est de Paris.

Merci d'adresser votre dossier (lettre précisant la rémunération souhaitée, C.V., photo) sous réf. 5127/LM à notre Conseil ou transmettez-le à CV PLUS en composant sur votre Minitel le 01 43.59.40.25.

**Ressources
& Développement**
8, rue Camille Desmoulins - 75006 PARIS

RESPONSABLE

**SCE PRETS ET
ENGAGEMENTS**

vous êtes rompu aux techniques de crédit acheteur (francs et devises, gestion de garanties) et avez une bonne connaissance des encaissements et escomptes.

Vous avez des qualités de rigueur, de méthode ainsi que des capacités d'animation.

Statut cadre. Salaire motivant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 4145/LM, à

MEDIA PA
9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

**Concepteur
rédacteur (HF)**

Pour faire face au succès de notre société, le service de la communication d'un des leaders de l'épargne recherche un concepteur rédacteur capable d'allier créativité et efficacité.

Chargé de mettre en forme et de rédiger les documents commerciaux, plaquettes et articles relatifs aux produits financiers du groupe, vous travaillerez au sein d'une petite équipe où règne une ambiance cordiale.

Diplômé Bac + 4, vous possédez une expérience similaire de 2 ans en entreprise ou en agence.

Investissez-vous dans une entreprise qui vous fera progresser en adressant dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous réf. 3120 à

SOURCES
144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

Banque parisienne de financement et de services aux entreprises recherche des

CAMBISTES

CLIENTELE HF

Statut Cadre A.F.B.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience confirmée des opérations de change, des financements en devises et une bonne connaissance des instruments qui leurs sont associés (options, taux et intérêt à terme...).

Assisté dans votre action par une organisation dotée de moyens efficaces, vous serez chargé :

- d'assurer l'interface entre les cambistes de marché et les trésoriers d'entreprises ;
- de développer une relation active avec un portefeuille de grandes entreprises déjà présentes sur ces marchés.

Pour mener à bien cette mission, vous maîtrisez bien l'anglais.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 4147/LM, à

MEDIA PA
9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

هكذا من الاجل

OFFRES D'EMPLOIS

**DIPLOME
INFORM**

ingénieur

**DEUX ATTA
DE CLIENTE**

Chargé
d'Etudes Com

CHARRI

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
PROCHE BANLIEUE SUD DE PARIS
recherche H/F

DIPLOME DUT ou BTS INFORMATIQUE

avec connaissance de la fonction approvisionnement - 3 à 4 ans d'expérience.

Pour analyse du besoin utilisateur, cahier des charges utilisateur, simulation, rédaction du manuel utilisateur, formation.

Envoyer lettre, CV, prétentions sous N° 9568 à

PARFRANCE ANNONCES
4 rue Robert Estienne 75008 PARIS - qui transmettra

Nous sommes une unité de fabrication et d'assemblage de petites pièces mécaniques en très grande série.

Notre usine, 200 personnes, située en proche banlieue parisienne, des plus performantes sur son secteur dépend d'un groupe en expansion.

Nous créons un poste d'

Ingénieur qualité

Ce poste est d'importance : au carrefour de la production, des clients et des fournisseurs et conçu avec un double souci de satisfaction du marché et d'amélioration de la rentabilité.

Vous mettez en place une méthodologie et un contrôle mais surtout vous ferez passer le message à « qualité ».

Ingénieur mécanicien ayant une première expérience de la fonction, vous donnerez à ce poste sa véritable dimension : à la fois homme de terrain et de communication vous animeriez une équipe de 20 personnes et convaincrez l'ensemble de l'usine de « PENSER QUALITÉ ».

Merci d'adresser votre dossier à notre Conseil, sous la référence 5126/LM, ou transmettez-le à CV Plus en composant sur votre minitel le (1) 43.58.40.25.

Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS



Banque de Neufly, Schlumberger, Muller N.S.M. GROUPE N.S.M.

recherche pour ses Agences Parisiennes

DEUX ATTACHES DE CLIENTÈLE PRIVÉE

(H/F)

Il aura pour mission à la fois de gérer un portefeuille existant mais aussi de le développer par prospection.

- le premier poste est spécialisé dans une clientèle d'entreprises PME.

- le deuxième poste est spécialisé dans une clientèle de particuliers haut de gamme.

Sont indispensables :

- l'expérience du poste
- une solide formation, universitaire et/ou I.T.B.
- une excellente présentation
- une grande aisance dans les contacts allée de réelles aptitudes commerciales.

Possibilité d'évolution vers un poste d'encadrement au sein de l'agence.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à Banque N.S.M. Section Recrutement - B.P. 466.08 - 75366 Paris Cedex 08.

Société leader dans les produits de luxe recherche un

Chef de Produits Arts de la Table

Dans un cadre international il aura la charge de lancer et développer une nouvelle gamme de ces produits...

- Il a une formation supérieure et une spécialisation en marketing.

- Il a 3 à 4 années d'expérience professionnelle, impérativement dans le domaine des arts de la table.

- Il connaît parfaitement le marché américain, possède un anglais courant, parfaitement maîtrisé.

- Il a l'habitude des relations et négociations avec les clients et les distributeurs.

- Basé à Paris il est disponible pour de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Poste à pourvoir immédiatement.

Adressez lettre de candidature, prétentions C.V., photo sous référence 7801 M à BLEU Publicité, 17, rue du Docteur Lebel, 93007 VINCENNES CEDEX qui transmettra

Etablissement Financier de dimension internationale, situé à Paris, recherche pour son secteur Prévoyance, un

Chargé d'Etudes Comptables

qui sera responsable, dans le cadre du développement d'un important système comptable, d'établir au sein de la comptabilité centrale de l'établissement les bilans et les tableaux de bord mensuels et annuels, ainsi que la consolidation des comptes.

Il conduira aussi la relance du système comptable pour les fonctions, traitements mensuels et annuels.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation DECS, avec une expérience pratique en comptabilité d'entreprise, si possible en assurances (3 ans d'expérience min).

Tres intéressantes opportunités d'évolution par la suite au sein du Groupe.

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous la référence MA 65, à :

EGS CARRIERES
58 Bd Gouvion Saint-Cyr - 75014 PARIS

TRÈS URGENT pour
Constructeur International

2 INGENIEURS

LOGICIEL expérimenté.
Traitement de texte ou T&E.
comp. Libras de suite.
Tél. pour R-VS 47-84-74-82.

La C.O.S.
recrute

UN CHARGÉ DE MISSION

au service de l'information.

Le poste conviendrait à un

jeune cadre ayant une formation

supérieure et quelques années

d'expérience dans une banque

ou la direction financière d'une

grande société. Lettre de

candidature manuscrite + photo et

soumettre de rémunération adressée à :

La Commission des opérations de Bourse, service

du personnel, 39-43, rue André-Croché, 75758 Paris Cedex.

MAISON D'ÉDITION

PARIS-VI

(théâtre, musique, cinéma)

recherche

SECRÉTAIRE

(homme ou femme)

motivé ou imaginaire, avec

sens financier et organisateur.

Alternant le et peut indispensable, anglais souhaité.

Envoyer lettre manuscrite avec

C.V. et photo sous n° 7280

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montmaury, Paris-7.

COPCI SA/PARIS

spécialité distribution

produits chimiques

pour vente sur marché français

UN COMMERCIAL

matières premières chimiques.

Tél. : 45-83-11-22.

ASSOCIATION GESTIONNAIRE

de Foyers d'hébergement pour

Travailleurs immigrés, recherche

pour ses Foyers

2 CHEFS DE CENTRE

ADJOINTS

ET

4 CHEFS DE CENTRE

ayant le sens du contact.

Gestion informelle.

Logement de fonction sur foyer

d'un appartement confortable.

Envoyer C.V. détaillé, lettre

manuscrite et photo ainsi que

prétentions, à ADEF, 16, r. du Père, 75004 PARIS.

IFOSUPD PARIS

École Technique privée

recherche pour

sa direction d'établissement.

UN ENSEIGNANT

TITULAIRE

ayant au minimum une licence

maîtrise ou équivalent en chef

d'établissement, âgé 35 ans

minimum. Situation d'avenir et

compétent et dynamique.

Merci d'adresser dossier candidature

(C.V. et photo) à :

IFOSUPD PARIS, 7, passage Delaunoy,

75010 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE

recrute

JOURNALISTE

confirmé ou débutant,

connaissant et intéressé par les

problèmes de Communication,

presse écrite, audiovisuelle,

techniques nouvelles de communication,

pour occuper plus particulièrement des secteurs

de l'audiovisuel et nouvelles techniques de communication.

Adressez candidature sous n° 7283

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montmaury, Paris-7.

PARIS-17

recrute

de l'assurance

recherche

pour son service financier

UN GESTIONNAIRE DE

PORTFOLLES-TITRES

Exp. de la gestion de

portefeuille exigée

Envoyer avec références

prétentions à n° 7282

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montmaury, Paris-7.

Importante Société d'Exportation et Négoce

de Matières Premières Agricoles

recherche

Chargé d'Exécution

Export

Il aura à s'occuper de la gestion des contrats

commerciaux et de leur réalisation.

Ce poste conviendrait à un candidat actif,

aimant travailler en équipe et titulaire d'un

baccalauréat ou d'une formation similaire

ou expérience équivalente

Ecrire avec C.V. sous réf. 7880 M à :

BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel

94307 VINCENNES CEDEX

PAYMATEC, Leader mondial de la carte à mémoire et de ses applications (terminaux de paiement électronique, publiphones...) recherche dans le cadre de son expansion



INGÉNIEUR COMMERCIAL

Disposant d'une large autonomie, vous avez la responsabilité du secteur bancaire.

Votre mission : Vous définissez et mettez en œuvre une stratégie de vente. Vous avez la responsabilité des prévisions et des réalisations de vos objectifs. Vous orientez et conseillez le service marketing.

Ingénieur d'une trentaine d'années, homme d'expérience et de terrain, vous êtes dynamique, rigoureux et rompu aux contacts humains.

Tenu avec succès, ce poste ouvrira de larges perspectives d'avenir au sein du Groupe Schlumberger.

Envoyez lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 225 au Chef du Personnel

PAYMATEC, 420, rue d'Estienne d'Orves - 92704 COLOMBES Cedex.

PAYMATEC
Schlumberger

investronica

INVESTRONICA S.A., société affiliée du plus grand confectionneur Espagnol Induyco

et un des producteurs de premier rang d'automatisation dans le monde de la confection.

recherche pour le marché français

UN DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

pour nos systèmes CAO, FAO, CFAO et le système transport révolutionnaire INVERMOVE.

LA FONCTION :

- cette fonction, très exigeante, couvre la totalité de la France ;
- vous serez responsable de la commercialisation de notre gamme de produits ; informations et négociations de vente auprès de confectionneurs ;
- vous rétierez directement au responsable du marketing.

NOUS DEMANDONS :

- très bonne formation générale ;
- une personne disposée à travailler de manière très autonome et très dynamique ;
- bilingue français - anglais ;
- apte à négocier au plus haut niveau ;
- quelques années d'expérience dans la vente de produits techniques pour la confection ;
- une expérience dans la production d'un atelier de confection serait un atout supplémentaire ;
- âge minimum 25 ans.

NOUS OFFRONS :

- une entreprise de dimension internationale, très réputée et travaillant de manière professionnelle ;
- une stratégie de marché clairement définie, des moyens importants pour appuyer la vente ;
- de réelles possibilités d'une carrière exceptionnelle dans un climat de travail dynamique et agréable ;
- un excellent salaire et des avantages.

Si vous êtes intéressés par cette fonction offrant de réelles possibilités d'avenir,

veuillez adresser votre candidature avec C.V. complet à l'attention de

Monsieur Th. Rombouts

INVESTRONICA Benelux - France

London 141 - 2120 Schoten - BELGIQUE

Téléphone : (32) 3-688-28-57.

Vous êtes INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE.

Vous avez 5 à 7 ans d'expérience d'INFORMATIQUE d'USINE et de GESTION de PRODUCTION (GPAO) en environnement IBM

de préférence.

Vous avez de réelles capacités de direction et d'animation.

Vous recherchez une fonction de

Responsable des études informatiques de production

Nous sommes la plus importante FILIALE d'un PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL fabricant et commercialisant des produits

de grande consommation.

Nous saurons vous proposer une ÉVOLUTION de CARRIÈRE à la mesure de votre FORT POTENTIEL et de votre AMBITION

Si cette opportunité, basée à Paris-La Defense, correspond à vos attentes, nous vous remercions d'adresser votre dossier

personnel que nous examinerons avec toute la rigueur et la discrétion requises, sous réf. 9680, à Media System, 2 rue de la

Tour-de-Jarvis, 75009 Paris.

PROVENCE
COTE D'AZUR

L'ensemble de la fonction... pour un Chef de Personnel d'envergure

Entreprise industrielle appartenant à la convention collective des industries de la Chimie, en forte croissance

(500 personnes, + de 50 % de C.A. à l'exportation), nous recherchons notre Chef de Personnel.

Au sein de la Direction Générale, vous animerez en toute autonomie, l'intégralité de la fonction : les relations

partenaires, les relations internes, le suivi et l'application de la législation sociale et, bien sûr, la gestion d'un personnel

très diversifié.

Homme de terrain, vous avez au moins 35 ans, une expérience confirmée de la fonction personnel en milieu

industriel et des compétences reconnues en droit du travail. Ferme et diplomate, votre sens des relations

humaines vous permettra de participer activement au maintien des bonnes relations sociales dans notre Société.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. C/PER/LM, à

notre Conseil, Didier LESUEUR, qui vous garantira une discrétion absolue.

Raymond Poulain Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

GRAND GROUPE FRANÇAIS

recherche pour négoce de matières premières agricoles

CANDIDAT DÉBUTANT

ou ayant déjà une expérience professionnelle

de quelques années

dans le négoce de matières premières ou de produits agricoles.

Formation souhaitée :

École d'Agriculture, de Commerce ou équivalente

Anglais ou Allemand indispensable.

Deuxième langue souhaitée.

L'activité demande un esprit d'équipe et le goût des contacts

commerciaux.

Lieu de travail : PARIS OU GRANDE VILLE DE PROVINCE

Envoyez C.V., photo et prétentions sous réf. 7855 M à

BLEU Publicité - 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX

économie

REPÈRES

Dollar : soutenu à 7,05 F

Le dollar restait ferme, mardi 20 mai, à plus de 2,21 DM, à 7,05 F environ et 168,50 yens, au vu des cours pratiqués à la veille du week-end. Lundi 19 mai, à New-York, il avait même valu 2,23 DM, 7,08 F et 168,50 yens. Cette fermeté est due à la légère remontée des taux d'intérêt aux Etats-Unis, mais elle pourrait ne pas résister à la publication de la croissance de l'économie américaine (PNB) pour le premier trimestre 1986. Si ce taux est plus faible que prévu, la baisse des taux d'intérêt pourrait reprendre à l'initiative de la Réserve fédérale, ce qui déprimerait le dollar, comme le prévoit la banque britannique Midland, avant un net redressement vers la fin de l'année.

Budget : déficit de 56 milliards de francs en Egypte

Le gouvernement égyptien a présenté un projet de budget pour 1986-1987 prévoyant un allègement du déficit de 4,9 à 5,5 milliards de francs égyptiens (le franc vaut 10,20 F au cours officiel) et 5,28 F sur le marché libre. Les recettes - 14,45 milliards de francs - devraient, en effet, diminuer globalement d'environ 4 %, du fait de la forte chute des revenus pétroliers, qui n'atteindraient que 769 millions de francs, contre 1,342 milliard l'année précédente (- 43 %), et de la baisse des revenus du canal de Suez (- 6 %). Les dépenses, globalement, resteraient inchangées à 20 milliards de francs. Les subventions aux produits de première nécessité devraient diminuer de 12,5 %, et les salaires de la fonction publique, seront quasiment gelés. Le service de la dette absorbera 13,5 % des dépenses, à 2,7 milliards de francs. Ce budget d'austérité devrait se traduire par une sensible augmentation du niveau des prix et par une baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires. Le déficit budgétaire sera couvert par des emprunts aux institutions financières et des émissions de bons du Trésor.

Production industrielle : hausse de 6,3 % en URSS

Les dernières statistiques soviétiques, si elles ne peuvent tenir encore compte des retombées de la catastrophe de Tchernobyl, sont encourageantes. Durant les quatre premiers mois de l'année, la production industrielle a progressé de 6,3 % et la productivité de 5,9 % sur la période correspondante de 1985. Cette hausse, particulièrement marquée dans les secteurs charbonnier et gazier, est supérieure de 2 % aux prévisions du Plan. L'augmentation de la production atteint 7 % pour le gaz, avec 228 milliards de mètres cubes produits, et 5 % pour le charbon, à 258 millions de tonnes, 8 millions de plus que prévu par les planificateurs.

TRANSPORTS

L'ancien ministre socialiste critique son successeur

M. Jean Auroux, ancien ministre socialiste chargé des transports, avait été un membre relativement discret du gouvernement. Au cours d'une réunion de presse, M. Auroux s'en est pris à son successeur. Il s'est d'abord réjoui, le 20 mai, que M. Jacques Douffiaques ait reconnu les progrès accomplis dans l'organisation des transports français. « Je ne réitère pas », a-t-il dit, « la loi d'orientation des transports intérieurs » ni les contrats de plan, pas plus que la démarche progressive adoptée, dans l'élaboration d'une politique européenne. Malheureusement, selon M. Jean Auroux, M. Douffiaques « fait et s'engage à faire des faux pas ». Et d'abord il se contredit : « M. Douffiaques a dit qu'il ne voulait pas intervenir au jour le jour dans la vie des entreprises, mais il a imposé à la RATP une hausse des tarifs qui va lui faire perdre de l'argent. Il est aussi bizarre qu'un libéral comme lui nous reproche d'avoir débudgétisé le financement de la construction aéronautique, et d'avoir intéressé les banques à ce secteur industriel important. » En matière de voyageurs, poursuit M. Auroux, « le ministre ne sert ni le public ni la profession. Je suis inquiet des contractions accélérées des effectifs et des investissements de la SNCF comme à la RATP. Le blocage du versement transport a porté un coup au renouveau des transports urbains et de déclencher le retour en force de la voiture individuelle ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse
SE-UL	7,0590	7,0620	10 + 10	- 130 - 30
Scm	5,1312	5,1353	- 78 - 52	- 526 - 433
Yen (100)	168,50	168,50	75 + 97	140 + 168
DM	2,2333	2,2361	80 + 77	113 + 134
FF	168,50	168,50	11 + 22	314 + 176
FR (100)	168,50	168,50	178 - 82	321 - 169
ES	168,50	168,50	45 + 86	130 + 157
L (1 000)	4,6410	4,6461	240 - 284	451 - 387
C	168,50	168,50	240 - 284	451 - 387

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 1/8	7 1/8	7	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
SE-UL	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8
DM	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8
FR (100)	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8
ES	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8
L (1 000)	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8
C	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS FÉVRIER

Le prix du pétrole dépasse 17 dollars à New-York

Les prix du pétrole brut remontent, de plus en plus rapidement, sur les marchés libres. Lundi 19 mai, le brut américain de référence a dépassé 17 dollars par baril sur le marché à terme de New-York, retrouvant ainsi son niveau du début de février, après être tombé à près de 10 dollars à la fin mars. En Europe, la reprise est un peu moins marquée mais le pétrole britannique a dépassé de nouveau 15 dollars par baril sur le marché au jour le jour. On est certes encore très loin des prix de l'an dernier (28 à 30 dollars), mais la remontée des cours surprend la plupart des observateurs (Le Monde du 5 mai).

Unanime à prévoir la chute des prix il y a trois mois, le monde pétrolier est divisé sur les raisons et la persistance de cette reprise. Pour certains, notamment ceux qui achètent et vendent directement sur le marché, ce mouvement de hausse sera de courte durée. « Il n'y a aucune raison de fond pour que les prix se stabilisent durablement à un niveau plus élevé. Il y a probablement un point moyen, encore indéterminé, autour duquel s'effectueront dans les mois à venir des oscillations plus ou moins prononcées », estime le responsable des achats d'une compagnie européenne. Tant que l'OPEP n'aura pas conclu un accord permettant d'adapter sa production à la demande, aucun mécanisme stabilisateur n'existe, explique un autre négociant.

ÉTRANGER

Au Canada

Le Québec s'apprête à privatiser treize sociétés d'Etat

De notre correspondant

Montréal. - « La privatisation n'est pas un slogan idéologique. Elle répond tout simplement au souci d'efficacité économique. » C'est le point de vue que M. Pierre Fortier, ministre délégué à la privatisation dans le gouvernement québécois, défendait cette semaine à Paris au cours de rencontres avec les milieux d'affaires et son collègue français, M. Camille Cabanis. « Notre approche n'est ni idéologique ni doctrinaire », a-t-il déclaré M. Fortier avant son départ pour Paris. « La meilleure preuve en est que c'est la même formation politique [le Parti libéral] qui privatisait aujourd'hui les sociétés qu'elle avait nationalisées dans les années 60. A l'époque les libéraux s'étaient servis de l'Etat pour permettre à la société québécoise de contrôler, planifier et orienter son développement économique. »

Les francophones, qui avaient jusqu'alors laissé à la minorité anglophone le soin de développer l'économie de la province, avaient besoin d'un coup de pouce de l'Etat pour rattraper le retard. « Le désir de reprendre le célèbre slogan des années 60, a été déterminant dans la création de la plupart des sociétés d'Etat », rappelle M. Fortier. Aujourd'hui, le Parti libéral, qui est revenu au pouvoir en décembre, après neuf ans dans l'opposition, estime que l'Etat s'est bien acquitté de sa mission. « Les francophones », affirme le ministre, « se sont imposés dans le monde des affaires et dans tous les secteurs de l'économie. Le Québec actuel reflète le rattrapage considérable qui s'est fait en vingt ans, depuis le début de la révolution tranquille. »

S'adapter aux réalités

Le gouvernement québécois, dirigé par M. Robert Bourassa, estime que l'Etat est désormais un obstacle sur la route du développement économique. Pour le premier ministre, le gouvernement doit abandonner sa fonction d'entrepreneur pour devenir un catalyseur. Le ministre délégué à la privatisation parle d'« adaptation » aux réalités économiques contemporaines.

Le secteur nationalisé au Québec est beaucoup moins important qu'en

France, bien que la part des dépenses publiques dans le produit intérieur brut soit plus élevée au Québec (53,7 % contre 50,7 % en France). Le gouvernement souhaite remettre au secteur privé treize sociétés « à caractère commercial et industriel » (sur un total de soixante sociétés et organismes contrôlés par l'Etat) qui emploient environ 45 000 personnes et dont les actifs atteignent 3 milliards de dollars canadiens (environ 15 milliards de francs). Le fleuron des sociétés nationales, Hydro-Québec (l'équivalent d'EDF), qui emploie à elle seule 18 000 personnes, ne sera pas vendu. La Société des alcools du Québec, qui détient le monopole de l'importation des vins, et Loto Québec (la loterie nationale) resteront aussi entre les mains de l'Etat.

L'exploitation d'entreprises mises en vente est définitive pour 1985 à cause des pertes accumulées par la Société nationale de l'amiante et par le secteur sidérurgique contrôlé par SIDBEC. La société québécoise et quatre autres entreprises sont également déficitaires. Huit sociétés, en revanche, ont enregistré des bénéfices. C'est le cas notamment de SOQUIP (recherche

biologique, en mer du Nord et en Amérique du Nord notamment, devrait permettre à l'OPEP de retrouver la « juste part du marché » qu'elle réclame depuis l'an passé, facilitant ainsi la conclusion, le 25 juin prochain dans l'île yougoslave de Brioni, d'un accord de plafonnement de la production.

Le marché est dans une phase de correction, estiment les tenants de cette thèse, jugeant que l'effondrement des prix à 10 dollars était exagéré. « Même sans un accord ferme de l'OPEP et de la baisse des prix, le marché devrait raffermir les prix, d'ici à l'automne, époque de consommation soutenue, à condition que l'OPEP n'augmente pas sa production de façon significative », écrit par exemple M. William Randall, de la société d'analyses First Boston dans son dernier bulletin mensuel. Cette conviction a d'ailleurs en elle-même un impact sur le marché : contrairement à l'habitude en cette saison, les compagnies qui croient que les prix vont continuer à se redresser ont tendance à stocker tout de suite, accentuant ainsi la reprise de la demande.

V. M.

Les économistes américains révisent en hausse leurs prévisions pour 1986

L'hypothèse d'une croissance américaine ferme sur fond de faible inflation se renforce nettement. Cette conclusion de la dernière étude de l'Association des économistes d'entreprise américaine publiée le 19 mai, viendra mettre un peu de baume à l'âme de l'administration américaine. Certes, nul ne semble plus croire outre-Atlantique à l'expansion de 4 % du produit national brut annoncée pour l'ensemble de 1986 par l'équipe du président Ronald Reagan. Mais les prévisions des économistes d'entreprise, commentées par la présidente de l'association, M^{me} Kathleen Cooper, sont, avec une croissance de 3,2 % cette année, sensiblement supérieures aux 2,7 % annoncés il y a quelques jours par le Business Council, qui regroupe quelque deux cents dirigeants de grandes entreprises. Au moment où les analystes s'interrogent sur le dynamisme réel d'une économie qui, depuis le début de l'année, tourne au ralenti, cette possibilité d'un rebond durant le second semestre pourrait donner de nouveaux arguments au gouvernement fédéral, condamné à reprendre son offensive contre les législations protectionnistes du Congrès, mais aussi au président du Fed, M. Paul Volcker, qui semble vouloir continuer à résister à la tentation d'une baisse rapide des taux d'intérêt.

Les indicateurs économiques des dernières semaines avaient de quoi semer une certaine inquiétude dans les esprits. L'industrie a repris un peu de vigueur avec une modeste hausse de 0,2 % de la production en avril. Mais après deux mois de baisse marquée (0,8 % en février et 0,7 % en mars), nul n'a osé annoncer le retour d'un renouveau de l'activité économique. La baisse des ventes en mars (1,6 %), pour le troisième mois consécutif, la stagnation des capacités de production à 79,3 % en avril, recouvrant une chute de 1,5 % depuis le début de l'année en raison du ralentissement

des activités pétrolières et gazières, la baisse du chiffre d'affaires des entreprises et la légère remontée du chômage à 7,1 % le mois dernier : autant d'indices d'une croissance qualifiée de « molle » pour le moment.

Deux facteurs positifs, bien que d'importance différente pour l'économie, sont venus éclaircir ce panorama morose : la nette reprise de l'immobilier, dopé par une baisse des taux d'intérêt, inférieurs pour la première fois depuis le début des années 1980 à 10 % ; la poursuite du ralentissement de l'inflation et illustré, par la quatrième diminution mensuelle des prix de gros, dont la baisse a atteint 0,6 % en avril. Après avoir surmonté les capacités de réaction des Etats-Unis à la baisse du dollar comme à la désinflation favorisée par la chute des cours du pétrole et la déssalade du loyer de l'argent, les analystes semblent aujourd'hui revenus à une vision plus équilibrée mais non pessimiste de l'évolution à court terme de la conjoncture. La croissance de 3,4 % en rythme annuel désormais prévue par l'Association des économistes d'entreprise pour le second semestre, accompagnée d'une inflation limitée à 2,6 % - du jamais vu aux Etats-Unis depuis plus de vingt ans - devrait alimenter de nouveaux et prudents espoirs.

Aiguillonner

une conjoncture somnolente

Le président du Fed devrait en tirer argument lors du comité directeur de la Réserve fédérale, ce 20 mai, afin d'opter pour le statu quo en matière de politique de crédit. Face à ceux qui estiment qu'une nouvelle baisse du taux d'escompte, fixé à 6,5 % le 18 avril dernier, viendrait aiguillonner une conjoncture somnolente, M. Volcker, apparemment soutenu désormais par le secré-

taire au Trésor, M. James Baker, réponde à prendre une décision qui pourrait provoquer une nouvelle baisse du dollar. Membre du comité directeur du Fed, M. Gerald Corrigan, le 18 mai, sur les « conséquences très négatives » d'un tel recul, qui viendrait en outre contrarier les efforts du Japon ou de la RFA visant à stabiliser leur monnaie à l'égard du billet vert. Les membres du comité directeur ne sont pas tous aussi prudents. Le dernier nommé par le président Ronald Reagan, M. Robert Heller, estime ainsi que le Fed « ne doit pas trop s'inquiéter de l'inflation ». Un jugement que ne partage apparemment pas le président du Fed, rendu soucieux par les dérapages de la masse monétaire depuis deux mois.

Quelle que soit la décision finale du comité directeur, la Maison Blanche, pour sa part, a tout intérêt à voir la conjoncture donner rapidement des signes d'éveil. La Chambre des représentants devait se pencher, ce mardi 20 mai, sur un projet de loi prévoyant une réduction bilatérale obligatoire sur trois ans du déficit commercial des Etats-Unis, notamment avec le Japon, la RFA et Taiwan, qui a « consacré » le président Reagan. De telles dispositions, selon M. Clayton Yeutter, représentant spécial de la Maison Blanche pour le commerce, aboutiraient à une réduction de 40 milliards de dollars du commerce mondial sur la même période et contraindraient Washington à violer les règles du GATT (1). Le président a d'ores et déjà annoncé qu'il mettrait son veto à une telle législation si elle était adoptée. Mais cette nouvelle conjoncture en dit long sur l'état de tension des parlementaires à quelques mois des élections partielles du Congrès.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(1) Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers.

FAITS ET CHIFFRES

Etranger

Fin de la grève des fonctionnaires finlandais. - Les fonctionnaires finlandais ont commencé à reprendre le travail le 18 mai après un accord intervenu la veille sur un compromis proposé par le médiateur et permettant aux salariés dans la fonction publique de progresser de 20 % en deux ans. Les leaders syndicaux estiment que la reprise du travail sera complète au milieu de la semaine, la compagnie aérienne Finnair annonçant pour sa part le rétablissement de tous ses vols dans les quarante-huit heures.

Accélération à 3,2 % de la croissance suisse en 1986. - Grâce à la chute du prix du pétrole, la Suisse devrait connaître cette année une croissance de 3,2 % et non de 2,2 % comme les économistes le pensaient il y a six mois, selon l'Institut de recherche économique Basler Arbeitsgruppe für Konjunkturforschung (BAK). Alors que l'inflation devrait se limiter à 1,4 % au lieu des 2,2 % envisagés.

Social

Un miroir socio-économique de la France. - Liaisons Sociales publie ce mois-ci un numéro spécial, Statistiques et tableaux sociaux de la France, rassemblant plus de onze ans de données socio-économiques. Population, emploi, chômage, conditions de travail ainsi que coût de la vie, prix, salaires, pouvoir d'achat et coûts salariaux sont analysés et commentés dans ce pratique outil de travail, qui fait suite à une publication antérieure, Statistiques sociales 1963-1974, parue en 1975. * Statistiques et tableaux sociaux de la France, mai 1986, 124 p., 120 F (franco, tte). Liaisons Sociales, 5, avenue de la République, 75541 Paris cedex-11. Tél. : 48-05-91-05.

ÉCOLE de GESTION de PARIS

GESTION et MANAGEMENT INTERNATIONAL

Admission 86-87

Les candidats doivent justifier d'un titre de bachelier et/ou d'une année d'enseignement supérieur. Programme intensif sur 3 ans : PARIS - SAN FRANCISCO. MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION/TITRE E.G.P. Administration - Inscriptions - Concours E.G.P. : 3, Impasse Royer Collard, 75005 PARIS. Tél. : (1) 43-25.63.91. Financement Libre d'Enseignement Supérieur. Association d'Education à but non lucratif. Communiqué par l'European University of America.

صكدا من الاول

AFFAIRES

La Commission des opérations de bourse veut assurer la « transparence » du marché financier

Dans son dix-huitième rapport publié le mardi 20 mai, la Commission des opérations de bourse (COB) a mis l'accent sur l'amélioration de l'information économique et financière relative à la situation et aux résultats des sociétés. Cette information, qui a toujours constitué pour la Commission un objectif primordial, est encore plus indispensable à la protection de l'épargnant au moment où le marché financier explose et où il faut lui assurer la « transparence » la plus totale. C'est avec cette préoccupation que la COB a dressé le palmarès des « bons » et des « mauvais élèves » de la classe 1985, distribuant blâmes et félicitations.

En tête des blâmes, figure la société Moulinex, qui, après avoir fait état en mai, puis à l'assemblée ordinaire du 25 juin, de perspectives favorables à l'occasion d'une augmentation de capital, n'annonça qu'au début d'octobre une très forte dégradation de ses résultats du premier semestre, avec, pour conséquence logique, une baisse brutale du cours des actions en Bourse.

Il apparaît, d'après les renseignements recueillis par la COB que, dès

fin mai, les dirigeants de Moulinex pouvaient douter de leur capacité à atteindre les objectifs annoncés mais que, du fait de retards liés à un changement d'ordinateur, la perte à fin mai n'aurait été connue que le 17 juillet, et celle à fin juin, le 2 août. Il aurait tout de même été possible et souhaitable d'avertir les actionnaires beaucoup plus tôt.

Le même blâme est adressé à la société Majorette. Le 2 mai, ses dirigeants faisaient part, après une hausse des bénéfices en 1984, d'une sensible diminution de son chiffre d'affaires au premier trimestre et du recours des mesures de chômage partiel, alors que, le 17 février, à l'occasion d'une réunion avec les analystes financiers, le président, M. Véron, n'avait pu laisser entendre un tel retournement. Entre-temps, un article de presse du 1^{er} avril avait signalé ce retournement, tandis que le cours du titre chutait de 40 % en Bourse. Réponse du président aux questions de la COB : le 13 février, il croyait « passager » la baisse du chiffre d'affaires, et le 28 mars, il en a informé son banquier et un journa-

liste. Mauvaise et tardive diffusion de l'information, conclut la COB.

Dans des circonstances plus heureuses, le conseil d'administration de la Soudure Autogène a annoncé, avec un retard de huit jours la reprise probable du dividende, ce qui a laissé à l'action le temps de monter sensiblement. De même, des hausses de cours sensibles ont été enregistrées sur les cours des titres des compagnies d'assurances nationalisées (GAN et AGF), après l'annonce, le 9 mai, d'une forte augmentation du dividende de l'UAP.

Information tardive

Les opérateurs en Bourse, le projet de loi de finances à l'appui, en avaient déduit qu'une mesure identique serait prise pour les deux autres compagnies nationalisées, ce qui fut confirmé par leurs conseils d'administration les 17 et 24 mai. Là encore, l'information était tardive, a estimé la COB, les sociétés ne devant pas, pour se justifier, s'abriter derrière le fait que les conseils d'administration ne s'étaient pas réunis.

Des félicitations, en revanche, ont été décernées pour les initiatives prises par certaines sociétés lorsque le marché anticipe des informations non encore publiées et dont il est nécessaire d'accélérer la diffusion, lorsque les mouvements leur paraissent anormaux, ou même, que des informations circulent. Ce fut le cas de la SCAC, du groupe Suez, qui, devant une forte remontée des cours de son titre, au début de 1985, fit connaître que les premières estimations pour l'exercice 1984 révélaient un important

déficit, et que l'exercice 1985 supporterait le poids des mesures de redressement. De même, la société d'assurances La Concorde a immédiatement réagi à la publication, dans la presse, des extraits d'une étude d'agent de change jugeant la valeur de l'actif net quatre fois supérieure au cours de Bourse, en portant à la connaissance du public sa propre estimation, sensiblement inférieure. La société Sodexo est également félicitée pour avoir apporté « un soin particulier à diffuser l'information adéquate au moment opportun ». Lancant, le 28 mai, une augmentation de capital, elle a publié le même jour des estimations annuelles conduisant à une révision en baisse des bénéfices provisionnels, les frais d'acquisition d'une société aux États-Unis s'étant avérés plus élevés que prévu.

Sommer-Alibert, enfin, a veillé à faire état, peu avant une réunion d'analystes, des difficultés rencontrées par sa filiale allemande et de la dégradation de ses résultats correspondants, cela pour éviter des mouvements en Bourse, alors que le public n'était pas encore pleinement informé. La COB rappelle, par ailleurs, que, lorsqu'une pratique contraire aux dispositions législatives ou réglementaires est de nature à porter atteinte aux intérêts des épargnants, elle peut saisir le président du tribunal de grande instance de Paris, qui statue en référé et rend une décision exécutoire par provision. Cette mesure vise les appels à l'épargne irréguliers ou aventureux lancés par certains promoteurs (conteneurs, diamants, forêts, etc.).

FRANÇOIS RENARD.

CHASSÉ-CROISÉ ENTRE SCETA AVIS, BUDGET ET MILLEVILLE

La SNCF redistribue les cartes dans le secteur de la location de voitures

La SNCF n'était pas satisfaite de son service « train + auto ». Par le canal de sa filiale SCETA, elle était associée avec la société Budget, qui lui coûtait fort cher. En effet, il lui fallait payer 4 % de son chiffre d'affaires pour pouvoir accrocher le panneau « Budget » dans les gares où elle exploitait elle-même ses bureaux de location. La SCETA a donc décidé de rompre avec cette société et, au terme d'un appel d'offres, de traiter avec l'américain AVIS.

La SCETA a renversé sa position. Elle était franchisée de Budget ; elle devient franchisée d'AVIS, qui lui versera une redevance pour la marque « train + auto » ainsi qu'un pourcentage gardé secret sur le chiffre d'affaires. De contributeurs, nous devenons percepteurs et même partenaires », a estimé M. Alain Breau, directeur général de la SCETA, en présentant à la presse cette « bonne affaire pour les deux parties ».

A partir du 1^{er} juin, AVIS obtient la concession du service « train + auto » dans soixante gares du réseau SNCF. Pour le numéro un de la location en France (20 000 véhicules, 304 points de vente et 1 055 millions de francs de chiffre d'affaires), l'accord permet de se développer sur le marché du déplacement ferroviaire (40 % de son activité) en accordant aux TGV, aux États-Unis, elle traite surtout la clientèle aérienne. En Europe, il lui faut mélanger tous les modes de transport.

La SNCF ne voit pas seulement dans cet accord une occasion de changer des pertes en bénéfices. Pour M. Bruno Baufine Durocq, chef du département ventes à la direction commerciale voyageurs, il s'agit de sortir le monde ferroviaire d'un certain ghetto : « Aux cinq cent mille personnes qui, chaque année, bénéficient du service « train + auto » en descendant du train, nous offrons désormais, grâce à AVIS un service complet ailleurs que dans les gares. Nous en attirerons d'autres, qui viendront louer un véhicule dans les gares et qui découvriront qu'ils nous sommes ».

La tournure des événements ne faisait pas l'affaire de Budget, qui se retrouvait sans correspondant en France, et perdait, de ce fait, l'usage de quatre mille véhicules et un chiffre d'affaires d'une centaine de millions de francs. Elle aussi a lancé un appel d'offres. Elle a retenu la société Tourangelle Milleville (4 000 véhicules, 145 points de vente et 129 millions de francs de chiffre d'affaires). A partir du 17 juin, Milleville, qui appartient à 85 % à la famille Fontaine et à 15 % au groupe Gallienne, recevra le renfort de deux cent cinquante points de vente Budget et de quatre mille véhicules. La nouvelle dénomination sera Budget-Milleville. En échange d'une commission évoluant de 2 % à 4 % sur le chiffre d'affaires versée à Budget Milleville espère des retombées bénéfiques importantes. Son PDG, M. Gilbert Fontaine, les énumère : « Nous doublerons notre chiffre d'affaires, et, même, nous le quadruplerons dans les aéroports, dit-il. Nous restons, bien sûr, fiers de notre réseau et de nos tarifs. Les quarante mille clients porteurs de cartes accréditées « Budget » nous permettront de disposer d'une clientèle potentielle, que nous sensibiliserons au développement de notre réseau ». M. Fontaine ne cache pas son désir de dépasser un jour le numéro 3 de la location de voiture en France, Europcar, et de rejoindre le tandem de tête, Avis et Hertz.

ALAIN FAUJAS.

Contentieux américano-brésilien dans l'informatique

Parti en guerre depuis septembre 1985 contre le protectionnisme brésilien en matière d'informatique, les États-Unis ont fixé septembre 1986 comme date limite à l'assouplissement demandé à Brasilia. Si les négociations se poursuivent, le conseil de politique économique de la Maison Blanche a d'ores et déjà demandé aux services du représentant spécial du président pour le commerce, M. Clayton Yeutter, de préparer un train de mesures de rétorsion avant le 25 juin prochain, selon un haut responsable du gouvernement Reagan, cité le 15 mai par le Washington Post. Ces mesures, précise le quotidien américain, viseraient probablement à limiter les importations d'aéronautique, de produits agricoles brésiliens aux États-Unis.

Washington se plaint de ce que les restrictions brésiliennes aux importations de matériel informatique auraient entraîné, de 1980 à 1984, une perte de 1,5 milliard de dollars de ventes pour les industries

américaines. Mais, pour le gouvernement de Brasilia, de telles mesures sont indispensables au développement d'une industrie nationale. Il s'appuie, notamment, sur les articles du GATT (Accord international, dont le but est de favoriser le libre-échange) qui autorisent l'adoption de mesures protectionnistes pour des industries naissantes. Le développement d'une industrie informatique nationale remonte à 1976, mais a connu un fort développement à partir de 1984, date du vote de la loi d'institutionnalisation d'une politique nationale (le Monde du 18 octobre 1985).

L'enjeu dépasse cependant la seule politique informatique. Le président brésilien, M. José Sarney, a en effet réaffirmé à plusieurs reprises que la loi était souveraine et ne pouvait être échangée par des pressions politiques extérieures. Il convient de rappeler qu'il a récemment approuvé un plan de développement industriel dont le succès repose en grande partie sur la protection douanière.

SOCIAL

SELON L'INSEE

L'activité des femmes résiste à la crise

La crise n'a pas empêché le taux d'activité des femmes de continuer à augmenter : c'est une des « tendances lourdes » que met en évidence le dernier bulletin Ecoflash de l'INSEE. De 1975 à 1982, ce taux a progressé davantage qu'au cours des vingt années précédentes et atteint aujourd'hui 66,5 %.

Dé, selon l'INSEE, surtout à l'élévation du niveau de formation, le mouvement a surtout touché les

mères de famille de vingt-cinq à quarante-cinq ans avec ou sans enfants : les interruptions d'activité sont moins nombreuses et plus brèves. Ce phénomène va aller de pair avec le développement du travail à temps partiel, qui touche aujourd'hui 22,5 % des femmes contre 15 % en 1975, et a doublé dans le secteur public : il a été facilité par la montée des activités tertiaires (en particulier les professions sociales, comme l'enseignement et la santé) : trois femmes sur quatre travaillent aujourd'hui.

Globalement, la croissance de la population active continue, quoique ralentie depuis 1982, et va continuer jusqu'à 2003 sous l'effet de la démographie : l'arrivée sur le marché du travail des générations nombreuses, alors que partent à la retraite des « classes creuses » de l'entre-deux guerres. Toutefois, on entre plus tard dans la vie active (rarement avant vingt ans) et on en sort plus tôt, parfois dès la cinquantaine. Les migrations se sont taries depuis 1974 : seuls entrent sur le marché du travail les étrangers nés en France ou, plus rarement, y ayant rejoint leur famille.

Par catégories socio-professionnelles, le nombre des non-salariés a recommencé à augmenter depuis 1975, notamment dans l'artisanat et les services : « médecins, dentistes, juristes s'installent davantage que par le passé en cabinet libéral » ; l'aide aux ebémeurs créateurs d'entreprise semble aussi avoir contribué au mouvement. Seul le nombre d'agriculteurs diminue rapidement depuis 1982 du fait de l'âge des exploitants, après déjà une baisse très forte (- 4,4 % par an) dans les années 1962-1975.

En revanche, le salariat plafonne à 84 % de la population active depuis 1984 : dans certains secteurs industriels - travail mécanique du bois, ameublement, imprimerie, édition - et dans le bâtiment, le pourcentage de salariés diminue. De façon générale, le nombre d'ouvriers a diminué depuis 1977 et est aujourd'hui inférieur à celui de 1962 : ils ne représentent plus que 31 % de la population active, contre 39,1 % en 1975. En revanche, la part des employés est passée de 18,4 % à 27,1 %, même si la progression se ralentit (0,9 % par an depuis 1982).

Ce sont les cadres et les « professions intellectuelles supérieures » dont la croissance (3,6 % l'an depuis 1982) reste la plus rapide, en particulier les professeurs et professions scientifiques, les ingénieurs et les cadres techniques. Augmentent moins vite les professions dites « intermédiaires » (17 % de la population active contre 11 % en 1962), dont le niveau de formation s'est élevé et où les professions paramédicales et sociales ont pris le relais des instituteurs et des contremaîtres.

Nous sommes fabricants exportateurs de pièces détachées automobiles et produits similaires RECHERCHONS AGENT

Vous écrivez en anglais

COROLLA ENTERPRISE CORP.
P.O. BOX 48-388, TAIPEI, TAIWAN, R.O.C.
TEL. (02) 756-5855 (5 LINES)
CABLE COROLLA TAIPEI
FAX (02) 756-770

ENTREPRISES

Bolloré prend le contrôle de la SCAC

Bolloré-Technologies (papiers spéciaux, films ultra-minces pour l'électronique) va prendre le contrôle de la SCAC (transports et négoce international), en rachetant leurs participations à Suez, et à la Société alsacienne de participations industrielles (ALSPI), chacune actionnaire à 26 % de la SCAC. Cette opération devrait coûter près de 250 millions de francs à Bolloré.

La SCAC (9 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1985, douze mille personnes), après 121 millions de francs de pertes en 1984, est sortie du rouge en 1985. Mais ses dirigeants ne s'estiment pas les mieux placés pour poursuivre le redressement de la société, qui devrait entrer au sein du groupe Bolloré « une nouvelle étape de son développement ». Bolloré marque ainsi sa volonté de diversification à dominante internationale, la groupe réalisant déjà 80 % de son chiffre d'affaires à l'exportation. Avec la SCAC, Bolloré devrait atteindre un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs, dont 2 milliards dans l'industrie et 8 milliards dans les services.

Fuji et Isuzu ensemble à l'assaut du marché américain

Fuji Heavy Industries et Isuzu Motors, deux constructeurs d'automobiles japonais, négocient un projet de 80 milliards de francs (environ 2,8 milliards de dollars) pour l'implantation d'une unité de production commune aux États-Unis. L'annonce de ce projet - qui prévoit la fabrication de cent vingt mille voitures et camions par an dès 1989 - a étonné les milieux d'affaires japonais : c'est la première fois que deux entreprises japonaises sans liens financiers ou commerciaux et dont une partie des actions est détenue par d'autres constructeurs (Nissan Motor détient 6 % des parts de Fuji et General Motors possède 38,6 % d'Isuzu) s'associent dans une joint venture. L'initiative, due à la hausse du yen vis-à-vis du dollar - 40 % en un an - qui gêne les exportateurs japonais, est intervenue après l'échec des négociations avec Volkswagen, Nissan et American Motors (contrôlée par Renault).

FRANÇOIS RENARD.

Cdf-Chimie sort du sac poubelle

Jet'Sac, premier producteur européen de sacs poubelles (160 millions de francs de chiffre d'affaires, 400 millions de sacs en polyéthylène basse densité produits dans l'usine d'Auchel-Pas-de-Calais) sort de l'orbite de Cdf-Chimie. Le groupe chimique d'Etat vient en effet de revendre à la société Wavin, filiale néerlandaise de la compagnie pétrolière Royal Dutch Shell le contrôle de l'affaire pour n'en conserver que 35 %. Le prix de la transaction n'a pas été communiqué. Wavin est de très loin le premier transformateur européen de matières plastiques. En s'associant à ce

Parfums Christian Dior : l'argent du « Poison »

Filiale du groupe Moët-Hennessy, la société Parfums Christian Dior a réussi en 1985 à dégager un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs, en croissance de 10 % en volume. La rentabilité s'est très sensiblement améliorée, avec un bénéfice brut mondial de 262 millions de francs (+ 14 %). Ces bons résultats sont, selon M. Maurice Roger, président de la firme, largement imputables à l'énorme succès rencontré par le nouveau parfum Poison lancé au début de l'été 1985 et dont les ventes ont dépassé de deux fois et demi les prévisions.

Air France augmente son capital

La compagnie Air France augmente son capital de 564 millions de francs en deux fois, le 23 mai et le 26 juin. La première augmentation portera celui-ci de 1,97 à 2,29 milliards de francs par émission au pair de 13 millions d'actions nouvelles dans lesquelles seront intégrées les avances versées par l'Etat. La seconde portera le capital de 2,29 à 2,52 milliards de francs par prélevement d'une somme de 229,9 millions de francs figurant au compte de report à nouveau. Cette opération permet de consolider le capital de la compagnie nationale et de préparer le renouvellement de la flotte à partir de 1988. Le bénéfice net arrêté pour l'exercice 1985 facilité cette augmentation : 728,9 millions de francs, soit 36,7 % de mieux qu'en 1985, où il s'élevait à 533,3 millions.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT MAI 1986.

5 MILLIARDS DE FRANCS
POLYMER ETRE PORTES A
7,5 MILLIARDS PAR EXERCICE
DE BONS DE SOUSCRIPTION.
OBLIGATIONS DE 5.000 F
EMISES A 4.900 F.
TAUX NOMINAL : 7,50 %
TAUX ACTUEL BRUT : 7,50 %
DURÉE : 15 ANS.
AMORTISSEMENT EN STRANCHES
EGALES A LA FIN DES 12,
13, 14 et 15 ANNÉES.

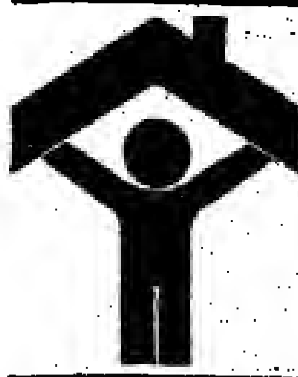
POUR OUVRIRE
LA PORTE
A LEURS REVES.

crédit foncier de france

RÈGLEMENT : 2.450 F
LE 3 JUIN 1986 ET 2.450 F LE
3 DECEMBRE 1986.

UNE NOTE D'INFORMATION EST DISPONIBLE
DANS TOUTES LES BANQUES
(PARCOURS N° 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119,

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
NOTE D'INFORMATION



crédit foncier de france

Société anonyme au capital de 1 167 912 000 francs
Siège social : 19, rue des Capucines, PARIS 1^{er} - R.C.S. PARIS B 542 029 848

EMPRUNT MAI 1986

Emission d'un emprunt de 5 milliards de francs
assorti de bons de souscription d'obligations

Caractéristiques de l'émission

A. - CARACTÉRISTIQUES DE LA PREMIÈRE TRANCHE

MONTANT : 5 milliards représentés par 100 000 obligations foncières de 50 000 F nominal, et 100 000 de bons permettant de souscrire à la deuxième tranche d'un montant nominal de 2,5 milliards.

PRÉLÈVEMENT : 98 %, soit 4 900 F par titre.

RÈGLEMENT :

- Le prêt sera réglé en deux versements :
- 2 450 F lors de la souscription (date de règlement 3 juin 1986) ;
- et le solde, soit 2 450 F le 3 décembre 1986 (au plus tard).

PRODUIT NET DE L'ÉMISSION : estimé à 4 820 millions, après déduction de 80 millions environ provenant, pour l'essentiel, de la rémunération des intermédiaires.

VERSEMENT DE LIBÉRATION DES OBLIGATIONS PARTIELLEMENT LIBÉRÉES :

Les propriétaires des obligations de 5 000 F nominal libérées de 2 500 F nominal auront à effectuer le deuxième versement au plus tard le 3 décembre 1986. Les souscriptions de libération seront reçues à partir du 19 novembre 1986 aux guichets des établissements chargés de placement et auprès des autres intermédiaires financiers comptables des obligations déposées en SICOVAM.

Toute obligation sur laquelle le versement final de prix d'émission ne sera pas intervenu le 3 décembre 1986 sera vendue en Bourse par les soins de l'émetteur, au nom et pour le compte de l'intermédiaire délégué, sous la forme d'obligation entièrement libérée, sans que l'émetteur ait à procéder préalablement à une mise en demeure de payer.

Sur le produit de la vente, il sera prélevé au profit de l'émetteur la somme correspondant au versement final, soit 2 450 F ainsi que les intérêts bruts courus sur cette somme à compter du 3 décembre 1986 jusqu'à la date moyenne de paiement effectif à l'émetteur ; de plus, une somme forfaitaire de 300 F sera retenue pour les droits fiscaux afférents à la déduction. Le solde éventuel sera versé à la disposition de l'obligataire délégué, sur la base du prix de vente moyen des obligations ainsi vendues, chez l'intermédiaire financier comptable de l'émission déposée en SICOVAM. L'ensemble des obligations sur lesquelles le versement final ne sera pas intervenu devra être vendu dans un délai maximum de vingt jours de Bourse à partir du 4 décembre 1986.

AVIS : Un avis rappelant le date et les modalités de libération sera publié au plus tard le 3 novembre 1986 dans le Cote Desbrossé.

COTATION : Ces obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris), dès la clôture de l'émission.

Il sera demandé qu'elles soient cotées de 5 juin 1986 jusqu'au 19 novembre 1986 inclus sous forme d'obligations de 50 000 F nominal libérées de 2 500 F nominal, et à partir du 19 novembre 1986 sous forme d'obligations entièrement libérées.

L'obligataire qui voudrait vendre en Bourse ses obligations entièrement libérées entre le 19 novembre 1986 et le 2 décembre 1986 devra le faire à condition d'avoir effectué au préalable le versement final.

L'achat d'une obligation libérée de 2 500 F nominal entraînera de la part de l'acheteur l'engagement d'effectuer le versement final de 2 450 F au plus tard le 3 décembre 1986.

Les obligations seront inscrites en compte dans un délai de deux mois à compter du 3 juin 1986.

DURÉE TOTALE : quinze ans.

DURÉE DE VIE MOYENNE : Douze ans et trois quarts pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur amortissement normal.

INTÉRÊT ANNUEL : 7,50 %, soit 375 F par titre payable le 3 juin de chaque année. Par exception, le premier coupon d'intérêt mis en paiement le 3 juin 1987, calculé forfaitairement, sera de 175 F.

Taux de rendement actuariel : 7,50 %, au 3 juin 1986 (sur la base du règlement de solde le 3 décembre 1986).

B. - CARACTÉRISTIQUES DE LA DEUXIÈME TRANCHE

MONTANT MAXIMUM : 2,5 milliards représentés par 50 000 obligations foncières de 50 000 F nominal.

PRÉLÈVEMENT : 98 %, soit 4 900 F par titre.

DATE DE JOISSANCE ET DE RÈGLEMENT : 3 décembre 1986.

DURÉE TOTALE : Quinze ans et demi.

DURÉE DE VIE MOYENNE : Douze ans et demi pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur amortissement normal.

INTÉRÊT ANNUEL : 7,50 %, soit 375 F par titre payable le 3 juin de chaque année. Par exception, le premier coupon d'intérêt mis en paiement le 3 juin 1987, calculé forfaitairement, sera de 90 F.

Taux de rendement actuariel : 7,50 %, au 3 décembre 1986.

COTATION : Les obligations seront négociables à compter du 3 décembre 1986 et inscrites en compte, courant janvier 1987. Elles seront, dès le 3 juin 1987, assimilées à celles de la première tranche.

C. - DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX TRANCHES

AMORTISSEMENT NORMAL : En dix tranches égales le 3 juin 1987, 1988, 1989, 1990, 2000 et 2001, soit par remboursement au pair (pour atteindre le montant des titres à amortir), soit par anticipation en Bourse.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : Le Crédit Foncier de France se réserve le droit de rembourser par anticipation la totalité des obligations restant en circulation respectivement les 3 juin des années 1984, 1985, 1986 aux conditions suivantes :

- Le remboursement se fera au pair, soit 50 000 F par obligation ;
- Le coupon d'intérêt venant à échéance à la date du remboursement anticipé sera porté de 375 F à :
- 525 F pour les obligations remboursées le 3 juin 1984 (taux de rendement actuariel brut porté à 7,82 % pour la première tranche et 7,52 % pour la seconde tranche) ;
- 477 F pour les obligations remboursées le 3 juin 1985 (taux de rendement actuariel brut porté à 7,68 % pour les deux tranches) ;
- 428 F pour les obligations remboursées le 3 juin 1986 (taux de rendement actuariel brut porté à 7,55 % pour les deux tranches).

Le remboursement anticipé devra être précédé de la publication d'un avis au Journal officiel de la République française quarante-cinq jours au moins avant la date choisie pour le remboursement.

Par ailleurs, la société se réserve le droit d'amortir les obligations en procédant à toute époque à des rachats en Bourse.

FORME DES TITRES : Les obligations seront nominatives ou au porteur au choix des obligataires.

Ces obligations seront admises aux opérations de la SICOVAM.

Les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

- Chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur ;
- Chez l'émetteur ou l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

GARANTIE : Les obligations é émises sont garanties par un privilège sur les créances provenant des prêts correspondants.

RÈGIME FISCAL : Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts ou des autres prélèvements obligatoires à la charge des porteurs. Le Crédit Foncier de France prendra à sa charge le reversement à la source applicable aux primes de remboursement (différence entre le nominal et le prix d'émission).

EN L'ÉTAT ACTUEL DE LA LÉGISLATION :

- Les personnes physiques domiciliées en France ont le choix entre les modalités suivantes :
- Retenue à la source égale à 10 % des intérêts et ouvrant droit à un crédit d'impôt d'égale montant ;
- Prélèvement forfaitaire de 25 % libératoire de l'impôt sur le revenu dû à raison de ces intérêts.

Les intérêts de ces titres figureront parmi les revenus ouvrant droit à l'imposition de 50 000 F ; l'imposition indiquée ici se réfère aux titres en vigueur au 13 mai 1986. Dans le cadre de la loi de finances rectificative déposée auprès du Parlement, il est prévu que cet abattement soit porté à 100 000 francs pour les couples mariés et à 50 000 francs pour les autres contribuables, sans limitation de revenus. Le revenu des obligations et celui des actions pourront bénéficier dudit abattement par et par dérogation accordée aux porteurs de certaines valeurs à revenu fixe. Placés ou non sous le régime de prélèvement forfaitaire, ils sont par ailleurs soumis à une contribution complémentaire au titre de 1 %.

D. - CARACTÉRISTIQUES DES BONS DE SOUSCRIPTION

A chaque obligation de la première tranche est associé un bon de souscription, détaché de l'obligation dès sa cotation.

EXERCICE DES BONS : Les porteurs de bons et eux seuls pourront souscrire aux obligations de la seconde tranche dans la proportion d'une obligation pour deux bons de souscription.

Les souscripteurs devront présenter leurs demandes entre le 3 septembre et le 2 décembre 1986 inclus auprès des établissements chargés de placement de la deuxième tranche. A compter du 3 décembre 1986, les bons de souscription qui n'auront pas été exercés auront perdu toute valeur.

FORME : Les bons de souscription seront délivrés uniquement sous la forme au porteur.

COTATION : Les bons feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris). Ils seront détachés des obligations de la première tranche et seront cotés séparément à partir du 5 juin 1986.

RACHAT DES BONS : L'emprunteur se réserve la possibilité, pendant la période de cotation, de racheter les bons de souscription qui seront cotés.

RÈGIME FISCAL : Les questions de bons de souscription sont soumises au régime fiscal des valeurs mobilières.

SOUSCRIPTION : Ouverture à partir du 20 mai 1986, au siège, dans les directions et agences de Crédit Foncier auprès des banques, des agents de change, de Crédit agricole, des comptables de Trésor, des PTT et des Caisses d'épargne.

Perspectives d'avenir et but de l'émission

La loi de finances pour 1986 prévoit le financement de 110 000 RAP dont plus de 85 % sous la responsabilité du Crédit Foncier de France.

Il s'agit d'un montant équivalent à la distribution réalisée en 1985 et qui, sans atteindre les niveaux exceptionnels des années précédentes, implique une activité soutenue.

Dans le secteur concurrentiel - où interviennent désormais l'ACFF, filiale nouvellement créée, - on assiste depuis la deuxième semaine 1986, sous l'effet de la baisse des taux, à une vive riposte qui s'est amplifiée durant les quatre premiers mois de 1986.

Tous ces facteurs concourent à laisser prévoir, en 1986, un volume important de besoins de financement dont la couverture doit provenir pour une large part du marché obligataire.

Il n'est aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter substantiellement les résultats ou la situation financière de la société.

Personnes qui assurent la responsabilité de la note d'information

A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le Gouverneur, G. BONIN

Vu pour vérification en ce qui concerne la situation financière et les comptes de la société.

Les Commissaires aux comptes, J.-C. CALLIAU, M. ANGELI

La notice légale a été publiée au BALO du 19 mai 1986.

Visa de la Commission des opérations de Bourse

Par application des articles 8 et 7 de l'ordonnance n° 87-833 du 26 septembre 1987, la Commission des opérations de Bourse a approuvé, sur la présente note, le visa n° 86-143 en date du 13 mai 1986.

Le rapport annuel de l'exercice 1984 - et, à partir du 11 juin, celui de l'exercice 1985 - sera fourni sur demande aux souscripteurs, adressée au siège de la Société, 19, rue des Capucines, 75001 Paris.

Renseignements généraux sur le Crédit foncier de France

Le Crédit foncier de France est une société anonyme française autorisée par décret du 28 mars 1882, dotée d'un statut légal spécial.

Son capital, passé de 973 260 000 F à 1 167 912 000 F à la suite d'une émission d'actions en numéraire achevée le 24 février 1986, est réparti entre plus de 60 000 actionnaires parmi lesquels détiennent une participation supérieure à 5 % : la CDC et les entités qui lui sont affiliées (7,1 %), les groupes AGF (6,1 %) et UAP (5,2 %).

Il a pour objet principal :

- de constituer :
- des prêts fonciers, soit avec une garantie hypothécaire de premier rang, soit avec une garantie totale de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'une chambre de commerce et d'industrie,
- des prêts aux collectivités publiques,
- des prêts à la navigation ;
- et d'effectuer en représentation de ces prêts, des obligations foncières, communales ou pour prêts à la navigation et de contracter tous autres emprunts spécialement affectés à leur objet.

Le Crédit foncier de France intervient également comme auxiliaire des pouvoirs publics, notamment pour la distribution de primes et le contrôle du respect de la réglementation des prêts conventionnés et du marché hypothécaire.

Depuis 1950, son activité a surtout été orientée vers la distribution des prêts à la construction aidés par l'Etat, principalement en faveur de l'accession à la propriété - actuellement les PAP.

Eléments significatifs d'activité depuis trois ans

(en millions de francs)

Autorisations de prêts	1983	1984	1985
- Fonciers (dont prêts aidés à la construction)	38 494 (37 380)	43 847 (42 020)	35 020 (32 700)
- Aux collectivités publiques	95	223	25
- A la navigation	217	124	-
Total	39 796	44 194	35 045

Émissions	1983	1984	1985
Émissions obligataires en France	9 500	13 000	11 500
Emprunts directs à long terme	25 430	25 980	11 674
Bons à moyen terme	3 020	2 842	2 956
Emprunts extérieurs	10 330	6 980	5 583
Total	48 280	48 802	31 453

Ces capitaux ont servi à hauteur de plus de 90 % à financer les réalisations et les consolidations de prêts aidés par l'Etat.

Principales données financières

(en millions de francs)

Situation en fin d'année	1983	1984	1985 (1)
- Total du bilan	195 714	243 956	261 428
- Fonds propres hors provisions et résultat de l'exercice	1 587	1 846	1 875
- Encours total des prêts	162 638	209 072	232 478
- Encours des emprunts obligataires	86 708	84 578	94 672
- Encours de l'ensemble des emprunts, bons et avances	168 223	202 882	222 580
Résultats annuels			
- Produit brut	2 084	2 502	2 624
- Bénéfice avant impôt, participation des salariés, amortissements et provisions	857	1 179	1 311
- Résultat net	148 (2)	174	197
- Résultat net par action (en franc)	30,4 (2)	36,8	40,5
- Dividende par action (en franc) distribué au titre de l'exercice	27,5	28,75	32

(1) Chiffres non encore approuvés.

(2) Non compris 50,5 millions de plus-values à long terme.

Echéancier de la dette à long et moyen terme au 31 décembre 1985

(en millions de francs)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991 et suivants	ensemble
● Emprunts obligataires en France	3 141	3 362	5 437	4 195	4 270	51 378	71 829
● Autres emprunts conventionnés							
- Long terme	1 841	2 208	2 178	3 073	3 304	75 651	88 264
- Moyen terme	3 691	3 684	4 372	5 168	2 584	4 928	24 407
● Emprunts extérieurs (1)	578	828	2 990	2 396	3 503	26 014	36 309
Total	9 251	10 083	15 025	14 833	13 841	157 677	220 810

(1) Convertis sur la base des parités au 31 décembre 1985. Principale devise d'endettement à cette date : dollar des E.U.A. (37 % du total).

Bilans résumés au 31 décembre

(en millions de francs)
(comptes 1986 non encore approuvés)

ACTIF	1984	1985	PASSIF	1984	1985
- Immobilisations non financières	578	740	- Capitaux propres	2 281	2 388
- Prêts	208 072	232 475	- Provisions pour risques et charges	3 022	3 473
- Effets non mobilisables, titres de participation et autres valeurs immobilisées	7 378	7 899	- Dettes financières et dettes assimilées	221 215	241 061
- Actif circulant et primes de remboursement	27 828	20 312	- Dettes d'exploitation et divers	17 438	14 504
Total	243 956	261 428	Total	243 956	261 426
HORS BILAN					
- Engagement de prêts			- Engagements de crédits bancaires et d'avances sur titres	38 575	38 421
- Engagements de crédits bancaires et d'avances sur titres			- Engagements de mobilisation de crédits à court et moyen terme	183	302
- Engagements de mobilisation de crédits à court et moyen terme			- Cautions accordées	7 091	5 804
- Cautions accordées			- Effets endossés ou remis en pension	303	1 581
- Effets endossés ou remis en pension			- Engagements divers	31	38
- Engagements divers			Total des engagements donnés	44 183	48 218

Le Monde

صكذامالاحول

A Sri-Lanka

L'armée suspend « temporairement » son offensive contre les séparatistes tamouls de Jaffna

De notre envoyé spécial

Colombo. — L'objectif des opérations de l'armée sri-lankaise, qui était officiellement de « dégager les voies d'accès » entre les diverses bases militaires de la péninsule et la ville de Jaffna « pour permettre le relèvement des troupes », est « temporairement abandonné », a annoncé, ce mardi 20 mai, le haut commandement de Colombo. « La plupart des soldats ont regagné leur base », a déclaré un porte-parole de l'armée, admettant que « les attaques terroristes » étaient à l'origine de ce repli tactique. « Si nous poursuivons nos opérations, a-t-il ajouté, il y aurait beaucoup de victimes civiles, et nous ne le voulons pas. » Selon lui, « aucun dégel important visible » n'a été occasionné à l'hôpital général de Jaffna par les bombardements. Estimant à « trente ou quarante » le nombre de camps occupés par la guérilla tamoule dans la péninsule, le porte-parole a indiqué que l'approvisionnement alimentaire de Jaffna « se poursuit normalement par la mer ».

Lundi après-midi, au troisième jour de l'offensive, l'armée de l'air sri-lankaise avait bombardé la ville, faisant au moins une douzaine de morts et cinquante blessés. Deux avions de fabrication italienne Marchetti, appuyés par des hélicoptères munis de mitrailleuses, avaient jaché huit projectiles de 20 kilos sur le centre-ville. Plusieurs magasins et des résidences privées avaient été détruits. L'hôpital central de Jaffna avait été légèrement touché.

A Colombo, le haut commandement avait reconnu avoir été contraint de procéder « pour la première fois depuis deux mois » à un bombardement limité des positions urbaines tenues par les séparatistes. « Les populations civiles ont été prévenues » du raid avant son déclenchement, a-t-il précisé. L'objectif

était d'obliger les maquisards à relâcher leur pression sur un détachement de soldats qui attendaient une sortie du vieux fort hollandais de Jaffna pour aller prêter main-forte aux convois blindés qui font route vers le nord. Un soldat a été tué et au moins cinq autres blessés dans cette tentative avortée.

An total, le bilan officiel de l'opération reste de « vingt-cinq terroristes » abattus et de vingt-six soldats tués. D'après l'armée, les Tigres libérateurs de l'EELAM tamoul (TLET), le mouvement de maquisards qui dirige virtuellement la résistance, feraient face depuis quelques jours à des « démissions massives ». Les TLET ont cependant nié cette information et annoncé que leurs pertes s'élevaient à huit hommes seulement, « alors qu'au moins cinquante soldats » avaient été tués dans les combats.

Une chose est sûre : l'avance des troupes vers la capitale tamoule s'est faite lentement et péniblement. Toutes les routes et les pistes y menant ont été détruites, et des ponts ont été détruits à l'explosion par les séparatistes. Ces derniers, à l'affût dans des tranchées et des bunkers de fortune le long des pistes, ont tenu des embuscades et paralysé bien armés. A Jaffna même, les cent cinquante mille habitants se sont terrés chez eux pendant quatre jours. Seuls les militants, qui ont défilé le couvre-feu, assuraient la défense et un semblant d'ordre dans la ville.

« Mise en garde » de New-Delhi

Pour l'instant, New-Delhi, soumis aux pressions de ses 50 millions de Tamouls — les 2,8 millions de Tamouls sri-lankais sont originaires du Tamil-Nadu indien, — s'est contenté de « fermement condamner » les bombardements. Il n'y a, pour l'heure, aucune indication que M. Rajiv Gandhi souhaite aller plus loin. Accusé par le président Jayewardene de s'être « montré sourd à ses appels », Colombo demande régulièrement l'éviction des séparatistes sri-lankais basés dans le Sud indien, — le premier ministre de New-Delhi a « mis en garde » le gouvernement sri-lankais « contre la poursuite d'une solution militaire (...) et les bombardements d'objectifs civils », qui favoriseraient l'escalade et diminuer les chances d'un règlement négocié du conflit.

Colombo avait fait savoir qu'aucune éviction de ses dernières propositions ne serait plus adressée à New-Delhi « tant que les Tamouls ne seront pas revenus » à la table des négociations.

PATRICE CLAUDE.

VISITE DE M. MITTERRAND DANS LE RHONE

Au terme de son traditionnel week-end de Pentecôte en Saône-et-Loire, le président de la République a effectué, lundi soir 19 mai, une visite inattendue à Oullins, commune de la banlieue sud-ouest de Lyon. Il répondait ainsi à l'invitation formulée à plusieurs reprises par le maire de cette ville de près de trente mille habitants, M. Roland Bernard (PS), ancien député, conseiller régional et candidat aux élections sénatoriales prévues en septembre. Coup de pousse présidentielle à cette candidature, après l'annonce par le bureau national du PS d'un parachutage possible sur la liste rhodanienne ? Les observateurs en sont convaincus même si le but avoué de ce déplacement était culturel.

Arrivé un peu avant 20 h 30, le président a remonté à pied la grande rue d'Oullins, à la grande surprise des riverains, pour se rendre devant la fontaine monumentale, un pilier de 19 mètres de hauteur, entièrement revêtu de céramique blanche, sur lequel l'eau glisse en ondes successives — érigée par le plasticien Jean-Pierre Raynaud. Une manière aussi pour M. Mitterrand de donner un coup de pouce à un « vrai grand créateur contemporain » dont l'un des projets — la transformation d'une tour du quartier des Miniguettes à Vénissieux en « sculpture du siècle » — est au cœur d'une polémique.

La course aux télévisions privées

HAVAS CANDIDAT AVEC LA CLT

Dans un entretien accordé au magazine professionnel « Stratégies », M. Pierre Dautier, nouveau PDG d'Havas, confirme les ambitions du groupe sur le marché de l'audiovisuel : « Nous voulons être partenaires dans une chaîne généraliste au travers et avec la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et dans le cadre de la future loi sur l'audiovisuel. » On sait que la CLT, dont Havas est le principal actionnaire français, est candidate à la reprise de la « 5 », que la Commission nationale communications et libertés devrait mettre aux enchères.

M. Dautier précise, d'autre part, que la privatisation d'Havas « se fera en maintenant l'unité et la cohésion » du groupe. Refusant toute cession même partielle des actifs d'Havas, M. Dautier insiste sur la nécessaire unité entre les activités d'agence et de médias, en prenant exemple de la concentration des groupes américains et japonais.

Sur le vif Cafteurs !

Be n'ont pas de moralité, les fics. Moi, je suis scandalisée. C'est pas bien, ce qu'ils font : une prime à la délation, vous vous rendez compte ! Dans quel monde vit-on ? Récompenser les citoyens prêts à alerter la police pour déjouer une action terroriste, ça ressemble à quoi ? Ca met, à la radio, l'entendement d'un défenseur des droits de l'homme, il dit que c'était très mal de rapporter. M'aurait-il m'aurait-il je sais qui l'a posé, le pétard dans les toilettes ! Ça ne se fait pas, on apprend ça dès l'école.

Vous me direz : allons donc ! ça se fait couramment à l'étranger. Et même ici. Les fonds spéciaux, où vous croyez qu'ils vont ? A payer ce genre de renvoi comme ça. Ça permet de donner des leçons de moralité à ces sauteurs d'Amérique et de l'étranger, les chasseurs de prime, à coups d'officiers « wanted », désignant à la vindicte publique les fauteurs de crime.

Grand banditisme ou terrorisme, ils ne font pas la différence.

Entre nous, moi non plus. J'ai beau la chercher, je ne la vois pas. Mais ça, c'est mon côté facho, contaminé par l'idéologie sécuritaire depuis que j'ai failli sauter dans la galerie Point-Show. J'y suis passée, en sortant de la gym, un quart d'heure avant l'explosion.

Pour en revenir à nos moutons, c'est eux qui ne doivent pas être contents, les moutons, les indices et les balances. Ça va leur faire une sacrée concurrence. Remarque, moi, à leur place, je m'inquiéterais pas trop. Faudrait qu'on me paye vraiment très cher pour que je prenne la peine de donner un tour. Des fois qu'il aurait des copains... Vous savez combien il a offert. Reagan, à qui l'aidait à retrouver les auteurs de je ne sais plus quel détournement d'avion ? 500.000 dollars. Alors, là, oui, ça vaut le coup. Surtout que, par précaution, on vous fait passer sur le billard et vous en ressortez avec une autre guule. La mienne commence à être doucement tapée. Ça me permettrait d'en changer à l'œil.

CLAUDE SARRAUTE.

Grogne au Parti communiste réunionnais

De notre correspondant

Saint-Denis. — Officiellement il n'existe pas de dissidence au sein du Parti communiste réunionnais. Tout au plus, son secrétaire général, M. Paul Vergès, évoque-t-il avec condescendance les « impuissants » qui souhaitent quitter le parti pour adopter une ligne plus dure sur le problème du statut de l'île. Dans les milieux, en revanche, la grogne gagne de l'ampleur et s'est accentuée au lendemain des élections législatives et régionales. Le PCR a tenu, dimanche 18 mai, un comité central, où d'aucuns jugent « important » pour l'avenir du parti.

Le malaise ne date pas d'aujourd'hui. Lors de son dernier congrès, en 1980, le PCR n'a cessé d'ordonner à la stratégie du mot d'ordre de l'« autonomie démocratique et populaire ». Une année plus tard, la victoire de la gauche et les engagements du président de la République concernant les DOM en matière de décentralisation donnaient un coup de frein au projet d'autonomie.

Depuis, sans que la base soit consultée, la ligne du PCR n'a cessé de fluctuer entre ses anciennes amours et une reconnaissance de fait de la départementalisation dont le quarantième anniversaire fut fêté le 19 mars dernier avec éclat par les municipalités communistes de l'île.

Un revirement spectaculaire dont tous les états-majors politiques locaux ont pris acte, même si la droite réunionnaise continue de soupçonner M. Vergès de nourrir des arrière-pensées indépendantistes.

Désorienté par ce flou, la base l'est davantage encore par la tactique adoptée au lendemain des scrutins du 16 mars dernier. De nombreux militants, populaires dans leur localité et élus aux régionales ont dû démissionner, appliquant à la lettre la consigne du parti : « Un homme, un mandat. » Une cascade de départs qui a favorisé l'entrée à l'assemblée régionale du second fils du secrétaire général du PCR, M. Pierre Vergès, aux côtés de son père et de son frère, M. Laurent Vergès.

Pour certains responsables du PCR, « trois Vergès à la région, c'est trop ». D'autant plus que M. Paul Vergès cumule les fonctions de député européen, de député apparenté PCF à l'Assemblée nationale, et de maire du Port. Le mécontentement face à la « dynastie » s'est manifesté lors d'un comité central avant le 16 mars, où, pour la première fois, une forte minorité s'est opposée à la liste législative au détriment de M. Claude Hoarau, maire de Saint-Louis.

La fronde de M. Hoarau

Les soucis de M. Paul Vergès ne s'arrêtent pas là. Contesté sur sa gauche, il doit affronter la fronde d'un des plus anciens militants, M. Mario Hoarau qui s'affrime « communiste départementaliste ». Elu président du conseil régional en 1983, M. Mario Hoarau a repris en main la mairie de Saint-Leu (après avoir été remplacé à la présidence de la région par M. Pierre Lagourgue, ancien député UDF, divers droite) en évitant de toute responsabilité son premier adjoint, M. Ary Yee Chong Tehi Kan, un proche de M. Vergès, ancien animateur du Front de la jeunesse autonomiste de

A Beyrouth-Ouest

RAPT DES DEUX OCCUPANTS D'UNE VOITURE DIPLOMATIQUE SOVIÉTIQUE

Beyrouth. (Reuters). — Trois hommes armés ont enlevé, le mardi 20 mai, les deux occupants d'une voiture de l'ambassade soviétique, dans le quartier à majorité musulmane de Beyrouth-Ouest, appartenant de source proche des services de sécurité.

On ignore encore si les deux passagers du véhicule sont ou non survivants. A l'ambassade d'URSS, on affirme ne disposer d'aucune information sur l'incident.

NOUVELLES BRÈVES

● **Aucun survivant dans l'accident du Breguet-Atlantic de Djibouti.** — Le ministre français de la défense a confirmé qu'il n'y avait aucun survivant parmi les dix-neuf occupants de l'avion Breguet-Atlantic de surveillance maritime qui s'est écrasé, dimanche 18 mai, non loin de Djibouti. Les sauveteurs ont finalement retrouvé les restes calcinés des trois occupants portés disparus (le Monde du 20 mai). L'accident a donc provoqué la mort de deux officiers de marine, de seize officiers-maritimes et d'un sous-officier de la légion étrangère — (AFP).

● **Attention manquée contre le président Alfonsín.** — La police argentine a démantelé lundi 19 mai une bombe dans un club militaire à Cordoba (à 750 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires), peu avant l'heure où le président Raúl Alfonsín devait s'adresser à des officiers dans un bâtiment voisin. La bombe aurait été découverte à la suite d'un coup de téléphone anonyme. Vendredi dernier, des bombes avaient explosé dans six bureaux du Parti radical de M. Alfonsín, quelques heures avant l'annonce de la condamnation de ses membres de la justice qui avaient conduit l'Argentine à la défaite en 1982 face à la Grande-Bretagne dans les îles Malouines. — (Reuters).

● **Fermeture des « marchés libres paysans » à Cuba.** — M. Fidel Castro a décidé la fermeture, à Cuba, à partir de cette semaine, des « marchés libres paysans », lieu du commercialisation sans contrôle des prix d'une partie de la production agricole privée. Cette décision a été prise, lundi 19 mai, au terme d'une réunion de deux jours avec les responsables de petits exploitants agricoles et des coopératives de production soutenues par l'Etat. L'ouverture des « marchés libres paysans », date de 1980. Les prix pratiqués sur ces marchés, où étaient vendus divers biens de consommation, étaient uniquement tributaires de l'offre et de la demande. — (AFP).

● **TENNIS : Navratilova batue à Berlin-Ouest.** — L'Allemande de l'Ouest Steffi Graf, qui aura seize ans au mois de juin prochain, a créé la surprise en battant l'Américaine Martina Navratilova, 6-2, 6-4, lundi 19 mai en finale du tournoi de Berlin-Ouest. Cette quatrième victoire consécutive dans un tournoi de circuit féminin fait de la jeune Allemande, qui a récemment battu l'Américaine Chris Evert-Lloyd, l'une des grandes favorites des Championnats internationaux de France.

Bourse de la matinée

CALME ET IRRÉGULARITÉ

Encore une fois, l'ordinateur de la Chambre syndicale a eu des faiblesses ce mardi matin. Aucun indicateur n'était disponible. D'une façon générale, l'activité a été calme, et la tendance était à l'irrégularité. Hausse de Midl (+ 3,1 %) de Pernier (+ 1,4 %) et de L'Oréal (+ 0,6 %). Repil de Peugeot (- 2,7 %), Alsthom (- 1,8 %), Michelin (- 0,7 %).

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 20 MAI

Indicateur de séance (20) : - 0 07

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Autor	486	486	486
Agencia Héroica	1820	1820	1820
Al Louail (L)	533	540	540
Alstom	566	575	574
Banque (Caf)	1330	1325	1330
Bongran	1970	1980	1980
Bois	2830	2830	2830
Bois (S)	3880	3880	3880
Carrefour	3838	3838	3810
Changars S.A.	1285	1285	1285
Café Midl-Héroica	546	543	543
Dunlop	1460	1460	1460
S.F. Aguilera	338	340	342
Edilcar	2830	2830	2830
Lafarge-Capelle	1505	1505	1505
L. Vauton S.A.	1280	1280	1280
Michelin	3038	3015	3010
Midl (S)	5920	6050	6050
Modi-Héroica	2470	2470	2470
Nav. Héroica	1246	1240	1235
Orléans (L)	3550	3570	3570
Pernod-Rouard	1200	1175	1175
Peugeot S.A.	1080	1080	1080
Sandoz	828	810	815
Sauv. Héroica	725	725	728
Sauv. Pernier	3760	3760	3760
Télécoms	1285	1280	1280
Thomson-C.S.F.	1415	1415	1417
T.S.T.	3180	3180	3180
Vallo	587	587	587

STAGE LECTURE RAPIDE

3-4-5 juin 1986

possibilités de stages en entreprises

GEICA-FORMATION/42-96-41-12

56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

NOUVEAUX TARIFS "ENSEIGNEMENT"

*Réservés aux établissements d'enseignement ou de formation agréés ainsi qu'aux professeurs.

30% de remise sur la gamme Apple.

MACINTOSH PLUS
18130 F.N.T. 21502 F.T.C.!!

APPLE II C
3535 F.N.T. 4192,51 F.T.C.!!

etc...

Profitez-en dès aujourd'hui!! chez :

INTERNATIONAL COMPUTER

Le centre Géant de la Micro-Informatique
26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - tél. 272.26.26
et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 37.25.03

DUCAU
Spécialiste du convertible
(inter 115-120-121 et 140)
Moteurs, papiers, latex ou polyether Grand choix.
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
37, Av. de la République 75001 PARIS
tél 357 46 35 - Métro PARNES

AUJOURD'HUI... LE NOUVEAU

GLOBE
N° 7 CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

Publicité

les Antilles en Concorde pour 98 élus

C'est le nombre de places pour ce vol supersonique exceptionnel avec Air France. Noël ou jour de l'An et 9 jours passés à l'hôtel Méridien de Guadeloupe (*****) NN à partir de 18950 francs. Aircom, 93, rue de Montcau, 75008 Paris, 45-22-86-48.

Louez une voiture

30 jours 3500 km inclus
● Fiat Panda 4550 F
● Renault 5 4900 F
● Fiat Uno 45 4900 F
Autres modèles, nous consulter.

autorent
PARIS 7° : 45 55 53 49
PARIS 15° : 45 54 22 45

Le numéro du « Monde »

du 20 mai 1986

a été tiré à 391 915 exemplaires

Crédits, jeunes, sophistiqués, raffinés, nouveaux... une infinité de « tissus-prodiges »

TISSUS "COUTURE"
L'originalité et l'esprit de la mode
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G H